



Département des systèmes
agroalimentaires et ruraux
CIRAD-SAR

**Les relations entre
organisations paysannes
et recherche agricole**

M. R. Mercoiret
J. Berthomé
P.M. Bosc
J. Guillaume

Juin 1997

CIRAD-SAR 110/97



Les relations entre organisations paysannes et recherche agricole

M. R. Mercoiret
J. Berthomé
P.M. Bosc
J. Guillaume

Juin 1997

CIRAD-SAR 110/97

Sommaire

RESUME	I
REMERCIEMENTS	II
INTRODUCTION	1
Cadre de l'étude	2
• Diversité des organisations	2
• Un intérêt renouvelé pour les organisations paysannes	9
• Des recompositions institutionnelles	15
• La recherche agricole et les organisations paysannes	26
• Des questions	34
Objectifs et déroulement de l'étude	36
APERÇU SUR LA SITUATION AU MALI.....	38
I - Au niveau national	40
1 - Le contexte économique et institutionnel.....	40
2 - Les dispositifs d'appui / conseil	42
2.1 - La recherche agricole	42
2.2 - Les dispositifs d'appui à vocation nationale	48
3 - Diversité des dynamiques d'organisation	52
II - Trois situations régionales	60
1 - La région de Mopti	60
1.1 - Eléments sur les systèmes de production	60
1.2 - Les dispositifs d'appui / conseil	62
1.3 - Les organisations professionnelles et paysannes	68
1.4 - Quelques réflexions	74

2 - La zone de Niono	77
2.1 - Evolution récente du contexte	77
2.2 - Diversité des systèmes de production	79
2.3 - Le dispositif de recherche	80
2.4 - Les dispositifs d'appui / conseil	83
2.5 - Les organisations paysannes et professionnelles	87
2.6 - Des remarques générales	93
3 - La région de "Mali-Sud"	97
3.1 - Dynamiques des systèmes de production	97
3.2 - Dispositif d'appui	101
3.3 - Les organisations paysannes et professionnelles	112
3.4 - Des remarques générales	118
III - Des remarques d'ensemble	123
1 - Eléments d'analyse sur les organisations paysannes et professionnelles	124
2 - Des dispositifs novateurs	131
3 - Le nécessaire renforcement des organisations paysannes et professionnelles	135
4 - Quelques observations complémentaires	138

CONCLUSION : DES PISTES DE RÉFLEXION	140
---	------------

ANNEXE : LES ORGANISATIONS PAYSANNES PARTENAIRES DES ORGANISMES DE RECHERCHE AGRICOLE.

Aperçu des approches anglophones.

Julie Guillaume

Résumé

La question des relations entre les systèmes nationaux de recherche agricole et les organisations paysannes se trouve au coeur des réflexions de nombreux opérateurs de développement. Du discours incantatoire à la mise en pratique effective, le chemin paraît encore long. L'établissement d'un dialogue qui aboutisse à des modifications significatives des contenus et des modalités d'intervention de la recherche agricole est un processus d'apprentissage réciproque long et complexe entre des partenaires aux logiques différentes et qui suppose que soient éclaircies de nombreuses ambiguïtés sur les attentes, parfois fausses, suscitées par ce partenariat.

Cette étude est une contribution au débat en cours ; elle se fonde sur l'étude d'un cas concret, le Mali, à travers trois situations agricoles régionales : la région de Mopti, Niono dans le cadre de l'Office du Niger et le Mali-Sud. Dans ces trois situations au contexte économique et institutionnel fortement contrasté et marquées chacune par des histoires différentes en termes de dispositif d'intervention, les relations entre la recherche agricole et les organisations de producteurs ont été analysées et confrontées à la perception des principaux acteurs, les producteurs et les chercheurs. Cette étude n'a pas la prétention de faire un point exhaustif sur cette question complexe dans le cas du Mali à partir de missions relativement brèves. Cette étude n'est en aucun cas une appréciation spécifique du dispositif institutionnel mis en place par l'IER. Elle propose, à partir d'une analyse de ces trois situations, un éclairage argumenté par les observations de terrain sur les modalités des relations entre recherche et organisations de producteurs. Cette réflexion est ainsi replacée dans un cadre plus large situé par rapport aux travaux de la recherche anglophone sur ces questions qui fait l'objet d'une présentation analytique et de synthèse en annexe au présent document.

Cette recherche été financée par le ministère français de la Coopération.

Mots clés : recherche agricole, Afrique Sub-saharienne, Mali, organisations de producteurs, dispositif d'appui aux producteurs, programmation de la recherche, vulgarisation.

II

Remerciements

L'équipe qui a réalisé cette étude tient à remercier les personnes qui ont accepté de la recevoir et qui ont contribué par leurs discussions à faire émerger les réflexions contenues dans ce rapport.

Nous remercions plus particulièrement Monsieur O. Niangado, directeur général de l'Institut d'économie rurale qui nous a reçus au début et au cours de l'étude et qui a mobilisé les compétences des chercheurs au niveau régional pour répondre à nos interrogations. L'équipe remercie également les responsables des services agricoles, de l'Office du Niger et de la Cndt ainsi que les agents sur le terrain qui ont fait le nécessaire pour que puissent être réalisés les entretiens. Nous avons également bénéficié des compétences des agents du Cirad, de l'Iram et du ministère de la Coopération en poste au Mali et de l'appui de la délégation du Cirad à Bamako qui a facilité nos contacts et la réalisation pratique des missions.

Nous remercions également les producteurs et les responsables d'organisations de producteurs des régions de Mopti, Niono, Sikasso et Koutialia qui nous ont fait part de leurs espoirs, de leurs préoccupations et de leurs attentes vis à vis de la recherche agricole.

Nous voulons aussi remercier ici Monsieur Noumou Diakité qui nous a guidé dans la région de Mopti, nous faisant bénéficier de son expérience et de sa connaissance fine de la région, des producteurs et de leurs organisations.

Nous remercions enfin Messieurs Roland Guis, Maurice Izard, Hubert de Milly et Philippe Rémy du ministère de la Coopération qui ont fait confiance en nous commanditant cette recherche.

Introduction

La présente étude a été financée par le Ministère de la Coopération et a été réalisée par le CIRAD-SAR avec la participation du CIEPAC. Elle est une contribution à la réflexion sur les articulations entre les organisations paysannes et la recherche agricole en Afrique subsaharienne.

CADRE DE L'ÉTUDE

1 - Diversité des organisations paysannes et professionnelles

En Afrique subsaharienne, l'organisation des producteurs est un thème récurrent des politiques agricoles depuis les Indépendances. L'histoire politique, les options successives de développement ainsi que diverses initiatives émanant des ONG ou des paysans eux-mêmes ont façonné des configurations organisationnelles très diverses, plus ou moins complexes selon les pays et les régions.

Depuis dix ou quinze ans, on observe une intensification des dynamiques d'organisation des producteurs qui résulte de deux phénomènes concomitants :

- d'une part, le retrait de l'Etat de nombre de fonctions d'appui à l'agriculture a engendré un discours officiel sur les nouveaux acteurs économiques et sociaux (opérateurs économiques privés, organisations paysannes) et des pratiques qui visent à favoriser leur émergence ou leur renforcement. Dans certaines régions, et pour des fonctions et responsabilités devenues vacantes, les organisations paysannes sont souvent apparues comme les repreneurs les plus probables, sinon comme des repreneurs uniques. Des schémas de transfert de responsabilités et de tâches aux producteurs organisés ont ainsi été élaborés ; des programmes d'appui à l'organisation des producteurs, des projets de formation, etc. sont mis en oeuvre pour favoriser la promotion d'organisations autonomes, capables d'assumer des fonctions d'appui à la production, dans les domaines technique et économique en particulier.
- d'autre part, profitant de l'espace ouvert par la libéralisation économique et de l'ouverture démocratique dont elle s'accompagne souvent, parfois pour combler les vides laissés par le désengagement de l'Etat, des organisations naissent ou se renforcent à l'initiative des producteurs eux-mêmes. Ces organisations se structurent à des échelles très diverses (de l'échelon infra-villageois à l'échelon national, voire sous-régional) ; elles ont des niveaux d'activité très variables et expriment des aspirations / revendications très diverses. Dans nombre d'endroits, des organisations fédératives se mettent en place : il peut s'agir d'organisations existant depuis plusieurs années, rattachées au mouvement associatif, et qui se renforcent (au Sénégal, au Burkina Faso) ; il peut s'agir aussi d'organisations héritières

de projets de développement antérieurs et qui sortent du schéma tracé pour leur évolution (SYCOV au Mali), d'organisations parfois plus récentes qui se structurent de façon autonome autour d'une filière, au sein d'une zone, d'une région, etc. Ces organisations sont porteuses d'un "projet paysan" ou d'un "projet professionnel" qu'elles formulent avec une précision variable mais qui déborde parfois largement les schémas de transfert de responsabilités tels qu'ils étaient conçus par les pouvoirs publics ; assurant des fonctions techniques et économiques pour leurs adhérents, elles se veulent aussi investies d'une mission de représentation et de défense des intérêts des producteurs et ceci qu'elles prennent une forme syndicale ou associative.

1.1 - Multiplicité et diversité des formes d'organisation

Sans prétendre présenter une typologie des organisations paysannes professionnelles en Afrique sub-saharienne, on peut noter quelques grands traits des situations les plus fréquentes :

1.1.1 - Les organisations de base sont innombrables :

- il peut s'agir de groupements infra-villageois qui se structurent sur une base sociale (les femmes, les jeunes) ou catégorielles (artisans, pêcheurs, maraîchers, etc.) ;
- il peut également s'agir d'organisations villageoises anciennes ou récentes aux dénominations très diverses : associations villageoises, associations de base de producteurs, associations villageoises auto-gérées, tons villageois, comités villageois, etc. ; dans certains cas, les organisations villageoises sont centrées sur une activité dominante (le coton, l'irrigation) même si elles développent des activités complémentaires (banques de céréales, santé, etc.) ; dans d'autres cas, elles affirment leur vocation multisectorielle et combinent des activités économiques et des activités à caractère social ;
- les caisses d'épargne et de crédit se développent elles aussi rapidement et ont souvent une base villageoise ;
- les organisations de base ont été mises en place, parfois depuis longtemps, dans le cadre de projets officiels de développement ou de programmes soutenus par des ONG ; certaines résultent parfois d'une initiative politique nationale alors que d'autres ont été créées par des paysans soucieux de "faire quelque chose" pour améliorer leurs conditions de production et d'existence ;
- les statuts juridiques des organisations de base sont très divers : certaines n'ont pas d'existence légale ; d'autres (de plus en plus nombreuses) acquièrent un statut grâce aux nouvelles législations qui se mettent en place (GIE, GIC, GIR, etc.) ; d'autres ont conservé le statut ("tons villageois", coopératives, etc.) qui leur avait été dévolu initialement, etc ;
- certaines organisations de base réalisent des performances techniques et économiques significatives, notamment lorsqu'elles ont la capacité de générer des ressources propres régulières, mais la base économique de beaucoup de groupements est cependant préoccupante ; des organisations, socialement solides, semblent "tourner à vide" et l'absence persistante de résultats concrets peut, à la longue, être démobilisatrice ;

- on note une forte tendance au regroupement des organisations de base au sein de fédérations qui se structurent à des échelons géographiques très divers ; les groupements et organisations villageoises "isolés" (i.e ne faisant pas partie d'une union / fédération) restent cependant très nombreux ;
- une autre tendance actuelle semble être la spécialisation des organisations de base soit dans une filière / produit (coton, riziculture, élevage) soit dans une fonction (approvisionnement, crédit mutuel ou décentralisé, transformation des produits, etc.) ; cette tendance est encouragée et parfois impulsée par des intervenants extérieurs, la spécialisation étant perçue comme une condition de la professionnalisation des producteurs.

1.1.2 - Les organisations fédératives de développement local

Il s'agit d'organisations intervillageoises qui regroupent un nombre variable d'organisations de base dans une aire géographique souvent limitée. Elles peuvent être déjà anciennes (Sénégal, Burkina Faso) mais aussi plus récentes (Cameroun, Tchad, Zimbawé, Zambie, Mali).

Créées à l'initiative des paysans eux-mêmes ou d'ONG, elles bénéficient le plus souvent du soutien de ONG et de plus en plus fréquemment de l'appui de projets spécifiques financés par la coopération internationale. Affichant une vocation multifonctionnelle et multisectorielle, elles se dotent d'un personnel (animateurs paysans) et de dispositifs d'appui spécifiques (services communs à la production individuelle, formation, appui/conseil, etc.) ; elles accordent souvent une attention particulière à la gestion des ressources naturelles, aux productions de diversification mais certaines peuvent aussi s'intéresser de façon privilégiée aux cultures dominantes (café/cacao, coton, riziculture irriguée, élevage, etc.).

1.1.3 - Les organisations fédératives de type filières

Il s'agit d'organisations qui de façon déclarée ou de fait (même si cela est conjoncturel) ont des préoccupations qui s'articulent principalement autour de l'organisation d'une filière ; elles cherchent à établir des relations (les plus équilibrées possibles) avec les autres acteurs, notamment économiques, intervenant dans la filière concernée et ceci à différentes échelles géographiques et à différents niveaux de décision :

- certaines de ces organisations se structurent autour d'une **filière / produit** : il s'agit souvent de filières d'exportation (coton, café/cacao) mais il peut s'agir aussi des productions vivrières (riz, maïs, mil), de productions de diversification (maraîchage) ou d'élevage. Certaines sont structurées seulement à l'échelon local (réseau de banques de céréales par exemple) alors que d'autres se structurent de l'échelon villageois au niveau régional ou national. Dans certains cas, l'organisation fédérative est officiellement associée à la gestion de la filière par un contrat-plan dont elle est signataire (SYCOV au Mali) ou dans le cadre d'une inter-profession (CICC au Cameroun) ; dans d'autres cas, les relations entre les organisations et les autres acteurs sont plus informelles ou encore en construction ;
- certaines organisations fédératives spécialisées se structurent autour d'une fonction économique : c'est le cas de nombre de groupements de base réunis autour de

l'approvisionnement en produits vétérinaires (RCA, Tchad, Sénégal, etc.), des fédérations de caisses d'épargne et de crédit (Bénin), etc.

1.1.4 - Les coordinations nationales

Souvent appelées "organisations faîtières" en Afrique francophone, les coordinations nationales sont de nature très diverse :

- certaines sont déjà anciennes et ont parfois été mises en place par les pouvoirs publics (cas des farmer's unions du Zimbabwe, d'Ouganda, des Unions nationales de coopératives, etc.) même si elles ont acquis une réelle autonomie du fait du retrait de l'Etat (ou de son affaiblissement). D'autres se sont créées depuis près de vingt ans pour regrouper des organisations nées hors de la mouvance étatique (FUGN au Burkina Faso, FONGS au Sénégal) ;
- depuis une dizaine d'années, les pouvoirs publics ont poussé à la création de fédérations spécifiques de groupements féminins dans de très nombreux pays ; ces fédérations s'autonomisent progressivement surtout lorsqu'elles parviennent à s'articuler avec des dynamiques fédératives plus larges ;
- la structuration au niveau national peut revêtir des formes originales définies par les paysans eux-mêmes (cas du CNCR au Sénégal) ; elle est encouragée par des programmes spécifiques qui débouchent sur des formes d'organisation nouvelles (AOPP au Mali, FUPRO au Bénin, "plates-formes" nationales et régionales dans les pays membres du CILSS, etc. ; dans certains cas, c'est la forme de réseau qui est retenue (Tanzanie).

1.1.5 - Les syndicats agricoles

La vocation syndicale de certaines organisations fédératives est affirmée dans quelques pays (Mali, Tchad) ; la dénomination adoptée ne suffit pas cependant à caractériser les organisations fédératives :

- certains syndicats maliens (SYCOV, SYPAMO) affirment des objectifs plus larges que la défense des intérêts des producteurs alors que d'autres (au Tchad) se positionnent plus dans une optique syndicale ;
- des organisations fédératives régionales ou nationales jouent de fait le rôle d'un syndicat de branche (cas du MPZS au Tchad) ou ont une fonction de représentation des intérêts des producteurs (CNCR au Sénégal, FUPRO au Bénin, etc.) même si elles assurent aussi des fonctions d'appui aux producteurs.

1.1.6 - Les Chambres d'Agriculture

Elles ont été mises en place dans certains pays, parfois depuis plus de dix ans, et ont joué jusqu'ici un rôle relativement limité du fait de leur localisation (au Sénégal par exemple où elles sont une section de la Chambre de Commerce) ou du mode de désignation de leurs responsables (ceux-ci ont été parfois désignés par les pouvoirs publics). Les Chambres d'Agriculture ont été ici et là réorganisées et constituent parfois la structure de représentation officielle des producteurs ruraux (cas du Mali par exemple).

1.2 - Des dynamiques d'intensité inégale

1.2.1 - L'intensité des dynamiques d'organisation des producteurs ruraux est cependant très variable ; l'effervescence associative qui se manifeste dans divers endroits, l'apparition ou le renforcement ici et là d'organisations fédératives qui affirment une autonomie réelle, une capacité effective d'action et une capacité de négociation avec les acteurs extérieurs, contraste avec le faible degré d'organisation professionnelle qui reste général dans beaucoup de zones. De grands écarts existent en effet entre les pays et à l'intérieur d'un même pays et les "mêmes causes" ne produisent pas les mêmes effets : le désengagement de l'Etat des fonctions économiques est certes général mais la possibilité / capacité des paysans à s'organiser pour investir l'espace économique et institutionnel ainsi créé reste très variable.

Les organisations paysannes en effet ne tombent pas du ciel ; les formes qu'elles prennent, les activités qu'elles mènent, les modalités de leur fonctionnement interne, les relations qu'elles nouent avec leur environnement résultent de multiples facteurs qui se combinent toujours de façon particulière et qui font de chaque situation un cas spécifique.

- **les conditions** sociales, politiques et institutionnelles qui prévalent dans la **société globale** sont inégalement favorables à l'émergence d'organisations paysannes et influent sur leurs évolutions. Le contexte politique et institutionnel délimite en effet un espace d'initiative plus ou moins large pour les initiatives des producteurs tant dans les domaines technique et économique qu'en matière d'organisation. Les évolutions récentes (libéralisation de l'économie, processus de démocratisation, élaboration de nouvelles législations) ouvrent certes de nouveaux espaces d'initiative pour les producteurs, mais :
 - d'une part, les évolutions ne s'opèrent pas partout au même rythme ;
 - d'autre part, les modalités selon lesquelles ces évolutions s'opèrent ne sont pas non plus les mêmes ; dans certaines zones par exemple, les opportunités offertes par le retrait de l'Etat sont occultées par les multiples contraintes qui y sont liées.

Les organisations paysannes sont en effet confrontées à un paradoxe : c'est la crise des modèles de développement par l'Etat qui permet la montée en puissance des acteurs non étatiques et en particulier des organisations paysannes ; cependant, les conditions créées par le désengagement de l'Etat dans certaines régions freine les initiatives (absence de crédit, désorganisation de l'approvisionnement, difficultés d'accès au marché), obère les résultats des organisations et peut compromettre leur crédibilité interne. Les stratégies individuelles d'adaptation peuvent alors prendre le pas sur la construction de systèmes d'action collective permettant aux unités de production familiales d'aborder le marché dans des conditions plus favorables.

- **les interventions de développement** menées depuis les Indépendances ont été très diverses et ont eu des **effets très contrastés** ; elles ont contribué de façon très variable au développement au sein des **sociétés locales**, de capacités collectives nécessaires pour bâtir des relations équilibrées avec les acteurs extérieurs. Sans exhaustivité, on peut citer :
 - la diversité des acquis en termes de formation, d'alphabétisation, etc. ; à titre d'exemple, les efforts déployés par la CMDT depuis des années au Sud du Mali pour alphabétiser les responsables d'Associations Villageoises contrastent avec la situation dans d'autres zones cotonnières où l'alphabétisation ne fait que commencer ;
 - les succès ou les échecs enregistrés par les opérations de développement passées influent sur la capacité des producteurs à investir (selon par exemple qu'elles ont permis ou non une accumulation collective et au sein des exploitations agricoles) ; la nature des interventions antérieures, les résultats qu'elles ont permis aux producteurs d'obtenir influent sur la perception plus ou moins positive que les sociétés locales ont de leur propre potentiel ;
 - l'histoire du développement dans une zone donnée influe en outre sur la volonté et la capacité des ruraux à nouer des relations avec les acteurs extérieurs. L'organisation paysanne émerge en effet à la confluence de dynamiques qui unissent / opposent la société locale et la société globale et l'organisation naît lorsqu'il existe au sein de la société locale, une volonté même minoritaire, de rechercher de nouvelles formes de coordination avec les acteurs extérieurs.
- la présence de leaders joue un rôle important dans l'émergence des organisations paysannes ; il s'agit souvent d'acteurs qui ont eu des expériences particulières et que l'on ne retrouve pas bien sûr partout au même moment ; leur capacité à nouer des partenariats ou des alliances avec des acteurs extérieurs est en outre très variable et influe sur leur capacité à jouer un rôle d'entraînement auprès des producteurs.
- les caractéristiques de la société locale (sa plus ou moins grande homogénéité sociale, le degré de prégnance des formes de contrôle social et des hiérarchies sociales, le taux de scolarisation, l'accès aux centres urbains, etc.) sont également un facteur de différenciation.

- il en est de même pour les stimulations extérieures (appuis méthodologiques, formation, soutiens matériels et financiers) : l'existence d'offres plus ou moins nombreuses, les formes selon lesquelles elle s'expriment, le moment auxquelles elles sont proposées, jouent un rôle dans l'émergence des formes d'organisation, sur les formes qu'elles prennent ainsi que sur leurs évolutions. Force est de constater que ces stimulations extérieures sont inégalement présentes selon les zones et diversement incitatives.

1.2.2 - Des caractéristiques inédites

Malgré les différences régionales, et locales, malgré les difficultés de tous ordres qu'elles rencontrent, et malgré aussi l'existence d'initiatives opportunistes, les dynamiques d'organisation des producteurs s'intensifient en Afrique et nombre d'organisations revêtent en outre des caractéristiques largement inédites ; on peut noter ainsi :

- une revendication accrue d'autonomie vis-à-vis des anciennes tutelles ;
- la volonté d'être reconnues comme acteurs à part entière dans la définition et la mise en oeuvre des programmes de développement qui les concernent ;
- l'intérêt pour nouer des relations avec les acteurs économiques et institutionnels de leur environnement ;
- une capacité émergente de négociation avec les pouvoirs publics en matière de politique agricole ;
- leur engagement dans des dispositifs de co-gestion au sein d'une filière (contrat-plan, inter-profession) et dans des cadres de concertation locaux, régionaux ou nationaux ;
- etc..

La montée en puissance des organisations paysannes se double d'une tendance à l'unification de dynamiques d'origine et de nature très diverses et cela pourrait avoir un effet d'entraînement sur les zones (ou les pays) où le degré de structuration professionnelle est encore faible.

C'est ce que semblent montrer par exemple :

- la création du Comité National de Concertation des Ruraux au Sénégal qui, après le forum sur l'agriculture organisé en 1993 à l'initiative de fédérations paysannes nationales, réunit notamment des organisations aussi diverses que l'Union Nationale des Coopératives et la Fédération Nationale des Groupements Féminins créées à l'initiative de l'Etat et la FONGS qui regroupe des organisations autonomes, liées au mouvement associatif ;
- la facilité avec laquelle des responsables paysans de pays différents instaurent le dialogue et définissent des priorités communes sur des sujets précis ou plus généraux (les banques de céréales, l'épargne et le crédit mais aussi l'avenir des filières riz, coton, café, cacao, le statut officiel des organisations, etc...) dès que l'occasion leur est donnée de se retrouver (Six S,

programme AFDI en Afrique de l'Ouest ; réseau GAO en Afrique ; réseau Agriculture Paysanne et Modernisation en Amérique Latine et en Afrique...) ;

- les répercussions que peuvent avoir des rencontres entre producteurs sur une dynamique régionale ou nationale (cas par exemple de la création en 1993 du réseau Mhiwata en Tanzanie, suite à la participation de deux responsables tanzaniens à la première rencontre internationale APM organisée avec le soutien de la FPH au Sénégal en 1992).

2 - Un intérêt renouvelé pour les organisations paysannes

La plupart des acteurs institutionnels (pouvoirs publics, bailleurs de fonds, ONG, etc.) portent une attention particulière aux organisations paysannes africaines. Plus ou moins récents et d'inspirations très diverses, les programmes d'appui à l'organisation des producteurs (ou aux organisations paysannes) renforcent les dynamiques en cours et influent sur elles. Les remarques ci-après donnent un aperçu sur les orientations de quelques acteurs institutionnels.

2.1 - Les coopérations internationales

2.1.1 - Dans leur grande majorité, les **ONG** du Nord, de plus en plus en relation avec des ONG nationales, soutiennent des dynamiques d'organisation qu'elles ont parfois contribué à impulser ou qu'elles ont soutenues dès les années 70 ou 80. Certaines semblent avoir été quelques désemparées en voyant leurs options (longtemps considérées comme marginales ou seulement tolérées) devenir le discours officiel et dominant ; elles ont cependant poursuivi leurs interventions en les adaptant dans nombre de cas à un contexte institutionnel devenu plus souple. Des différences notables existent dans les pratiques des ONG :

- certaines affichent leur préférence pour l'appui aux organisations de base, voire locales, et "se méfient des organisations faïtières" alors que d'autres considèrent que la consolidation des organisations fédératives est nécessaire à l'accroissement de leur efficacité d'action à la base ;
- les unes restent méfiantes à l'endroit des pouvoirs publics alors que d'autres encouragent les organisations à nouer des relations avec les services étatiques et para-étatiques ;
- les moyens mobilisés sont très variables et les secteurs d'intervention très divers ;
- etc.

2.1.2 - Les **coopérations bi-latérales** sont nombreuses à apporter un appui aux organisations paysannes ; pour certaines d'entre elles, il s'agit parfois d'une priorité :

- a) C'est le cas de la **DDA suisse** qui poursuit son effort depuis de nombreuses années et qui a soutenu en particulier les initiatives de Six S (au Burkina Faso puis en Afrique de l'Ouest), de la FONGS (au Sénégal), du CFPC (au Cameroun), etc. Très critique à

l'endroit de projets, bâtis le plus souvent en dehors des sociétés locales et des acteurs concernés, la DDA met l'accent sur **l'accompagnement** d'initiatives portées par des acteurs africains (organisations paysannes de base ou fédératives, ONG, bureaux d'études). Selon la DDA, il revient à l'aide d'identifier les initiatives et de leur apporter les moyens dont elles ont besoin pour se développer ; les appuis doivent donc être conçus de façon "modulable et différenciée dans le temps"... et "s'adapter au rythme des acteurs locaux". L'accompagnement concerne en premier lieu "les initiateurs" perçus à travers leur pouvoir de mobilisation ; il leur apporte une aide pour clarifier leur stratégie, leurs programmes, pour maintenir.. le cap sur les buts visés" mais aussi pour construire des "visions de développement à long terme". Appuyant des initiatives locales, qui peuvent "s'élargir par extension", la DDA considère que "l'aide doit s'accommoder de démarches non linéaires" pour ne pas se substituer aux acteurs locaux et les appuyer pour la construction de leurs propres outils de programmation, de suivi et de contrôle, etc. Elle s'inscrit de ce fait dans la durée. Les instruments de l'aide sont le plus souvent des formations, des échanges, des apports techniques, des fonds souples, etc. qui doivent être mobilisés en fonction des besoins.

A noter que la DDA Suisse accorde une grande importance au rôle de l'Etat (en matière de sécurité, d'arbitrage, de régulation, de services publics) ; elle considère que s'il ne revient pas aux services publics d'être les maîtres d'œuvre des programmes d'appui aux dynamiques locales, des collaborations sont nécessaires. De façon plus générale, elle considère enfin que la finalité de l'aide est de développer les capacités de proposition et de négociation des acteurs locaux, des organisations locales, de renforcer leur capacité d'influence afin de déboucher sur une redistribution des positions socio-politiques. On peut également souligner que la DDA est une des rares coopérations bi-latérales à confier aux organisations paysannes qu'elle accompagne, la gestion directe des ressources financières qu'elle met à leur disposition.

- b) **La GTZ** intervient souvent à travers des "programmes d'appui à l'auto-promotion paysanne" (Sénégal, Tchad par exemple) qui visent à renforcer les dynamiques locales. Ces programmes peuvent avoir une implantation régionale et se construisent le plus souvent dans la durée (8 à 10 ans). Ils sont mis en oeuvre par une cellule autonome vis-à-vis des appareils étatiques ; les pouvoirs publics sont cependant associés à travers des comités de pilotage (nationaux ou régionaux) qui se réunissent deux ou trois fois par an. Dans nombre de cas, les programmes démarrent par une phase expérimentale qui permet d'identifier les partenaires locaux, les axes de travail prioritaires à travers un diagnostic et des actions-tests. Les programmes d'auto-promotion nouent des relations avec des organisations paysannes structurées parfois à l'échelon villageois mais le plus souvent à l'échelon inter-villageois ; les services offerts sont décidés localement en fonction de priorités définies de façon concertée. Celles-ci peuvent être très diverses : formation technique, en gestion, formation d'animateurs villageois, appui à l'organisation de filières de diversification pour améliorer les conditions de mise en marché des produits (cas du maraîchage en Basse-Casamance) ; promotion de caisses d'épargne et de crédit, etc. Ces

programmes disposent de fonds souples ; les organisations sont associées aux décisions pour l'utilisation des ressources disponibles mais la gestion est assurée par la GTZ. A noter que dans la réalisation des actions, il est fait appel le plus possible à des compétences locales : animateurs d'organisations paysannes, ONG et bureaux d'études nationaux, etc.

- c) **La coopération française** apporte, depuis plusieurs années, un soutien accru aux organisations paysannes à travers des programmes et des projets qui adoptent des entrées diverses.

Le Ministère français de la Coopération a investi depuis plusieurs années sur des **programmes d'appui à la professionnalisation de l'agriculture** dans un nombre croissant de pays. Mis en oeuvre avec le concours de l'AFDI ⁽¹⁾, ils sont centrés sur le renforcement des dynamiques d'organisation des producteurs et présentent des constantes :

- "donner du pouvoir aux paysans" ⁽²⁾ est le fondement des actions menées ; dans son acception la plus générale et la mieux partagée, "la professionnalisation" peut être entendue comme l'émergence d'une profession agricole organisée de façon autonome, ayant (i) les moyens et les compétences pour prendre en charge des fonctions d'appui aux producteurs et (ii) la légitimité nécessaire pour représenter et défendre les intérêts des producteurs auprès des autres acteurs économiques (mise en place d'interprofessions dans le cadre de filières de production / transformation) et des pouvoirs publics (mise en place de cadres de concertation au niveau national pour les questions de politique agricole).
- pour que les producteurs puissent acquérir du pouvoir et l'exercer dans les centres de décision, il est indispensable qu'ils s'organisent à des échelles géographiques pertinentes (du niveau local au niveau national) et autour des différentes fonctions qui structurent les filières (de l'approvisionnement en facteurs de production à la mise en marché).
- **l'appui institutionnel** est l'outil privilégié de ces programmes ; pour construire leur projet propre, pour le rendre opérationnel et pour négocier avec les autres acteurs (et avec les pouvoirs publics), les organisations paysannes et professionnelles ont besoin d'appuis : accès à l'information et à la formation, appuis matériels et financiers, appuis juridiques, etc. Ces différents appuis sont apportés en fonction des priorités exprimées par les organisations paysannes ; ils prennent des formes diverses mais accordent une place importante aux échanges intra-régionaux, nationaux et s'étendent parfois à l'échelle sous-régionale ; des échanges avec des agriculteurs français sont également fréquents. A noter que les programmes d'appui à la professionnalisation s'accompagnent de la mise en place

(1) AFDI : Agriculteurs français pour le développement international.

(2) cf. lettre de GAO, n°16.

d'une "cellule d'appui" et disposent d'un fonds souple permettant le financement des actions menées.

- la référence à l'organisation agricole française, et en particulier aux formes originales de co-gestion de la politique agricole qui la caractérisent, est une constante des programmes mis en oeuvre ; elle se traduit en particulier par l'appui que les OPA françaises apportent aux organisations concernées par les programmes.

Le Ministère de la Coopération soutient également d'autres projets d'appui aux organisations paysannes, en co-finançant notamment :

- des projets mis en oeuvre par des ONG ;
- des programmes de **coopération décentralisée** mis en oeuvre par des collectivités publiques (ou des OPA) françaises et par des collectivités publiques ou des organisations paysannes africaines ; les échanges sur lesquels sont construits ces programmes s'accompagnent d'appuis dans la durée qui combinent des formations, des appuis méthodologiques et la réalisation d'investissements.

La Caisse Française de Développement (CFD) intègre de plus en plus fréquemment une composante "appui aux organisations paysannes" au sein des projets de production agricole qu'elle finance (au Cameroun, au Burkina Faso, etc.). Dans d'autres cas, il peut s'agir de projets visant la création de services à la production agricole ou encore de formules originales centrées sur une ou plusieurs fonctions : appui à la gestion des organisations de base, centres de prestations de services aux groupements et aux organisations fédératives, etc. A noter que la CFD soutient de nombreux programmes de crédit décentralisé. La mise en œuvre des projets peut être confiée à un opérateur parastatique (Cameroun) ou à un opérateur non étatique (Mali par exemple) ; les projets de crédit décentralisé se développent pour leur part en donnant naissance à des formes d'organisation nouvelles où les membres jouent un rôle central.

d) **L'Union européenne** a notamment mis en place divers types d'intervention dont bénéficient majoritairement les organisations paysannes, même si elles n'en sont pas les bénéficiaires exclusifs :

- les programmes micro-réalisations apportent un appui financier à des initiatives économiques dont les promoteurs ne sont pas facilement éligibles au crédit bancaire ; ils sont mis en oeuvre par des cellules spécifiques souvent basées à l'échelon régional (Sénégal) ;
- la coopération décentralisée prolonge et élargit en quelque sorte les programmes micro-réalisations ; dans la terminologie européenne, elle désigne des projets qui ne sont pas gérés par des services publics mais par des opérateurs particuliers (ONG) ou par les bénéficiaires directs (cas du CNCR au Sénégal par exemple). A noter qu'elle co-finance aussi des programmes qui réunissent des collectivités locales ou des OPA du Nord et du Sud ;

- de nombreux projets mis en œuvre par des ONG du Nord et du Sud bénéficient également de co-financements européens.

e) **La FAO** apporte elle aussi des appuis aux organisations paysannes, soit directement, soit indirectement ; on peut noter par exemple :

- sa contribution à la ré-organisation des Chambres d'Agriculture au Mali ;
- l'expertise fournie à certaines organisations fédératives nationales (CNCR) ;
- le financement au Sénégal de projets pilotes de sécurité alimentaire dont la réalisation est confiée à des organisations fédératives locales (CADEF, UJAK, etc.) ;
- etc.

f) **La Banque Mondiale** a mis en place, depuis parfois fort longtemps (Sénégal), des mécanismes financiers spécifiques qui bénéficient de façon privilégiée aux organisations paysannes. Ils sont parfois assortis de formations et d'un suivi par un opérateur local (cas du FIMAC au Cameroun) et la place des producteurs dans la gestion des ressources s'est accrue de façon très significative dans certains pays (Sénégal).

Une innovation importante et récente de la Banque Mondiale réside dans la conception de nouveaux programmes nationaux d'appui aux services ruraux qui incluent une composante "appui aux organisations paysannes" (Sénégal, Mali, Guinée, Burkina Faso). Encore en cours d'élaboration, ces programmes devraient permettre aux organisations paysannes de renforcer leurs capacités institutionnelles (accès à l'information, formation, gestion) d'accroître l'impact de leurs actions (accès à des financements spécifiques) et de jouer un rôle accru dans les processus d'innovation technique (en collaboration avec les services publics de vulgarisation / conseil).

Ce bref aperçu de quelques orientations et pratiques de la coopération internationale met en évidence l'intérêt que suscitent les organisations paysannes et la diversité des offres qui leur sont faites. D'autres initiatives originales paraissent en outre importantes à souligner ; elles mettent l'accent sur la constitution de réseaux :

- le soutien apporté par la Fondation Charles Leopold Mayer (pour le progrès de l'homme) à la constitution d'un réseau africain (Agriculture Paysanne et Modernisation / APM-Afrique) où les organisations paysannes sont majoritaires. Il se définit comme un lieu d'échanges, de réflexion, de formation où peuvent se forger des propositions autour des enjeux identifiés comme prioritaires par les organisations concernées. Le réseau est structuré au niveau national, sous-régional (Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Afrique Orientale et Australe) et permet notamment d'instaurer des échanges entre des organisations paysannes de pays francophones et anglophones, de mener des actions de formation, de construire une réflexion collective sur des thèmes comme la sécurité alimentaire, etc. ;
- la réflexion soutenue par l'Inter-réseaux a repris l'héritage du réseau GAO ; elle s'organise autour de thèmes (la formation, l'appui à la gestion, etc.) ; il faut noter

que les réseaux nationaux se développent et se structurent autour de thèmes de réflexion identifiés comme prioritaires par les organisations qui en sont membres.

- il convient aussi de souligner l'appui apporté par le CILSS à l'émergence de "plates-formes" (nationales et internationale) élaborées par les organisations paysannes de plusieurs pays du Sahel.

2.2 - Les acteurs institutionnels nationaux eux aussi affirment, en règle générale, la volonté de promouvoir des organisations paysannes autonomes sans qu'il soit toujours aisé de discerner s'il s'agit d'options propres, de l'influence exercée par les bailleurs de fonds ou si l'intérêt pour le renforcement de la société civile n'est que le résultat de l'affaiblissement de l'Etat.

Les pouvoirs publics prennent dans la plupart des pays des mesures favorables à la promotion d'organisations paysannes autonomes ; on peut citer par exemple :

- l'élaboration de statuts juridiques nouveaux, parfois avec l'appui du BIT ;
- la reconnaissance croissante des organisations paysannes en tant que structures de représentation des producteurs ; cela se traduit notamment par l'accès des organisations à des centres de décision régionaux ou nationaux même si le rôle des organisations dans la prise de décision reste généralement très modeste. Les modalités de leur participation peuvent être codifiées (cas des Chambres d'Agriculture), parfois elles se construisent peu à peu (cas du CNCR au Sénégal) ; dans un nombre croissant de pays, la participation des producteurs, leur accès aux centres de décision nationaux s'effectuent dans des cadres de concertation (Comités Sanitaires de Concertation) proposés par des intervenants extérieurs (Coopération française) avec l'appui et parfois la médiation d'OPA françaises et de bailleurs de fonds.

L'action des **services publics** prend diversement en compte les organisations paysannes existantes :

- les services agricoles ont été depuis quelques années mobilisés par des Programmes nationaux de vulgarisation agricole qui travaillent avec des "paysans de contact" ou qui génèrent des organisations infra-villageoises spécifiques ("groupes de contact") ;
- le transfert de responsabilités dans le secteur de l'élevage (approvisionnement en produits vétérinaires) s'est traduit dans certains pays par la création de nouveaux groupements d'éleveurs et de fédérations mises parfois en place rapidement ;
- les services de la Condition féminine pour leur part apportent le plus souvent des appuis aux groupements féminins pré-existants ;
- des collaborations fructueuses se créent aussi entre certains services publics et des organisations paysannes fédératives.

La construction de partenariats entre des organisations paysannes autonomes et les services techniques semble liée au degré de structuration des organisations et à leur capacité à formuler des demandes mais aussi à la capacité des services techniques à s'adapter à leurs nouveaux interlocuteurs. Celle-ci est très variable et nombre de facteurs freinent le changement dans les pratiques d'appui : les craintes des agents de base face à un avenir professionnel incertain sont fréquentes ; elles sont alimentées par les "déflations" et "restructurations" passées et par la difficulté des pouvoirs publics à ouvrir des perspectives réellement stimulantes pour leurs agents.

3 - Des recompositions institutionnelles

La montée en puissance des organisations paysannes et la multiplication des programmes d'appui que leur sont destinés contribuent à modifier un paysage institutionnel déjà fort ébranlé :

- par le retrait de l'Etat de nombre de fonctions d'appui à l'agriculture et son recentrage sur ses missions régaliennes ;
- par l'ouverture démocratique (et parfois par l'affaiblissement de l'Etat) qui permet d'ouvrir le débat sur les dispositifs institutionnels d'appui au développement.

Les politiques de décentralisation vont sans doute amplifier la tendance en permettant à des institutions nouvelles, gérées par des élus locaux, d'exercer des responsabilités en matière d'orientation du développement local et régional et de mise en œuvre de programmes opérationnels.

Les recompositions institutionnelles amorcées dans les années 80 se poursuivent, à un rythme très variable et selon des modalités très diverses selon les régions. La construction de nouveaux dispositifs d'appui est à l'ordre du jour ; elle pose en particulier la question de la répartition des responsabilités et des tâches entre les différents acteurs du développement et du rôle que peuvent jouer les organisations paysannes dans ces nouveaux dispositifs.

3.1 - Une période de transition

Les réformes du secteur agricole en cours placent les agricultures familiales africaines dans une situation qui est généralement caractérisée par :

- une désorganisation de l'environnement de la production agricole qui résulte du retrait de l'Etat de nombre de fonctions économiques et de la remise en cause des appareils publics et para-publics d'appui/conseil aux producteurs ;

- des recompositions économiques et institutionnelles qui s'effectuent de façon différenciée et à un rythme variable selon les zones, les fonctions concernées, les enjeux (économiques, sociaux, de légitimité, etc.) qu'elles recouvrent et la situation des acteurs ⁽¹⁾.

3.1.1 - En ce qui concerne les fonctions économiques (approvisionnement, crédit, transformation et commercialisation, etc.), nous nous limiterons ici à quelques remarques :

- l'engagement des opérateurs économiques privés peut être rapide dans les zones à fort potentiel agro-écologique, quand il existe une demande solvable et régulière (pour les intrants) ou une offre en produits agricoles importante ou répondant à des critères particuliers (qualité par exemple). Il peut être beaucoup plus aléatoire dans des zones enclavées où les conditions de production restent précaires, etc.
- la capacité des organisations paysannes à reprendre certaines fonctions économiques est très variable : pour des activités rentables du point de vue économique, elles doivent parfois affronter la concurrence d'opérateurs privés sans forcément avoir les compétences requises ; dans d'autres cas, les organisations arrivent à nouer des relations équilibrées avec le secteur privé. Dans certaines zones cependant, le peu d'intérêt manifesté par les opérateurs privés et la faiblesse des organisations paysannes se combinent et on aboutit à des "vides" ou à une instabilité des services offerts qui découragent les initiatives ou favorisent les attitudes opportunistes.

Les effets de la libéralisation économique peuvent donc se traduire dans un premier temps tout au moins, par un risque d'accentuation des disparités entre régions et entre catégories de producteurs, les plus démunis ressentant plus les contraintes du retrait de l'Etat que les opportunités qu'il ouvre. Cela accroît l'importance des **mesures correctives** que nombre de programmes de développement s'efforcent de mettre en oeuvre :

- systèmes de financements alternatifs au crédit bancaire (crédit décentralisé en Guinée, caisses d'épargne et de crédit, etc. ; fonds d'appui aux initiatives locales ; etc.).
- production artisanale de matériel agricole (Tchad).
- mise en place de cadres de concertation entre acteurs pour l'accès aux intrants, la lutte phytosanitaire dans le cadre d'approches particulières ou de la promotion d'inter-professions (au Cameroun par exemple pour le café et le cacao) ;
- programmes de formation centrés sur la gestion économique et financière, etc.
- des efforts parfois importants concernant l'amélioration de l'accès des femmes aux moyens de production / transformation ;
- un intérêt accru est porté à la promotion d'entreprises de services, à l'organisation de systèmes agro-alimentaires localisés, etc.

3.1.2 - La période est également marquée par un affaiblissement de nombre d'appareils de développement qui connaissent des déflations d'effectifs importantes et

(1) A noter que si la désorganisation qui accompagne toute réforme est inévitable, elle apparaît parfois moindre dans certaines zones considérées comme stratégiques pour l'économie nationale ou de durée inférieure.

une réduction parfois drastique de leurs moyens de fonctionnement. Des dispositifs d'appui/conseil nouveaux ou rénovés se mettent en place :

- il peut s'agir de programmes publics de vulgarisation qui répondent inégalement aux attentes des producteurs, soit parce qu'ils véhiculent des messages diversement adaptés, soit parce que certains agents ont des difficultés à passer du statut de vulgarisateur à celui de conseiller; soit enfin parce que les conditions économiques de l'adoption des techniques proposées ne sont pas réunies (absence de crédit, approvisionnement ou débouchés peu sécurisés, etc.).
- il peut s'agir aussi de dispositifs spécifiques de conseil, de formation, mis en place par des ONG ; ils peuvent être de bonne qualité mais ils peuvent aussi être plus ou moins qualifiés et stables ; leur impact quantitatif reste le plus souvent limité à des zones particulières où co-existent parfois plusieurs dispositifs d'inspiration différente ;
- des actions novatrices sont mises en oeuvre pour renforcer les capacités des producteurs à relever les nouveaux défis auxquels ils sont confrontés : centres de prestations de services (Mali, Burkina Faso), information et formation liées à l'organisation et à la gestion de filières (Cameroun, Guinée), amélioration de l'accès à l'information (Tanzanie) ; certains programmes ("appui à la professionnalisation"), nous l'avons vu, sont construits à l'échelle nationale et se donnent pour objectif la promotion de cadres de concertation entre les organisations paysannes et les pouvoirs publics (Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, etc.).

3.1.3 - Le rôle des organisations paysannes dans le processus d'innovation technique et économique

Les organisations paysannes s'efforcent, dans la mesure de leurs moyens et de leurs compétences, d'apporter des solutions, même partielles, aux **problèmes concrets** que posent leurs adhérents. Les organisations fédératives locales se dotent à cet effet de dispositifs d'appui d'une grande diversité ⁽¹⁾ :

a) Les dispositifs mis en place par les organisations fédératives ⁽²⁾ concernent souvent un ou plusieurs des secteurs suivants :

- la création de services à la production individuelle ; il peut s'agir :
 - de services économiques (production de semences, approvisionnement en intrants, façons culturales, crédit mutuel, transformation des produits, organisation de la commercialisation, etc.). Selon les cas et les fonctions concernées, le service peut être géré par l'organisation elle-même ou par une entreprise promue à cet effet, le service peut aussi donner lieu à la mise en place d'une structure spécifique ;

(1) cf. M.R. Mercoiret et D. Gentil : *Les dispositifs d'appui* (à paraître).

(2) cf. M.R. Mercoiret et al. : Etudes de cas réalisées dans le cadre de l'ATP CIRAD : "Les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat" et CIRAD-FPH-APM : "Etats désengagés, paysans engagés" (1997).

- dans certains cas, les organisations fédératives développent des compétences propres qui leur permettent de mener des actions visant à l'amélioration du milieu physique et qui permettent d'accroître le potentiel productif des unités de production familiales (aménagements de vallées, de bas-fonds, irrigation) ; de nouvelles possibilités sont ainsi ouvertes en termes d'innovation technique ;
 - plus ou moins vite, les organisations fédératives s'efforcent de mettre en place un conseil technique aux producteurs, souvent en formant des jeunes paysans et en les spécialisant dans cette fonction.
- les organisations paysannes fédératives s'efforcent parfois aussi de mettre en place des mécanismes permettant de résoudre (ou d'atténuer) des problèmes créés ou avivés par l'innovation : maintenance des équipements collectifs, règlements de conflits fonciers, sociaux, inter-catégoriels, etc..
 - certaines organisations jouent un rôle dans la gestion des ressources naturelles ; à noter que le thème de l'agriculture durable est repris par nombre d'ONG et qu'il éveille un fort écho chez beaucoup de leaders paysans.
 - les organisations paysannes peuvent aussi jouer un rôle dans l'organisation de filières de production / transformation, permettant ainsi la sécurisation des débouchés pour les produits agricoles et un partage plus équitable de la plus-value entre les différents acteurs de la filière. Dans ce domaine, le rôle des organisations paysannes est variable :
 - pour des filières de diversification (maraîchage par exemple), il peut s'agir de la mise en place de mécanismes contractuels, notamment avec les acteurs qui interviennent en aval de la production (Basse-Casamance, Sénégal) ;
 - pour des grandes filières d'exportation, il peut s'agir de contrats-plans (coton au Mali) ou de la mise en place d'une inter-profession (café, cacao au Cameroun).
 - à noter enfin que la plupart des organisations accordent une importance considérable à la **formation** de leurs adhérents, de spécialistes villageois, dans les secteurs technique et économique. Des dispositifs internes sont mis en place pour démultiplier l'information et la formation reçue à l'extérieur par certains producteurs (formateurs paysans).

b - Des résultats encore modestes

Les dispositifs d'appui mis en place par les organisations paysannes enregistrent des résultats le plus souvent modestes même s'ils paraissent en progression dans les organisations fédératives les plus expérimentées. De nombreux facteurs obèrent l'efficacité des services mis en place : de la part des organisations, il peut s'agir de choix techniques peu pertinents, d'une méconnaissance des marchés, de lacunes dans la gestion, etc. ; les initiatives des organisations sont en outre freinées par les fortes contraintes d'un environnement changeant : incertitudes sur les prix, difficultés d'accès au crédit, etc.

De façon générale, on peut noter qu'il s'agit le plus souvent de dispositifs émergents et qui de ce fait sont souvent incomplets et parfois instables :

- il manque souvent une composante, ce qui affaiblit l'ensemble des services mis en place : l'approvisionnement en intrants et la commercialisation sont par exemple organisés mais le système de crédit est peu fiable ; le conseil technique est assuré mais l'approvisionnement en intrants est aléatoire, etc. ;
- les organisations parviennent dans divers cas à former un personnel qualifié mais peuvent avoir du mal à le stabiliser ("limites du bénévolat") ;
- la rentabilité économique de certains services économiques mis en place n'est pas aisée à obtenir ; cela rend difficile leur autonomisation par rapport à la structure centrale ; les responsables d'organisation y sont d'ailleurs diversement favorables ;
- etc.

c - Certaines coordinations nationales commencent à être associées à la réflexion concernant les dispositifs d'appui/conseil mis en place par les pouvoirs publics et pourraient dans les années qui viennent jouer un rôle dans leur gestion ; il s'agit là d'une avancée importante qui devrait favoriser les articulations entre les différents dispositifs qui existent dans une même région.

A noter que dans les **recompositions** qui s'opèrent, les appuis aux organisations paysannes apparaissent souvent limités eu égard aux enjeux et aux responsabilités qui leur sont transférées ou qu'elles revendiquent ; même si les initiatives sont nombreuses, elles sont souvent éclatées et les synergies restent limitées entre des programmes d'inspiration différente, très inégalement répartis dans l'espace de surcroît. Peu d'appuis leur sont en outre apportés pour renforcer leurs capacités d'analyse, de proposition et de négociation, notamment en ce qui concerne le niveau macro-économique.

3.2 - Des partenariats laborieux

Les réformes amorcées au cours des années 80, prolongées par les mutations du contexte international intervenues au début des années 90, ainsi que leurs répercussions au plan national, amènent les agricultures familiales africaines à évoluer dans un contexte devenu plus complexe, plus instable et plus concurrentiel : de nouvelles contraintes apparaissent mais aussi de nouvelles opportunités qu'il s'agit pour les producteurs de valoriser. Pour la grande majorité des producteurs africains, l'organisation apparaît comme un moyen privilégié pour comprendre les évolutions et s'y adapter dans les meilleures conditions possibles. Il n'est donc pas surprenant que les interventions de développement mettent l'accent sur l'organisation professionnelle des producteurs et y consacrent des moyens croissants ; pour leur part, les organisations paysannes sont unanimement demandeuses d'appuis dans tous les domaines. Cette convergence dans le discours n'est pas cependant exempte d'ambiguïtés et il en résulte des partenariats plus ou moins productifs ou chaotiques ; les organisations paysannes

correspondent en effet rarement aux images qui sont projetées sur elles et il est sans doute également vrai que leurs partenaires sont rarement comme elles les souhaiteraient.

3.2.1 - Des conceptions différenciées du rôle des organisations paysannes

Tout en se gardant des simplifications abusives, on peut sans doute dire qu'à travers les pratiques des intervenants extérieurs se font jour diverses conceptions du rôle des organisations paysannes.

a - Dans certaines approches, les organisations paysannes semblent perçues comme le moyen d'atteindre des objectifs définis pour l'essentiel à l'extérieur de la société locale concernée, selon des modalités arrêtées sans grande concertation avec elles.

Dans le secteur économique, on attend ainsi parfois des organisations paysannes qu'elles reprennent à leur compte les responsabilités et les charges - notamment financières - dont l'Etat a décidé de se désengager, selon un rythme et à des conditions définies souvent de façon unilatérale : les paysans organisés peuvent de ce fait être responsabilisés pour gérer les conséquences de réformes qui s'imposent à eux.

Appliquées au champ du changement technique, ces approches sont souvent centrées sur "l'innovation-produit" (Chauveau et Yung) ; le processus d'innovation est appréhendé comme une succession de phases : la création de la technologie, son transfert, son adoption, etc.

Le rôle des organisations paysannes dans une (ou plusieurs) phase(s) du processus peut alors être conçu de plusieurs manières : elle peut être la simple courroie de transmission des messages qui émanent de l'intervenant extérieur ; elle peut aussi être le lieu d'expression des producteurs adhérents : elle offre alors un cadre, codifié certes par l'intervenant extérieur, où se rencontrent les agents extérieurs et les paysans, où s'articulent deux types de logiques, celle de la société locale et celle de l'intervenant extérieur et deux "systèmes de sens" (Olivier de Sardan).

Cette conception peut être qualifiée de "fonctionnelle" (Farrington) ou encore d'instrumentale ; elle induit souvent chez les intervenants extérieurs des propositions quant aux formes que doit revêtir l'organisation (statut, composition) quant aux modes d'action et de fonctionnement qui doivent être les siens ; ces propositions correspondent diversement à la réalité économique et sociale des organisations qui tentent de s'en accommoder.

De façon un peu caricaturale, on pourrait dire que l'intérêt que l'intervenant extérieur porte aux organisations paysannes est fonction des "avantages comparatifs" qu'elles présentent, de leur capacité à diminuer "les coûts de transaction", pour atteindre des objectifs définis en dehors d'elles.

b - Dans d'autres approches, l'organisation paysanne est perçue comme la condition pour que les producteurs émergent au statut d'acteurs et jouent un rôle dans la définition et la mise en oeuvre des objectifs et modalités des actions qui les concernent. L'organisation est alors conçue comme un moyen privilégié que se donne la société locale (ou une partie plus ou moins large de

ses membres) pour accroître ses capacités à relever les défis internes et externes auxquels elle est confrontée :

- capacité à se construire des objectifs propres (à partir d'une analyse de son environnement et de son propre potentiel) ;
- capacité à forger les instruments dont elle a besoin pour les atteindre ;
- capacité à agir localement, autour d'enjeux et de défis ressentis comme prioritaires par les producteurs ;
- capacités aussi de nouer des relations avec les acteurs extérieurs afin de s'insérer dans la société globale à des conditions qu'elle juge plus favorables ;
- capacité de "prise de parole" des producteurs (Hirschman) aux différents niveaux de décision.

L'objectif de l'organisation des producteurs est donc de renforcer les "capacités collectives" d'action et de négociation des producteurs ("empowering" pour Farrington, "empowerment" pour Merrill-Sands et al.).

Dans les domaines économique et technique, cette conception des organisations paysannes débouche sur des approches centrées sur les acteurs, sur leurs logiques et leurs stratégies ; elle met notamment l'accent sur la recherche de "compromis" :

- au sein de la société locale, pour la définition d'objectifs mobilisateurs, de priorités et de moyens d'action qui concilient les objectifs et les stratégies propres aux différents membres ;
- entre la société locale et les acteurs extérieurs pour construire les collaborations et partenariats indispensables à la mise en oeuvre des programmes définis.

c - Des pratiques très diverses

Ces deux conceptions des organisations paysannes inspirent, à des degrés divers, les pratiques des intervenants extérieurs ; celles-ci sont cependant d'une extrême variété et aboutissent à des résultats contrastés dans les deux cas ; des glissements s'opèrent en outre, dans la pratique, de l'une à l'autre :

- ainsi, par exemple, la capacité d'une organisation paysanne à exercer les fonctions qui lui sont assignées de l'extérieur suppose que les moyens nécessaires lui en soient donnés (ressources matérielles et financières, information, formation, etc.). Ces moyens, combinés à la concertation (même minimale) qui est nécessaire entre les paysans organisés et les intervenants extérieurs, contribue à renforcer les capacités collectives de la société locale. A contrario, si les producteurs ne retirent pas d'avantages (matériels, sociaux, etc..) de leur participation à l'organisation proposée / imposée par l'extérieur, celle-ci devient une simple contrainte pour la société locale et donc dépérit plus ou moins vite ; les objectifs de l'intervenant extérieur ne peuvent donc plus être atteints et c'est parfois la survie de l'appareil qui peut être contestée (cas des coopératives et de l'ONCAD au Sénégal).

- de la même manière, les pratiques "d'accompagnement des organisations paysannes" qui ont pour finalité de renforcer les capacités collectives des sociétés locales, font des emprunts à des pratiques jugées plus descendantes :
 - elles véhiculent des références et des modèles extérieurs dont le poids peut être parfois lourd pour les organisations accompagnées et ceci dans le domaine technique, économique, social mais aussi en ce qui concerne le fonctionnement interne des organisations ;
 - les choix successifs des intervenants, qu'ils concernent les secteurs à privilégier ou les types d'organisation soutenir, etc. se font le plus souvent à partir d'analyses internes aux institutions et sans grande concertation avec les bénéficiaires potentiels ;
 - la volonté de "ne rien imposer" peut parfois déboucher sur une absence de propositions (ou d'investissements) qui amène l'organisation soutenue à "tourner à vide" ; les adhérents, las d'appuis exclusivement méthodologiques, peuvent alors s'en détourner, etc.

Les choix des acteurs extérieurs en matière d'appui aux organisations paysannes sont également influencés par d'autres facteurs :

- la nature de certaines institutions de développement, leurs critères de sélection des actions à mener, ainsi que leur mode d'insertion dans les pays africains (coopérations avec les pouvoirs publics ou coopération décentralisée, etc.) influent sur les pratiques des agents ;
- les interventions résultent souvent aussi de compromis entre la coopération internationale et les acteurs politiques et institutionnels nationaux ;
- certains acteurs extérieurs peuvent également avoir du mal à concrétiser leurs orientations et à assumer les conséquences pratiques de leur choix en matière de responsabilisation des producteurs et de promotion d'organisations paysannes autonomes.

3.2.2 - Les producteurs et leurs organisations s'accommodent des offres qui leur sont faites

Les organisations paysannes acceptent en règle générale les offres qui leur sont faites ⁽¹⁾ même si elles correspondent diversement aux attentes de leurs adhérents (parfois partiellement méconnues), à leurs objectifs propres (plus ou moins explicites selon les cas) ou à leurs capacités de gestion (parfois surestimées) :

- il peut s'agir d'attitudes purement opportunistes de la part de leaders soucieux surtout de s'assurer des avantages matériels ou une clientèle ; le cas existe à l'évidence mais semble exceptionnel car si l'organisation ne permet pas de répondre, même partiellement, à leurs problèmes concrets, les producteurs s'en détournent et le leader perd sa base ;

(1) A noter que le nombre d'organisations paysannes capables de discuter les offres qui leur sont faites, voire de refuser des offres non négociable, s'accroît.

- les organisations peuvent ne pas avoir le choix... et cela se produit encore pour maints programmes d'appui qui s'imposent à elles ;
- les organisations sont en quête de reconnaissance externe pour renforcer leur crédibilité interne ; une collaboration extérieure, même imparfaite, est toujours une forme de légitimation pour des organisations émergentes ou réduites à leurs seules ressources propres ;
- elles ont aussi besoin de ressources matérielles et financières, d'information et de formation, pour mettre en oeuvre leur projet ; ainsi, il n'est pas rare qu'un financement donné pour une action spécifique soit étendu à d'autres actions ;
- les offres extérieures coïncident bien sûr aussi, dans nombre de cas, avec les attentes de l'organisation et de ses adhérents et ceci est vrai quelle que soit la conception de l'organisation qui inspire de façon dominante la proposition formulée.

L'attitude des organisations paysannes vis-à-vis des offres qui leur sont faites de l'extérieur est influencée par les caractéristiques propres de l'organisation, mais aussi par le caractère évolutif du projet dont elle est porteuse ; deux points peuvent être notés :

a - Les organisations paysannes recouvrent des réalités sociales, économiques, techniques et politiques **complexes** ; sans prétendre les caractériser, on peut sans doute souligner :

- qu'elles ne sont pas généralement des ensembles homogènes et monolithiques ;
- qu'elles sont souvent traversées par des courants, des aspirations et parfois des contradictions qui prennent racine dans les sociétés locales et dans la société globale dans lesquelles elles s'inscrivent.

Elles correspondent, de ce fait, plus ou moins à la vision "idéalisée" ou simplifiée que certains s'en font de l'extérieur ou/et qu'ils projettent sur elles.

Le constat est somme toute banal et inhérent à toute organisation humaine et on voit mal comment il pourrait en être autrement pour les organisations paysannes africaines. Sans tomber dans des généralisations abusives, quelques traits peuvent être rappelés :

- les adhérents de base des organisations ne sont pas tous des "militants" ; il s'en trouve en nombre croissant, mais certains adhérents restent marqués par les schémas d'intervention antérieurs ; peu formés, déçus par les "projets" mais conservant des réflexes d'assistés, ils attendent de leurs organisations des "bienfaits" et peuvent être prompts à les critiquer si ceux-ci tardent. Des manifestations opportunistes peuvent exister se traduisant par exemple par l'adhésion à deux ou plusieurs organisations ;
- des clivages sociaux, parfois fort anciens, se répercutent au sein des organisations, avivés dans certains cas par des querelles factionnelles et/ou politiques ;
- des écarts parfois importants existent entre les finalités des leaders et les attentes de la base. Dans certains cas, le projet ambitieux dont sont porteurs les leaders a du mal à s'ancrer dans

un programme d'action prenant en compte la diversité des problèmes et des priorités qui sont ceux des adhérents. Certains producteurs de base adhèrent à des finalités ambitieuses ; d'autres ont une attitude plus ambivalente et attendent aussi un forage, des unités de transformation, etc... ; d'autres, enfin, attendent des organisations des "résultats concrets" et rapides améliorant leur situation individuelle ou familiale et paraissent peu portés sur des objectifs à moyen ou long terme.

Le défi est complexe à relever pour les organisations paysannes :

- d'une part parce que cela suppose la capacité de construire des programmes d'action intégrant différentes échelles de temps (court, moyen et long terme) et de les mettre en oeuvre;
- d'autre part, parce que cela suppose la prise en compte de la diversité des situations agricoles, des objectifs et des stratégies des adhérents et que ces dernières sont plus ou moins convergentes ou compatibles ;
- enfin, parce que cela suppose aussi une identification précise des opportunités offertes par l'environnement économique et institutionnel.

b - Le projet des organisations et les activités qu'elles mènent sont en outre en évolution permanente

Les activités menées ne constituent pas en effet des moyens volontairement et mécaniquement ordonnés pour atteindre des buts, et au-delà, des finalités clairement définies au préalable et partagés par tous les adhérents de l'organisation. En effet, si des objectifs initiaux déterminent certaines pratiques (dans les limites de l'environnement de la société locale et de la perception que les leaders ont du champ du possible), les pratiques et en particulier les résultats obtenus (en termes économiques mais aussi sociaux, relationnels, ainsi que les apprentissage qui en découlent) modifient à leur tour les buts/objectifs, voire les finalités.. Cette dialectique est en outre amplifiée par la modification de l'environnement. Ainsi que le souligne Gurvitch, "les buts et les moyens sont interchangeables" et fluctuent sans cesse ; "... ce qui est désigné/ "perçu" comme but et ce qui est désigné/perçu comme moyen dépendent de l'interprétation des personnes et des groupes intéressés" (Gurvitch).

Ce sont ces différentes interprétations données aux buts et au moyens qui contribuent à expliquer l'écart entre les visions respectives que les leaders et les différents types d'adhérents, mais aussi les intervenants extérieurs, ont de l'organisation et de ses priorités d'action. Ainsi, par exemple :

- une collaboration peut avoir pour l'acteur extérieur une finalité purement technique (améliorer la qualité des semences via l'organisation) ; pour l'organisation paysanne, la collaboration peut certes avoir cet objectif technique, mais elle peut avoir une finalité plus large ou parfois très différente : avoir accès à des moyens matériels et financiers (mobylettes, fonds de roulement) pour soutenir aussi d'autres actions non financées ; accroître sa légitimité vis-à-vis des adhérents de base ou d'organisations concurrentes, etc.

- si la collaboration, même limitée à un secteur précis, est productive, elle peut contribuer à résoudre un problème concret (les semences) mais aussi accroître l'intérêt de l'organisation pour les questions techniques ; la construction de son projet technique peut en être facilitée et même devenir une des finalités de l'organisation.

Il convient cependant de noter que les organisations paysannes ne sont pas de simples plumes flottant au vent des opportunités offertes par les acteurs extérieurs :

- cela peut être certes le cas pour des groupements de base isolés ou pour des organisations fédératives émergentes ;
- la situation est très différente pour des organisations fédératives plus expérimentées: elles ont le plus souvent un projet propre (même s'il est formulé avec une clarté variable) qu'elles s'efforcent de mettre en oeuvre en utilisant les diverses opportunités et les offres des acteurs-extérieurs. Elles prennent ainsi des voies plus ou moins détournées pour atteindre leurs objectifs propres ; certaines parviennent à tenir le cap qu'elles se sont fixé mais il arrive aussi qu'elles le perdent à certains moments.

3.2.3 - La construction des partenariats

Certaines des collaborations qui s'établissent entre les organisations paysannes et des intervenants extérieurs aboutissent à des résultats très significatifs et durables. Il n'est pas rare cependant, qu'au fil du temps, les ambiguïtés dont étaient porteurs certains partenariats, bâtis hâtivement et peu formalisés, se traduisent dans des dysfonctionnements auxquels les intervenants extérieurs s'efforcent de remédier au coup par coup, souvent par des actions de formation (notamment en gestion) qui ont des effets plus ou moins positifs et durables.

L'enthousiasme initial des deux parties tiédit parfois au fur et à mesure que s'accumulent les malentendus et les problèmes s'aggravent, en partie du fait qu'ils ne font que rarement l'objet d'une analyse conjointe. L'instauration d'un véritable débat est freinée par la difficulté à expliciter les divergences, soit parce qu'elles sont mal identifiées, soit parce que les "partenaires" sont en réalité très inégaux. Les intervenants extérieurs disposent notamment d'atouts souvent bien supérieurs à ceux de la plupart des organisations paysannes, même fédératives :

- accès à l'information beaucoup plus large ;
- capacités d'analyse et d'argumentation mieux affirmées ;
- pouvoir financier ;
- etc.

Quand elles perçoivent les divergences qui existent entre leur propre projet et les projections qui sont faites sur elles, nombre d'organisations préfèrent ne pas les expliciter tant que le rapport de force ne leur semble pas favorable et développent parfois des stratégies de contournement ; ces stratégies génèrent à leur tour des malentendus avec les partenaires extérieurs et peuvent servir de prétexte à la formulation de critiques diversement fondées, et qui ne cherchaient parfois que l'occasion pour s'exprimer.

Deux remarques :

- un véritable partenariat entre les organisations paysannes et les acteurs extérieurs ne peut pas s'établir d'emblée ; il se construit dans la durée, à partir de pratiques et d'une expérience conjointe qui ne peut être exempte de tensions ni de conflits ;
- les partenariats entre les organisations paysannes et les acteurs économiques privés semblent se construire parfois plus aisément qu'avec les acteurs institutionnels, même s'ils ne sont pas forcément plus équilibrés. Les opérateurs économiques privés sont en effet pragmatiques et ont une vision claire des objectifs qu'ils poursuivent ; ils ne s'intéressent aux organisations que pour autant qu'elles présentent des avantages comparatifs par rapport à des transactions menées avec des producteurs individuels ; l'absence de cadre juridique permettant des recours en cas de non respect des contrats constitue cependant un problème réel : elle rend possible des comportements irresponsables voire des errements graves. Les relations entre les organisations paysannes et certains acteurs institutionnels sont plus complexes :
 - des défiances liées à des expériences passées, aux rancœurs qui découlent des conditions d'autonomisation des organisations paysannes rendent parfois difficile l'instauration d'un partenariat pourtant nécessaire ou réapparaissent de façon épisodique ;
 - des oppositions ouvertes, parfois sur des détails relatifs à la nouvelle répartition des tâches, peuvent recouvrir des enjeux de légitimité plus importants entre des agents des services publics et des responsables paysans ;
 - la nécessaire évolution de l'appui apporté par les ONG à des organisations qui affirment des compétences croissantes ne se fait pas toujours aisément ;
 - etc.

4 - Les relations recherche agricole / organisations paysannes

La recherche agricole, en tant que composante des dispositifs d'appui au développement rural, est concernée par ces évolutions institutionnelles ou le sera à brève échéance :

- les organismes publics et para-publics (grands projets, sociétés de développement régional) qui ont été ses interlocuteurs privilégiés (et parfois exclusifs) perdent peu à peu le monopole qu'ils ont longtemps exercé en matière "d'encadrement" des producteurs du fait des nouveaux dispositifs qui sont mis en place par des ONG ou par les organisations fédératives elles-mêmes. La situation est certes très variable selon les endroits mais partout les appareils de développement, en se désengageant des fonctions économiques qu'ils exerçaient (approvisionnement, crédit, commercialisation) perdent aussi certains arguments sur lesquels ils fondaient leur autorité ; plus ou moins rapidement, ils sont amenés à construire de nouvelles formes de collaboration avec les producteurs ;

- aux niveaux national et régional, des formes de représentation des producteurs émergent ; elles seront amenées progressivement à émettre des avis sur la programmation de la recherche, sur les dispositifs qu'elle met en place en milieu paysan, sur les résultats obtenus ainsi que sur les modalités de leur diffusion (Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, etc.).
- au niveau local et de façon certes très différenciée selon les lieux, la présence d'organisations paysannes fédérant des dizaines de groupements ou d'associations de base peut générer des demandes nouvelles pour la recherche.
- l'intérêt croissant pour les organisations paysannes de la part des grandes sources de financement (qui soutiennent souvent aussi la recherche agricole) pousse progressivement à l'instauration de relations institutionnalisées.

4.1 - Des intérêts réciproques

Le renforcement des organisations paysannes, leur autonomie croissante, l'émergence d'organisations fédératives posent de façon renouvelée la question particulière des relations entre la recherche agricole et les producteurs.

C'est théoriquement un atout pour la recherche qui a souvent souffert dans le passé de l'absence d'un interlocuteur paysan ayant la capacité de lui formuler directement des demandes et de contribuer à la diffusion des résultats qu'elle obtient.

Pour les organisations paysannes, la collaboration avec la recherche peut leur permettre de préciser le contenu technique et économique du projet dont elles sont porteuses : leur capacité à répondre aux attentes de leurs adhérents devrait s'en trouver accrue et leur pouvoir de proposition / négociation avec les acteurs économiques et institutionnels en être renforcé.

Cette hypothèse est explorée depuis plusieurs années par des organismes de recherche internationaux (le CIRAD, l'ODI par exemple et plus récemment l'ISNAR, etc.) et nationaux (l'ISRA au Sénégal, l'IER au Mali, Sokoine University en Tanzanie, etc.). Les observations effectuées ainsi que les actions menées montrent qu'il s'agit là d'une voie prometteuse même si elle présente des difficultés indéniables.

4.1.1 - Pour la recherche

Des **chercheurs anglophones** ⁽¹⁾ voient dans l'articulation de la recherche agricole avec les organisations paysannes un moyen d'adapter les résultats de la recherche aux besoins et priorités des producteurs en privilégiant une programmation de la recherche à partir de la demande ("client-oriented research").

La réflexion sur le rôle des organisations paysannes prolonge la réflexion sur la "recherche participative" amorcée il y a plus de dix ans : "farmer back to farmer approach" (Rhoades and Booth, 1982) ; "farmer first and last approach" (Chambers and Ghildyal, 1985), "farmer participatory research", etc. ; le travail avec des organisations paysannes est identifié comme le moyen d'accroître la participation des producteurs à la création / diffusion des technologies et de dépasser les limites rencontrées par certaines approches "participatives" impliquant des producteurs individuels : "Des déclarations soudaines d'enthousiasme pour les approches participatives se font entendre... derrière le flou d'une rhétorique cosmétique, la planification technocratique continue de régner..." (Cernea, 1991).

Merrils Sands et Collion (1994) citent **quatre objectifs** de la participation des organisations paysannes au processus de recherche :

- **augmenter "l'efficacité" de la recherche** ("efficiency"), entendue au sens de "bonne gestion du savoir et des ressources". Le travail avec des organisations paysannes permet en particulier de limiter le coût des approches participatives et de mieux "rentabiliser" les moyens investis ; il permet notamment :
 - de faciliter les contacts avec le milieu rural ;
 - d'augmenter le nombre de personnes touchées par les chercheurs ;
 - la prise en charge de certains tests par les paysans organisés et donc l'augmentation du nombre de tests ;
 - etc..

Les organisations peuvent en outre faciliter l'adoption par les paysans des technologies élaborées par la recherche.

- **augmenter "l'efficacité" de la recherche et de la vulgarisation** ("effectiveness") c'est-à-dire la pertinence des propositions techniques et leur intérêt pour les producteurs. La collaboration avec les organisations paysannes peut en effet permettre :
 - l'expression d'une demande à la recherche par les producteurs ;
 - la création de technologies adaptées aux conditions agro-écologiques et sociologiques spécifiques ;

(1) Voir Julie Guillaume : aperçus sur les approche anglophones, en annexe de la présente étude.

- elle permet aussi d'améliorer les conditions de diffusion (les organisations jouant alors un rôle d'intermédiaire) ;
 - elle favorise la prise en compte des contraintes des plus démunis ;
 - etc.
- **améliorer l'équité.**
Il s'agit là d'un objectif controversé au sein même des équipes concernées : si les uns voient dans la collaboration avec les organisations paysannes un moyen pour les groupes sociaux les plus défavorisés d'accéder à l'information et aux technologies nouvelles, d'autres (Bebbington et al., 1994) considèrent que les organisations paysannes peuvent elles aussi exclure certaines catégories de producteurs.
 - Certains chercheurs voient également dans la collaboration avec les organisations paysannes le moyen **d'augmenter la responsabilité des chercheurs**, notamment en leur permettant d'apprécier les attentes dont leur travail est l'objet, et la nécessité pour eux d'y répondre ("client-oriented research").

Diverses expériences menées par des **chercheurs francophones** ⁽¹⁾ en Afrique et en Amérique latine, mettent pour leur part en évidence que le travail avec des organisations paysannes (s'il n'est pas sans nombre d'exigences) peut faciliter l'instauration des relations triangulaires (recherche / développement / producteurs) qui caractérisent les démarches de recherche/développement et qu'il présente des avantages pour la recherche :

- il rend possible une **collaboration dans la durée** (sans se polariser sur quelques paysans expérimentateurs) et permet de ce fait :
 - la construction progressive de la demande paysanne ; à travers un processus itératif de diagnostic concerté / expérimentation / évaluation / diffusion, les "besoins" exprimés au départ par les producteurs sont analysés et s'organisent dans des demandes plus structurées, plus complexes et plus proches des conditions de production des paysans ;
 - le travail avec des organisations paysannes facilite l'élaboration de propositions qui dépassent les solutions ponctuelles et qui se structurent dans des ensembles cohérents regroupant plusieurs techniques.
- la collaboration durable avec les organisations paysannes permet également à la recherche de mieux appréhender les conditions nécessaires à l'adoption des techniques qu'elle propose (approvisionnement, équipements, gestion de l'espace, etc.) et de les transformer en questions de recherche.

(1) Hocdé, Mercoiret, Dulcire, Bosc, Le Gall, **Bonnal**, Bellières, Goud, Sallée, etc.

- la confiance réciproque qui peut s'instaurer quand les collaborations sont fructueuses accroît la possibilité pour les chercheurs d'approfondir leur connaissance des pratiques paysannes, des logiques et stratégies des producteurs, ce qui peut être un fort stimulant pour la créativité des chercheurs.

4.1.2 - Pour les organisations paysannes

La collaboration avec la recherche agricole présente aussi des avantages pour les organisations paysannes ainsi que le mettent en évidence diverses expériences ; on peut souligner en particulier :

- le **renforcement des compétences internes** à l'organisation dans le domaine technique, mais aussi bien au-delà (capacités d'analyse accrues, maîtrise renforcée d'une approche expérimentale, information technique et économique, etc.) .
- **l'amélioration des capacités d'action** de l'organisation : le fait de disposer d'un accès à des informations diversifiées, de propositions techniques adaptées accroît l'efficacité de l'organisation et renforce sa crédibilité aux yeux des adhérents. Le contact avec la recherche peut aussi permettre à nombre d'organisations de se libérer de messages routiniers mais aussi de certaines propositions techniques dites abusivement alternatives et dont l'efficacité est parfois douteuse.
- la collaboration avec la recherche peut aussi accroître "**l'équité**" au sein de l'organisation, notamment en attirant l'attention des responsables paysans sur la diversité des situations agricoles, sur les contraintes spécifiques qui pèsent sur certaines catégories de producteurs, sur les risques de marginalisation générés ou aggravés par certains modèles techniques.
- le renforcement des capacités de dialogue des organisations avec les acteurs extérieurs peut également être un effet de la collaboration avec la recherche : dialogue plus équilibré dans les secteurs technique et économique, reconnaissance accrue de l'organisation par les acteurs institutionnels, etc.

4.2 - Des collaborations encore modestes

Malgré les intérêts respectifs que la recherche agricole et les organisations paysannes semblent pouvoir en tirer, l'instauration d'un partenariat ne paraît pas (en règle générale) constituer pour elles un enjeu particulièrement mobilisateur :

- les efforts des organismes de recherche pour adapter leurs programmes aux besoins et priorités des producteurs privilégient la constitution de réseaux de paysans approchés à titre individuel, ou donnent exceptionnellement naissance à des organisations spécifiques, et ceci même dans les zones où la dynamique d'organisation des producteurs est forte.

- les organisations paysannes pour leur part ne se préoccupent pas spontanément de leur articulation avec la recherche, y compris dans les régions où elles démontrent leur capacité à négocier leur place dans les recompositions institutionnelles qui s'opèrent ; en revanche, elles peuvent être très réceptives à des propositions de "recherche paysanne" formulées par d'autres acteurs ou engager parfois spontanément leurs propres programmes de recherche, accentuant ainsi le caractère disjoint des deux ensembles.

Les relations qui s'établissent entre la recherche agricole et les organisations paysannes, la façon dont se construisent (ou non) des partenariats durables sont influencées par des facteurs qui tiennent aux deux parties concernées mais aussi au contexte économique, politique et institutionnel dans lequel elles évoluent. Elles peuvent présenter les caractéristiques suivantes :

- Elles revêtent des formes diverses :
 - les relations peuvent être informelles : elles concernent alors parfois une organisation villageoise ou infra-villageoise avec laquelle certains chercheurs nouent des relations suivies ; elles peuvent aussi concerner des organisations fédératives locales et régionales et portent alors souvent sur un secteur ou un thème particulier ;
 - les relations sont parfois explicitement contractuelles (CADEF/ISRA/CIRAD au Sénégal) ; les objectifs et modalités de la collaboration sont alors explicites ;
 - les relations peuvent aussi être institutionnalisées : c'est le cas des **Commissions d'Utilisateurs** au Mali qui font dorénavant partie du dispositif de recherche de l'IER ; c'est aussi le cas au Sénégal où la cellule de recherche-développement est gérée de façon conjointe par l'ISRA et le Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR) et localisée au CNCR.
- L'initiative des relations revient à des acteurs divers :
 - dans certains cas, c'est la recherche qui fait les premiers pas ; il peut s'agir d'une décision institutionnelle ou d'une initiative particulière de la part de chercheurs ; il est alors fréquent que la collaboration avec des organisations paysannes soit perçue comme le moyen d'adapter la programmation de la recherche aux besoins et priorités des producteurs ;
 - dans d'autres cas, l'initiative peut revenir à des responsables paysans ; elle démarre alors parfois par une demande ponctuelle qui n'est pratiquement jamais une demande de recherche : avoir accès à des semences améliorées, à des plants pour le reboisement, résoudre un problème de fertilité, de santé du bétail, etc. Du fait des défaillances des dispositifs d'appui/conseil, les organisations s'adressent directement à la recherche qu'ils ont parfois approchée à l'occasion de journées portes ouvertes, de visites, etc. Des collaborations suivies peuvent alors en découler ;
 - il arrive que la collaboration s'instaure grâce à la médiation d'une ONG : cela été par exemple le cas du CIEPAC dans le projet de recherche-développement avec le CADEF (Sénégal).

4.3 - Des freins

De nombreux facteurs expliquent sans doute ce manque d'empressement (partagé) à nouer des relations de partenariat.

4.3.1 - De la part de la recherche

Les points de vue sont bien sûr très divers et contrastés ; ils varient en outre selon qu'il s'agit de l'élaboration de références techniques ou de leur diffusion.

- En ce qui concerne **l'élaboration de références techniques** ⁽¹⁾, certains chercheurs sont réservés à l'endroit d'organisations paysannes jugées peu représentatives ou suspectées d'opportunismes divers ; l'absence "d'enjeux communs" entre les paysans et les autres acteurs du développement est parfois avancée ainsi que le fait que "la manifestation des problèmes de technologie agricole constitue rarement un enjeu commun entre paysans..." (Mogbo et Floquet)⁽²⁾. Parfois, c'est l'absence d'une demande de recherche de la part des organisations qui est soulignée (Muchagata, de Reynal) et qui peut résulter d'une méconnaissance par les paysans de ce qu'est la recherche. Plus fréquemment, les motivations particulières des responsables paysans sont évoquées, "les priorités établies par les organisations...[étant] souvent celles des responsables plutôt que celles de la majorité" (Mogbo et Floquet). Le souci de certains chercheurs de travailler si non avec tous les paysans du moins "pour tous les paysans" peut engendrer des réticences à collaborer avec des organisations fondées sur la libre adhésion et qui de ce fait ne font pas l'unanimité, etc.

- Pour ce qui est de la **diffusion des résultats** de la recherche, les réserves formulées à l'endroit des organisations paysannes sont moins nombreuses ; cependant, les organisations sont souvent perçues à travers la fonction de "relais" qu'elles peuvent jouer dans la vulgarisation. Les points de vue sont là aussi divergents :

- certains chercheurs attribuent des avantages comparatifs aux organisations paysannes, par rapport à d'autres acteurs : en termes de coûts, de capacité de pénétration du milieu, de capacité à adapter des formes de transmission des messages, etc.
- d'autres considèrent que les responsables paysans sont peu motivés par la prise en charge d'une fonction de conseil aux producteurs et que le caractère sélectif des adhésions peut freiner la large diffusion des techniques proposées.

(1) Mercoiret M.R. : Synthèse des communications de l'atelier "Organisations paysannes et nouvelles configurations institutionnelles" et Merrill-Sands D. : Synthèse de l'atelier "Participation des groupes et des organisations de producteurs aux processus d'innovation". Symposium international sur les recherches-systèmes en agriculture et développement rural, Montpellier, nov. 1994, Conférences et débats.

(2) cf. communications au Symposium international sur les recherches-systèmes, Montpellier, 1994.

D'autres facteurs freinent aussi la construction de véritables partenariats avec des organisations paysannes, que nombre de chercheurs ne connaissent parfois qu'indirectement :

- les contraintes indéniables qui y sont liées (en termes d'adaptation des méthodes de travail, de concertation à chacune des étapes du processus d'innovation, de négociation, de restitution dans des délais souvent brefs, d'évaluation par les utilisateurs, etc.) occultent parfois les avantages qui peuvent en être retirés ;
- certains chercheurs s'estiment peu outillés pour construire ces collaborations : des outils sont à élaborer pour les diagnostics, les essais, les restitutions ; la communication avec les producteurs a des exigences auxquelles ils sont diversement préparés, etc. ;
- les règles en vigueur dans les institutions sont encore souvent peu incitatives : rigidité des programmations et des procédures, moyens de travail très réduits et difficilement mobilisables, faible reconnaissance institutionnelle de ce type de travail, critères d'évaluation basés principalement sur les publications, la participation à des colloques scientifiques, etc.

4.3.2 - Des freins existent aussi de la part des organisations paysannes

- Les organisations fédératives ont souvent **d'autres priorités** qu'elles se donnent ou qui s'imposent à elles. Ces priorités concernent très souvent l'environnement de la production agricole (organisation et gestion de services) ; elles concernent aussi la quête de moyens matériels et financiers nécessaires à leur fonctionnement et à la réalisation d'investissements indispensables à leur crédibilité interne. Ces multiples tâches sont consommatrices de beaucoup de temps et d'énergie pour des responsables paysans souvent peu nombreux ; il s'y ajoute de plus en plus la représentation des producteurs dès que se créent des instances de concertation où les organisations sont admises et qu'elles ont parfois contribué à mettre en place.
- La méconnaissance de la recherche agricole limite l'instauration de relations avec la recherche et la formulation de demandes ; certains responsables d'organisations locales identifient certaines des facettes de la recherche mais des incompréhensions subsistent cependant que l'on retrouve aussi chez des paysans expérimentateurs, dans les zones où ont été menées des recherches participatives ou des opérations de recherche-développement.
- Les méthodes de la recherche (et parfois leur faible explicitation) peuvent parfois décourager les paysans : longueur des diagnostics, complexité de certains dispositifs expérimentaux, délais parfois importants pour la restitution des résultats ;
- Des certitudes techniques animent parfois des responsables paysans ou certains adhérents des organisations, par exemple la croyance dans les technologies modernes assimilées parfois à la seule acquisition de "machines".
- Le manque d'information technique limite parfois l'expression d'une demande.

5 - Des questions

Même si elles sont encore peu nombreuses, diverses expériences ⁽¹⁾ montrent qu'une collaboration entre les organisations paysannes, la recherche agricole et les dispositifs d'appui/conseil est possible et peut déboucher sur des résultats significatifs.

Trois questions peuvent à ce propos être posées :

5.1 - Quels sont les dispositifs institutionnels susceptibles de favoriser les processus d'innovation technique et économique et quel rôle peuvent y jouer les organisations paysannes ?

Cette première interrogation est formulée principalement par les acteurs institutionnels préoccupés par l'amélioration de l'impact de la recherche agricole et des dispositifs d'appui /conseil aux producteurs mais elle est aussi soulevée par les responsables de maintes organisations fédératives. Elle peut être explicitée notamment de la façon suivante :

- comment organiser la coopération entre les organisations paysannes et professionnelles, la recherche agronomique et les organismes de développement ?
- quels dispositifs mettre en place pour favoriser l'accès des producteurs à l'information technique et économique ?
- quels sont les systèmes de formation qui peuvent faciliter l'acquisition par les organisations paysannes et professionnelles des compétences indispensables pour assurer les nouvelles responsabilités qu'elles revendiquent ou qui leur sont transférés ?
- comment favoriser les articulations entre les initiatives locales des organisations paysannes en matière de conseil agricole, de formation et les initiatives émanant des autres acteurs (coordinations régionales et nationales, recherche agricole, services publics, projets, ONG, etc.).

5.2 - La deuxième question est plus centrée sur les organisations paysannes elles-mêmes et sur le renforcement de leurs capacités d'action.

En effet, les organisations paysannes ne peuvent jouer un rôle effectif dans les dispositifs d'appui/conseil aux producteurs que si elles sont à même de formuler des propositions conformes aux attentes et intérêts des producteurs et si elle acquièrent la capacité de les négocier avec les autres acteurs. Cela amène donc à s'interroger sur "**comment alimenter, du point de vue technique et économique, le projet dont sont porteuses nombre d'organisations paysannes ?**"

(1) cf. Bebbington et al., Mercoiret, Muchagata et al. Merrill-Sands, Atelier 5, Symposium sur les recherches-systèmes, Montpellier, 1994.

Les évolutions prometteuses enregistrées au plan institutionnel (émergence des organisations en tant qu'acteurs à part entière du développement, place accrue des organisations paysannes dans les recompositions institutionnelles qui s'opèrent, etc.) ne doivent pas occulter que les dimensions technique et économique du projet des organisations paysannes sont dans nombre de cas embryonnaires et restent donc souvent à construire. L'émergence d'une profession agricole organisée constitue certes une composante importante du processus de modernisation et de renforcement des agricultures familiales ; cependant, la profession agricole ne peut jouer son rôle de proposition / négociation (auprès des producteurs et des acteurs extérieurs) que si elle a des objectifs clairs, des contenus adaptés à ses objectifs et une stratégie qui dépasse le seul court terme, notamment aux plans technique et économique. L'expérience des pays du Nord - et notamment de la France - met ainsi par exemple en évidence :

- l'importance du rôle joué par la recherche agricole dans la construction du projet de modernisation de l'agriculture dont ont été porteuses les organisations ;
- la place significative que les questions techniques ont tenu dans les débats qui ont accompagné l'organisation de l'agriculture, notamment après la Deuxième Guerre Mondiale ; on peut rappeler par exemple que la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) était porteuse d'un projet global (et donc aussi technique) pour l'agriculture familiale et que les questions techniques ont été au coeur des débats dans les CETA (Centres d'Entraînement aux Techniques Agricoles), des GVA (Groupes de vulgarisation agricole), etc. ;
- la nécessité pour les organisations professionnelles d'effectuer des choix techniques en toute connaissance de cause afin de pouvoir en assumer les effets positifs mais aussi les conséquences en termes écologiques, économiques, sociaux, etc.

5.3 - La troisième question concerne la construction de partenariats durables entre les organisations paysannes et les autres acteurs du développement, à différentes échelles géographiques et aux différents niveaux de décision.

Les initiatives des organisations paysannes dans les domaines technique et économique risquent d'avoir des résultats limités si elles ne sont pas soutenues ou favorisées par des mesures impliquant de nombreux autres acteurs ; parmi ces mesures, on peut citer sans exhaustivité :

- des dispositions juridiques et réglementaires relatives à la sécurisation foncière, au statut des organisations, à la constitution d'un cadre sécurisé pour les échanges (existence de recours en cas de non respect des engagements par exemple), etc.
- des formes de financement adaptées aux différents types d'action ;
- des mesures de politique agricole concernant le crédit, les approvisionnements en facteurs de production, l'organisation des marchés et les prix agricoles, la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, etc.

Plusieurs interrogations sont ainsi soulevées :

- comment définir de nouvelles formes de coordination entre les acteurs que ce soit sur une base territoriale ou sectorielle (filière) ?
- quels sont les cadres de concertation qui peuvent être mis en place pour parvenir à l'élaboration de compromis institutionnalisés entre les différents acteurs ?
- quelles sont les conditions pour que les organisations paysannes y jouent un rôle actif ?
- quels sont les mécanismes de régulation à mettre en place ? Et quel devrait être le rôle de l'Etat ?

OBJECTIFS ET DÉROULEMENT DE L'ÉTUDE

La présente étude est une contribution -limitée- au débat qui est en cours autour de ces différentes questions.

Quatre objectifs ont été fixés à cette étude :

- tout d'abord, effectuer une première revue de la réflexion menée dans les pays anglophones sur le "rôle des organisations paysannes dans la création et le transfert de technologie".

Ensuite, sur la base d'une étude de cas :

- identifier, à partir de quelques situations, la place qu'occupent et le rôle que jouent les organisations paysannes et professionnelles dans les évolutions et recompositions qui s'opèrent dans les dispositifs d'appui/conseil aux producteurs ;
- caractériser l'intérêt que manifestent les différents types d'organisations paysannes pour les questions techniques et économiques, ainsi que la perception qu'elles ont des dispositifs rénovés qui se mettent en place ;
- formuler quelques orientations méthodologiques susceptibles de favoriser la prise en compte des attentes des organisations paysannes et leurs articulations avec la recherche.

DÉROULEMENT DE L'ÉTUDE

Deux types de travaux ont été effectués dans le cadre de cette étude :

1 - Une revue bibliographique qui a été centrée sur les travaux en langue anglaise parfois encore peu connus dans les pays francophones.

2 - Une étude de cas qui a concerné le Mali.

Le cas du Mali a semblé particulièrement intéressant et révélateur des questions actuellement en débat concernant les relations entre les organisations paysannes et la recherche agronomique et ceci pour plusieurs raisons :

- des dynamiques d'organisation très diverses sont à l'oeuvre en milieu rural et prennent des formes différenciées selon les régions ;
- le Ministère de la coopération soutient depuis plus de deux ans un "programme d'appui aux organisations professionnelles agricoles" ;
- dans le cadre de sa réorganisation, l'Institut d'Economie Rurale (IER) a créé des **commissions d'utilisateurs** à l'échelon régional et national ; il s'est ainsi doté de mécanismes institutionnels spécifiques pour intégrer des représentants des producteurs dans le processus de programmation et d'évaluation de la recherche ;
- les dispositifs de vulgarisation / appui / conseil aux producteurs sont fort divers selon les régions ; leurs caractéristiques ainsi que les évolutions qu'ils connaissent paraissent relativement illustratives de différentes interventions de développement dans la sous-région. En outre, des programmes novateurs ont été mis en place en ce qui concerne l'appui aux producteurs.

Trois situations ont été retenues dans le cadre de l'étude : elles ont concerné la région de Mopti, la zone de Niono à l'Office du Niger et la zone méridionale du Mali.

L'étude de cas a été réalisée à partir d'une revue bibliographique et de deux missions :

- la première mission, composée de Jacques Berthomé et de Pierre-Marie Bosc, a séjourné au Mali du 24 juin au 6 juillet 1996. Elle a été principalement centrée sur la caractérisation des dispositifs institutionnels d'appui et sur la place qui revient aux producteurs au sein de ces dispositifs ; la mission a séjourné successivement à Mopti, Niono, Koutiala et Sikasso et a eu de nombreux échanges, à Bamako et dans les régions, avec des responsables de la recherche, du développement et avec divers membres des Commissions d'utilisateurs ;
- la deuxième mission, composée de Jacques Berthomé et de Marie-Rose Mercoiret, a séjourné au Mali du 16 au 30 octobre 1996. Elle a privilégié une approche à partir des organisations paysannes et professionnelles ; de nombreux entretiens réalisés avec des organisations de base, locales, régionales et nationales ainsi qu'avec les Chambres d'Agriculture (APCAM, Chambres régionale et locale de Mopti, Niono, Sikasso et Koutiala).

Les auteurs de l'étude tiennent à remercier toutes les personnes qui, notamment au Mali, ont accepté de les recevoir, de répondre à leurs questions, de leur faire part de leurs réflexions, et de leurs expériences.

Aperçu sur la situation au Mali

L'étude ci-après est consacrée au Mali ; elle s'efforce de présenter (i) les articulations qui s'établissent entre la recherche agricole, les dispositifs d'appui, de vulgarisation ou de conseil et les producteurs organisés, (ii) les formes particulières que revêtent ces articulations et (iii) les évolutions qu'elles connaissent.

Seront présentés successivement :

- un aperçu de la situation au niveau national ;
- trois situations régionales ;
- des remarques d'ensemble qui s'efforceront d'identifier les facteurs qui influent sur les recompositions institutionnelles en cours et sur les modalités selon lesquelles ces recompositions s'opèrent.

La présente étude ne prétend pas à l'exhaustivité car le temps passé au Mali était bien trop court pour analyser dans le détail les évolutions qui s'opèrent ; elle n'est en aucun cas une évaluation des dispositifs mis en place ; elle s'efforce simplement :

- de caractériser les dispositifs institutionnels mis en place à l'échelon national, les objectifs qu'ils poursuivent et les formes particulières qu'ils revêtent dans trois régions (Mopti, Niono, Sud du Mali) ;
- d'identifier les principales dynamiques d'organisation des producteurs qui se font jour et de mettre en évidence la place que les questions techniques et économiques occupent dans le projet dont sont porteuses les organisations paysannes et dans leurs programmes d'action ;
- de mettre en évidence les articulations qui se créent entre la recherche agricole et les organisations paysannes ainsi que la perception que chacune des parties a des formes de collaboration existantes ou à promouvoir ;
- de proposer des éléments d'analyse susceptibles d'alimenter la réflexion menée au Mali, par la recherche agricole, par certaines organisations paysannes et au sein des organismes d'appui/conseil autour de deux questions principales :
 - comment faciliter et accélérer les processus d'innovation technique et économique au sein des unités de production familiales et des sociétés locales ?
 - quel rôle les organisations paysannes peuvent-elles jouer dans ces processus et à quelles conditions ?

I • Aperçu sur la situation au niveau national

1 - Quelques éléments sur le contexte économique et institutionnel

La politique macro-économique du Mali, soutenue de manière coordonnée par les bailleurs de fonds, s'inscrit dans un **contexte politique et institutionnel renouvelé** après la chute du régime du président Moussa Traore en 1991 et se traduit par une libéralisation politique certaine: presse écrite en expansion et apparition de nombreuses radios privées, société civile et milieu associatif en voie de consolidation, approfondissement du processus de démocratisation et instauration progressive d'un Etat de droit.

De manière extrêmement schématique, l'évolution du **contexte macro-économique** se caractérise par :

- la poursuite d'objectifs d'assainissement des finances publiques, de rétablissement des équilibres macro-économiques intérieurs et extérieurs ;
- la promotion de la croissance par un mouvement de libéralisation économique qui se traduit notamment par le désengagement massif de l'Etat des activités productives et le soutien aux initiatives privées dans le cadre des politiques d'ajustement structurel.

Ces réformes économiques profondes ont été conduites depuis 1992, année d'instauration du programme d'ajustement structurel à moyen terme, soutenu par la Banque Mondiale et le FMI (facilité d'ajustement structurel renforcée, crédit d'ajustement structurel et prêt d'ajustement structurel). L'année 1994 semble représenter une année particulière pour le Mali, du fait de la dévaluation du franc CFA (50 %) en janvier, de la hausse des cours mondiaux des produits d'exportation et d'une pluviométrie abondante. Ainsi, **le secteur rural** a connu en 1994 une croissance élevée (8,5 %) tant pour les cultures vivrières que pour les cultures de rente, de même que les secteurs manufacturier et minier. Cette croissance a persisté en 1995 mais devrait s'avérer plus modeste du fait notamment d'une pluviométrie moins favorable. Ce secteur joue un rôle déterminant dans l'économie malienne, contribuant à 45 % du PIB, à près de 75 % de la valeur des exportations et assure des revenus à près de 80 % d'une population estimée en 1994 à environ 6 600 000 habitants.

L'agriculture est essentiellement pluviale mais il convient de mentionner le rôle croissant de l'irrigation dans le Delta central du Niger qui connaît depuis quelques années une croissance spectaculaire (voir étude de cas Office du Niger) de la production de riz. Les principales **cultures vivrières** sont le mil, le sorgho, le maïs et le riz également cultivé dans les zones de bas-fonds sur l'ensemble de la partie méridionale du Mali. La part commercialisée de ces

productions pluviales est très variable ; elle dépend encore fortement du profil de l'hivernage et tend à augmenter dans les zones les plus défavorisées au plan de la pluviométrie.

Les cultures de rente, au premier rang desquelles figure le coton mais aussi l'arachide et le sisal, représentent 17 % de la valeur ajoutée produite par le monde rural et fournissent plus de 50 % des recettes en devises du pays.

L'élevage est un autre atout agricole du Mali pour lequel la dévaluation du franc CFA a eu un effet positif permettant une relance des exportations vers les pays côtiers. Il contribue à près de 11 % du PIB et à 26 % de la production du secteur rural. C'est le second produit d'exportation derrière le coton et le cheptel bovin (5 700 000 têtes) du Mali est le plus important d'Afrique de l'Ouest.

Dans le secteur agricole, des changements profonds sont en cours, avec en particulier la libéralisation du commerce des céréales mise en oeuvre depuis 1981 avec le Programme de restructuration du marché céréalier (PRMC). Ce programme termine sa quatrième phase orientée vers la modernisation du marché devant se traduire par une plus grande spécialisation des opérateurs et l'amélioration de la qualité des produits et des services. Le commerce des céréales est maintenant entièrement libéralisé, qu'il s'agisse des importations, des exportations ou de la fixation des prix.

Le programme d'ajustement sectoriel agricole (PASA) constitue le cadre général des changements en cours et poursuit les objectifs suivants :

- l'élaboration d'une politique institutionnelle ;
- la réforme du secteur coton avec notamment l'élaboration d'un contrat plan Etat-CMDT-SYCOV ;
- la réforme du secteur céréalier ;
- la restructuration de la filière rizicole avec la création d'un nouvel Office du Niger et l'élaboration d'un contrat plan entre l'Etat, l'Office du Niger et les paysans ;
- la programmation des investissements publics dans le secteur rural et la réforme des opérations de développement rural.

Au plan institutionnel, trois chantiers sont ouverts dont les enjeux apparaissent importants pour l'avenir du secteur agricole :

- tout d'abord, il s'agit de la décentralisation administrative et de la création de collectivités locales qui deviendra effective en 1997 ;
- il s'agit ensuite de la réorganisation des services de l'Etat et en particulier de la restructuration du Ministère du Développement Rural et de l'Elevage (MDRE). Les services publics sont recentrés sur les fonctions d'orientation, de réglementation, de contrôle et d'arbitrage des processus de régulation ; à l'échelle régional, trois directions régionales doivent remplir ces fonctions : appui au monde rural, aménagement et équipement rural, réglementation et contrôle.

- enfin, il convient de souligner l'importance accordée au renforcement des organisations socio-professionnelles qui s'est traduit en 1993 par la restructuration des Chambres d'Agriculture et par la mise en place de programmes d'appui spécifiques et en particulier du Programme d'appui aux organisations professionnelles financé par le Ministère français de la coopération.

2 - Les dispositifs d'appui / conseil aux producteurs ruraux : principales caractéristiques des approches au niveau national

La croissance agricole a connu au Mali des résultats très significatifs depuis quelques années ; elle est cependant inégale selon les régions et les agriculteurs restent partout confrontés à de nouveaux défis (gestion des ressources naturelles, adaptation à un contexte économique devenu plus complexe et plus concurrentiel, etc.).

Accélérer et faciliter les processus d'innovation technique et économique au sein des unités de production familiales demeure un objectif essentiel et les dispositifs institutionnels d'appui aux producteurs ruraux connaissent nombre de restructurations. Les principales évolutions au plan national concernent la réorganisation de la recherche agricole et les services de vulgarisation (Programme national de vulgarisation agricole) mais aussi le renforcement de l'organisation des producteurs.

2.1 - La recherche agricole : l'Institut d'Economie Rurale (IER)

La présentation de la recherche agricole au Mali faite ci-après n'a pas pour ambition d'être exhaustive ; elle s'efforce surtout de mettre en évidence les mécanismes qui permettent les relations de la recherche avec les utilisateurs de ses résultats et en particulier avec les producteurs.

2.1.1 - Organisation générale de la recherche

L'organisation actuelle de la recherche agricole au Mali est issue de la réforme de l'IER engagée depuis 1990 avec l'appui des bailleurs de fonds et qui a abouti à l'élaboration d'un Plan Stratégique à long terme (sur 12 ans) et d'un plan d'action (6 ans). Cette réforme s'est traduite par des changements importants au plan de l'organisation administrative de l'IER : statut d'établissement public à caractère administratif avec un conseil d'administration et trois directions ; identification de programmes, politique des ressources humaines, réforme du système comptable et création d'un Comité National de la Recherche Agronomique (CNRA) composé de trois commissions (scientifique, financière et Commission des Utilisateurs).

Cette importante réforme est sous-tendue par le souci de mettre en place un système de recherche agricole finalisée en phase avec les questions et les demandes du développement :

"Le but de la réforme du système national de la recherche agronomique est de produire des réponses techniques et stratégiques adaptées aux problématiques spécifiques des producteurs, des transformateurs et autres utilisateurs des résultats de la recherche afin d'accroître les performances des systèmes de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles" ⁽¹⁾.

La nouvelle organisation adoptée pour l'IER doit permettre à la recherche une meilleure prise en compte des contraintes spécifiques des producteurs, à travers notamment :

- la définition de programmes (16) de recherche ciblés avec des objectifs quantifiés d'augmentation de la production pour les principales spéculations ⁽²⁾ et avec un suivi-évaluation permanent ;
- la régionalisation des activités de recherche ;
- le rôle assigné à la recherche système (Programme systèmes de production et gestion des ressources naturelles) ;
- l'intégration institutionnelle des producteurs dans le processus de programmation et d'évaluation de la recherche agricole.

2.1.2 - La création des centres régionaux

Six centres régionaux ont été créés, ils doivent rapprocher les chercheurs du terrain et de leurs partenaires (développement, producteurs...) afin de mieux intégrer leurs préoccupations dans les activités de la recherche.

Cinq des six centres régionaux sont fonctionnels (Sikasso, Sanié, Sotuba, Niono, Mopti) ; ils hébergent soit des programmes pour lesquels la station fait office de station de recherche principale, soit des antennes de programmes dont la responsabilité principale est localisée dans un autre centre.

Ces centres régionaux ainsi que les stations et sous-stations qui en dépendent recouvrent la diversité des grandes situations agro-écologiques du pays (voir tableau ci-dessous).

(1) Etude pour la mise en place d'une commission nationale des utilisateurs au sein du Comité National de la Recherche Agronomique, rapport final, nov. 1993.

(2) IER, Plan stratégique de la recherche agronomique au Mali.

Réseau de stations et sous-stations

Centres régionaux	Stations	Sous-stations	Produits
Sotuba (800-1000 mm)	Sotuba	Katibougou	<u>Sorgho, volaille, bovin, foresterie, ESPGRN</u> (1)
	Baguinéda	Kolombada	<u>Horticulture</u>
Sikasso (1000-1200 mm)	Sikasso	Tiérouala, Kébila,	<u>Maïs, riz de bas-fonds</u> , coton, foresterie, ESPGRN, sorgho
	N'Tarla		<u>Coton, mil</u> , niéba
Niono (600-800 mm)	Niono	Kogoni	<u>Riz irrigué</u> , bovin, foresterie, ESPGRN, fruits et légumes
	Cinzana	Koula Baramandougou	<u>Mil, niébé</u> , sorgho
Mopti (400-600 mm)	Mopti	Koporo	Bovin, mil, niébé, poissons, ESPGRN
Kayes (600-800 mm)	Samé	Ségala, Bémé, Kita	<u>Arachides, petits ruminants</u> , foresterie, ESPGRN, mil, sorgho, niébé, fruits et légumes
Gao	Diré	Bagoundié	Sorgho, riz de décrue

Pour les produits dont les noms sont soulignés, la Station fait office de Station de Recherche Principale.

(1) Equipe Système de Production et Gestion des Ressources Naturelles.

2.1.3 - Les recherches sur les systèmes de production

Historiquement, l'insertion de ces recherches dans le dispositif de l'IER a débuté dans la région de Sikasso avec les travaux de la Direction de la Recherche sur les Systèmes de Production (DRSPR) et c'est certainement dans cette région que les relations entre "recherche système" et "recherche thématique" sont les plus avancées. Les recherches sur les systèmes de production et la gestion des ressources naturelles font actuellement l'objet d'un seul programme de recherche pour l'ensemble de l'IER ; son objectif "est de contribuer à l'amélioration de la productivité des systèmes de production rurale tout en assurant une meilleure utilisation des ressources naturelles".

Chaque centre régional héberge ainsi une équipe rattachée au programme (ESPGRN) ; chaque équipe régionale "est appelée à jouer un rôle d'interface entre les programmes de recherche "produit" et les producteurs dans la compréhension des phénomènes socio-économiques [ainsi que] dans l'évaluation des performances des innovations techniques".

2.1.4 - L'intégration institutionnelle des producteurs dans le processus de programmation et d'évaluation de la recherche agricole

Objectifs et principes de fonctionnement

Une des innovations centrales de la réforme de l'IER est la mise en place de structures de concertation entre les chercheurs et les utilisateurs de la recherche : au niveau régional ce sont les Commissions régionales des utilisateurs de la recherche (CRU) ; au niveau national, les CRU se regroupent pour former la Commission nationale des utilisateurs (CNU) qui est l'une des commissions du Comité national de la recherche agronomique (CNRA).

L'objectif de la CRU est d'améliorer l'adaptation des programmes de recherche et d'accroître le taux d'adoption par les producteurs des propositions techniques qu'elle formule. Il s'agit, à travers un dialogue institutionnalisé avec les utilisateurs, d'améliorer la prise en compte par la recherche de leurs besoins et priorités et notamment des besoins et priorités des producteurs ruraux. La CRU doit permettre aux utilisateurs d'influer sur la programmation de la recherche en les associant à l'analyse des contraintes, à l'identification des thèmes de recherche et à la définition des caractéristiques des technologies à développer. Elle doit également permettre d'associer les utilisateurs à l'évaluation des résultats de la recherche, facilitant ainsi la prise en compte par les chercheurs des réactions suscitées par les propositions qu'ils formulent.

Cet important changement institutionnel s'est traduit par la création dans chaque région d'une Commission (CRU) où siègent des paysans. Ils doivent à la fois représenter les organisations paysannes locales et être les porte-parole des demandes relatives à une production particulière (riz, mil, élevage bovin, maraîchage, etc.).

Les CRU ont été mises en place progressivement et elles sont actuellement opérationnelles ; selon l'opinion des responsables de la recherche et des producteurs membres des CRU, la période de mise en place est maintenant achevée, ce qui ne signifie pas bien sûr que toutes les questions soulevées aient trouvé des réponses.

Les procédures institutionnelles de travail des CRU sont les suivantes :

- **une commission préparatoire** où les paysans sont majoritaires se réunit en janvier afin que les chercheurs exposent les résultats de leurs travaux et leurs projets de recherche. Les paysans interviennent pour donner leur avis sur l'applicabilité des résultats, faire des

commentaires sur les projets présentés et proposer des thèmes de recherche non encore couverts par les actions des programmes. La langue de travail est le bamanan.

- les travaux de cette commission préparent la réunion du **Comité technique régional** qui se tient en mars/avril et dont la responsabilité incombe aux chercheurs ; il constitue l'instance de décision au niveau régional. Les membres de la CRU assistent au Comité Technique Régional afin d'effectuer le suivi des propositions issues des travaux de la commission préparatoire régionale.
- les programmes de recherche sont ensuite examinés au niveau national par le comité de programme de l'IER et la commission scientifique du CNRA. Entre ces deux instances, les utilisateurs sont à nouveau consultés par le biais de la Commission nationale des utilisateurs constituée par les Présidents des commissions régionales qui sont également membres des commissions scientifiques et du conseil d'administration de l'IER qui approuve en dernière instance la programmation de l'année.
- dans la mesure où un programme de recherche proposé par les producteurs ne correspond pas à un programme dont le financement est prévu, il existe un fonds (le fonds de recherche des utilisateurs), au niveau du secrétariat du CNRA, qui peut être mobilisé à cet effet.

De nombreuses questions ont été soulevées par la mise en place et le fonctionnement des CRU : elles concernent en particulier le choix des producteurs siégeant dans les commissions régionales, les dispositions indispensables pour qu'ils y jouent un rôle actif (information, formation, etc.) mais aussi la préparation des chercheurs à ce dialogue, etc. L'IER s'est efforcé d'apporter des réponses à ces différentes questions à travers des adaptations progressives, avec une volonté permanente d'élargir la capacité de proposition des producteurs au sein des commissions.

a - Le choix des représentants des producteurs

Il a fait l'objet d'un débat préalable à la création des CRU ; étant donné la spécificité des structures mises en place, l'objectif n'était pas pour l'IER de rechercher une représentativité des organisations socio-professionnelles mais plutôt d'assurer au sein de la CRU, une représentation de la diversité des situations agro-écologiques et des productions. En outre, l'IER n'a pas souhaité s'impliquer dans le choix des organisations qui auraient à déléguer un de leurs membres pour siéger à la CRU. Dans un souci de neutralité maintes fois rappelé par les responsables de l'IER, un bureau d'étude ou une ONG a réalisé dans chaque région une étude permettant d'identifier les organisations locales susceptibles d'avoir un représentant au sein de la CRU. A noter que les organisations socio-professionnelles ayant une vocation régionale ont été informées du processus et qu'il en a été de même pour les organismes de développement et les ONG qui ont fait des propositions à la recherche.

Les critères utilisés pour le choix des organisations ont été nombreux ; on peut citer notamment :

- le dynamisme de l'organisation en tant que structure collective, tant au plan économique qu'au plan social ;
- la dimension de l'organisation, supérieure si possible à l'échelon villageois ;
- la présence au sein de l'organisation d'un noyau de personnes alphabétisées ;
- l'intérêt de l'organisation pour les questions techniques ;
- une expérience de collaboration avec les organismes de développement ou la recherche ;
- l'intérêt régional des questions posées au sein de l'organisation.

Sur la base de ces critères et en fonction de l'intérêt manifesté par les membres des organisations, les Commissions régionales des utilisateurs ont été mises en place en 1994. Chacune de ces commissions comprend 13 à 17 membres dont les compétences recouvrent les domaines de recherche régionaux de l'IER.

b - L'appui au fonctionnement des CRU

Après une première année d'existence des CRU et après un bilan des difficultés rencontrées, l'IER a fait appel à la FRAO qui a mis en place un programme d'appui comprenant trois volets :

- **la formation des chercheurs au diagnostic participatif** qui avait pour objectif de "doter les chercheurs d'un outil performant de lecture du milieu paysan qui leur permette de comprendre les conditions de production, les logiques et stratégies des paysans et de jeter les bases d'une collaboration avec leurs partenaires ruraux" (FRAO, 1996). Une soixantaine de chercheurs ont ainsi été formés dans des sessions qui ont également réuni des agents des services de développement et une quinzaine de paysans membres des CRU. Des résultats jugés globalement très positifs ont été obtenus ; la FRAO note en outre que parmi les chercheurs non encore touchés par la formation (les 2/3 de l'effectif de l'IER), certains manifestent "des hésitations liées aux incertitudes de la restructuration" et qu'il existe "un besoin objectif d'information".
- **le renforcement des capacités institutionnelles** des CRU constitue le deuxième volet du programme d'appui. Des ateliers de formation ont été organisés par la FRAO afin "d'aider les CRU à acquérir une meilleure compréhension de leurs rôles et responsabilités" et de les "outiller... pour une meilleure représentation de leurs contraintes et pour leur permettre d'influencer les activités de recherche" (FRAO, 1996) ; ont également participé à ces ateliers des "paysans de contact", des chercheurs, etc. Ces ateliers ont permis de mettre en évidence la nécessité de certaines améliorations et notamment :
 - l'élargissement de la notion "d'utilisateur" qui peut également englober les "transformateurs" opérant en aval de la production ;
 - la restitution des ateliers régionaux auprès des organisations de la base ;

- la nécessité de faire précéder les commissions préparatoires régionales d'un travail au niveau local permettant la participation du plus grand nombre possible de producteurs à l'élaboration d'un diagnostic et à la formulation de propositions à la recherche.
- **le renforcement des capacités opérationnelles** des CRU a constitué le troisième volet du programme d'appui. Il concerne "l'élaboration de plate-formes" (qui résultent d'un travail à l'échelon local et de leur synthèse régionale par "domaine d'activité ou programme régional de recherche") et leur négociation au sein des instances de concertation (Commission préparatoire, CTR).

Il s'agit là en effet d'un point essentiel car des "demandes" ne peuvent être exprimées à la recherche que si des modalités sont prévues pour permettre leur construction à partir de la base. Les résultats obtenus par ces différents appuis ont été très positifs de l'avis de toutes les parties concernées et les CRU ont travaillé en 1995/96 plus efficacement que lors de leur première année.

2.2 - Des dispositifs d'appui à vocation nationale

Deux programmes seront brièvement présentés ci-après. Le Programme national de vulgarisation agricole (PNVA) et le Programme d'appui aux organisations professionnelles ; ils sont financés respectivement par la Banque Mondiale et par le Ministère français de la Coopération, et sont très différents par les moyens dont ils disposent, par leurs objectifs et contenus ainsi que par les modalités de leur mise en oeuvre.

2.2.1 - Le programme national de vulgarisation agricole (PNVA)

Fortement articulé avec la recherche agricole, le dispositif national de vulgarisation est organisé selon la méthode "Formation et visites" qui vise à rationaliser l'organisation de la vulgarisation à l'échelle du pays. Signalons que ce dispositif de vulgarisation ne concerne pas le Sud du Mali qui continue à bénéficier de l'encadrement de la CMDT, organisé selon des principes qui seront détaillés dans l'étude de cas consacrée à cette région (cf. infra).

Le dispositif "Formation et visites" est construit de manière pyramidale et son objectif est la diffusion de l'information technique produite par le système de recherche vers le maximum de producteurs. Il est admis qu'une proportion de 20 % de producteurs adoptant une technique donnée dans une localité permet d'espérer sa diffusion à l'ensemble des producteurs de cette zone. L'organisation et le fonctionnement du dispositif de vulgarisation doivent donc permettre de toucher un nombre suffisant de producteurs avec un personnel relativement réduit, les producteurs choisis comme interlocuteurs ("paysans de contact") étant chargés de démultiplier l'information technique autour d'eux.

Le dispositif prévoit une forte implication de la recherche agricole; elle s'effectue de la manière suivante :

- chaque agent vulgarisateur a la responsabilité de 6 à 8 villages dans lesquels il travaille avec trois à quatre groupes de contact dans chaque village. Chaque paysan faisant partie du groupe de contact (une dizaine par groupe) est chargé de reproduire sur sa propre parcelle l'expérimentation mise en place chez l'un d'entre eux et de faire connaître cette expérimentation et ses résultats autour de lui.
- les agents vulgarisateurs sont sous la responsabilité de superviseurs directs, eux-mêmes encadrés par un superviseur de secteur, au niveau du cercle.
- au niveau régional, des techniciens spécialisés formés par la recherche agricole sont chargés de la formation régulière des agents de base et des superviseurs. C'est également à cet échelon que sont localisés les outils de pilotage du dispositif placés sous la responsabilité du superviseur régional : cellule de liaison, "recherche-développement", suivi-évaluation...
- les actions du PNVA concernent principalement deux domaines :
 - l'amélioration de la production et de la productivité ;
 - l'appui à l'autopromotion paysanne.

L'amélioration de la production et de la productivité passe par la formation des producteurs organisés autour des groupes de contact et des sites de démonstration.

Le volet auto-promotion est placé sous la responsabilité d'un spécialiste en organisations paysannes qui est situé à l'échelon du secteur. Les organisations paysannes (groupements villageois, AV...) reçoivent des appuis divers : alphabétisation, formation à la gestion, appuis techniques en fonction de leurs priorités d'action.

La recherche joue un rôle important dans le fonctionnement du PNVA, ce qui est logique dans la mesure où ce sont les résultats des recherches qui fournissent la base à partir de laquelle les messages de la vulgarisation sont élaborés :

- la recherche conduit avec les vulgarisateurs le diagnostic participatif initial dans les villages; c'est la méthode MARP (méthode accélérée de recherche participative) qui est utilisée.
- des parcelles de démonstration sont mises en place dans les villages ; elles sont sous la responsabilité de la recherche agricole.
- les chercheurs participent aussi aux différentes missions de supervision organisées régulièrement dans le cadre du déroulement du PNVA, aux différents niveaux hiérarchiques; ces visites sont effectuées en collaboration avec les agents de vulgarisation.

- la recherche est associée à l'atelier annuel de bilan et de programmation du PNVA et réciproquement, le PNVA fait partie des instances de programmation et d'évaluation de la recherche agricole.
- la formation des techniciens spécialisés est assurée par les chercheurs.

Trois remarques relatives au PNVA peuvent sans doute être faites :

- il s'efforce de créer une articulation forte entre la recherche, les services de vulgarisation et les producteurs ; les chercheurs sont plus fréquemment en relation directe avec les producteurs même si cette relation reste médiatisée pour l'essentiel par la vulgarisation ;
- en ce qui concerne ses relations avec les paysans organisés, deux approches sont mises en oeuvre :
 - d'une part, le PNVA génère son propre interlocuteur à travers notamment les "groupes de contacts" chargés de l'interface entre la vulgarisation et la société locale;
 - d'autre part, il s'efforce d'apporter un appui aux organisations paysannes de base (ou locales) à travers des actions spécifiques qui semblent cependant rester limitées par manque de personnel ou de moyens, etc.

2.2.2 - Le programme d'appui aux organisations professionnelles agricoles

Il a fait l'objet d'une convention de financement, signée en janvier 1995, entre le Gouvernement du Mali et le Ministère français de la Coopération. C'est l'AFDI (Agriculteurs français pour le développement international), organisation professionnelle agricole française, qui est l'opérateur chargé de la mise en oeuvre du programme.

L'**objectif** du programme est "d'aider à l'émergence d'un mouvement professionnel agricole représentatif et maîtrisé par des agriculteurs, qui soit susceptible de représenter leurs intérêts face aux pouvoirs publics dans un processus de cogestion de la politique et du développement agricole".

Quatre axes de travail ont été retenus :

- "accompagner et consolider les organisations professionnelles agricoles" (formation, échanges, etc.).
- contribuer à la reconnaissance des organisations et favoriser leur dialogue avec les pouvoirs publics.
- "approfondir... les questions institutionnelles, législatives et juridiques posées par le transfert des compétences et l'émergence d'une profession organisée...".
- favoriser les échanges entre les organisations professionnelles de la sous-région.

Le programme d'appui est doté d'une **cellule d'appui** aux organisations et d'un **fonds d'appui aux initiatives paysannes** et il travaille en collaboration étroite avec l'Association des organisations professionnelles et paysannes (AOPP) (voir infra). Les actions menées sont très diverses ; elles sont déterminées par les demandes exprimées par les organisations membres

de l'AOPP et par le souci de promouvoir une instance de concertation entre les organisations paysannes, les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds (commission paritaire de concertation / CPC) :

- les actions soutenues par le programme concernent des échanges entre paysans, l'amélioration de la communication au sein des organisations paysannes, des sessions de formation (sur la filière arachide par exemple) ;
- la préparation, avec les organisations membres de l'AOPP, de la Commission paritaire de concertation (CPC) dont la première réunion s'est tenue en 1996 ;
- etc.

Il n'est pas lieu ici d'entrer dans le détail des actions menées et des résultats obtenus par le programme ; on se limitera à souligner les points suivants qui nous paraissent constituer l'originalité du programme :

- il intervient, de façon articulée, à différentes échelles géographiques et à différents niveaux de décision en s'efforçant simultanément :
 - d'apporter un appui au renforcement interne des organisations de base, locales ou régionales, avec lesquelles il travaille (amélioration de la communication au sein des organisations, de l'accès à l'information et à la formation, etc.) ;
 - d'aider les organisations paysannes membres qui en font la demande à nouer des relations plus directes et plus équilibrées avec leurs partenaires économiques et institutionnels, locaux ou régionaux ;
 - de favoriser l'émergence d'une dynamique d'organisation à l'échelon national (échanges entre paysans et entre organisations, découverte d'intérêts communs, etc.) ;
 - de promouvoir la concertation entre les producteurs organisés et les pouvoirs publics au sein d'une instance spécifique qui réunit aussi des bailleurs de fonds et qui a pour vocation d'être institutionnalisée.
- le programme s'inscrit dans une **logique d'accompagnement** aux organisations paysannes existantes :
 - les organisations adhèrent volontairement à l'AOPP et l'adhésion n'est subordonnée à aucun critère défini de l'extérieur ;
 - les organisations membres jouent un rôle central dans la définition des programmes d'action et dans l'allocation des moyens disponibles ;
 - il existe une volonté manifeste d'établir un "partenariat au quotidien" avec les organisations paysannes, notamment dans la mise en œuvre du programme.
- la référence à l'organisation de l'agriculture française constitue la troisième originalité du programme d'appui ; elle ne semble pas pesante au Mali où elle est présentée comme un exemple pouvant servir de source d'inspiration. L'intérêt de cette référence peut être double: pour les organisations paysannes, cette référence est stimulante dès lors qu'elle met en

évidence, de façon concrète, que les producteurs peuvent jouer un rôle central dans le développement agricole et rural et que ce rôle peut être reconnu par les autres acteurs et par l'Etat ; la référence française peut également contribuer à une évolution favorable des pouvoirs publics dès lors que l'exemple de co-gestion de la politique agricole qu'elle propose modifie certes les relations avec les producteurs organisés mais revalorise aussi le rôle de l'Etat.

3 - Diversité des dynamiques d'organisation

Les organisations paysannes se renforcent sur l'ensemble du territoire national, mettant à profit l'espace ouvert par le désengagement de l'Etat, la démocratisation de la vie publique et grâce aussi à l'appui apporté par des programmes spécifiques. Les dynamiques d'organisation sont cependant diverses selon les régions ; elles sont marquées par l'histoire du développement et les évolutions particulières qui affectent les dispositifs institutionnels d'appui à l'échelon national et régional.

- A l'échelon local, ce sont les **associations villageoises** (AV) qui sont les plus nombreuses : les premières ont commencé à être mises en place par la CMDT il y a maintenant plus de vingt ans et continuent à assumer, au sein de la filière coton, des responsabilités et des tâches économiques (gestion des intrants et du crédit agricole, commercialisation primaire du coton) ; elles interviennent aussi dans le conseil agricole et dans le recueil de données pour le suivi-évaluation. Grâce aux ressources que génère la commercialisation du coton, les associations villageoises ont progressivement diversifié leurs activités dans le domaine économique et dans le secteur social. Plus récentes sont les Associations villageoises de l'Office du Niger : mises en place à partir de 1984, elles jouent elles aussi un rôle important dans la filière riz ; elles ont généré des ressources collectives (battage du riz par exemple) et réussi à diversifier leurs activités. Tant au Sud du Mali que dans la zone de Niono, la plupart des Associations villageoises sont des organisations actives du point de vue économique et du point de vue social ; elles connaissent des dysfonctionnements d'ampleur variable et une tendance à la segmentation des AV se fait jour : plus ancienne dans la zone cotonnière, cette tendance existe aussi dans la zone de l'Office du Niger et se traduit par la création d'une nouvelle association au sein du village : elle réunit alors une partie des adhérents et peut prendre la forme d'un groupement d'intérêt économique. Les AV existent également dans la zone irriguée de Mopti où la fin des projets de développement semble cependant avoir considérablement affaibli leurs activités.

D'autres formes d'organisation sont présentes à la base ; elles semblent pour l'essentiel liées à des interventions de développement sectorielles plus ou moins anciennes (coopératives de pêche, d'élevage, par exemple) ou orientées vers des catégories sociales particulières (groupements féminins) ; les groupements de base sont ainsi très nombreux.

A noter qu'au Mali, les organisations paysannes intervillageoises liées au mouvement associatif ont connu un faible développement en comparaison avec des pays voisins (Sénégal, Burkina

Faso). Bien que demeurant peu nombreuses, elles existent cependant dans la région de Kaye où elles ont été impulsées par des travailleurs émigrés en France, mais aussi dans la région de Mopti et de Sikasso, où elles ont été et demeurent parfois liées à l'ONG "Six S". Il convient également de souligner les caisses d'épargne et de crédit qui sont particulièrement nombreuses dans les zones cotonnières et dans le pays dogon.

• L'organisation des producteurs aux niveaux régional et national est récente ; elle se met en place progressivement et revêt des formes très diverses :

- les Chambres d'Agriculture ont été restructurées en 1993 ; des Chambres Régionales d'Agriculture ont été créées ainsi que l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM) ;
- les dynamiques fédératives parties "d'en bas" prennent souvent une forme syndicale ; on peut citer le Syndicat des Cotonniers et Vivriers (SYCOV) né dans la zone cotonnière du Sud du pays, le Syndicat de Mali-Ouest (SYPAMO) dont le siège est à Kita mais aussi le Syndicat des éleveurs du district de Bamako. D'autres syndicats paraissent en phase d'émergence (à l'Office du Niger) ou sont en gestation (pour les éleveurs de Mopti par exemple) ;
- l'Association des Organisations Professionnelles et Paysannes (AOPP) s'est structurée récemment avec le soutien du Projet d'appui aux organisations professionnelles ; elle regroupe pour sa part des organisations paysannes de base et des organisations fédératives de toutes les régions du pays ;
- à noter enfin que les réseaux d'épargne et de crédit sont structurés dans certaines régions (Kafo Djiginew dans le Sud du Mali par exemple).

Diverses par leur statut, par les conditions de leur émergence, par l'échelle géographique à laquelle elles se structurent par les activités qu'elles mènent, etc. les organisations présentent en outre des différences importantes en ce qui concerne la solidité de leur base sociale et économique.

Dans le chapitre suivant, un aperçu sera donné sur les organisations paysannes de base, locales ou régionales, à partir des observations et rencontres qui ont eu lieu au cours de l'étude. On se limitera donc ici à présenter brièvement deux organisations ayant une emprise nationale : les Chambres d'Agriculture et l'AOPP.

3.1 - Les Chambres d'Agriculture

C'est en 1988 qu'est créée au niveau national une Chambre d'Agriculture nationale dotée de ramifications régionales ; cette première approche, descendante, dans un contexte de parti unique, sera peu favorable à l'appropriation de la structure par les producteurs ruraux d'autant qu'elle a été parfois vue par certains paysans comme "une initiative politicienne". Lorsqu'intervient le changement politique de 1991, la Chambre d'Agriculture jouera cependant un rôle significatif :

- lors de la Conférence nationale, c'est elle qui obtiendra la création d'une sous-commission rurale où les débats auront lieu en bambara et seront retransmis par la radio ;
- elle contribuera également à la tenue des Etats Généraux du Monde Rural, d'où ressortira en particulier la nécessité de décentraliser et de redynamiser la Chambre d'Agriculture.

A Sikasso, lorsque se crée en 1991 la Coordination des Associations Villageoises, c'est aussi la Chambre d'Agriculture qui, parce qu'elle dispose d'un statut juridique, jouera un rôle dans les négociations entre la Coordination et le Ministère de l'Agriculture.

Après la mise en place de la III^e République, le Ministère du Développement Rural sollicite la FAO pour aider à la redéfinition des missions et de l'organisation des Chambres d'Agriculture.

3.1.1 - Organisation et fonctionnement des Chambres d'Agriculture

En 1993, les neuf Chambres d'Agriculture (une par région) et l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) sont mises en place.

• Une représentation des ruraux organisée à partir du village.

Chaque village désigne, sur la base "des us et coutumes" locaux, quatre représentants professionnels (un agriculteur, un éleveur, un pêcheur, un exploitant forestier) ; regroupés au niveau de l'arrondissement, ils constituent les quatre collèges de représentants qui désignent chacun un délégué consulaire d'arrondissement.

Les délégués consulaires se réunissent au niveau des cercles ; cette assemblée élit au scrutin uninominal majoritaire à un tour trois élus qui sont membres de l'Assemblée consulaire de la Chambre régionale d'Agriculture.

• Une représentation des organisations paysannes

Les présidents des organisations paysannes ayant une compétence régionale sont convoqués au niveau régional où ils élisent cinq représentants qui deviennent membres de l'Assemblée consulaire régionale.

• L'APCAM

L'Assemblée consulaire régionale élit son bureau ; les présidents des assemblées régionales secondés par deux autres élus par région composent l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) ; sont également membres de l'APCAM cinq représentants d'organisations paysannes à vocation nationale (actuellement, il s'agit de représentants du SYCOV, de l'Union des Coopératives agricoles de Kayes, du Syndicat de Kita, du "délégué" général des Colons de l'Office du Niger et de l'Union des Coopératives de Goundam).

• Des missions

Les Chambres d'Agriculture sont des établissements publics à caractère professionnel dotées de l'autonomie morale et de l'autonomie financière. En tant que "corps intermédiaire de type horizontal", elles exercent deux types de mission :

- une mission de "représentation professionnelle des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et exploitants forestiers" pour faire connaître leurs avis sur les questions d'intérêt agricole aux niveaux national et international ; à ce titre, "elles participent à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques de développement rural avec les collectivités décentralisées et avec l'Etat".
- des missions à destination du monde rural : "elles stimulent la structuration et la professionnalisation du monde rural", contribuant à la formation professionnelle, s'efforçant d'améliorer l'accès des ruraux à l'information, etc...".

• **Le financement**

Il est statutairement assuré par des ristournes sur les taxes ordinaires payées par les ruraux et perçues par l'Etat et une "taxe additive" sur les produits agricoles devrait être fixée par décret prochainement.

3.1.2 - Quelques remarques sur la situation actuelle

- Les Chambres d'Agriculture existent ; elles paraissent avoir un niveau d'activité certes variable mais qui est loin d'être négligeable.
- L'APCAM est de plus en plus associée par les pouvoirs publics à des décisions de politique agricole ; elle participe aux réunions de cabinet élargies du Ministère du Développement rural et a, par exemple, été associée à l'élaboration de projets de lois et à la restructuration du MDRE.
- Les moyens matériels et financiers dont elles disposent sont pour l'heure réduits car l'Etat tarde à verser les ristournes qui leur reviennent sur les taxes ordinaires car cela constitue "un manque à gagner pour le budget national". Les élus professionnels nationaux considèrent pour leur part que l'Etat devrait instaurer des "taxes de protection des productions nationales" pour les importations des produits de première nécessité à l'instar de la "taxe conjoncturelle d'importation" qui est actuellement appliquée pour le riz et pour le sucre.
- Les Chambres bénéficient de quelques appuis extérieurs : des sessions de formation internes sont organisées pour les élus professionnels grâce à un financement canadien sous-régional ; l'APCAM assure la maîtrise d'ouvrage d'un projet d'appui à l'organisation de filières qui est réalisé par une structure légère (APROFA) ; la FAO apporte un appui institutionnel, etc. Des collaborations existent en outre entre des Chambres régionales et des partenaires extérieurs. S'ils sont globalement encore modestes, ces appuis témoignent cependant de la reconnaissance croissante des Chambres d'Agriculture par les acteurs extérieurs, nationaux et étrangers.
- L'APCAM prévoit des évolutions dans le fonctionnement des Chambres :
 - l'implication des organisations paysannes pourrait dans quelques années se traduire par leur représentation spécifique à partir des cercles et non plus seulement à l'échelon régional ;

- selon les responsables, la représentation des femmes au sein des Chambres devrait être améliorée ; au cours d'une réunion nationale récente (octobre 1996), lors de la rencontre organisée à Bamako à l'occasion de la Journée mondiale des femmes, les déléguées ont exprimé le désir d'être présentes au sein des Chambres d'Agriculture. L'idée de créer un "collège des femmes" dès l'échelon villageois a ainsi été avancée.

• Concernant les **relations des Chambres avec les dispositifs** d'appui/conseil aux producteurs, les responsables de l'APCAM rencontrés lors de la mission, mettent en évidence les évolutions qui s'opèrent au sein des services techniques qui "peu à peu font confiance à la Chambre...".

Pour ce qui est des relations avec la recherche agricole et à propos notamment des Commissions d'utilisateurs mises en place par l'IER, trois remarques sont formulées :

- l'APCAM considère que "la volonté de l'IER d'impliquer les professionnels est sincère et positive" et que l'APCAM a été informée de la création des CRU et qu'elle a adhéré à cette démarche ;
- l'APCAM a cependant le sentiment que jusqu'ici "les professionnels ne sont pas suffisamment organisés pour faire des commandes à l'IER" et que les membres des CRU ont "tendance à exprimer leur avis propre" plus qu'ils ne sont les porte-parole des producteurs ;
- l'amélioration du dispositif mise en place par l'IER est nécessaire et possible ; le débat doit être ouvert et des propositions seront formulées par l'APCAM. La "capacité des producteurs à collaborer avec l'IER ne peut cependant résulter que d'un renforcement des organisations".

3.2 - L'association des organisations professionnelles et paysannes (AOPP)

L'AOPP est le résultat d'un processus amorcé en 1993 :

- au départ, il s'agissait de créer des échanges entre les quatre AFDI régionales intervenant au Mali et entre les paysans avec lesquels elles travaillaient depuis plus ou moins longtemps ; après quelques réunions, une **Commission paysanne** regroupant 23 organisations a été créée en novembre 1993 ;
- l'Assemblée constitutive de l'AOPP a eu lieu en septembre 1995 après diverses réunions, des échanges entre paysans, etc.
- la tenue d'ateliers régionaux a largement contribué au renforcement de la dynamique.

Des objectifs

Ils sont formulés ainsi par les paysans rencontrés :

"L'AOPP, c'est pour approfondir les échanges entre paysans, car chacun parlait de ses problèmes dans son coin".

"Pour avoir plus de pouvoir, il faut s'organiser..."

"L'objectif, c'est l'information et la formation ; c'est ce qui manque le plus aux paysans..."

"Il y a des gens qui travaillent dans les bureaux et qui prétendent représenter les paysans, mais les paysans des champs sont bien peu représentés..."

"L'AOPP c'est un appui pour les organisations".

"L'AOPP, c'est une organisation pour la coordination des actions des organisations paysannes ; elle doit permettre d'améliorer les conditions de travail et de vie des paysans ; pour y parvenir, les paysans doivent s'informer et se former..."

"L'AOPP, c'est aussi pour négocier avec l'Etat dans le cadre du Comité Paritaire de Concertation (CPC)".

"On n'a pas de force parce qu'on n'est pas organisés".

"L'AOPP peut être une coordination nationale des organisations paysannes".

Les organisations membres

L'AOPP regroupe actuellement 27 organisations paysannes de tailles très diverses : des groupements / associations de base, des organisations locales, des syndicats ayant une forte implantation régionale, etc. Elles sont originaires de toutes les régions du pays et expriment les différentes facettes de la dynamique d'organisation malienne.

Ainsi que le note un représentant paysan, "dans l'AOPP, il y a des organisations productives et des organisations revendicatives", qui ajoute "peu à peu, on créera des sous-cellules avec des organisations de même nature..".

Au plan des adhésions, l'AOPP reste certes marquée par son origine (les organisations paysannes partenaires de l'AFDI y sont très largement majoritaires). Les adhésions se diversifient cependant et les objectifs que fixent ses membres à l'AOPP ne se construisent plus en fonction du partenariat avec l'AFDI mais en référence à des enjeux communs, ressentis comme prioritaires par les organisations membres.

Le fonctionnement de l'AOPP

Il est fortement marqué par le souci des responsables de ne pas perdre leur enracinement local ; la création d'une "organisation faîtière" est ressentie comme indispensable mais les risques dont elle est porteuse sont souvent soulignés. Un fonctionnement très "horizontal" est donc favorisé et tous les sujets font l'objet de débats très ouverts avec un souci de "ne pas laisser des gens derrière"... Selon ses membres, l'organisation interne de l'AOPP doit évoluer ; certains ont des idées "quand nous affirmerons l'AOPP comme organisation nationale, il y aura des sous-cellules regroupant des organisations de même nature, des commissions techniques..."

On note une réelle prise de responsabilités des organisations membres dans le fonctionnement de l'AOPP ; ce sont elles qui définissent les priorités, les modalités de travail ; elles participent dans des proportions variables, au financement des actions menées et jouent un rôle important dans la gestion des programmes d'appui.

L'approche "par le bas" qui a caractérisé la mise en place de la Commission Paysanne puis de l'AOPP a, à l'évidence, favorisé la prise de responsabilités par les paysans et l'instauration de

règles de fonctionnement qui leur sont propres ; des limites apparaissent cependant auxquelles l'AOPP devra remédier pour accroître son efficacité vis-à-vis de l'extérieur, sans perdre son enracinement local et "sa spécificité paysanne".

La concertation avec les pouvoirs publics

Les paysans membres de l'AOPP la jugent nécessaire : "l'Etat n'est pas un ennemi mais il n'est pas toujours droit..." ; "on ne peut pas résoudre certains problèmes si ce n'est pas avec l'Etat"; "il faut parler à l'Etat des problèmes des paysans et la Commission Paritaire de Concertation le permet".

La réunion de la première Commission Paritaire de Concertation (CPC) en mai 1996 a été précédée d'une préparation approfondie d'abord par l'AOPP (ateliers régionaux, rencontre nationale), ensuite avec des agriculteurs de l'AFDI. L'AOPP a proposé six thèmes qui lui semblaient prioritaires : l'information, la formation, la commercialisation, les relations avec la Banque, les relations entre les organisations paysannes, "l'encadrement" technique et les ONG, la vie des organisations professionnelles agricoles.

L'intérêt pour les questions techniques et économiques

Les organisations membres de l'AOPP sont très intéressées par les **questions techniques** qui occupent une grande place dans les échanges horizontaux ; les préoccupations techniques ne sont pas déconnectées des questions économiques (accès au crédit, organisation de l'approvisionnement en intrants, coûts des intrants, débouchés pour les produits agricoles et prix, etc.).

Beaucoup de problèmes techniques sont évoqués spontanément par les paysans rencontrés qui considèrent que "les propositions nouvelles, ça manque..." et que dans nombre de cas "les paysans se débrouillent tous seuls", sauf quand ils ont réussi à nouer des partenariats particuliers ("avec l'AFDI", "avec des personnes-ressources"...).

Les relations avec la recherche et les services techniques

Les paysans rencontrés sont très demandeurs de collaborations et d'appuis ; ils émettent cependant des avis contrastés sur les articulations qui existent actuellement :

Les relations avec la recherche

"Le travail avec la recherche m'intéresse beaucoup" mais "les paysans ne vont pas à l'IER mais ils savent que la recherche est très utile, pour les nouvelles variétés, pour la fertilisation, etc.."

Concernant les CRU, les paysans rencontrés au sein de l'AOPP déclarent qu'ils ignoraient "leur existence jusqu'à l'atelier de Kita où les chercheurs en ont parlé". "L'AOPP n'a été invitée à aucune réunion jusqu'ici...". Ils se posent trois questions principales :

- "comment approcher les paysans qui y sont ?" afin de leur faire part des problèmes des organisations membres de l'AOPP ;
- "comment peut-on être choisi ?" pour en faire partie, ce qui renvoie aux modalités de choix des paysans siégeant dans les CRU ;
- "comment faire pour que les paysans choisis expriment les attentes des paysans ?" ; à ce propos, certains des paysans rencontrés considèrent qu'"il faut que les membres de la CRU soient vraiment désignés par les paysans et par leurs organisations..."

Les relations avec les organismes d'appui

Ils sont jugés nécessaires mais diversement satisfaisants :

"Cela dépend des zones... ceux qui sont encadrés par la CMDT et l'Office du Niger ont de la chance ; ailleurs les conseils ne sont pas suffisants".

"La CMDT est très sérieuse mais elle a tendance à ne regarder que le coton..."

Des incohérences existent parfois dans certaines zones : "on achète des pulvérisateurs et l'année suivante, le produit vient en poudre..." ; en outre certains "services techniques se retirent dès qu'arrive une ONG..".

La plupart des paysans considèrent que "les démonstrations faites par le PNVA sont très importantes..." ; ils regrettent que les "paysans pilotes soient désignés parfois par les chefs de village...", que "les lieux et jours de rencontre soient fixés par les vulgarisateurs", "que les enquêtes prennent trop de place...", etc.

De façon plus générale, au sein de l'AOPP, des paysans soulignent la nécessité de modifier les relations avec les services d'appui qui doivent "accepter de dialoguer" et ne pas se limiter à "donner des conseils aux paysans et à leur dire ce qu'ils doivent faire".

"L'allègement de l'encadrement" préoccupe les paysans rencontrés qui considèrent que "les organisations paysannes doivent prendre plus de responsabilités", que "l'APCAM devrait jouer un rôle plus accru" et que montages nouveaux doivent se mettre en place pour que le conseil puisse faire dans de bonnes conditions.

II • Trois situations régionales

1 - La région de Mopti ⁽¹⁾

1.1 - Eléments sur les systèmes de production

On peut distinguer dans la Région de Mopti deux grandes zones agro-écologiques : la zone inondable constituée par le delta central du Niger et la zone exondée qui comprend en particulier le plateau Dogon. Dans le cadre de cette étude, l'attention a été surtout centrée sur le delta central du Niger.

Le delta central du Niger a depuis toujours été un carrefour d'influences et d'invasions et un espace où se sont épanouis certains des plus prestigieux empires de l'Afrique sahélienne : Empire Bambara de Ségou, Peulh du Macina, Royaume théocratique des Toucouleurs d'El Hadj Omar... La richesse naturelle de cette région a, à l'évidence, suscité de tous temps un grand intérêt.

Traditionnellement les crues du Bani et du Niger colonisent une vaste zone d'épandage de plus de 20.000 km² permettant la croissance d'une abondante couverture végétale aquatique, la prolifération de micro-organismes et des poissons donnant à cette zone un potentiel agro-écologique très élevé. Cette richesse naturelle a attiré très tôt des pêcheurs (Bozos) puis des agriculteurs (Markas) et des éleveurs (Peulhs) qui ont défini des systèmes de production spécifiques, fondés sur les phénomènes de crue et de décrue, et qui ont défini des modes particuliers d'occupation de l'espace. La coexistence d'un espace pastoral, d'un espace agricole et d'une zone de pêche ainsi que la coexistence de systèmes de production divers mais fortement imbriqués et donc interdépendants a conduit à l'établissement de règles de bon voisinage entre groupes sociaux et à la cristallisation à l'intérieur de ces groupes d'une organisation sociale définissant la place respective des diverses catégories.

Il subsiste chez ces ruraux la mémoire d'un ordre ancien et la référence encore fréquente au système de gestion des ressources naturelles et des relations entre groupes sociaux qui s'est épanoui en particulier du temps de la "Dina" (1818-1862).

(1) Etude réalisée avec l'appui de Noumou Diakhité.

Dans la période plus récente, la région a connu des perturbations importantes liées notamment à la sécheresse qui s'est installée depuis le début des années 70. Il en a découlé un déclin des activités traditionnelles d'élevage et de pêche, et des migrations de population qui ont affecté toute la sous-région ; elle a aussi contribué à l'extension de l'activité rizicole souvent en submersion naturelle (donc très aléatoire) conçue comme une réponse à l'insécurité alimentaire mais aussi à la pression démographique.

L'élevage est toujours considéré comme l'activité qui s'impose encore de façon dominante en matière de gestion foncière. Son importance économique est considérable puisqu'on dénombre environ 1 million de bovins et 500.000 petits ruminants. Le système pastoral repose toujours sur une petite transhumance entre les bordures exondées où sont conduits les troupeaux en saison des pluies (ce qui implique des alliances avec les agriculteurs de ces zones) et la plaine inondable où ils redescendent avec la décrue, pour rejoindre les "bourgoutières". Le développement de la riziculture a bien sûr de effets sur l'élevage : selon certains éleveurs, elle "dégrade les bourgoutières et perturbe les voies traditionnelles de passage des troupeaux" et il en résulte de nombreuses tensions entre groupes socio-professionnels.

La pêche est encore importante malgré la réduction des plans d'eau et représente un potentiel d'environ 60.000 tonnes par an. Avec la reprise de la pluviométrie et de la crue ces dernières années, on voit proliférer de nouveau certaines espèces que l'on pensait en voie d'extinction.

De façon générale, le déséquilibre engendré par la sécheresse depuis près de trente ans a conduit à une raréfaction des ressources, à une concurrence accrue entre les systèmes de production et à une lutte parfois vive entre groupes pour la maîtrise du patrimoine foncier.

Depuis une trentaine d'années et à l'exception d'expériences qui sont restées limitées dans le temps et dans l'espace, le mode d'administration du territoire par les représentants de l'Etat ainsi que les interventions de développement rural ne sont pas parvenues à définir des modalités de gestion de l'espace et de mise en valeur des ressources naturelles adaptées et acceptées par les différents groupes socio-professionnels.

Les interventions de développement en particulier ont toutes, quelle que soit leur efficacité technique, développé des approches sectorielles (opération pêche, opération riz Mopti, opération pour le développement de l'élevage à Mopti) ; la faible prise en compte des autres systèmes de production a parfois conduit à une diversification peu performante des activités au sein des familles rurales et parfois avivé certaines concurrences, voire aggravé des tensions et des conflits.

Le désengagement de l'Etat a été très net dans la région ; il s'est traduit notamment par l'arrêt des grandes opérations de développement ; elles ont laissé la place à des interventions plus modestes (par les moyens qu'elles mobilisent et par leur aire d'action qu'elles concernent) et le

plus souvent sectorielles ; on peut citer par exemple les petits périmètres irrigués villageois financés par le FED, le PNVA qui ne concerne que la vulgarisation, etc.

Divers observateurs régionaux et locaux s'accordent à considérer qu'il est "essentiel de définir un **schéma général de développement régional**" et que sans cette vision globale, les interventions sectorielles, malgré leur intérêt particulier indéniable, "auront au mieux un impact limité" et "au pire aggraveront les problèmes", "hypothéqueront l'avenir" en réduisant la diversité écologique, économique et socio-culturelle du milieu.

1.2 - Les dispositifs d'appui / conseil aux producteurs

1.2.1 - Le centre régional de recherche agricole

Il regroupe une quarantaine de personnes dont une quinzaine de chercheurs qui relèvent de quatre programmes :

- le programme système de production et gestion des ressources naturelles (commun à tous les Centres régionaux) ;
- le programme halieutique (basé à Mopti) ;
- le programme bovins et petits ruminants ;
- le programme mil-niébé.

La Commission régionale des utilisateurs a été créée en Avril 1994. Elle est composée de 13 membres représentants d'organisations paysannes (coopératives, associations, tons villageois) qui se répartissent entre les quatre programmes précités :

- 4 pour le programme ESPGRN,
- 4 pour le programme halieutique,
- 3 pour le programme élevage,
- 2 pour le programme mil-niébé.

Le travail préalable de recensement et de sélection des organisations paysannes au niveau régional a été effectué par l'ONG locale "Yéré Démé". Ce sont les représentants des organisations paysannes sélectionnées qui se sont réunis en assemblée constitutive pour nommer les membres de la CRU.

La CRU a tenu ses réunions préparatoires et a déjà participé à la commission technique régionale qui définit les programmes de recherche pour l'année à venir. Au départ cependant, l'accent a été mis sur la formation des membres de la CRU mais aussi des chercheurs et sur l'apprentissage du travail en commun. Le programme d'activités de la CRU pour cette période a été le suivant :

- action d'alphabétisation en langue nationale (en bamanan d'abord, puis le pulaar devrait être introduit) ;
- visites de centres de recherche (Sotuba, Niono, Cinzana...) ;
- journée portes ouvertes au CRRA de Mopti où les chercheurs ont présenté aux paysans l'objet de leur travail ;
- ateliers de formation à Sikasso et à Mopti.

Depuis la fin 1995, la CRU est devenue plus opérationnelle : des réunions de restitution ont été effectuées par les membres de la CRU dans leurs villages respectifs sur le processus de collaboration avec la recherche. Ces assemblées ont été l'occasion de recenser les préoccupations des villageois dans tous les domaines et elles ont alimenté l'apport des délégués paysans aux commissions préparatoires.

Des démarches de diagnostic participatif (DP) ont également été menées conjointement par des chercheurs, des techniciens et des paysans, dans quelques villages-test (Madiana, Matamani, Tougoumé...) représentatifs des différentes zones agro-économiques.

Ce sont ces divers travaux qui ont alimenté les débats lors de l'atelier de formation des membres de la CRU qui s'est tenu en décembre 1995 avec l'appui méthodologique de la FRAO. Cet atelier était centré sur un diagnostic agro-économique des trois zones identifiées composant la région :

a - la zone inondée où dominent les activités d'élevage, de pêche et de riziculture.

Les contraintes principales identifiées ont trait à l'insuffisance des pluies et des crues et à la non-maîtrise des eaux ; il en résulte une accentuation du caractère aléatoire des activités, une raréfaction des ressources et un appauvrissement des sols, la concurrence et des conflits entre groupes socio-professionnels.

b- le plateau Dogon où se sont développées des activités diversifiées (maraîchage, céréaliculture, élevage, tourisme...).

La contrainte principale est l'insuffisance de terres exploitables qui entraîne des conflits entre Dogons et Peulhs, une production céréalière insuffisante qui pousse à l'exode rural, auxquelles s'ajoute la rareté de l'eau (malgré de nombreux micro-aménagements).

c - les zones exondées (autres que le pays Dogon), zones d'agriculture / élevage de type sahélien. Les principales contraintes ont trait à la sécheresse persistante, à la dégradation des sols et aux attaques des prédateurs.

Dès janvier 1996, la CRU se réunit pour une "identification et esquisse des projets de recherche ou d'études" en prévision de la commission technique régionale. Les principaux résultats méritent d'être cités par secteurs d'activité :

- **La pêche**

La commission constate la paupérisation de la profession sous la pression des intermédiaires commerçants, s'inquiète de l'ensablement du delta et des lâchers d'eau intempestifs des barrages amont (Salingué, Markala).

Elle recommande une prise en compte du phénomène d'ensablement et une implication des pêcheurs dans les instances où se programment les lâchers d'eau.

Elle demande la réalisation d'une étude sur l'aval de la production et sur le système de financement.

- **L'élevage**

La commission constate la dégradation du couvert végétal qui entraîne des tensions entre agriculteurs et éleveurs et entre éleveurs eux-mêmes ; elle déplore la rupture fréquente des stocks de produits vétérinaires ; elle recommande de finaliser l'étude sur les circuits d'approvisionnement en produits vétérinaires et de capitaliser l'ensemble des études réalisées sur le pastoralisme ; elle propose une recherche-action sur un mode de gestion rationnelle et consensuelle de l'espace.

- **L'agriculture**

La commission constate la difficulté d'acquisition en semences de qualité (riz et maraîchage), de conservation des produits maraîchers et de gestion des stocks céréaliers ; elle s'inquiète du phénomène de dessèchement du riz en casier, de l'envahissement des champs par les adventices et les déprédateurs.

Elle recommande des visites et des échanges sur les techniques de conservation des produits maraîchers, de systématiser la lutte mécanique contre les adventices du riz, et de généraliser le système des banques de céréales.

Elle propose un certain nombre d'études et de recherches sur le dessèchement du riz, les potentialités du riz de plateau, la filière semencière, l'effet de l'association de l'eucalyptus sur le riz, la baisse de rendement des céréales sèches.

Toutes ces pistes de recherche sont largement débattues avec les partenaires du développement (services techniques, Projets, ONG) lors des commissions préparatoires avalisées par la commission technique régionale.

Sur l'ensemble des thèmes retenus, un classement est effectué selon que la recherche est en mesure d'apporter des réponses immédiates, qu'ils relèvent de programmes de recherche existants ou qu'ils se situent hors-programme et doivent alors être soumis à l'approbation du CNRA (Comité national de la recherche agronomique).

La mise en oeuvre du programme (après confirmation par le comité de programmation de l'IER) concerne principalement les équipes du CRRA mais aussi le PNVA en ce qui concerne les thèmes techniques qui peuvent être immédiatement diffusés ainsi que les membres de la CRU qui doivent assurer l'information et la sensibilisation de la base sur les travaux en cours.

La Recherche met à la disposition de la vulgarisation ses résultats mais elle s'implique elle-même dans la phase de diffusion notamment dans les villages-tests où travaille l'équipe ESPGRN.

Parmi les particularités de la CRU à Mopti, il faut noter :

- le souci d'intégrer les transformateurs (lait, produits halieutiques...) dans la commission des utilisateurs, considérant qu'ils font partie de la filière et qu'ils sont issus de la profession.
- une certaine résistance à l'organisation du travail en groupes thématiques (correspondant aux programmes du CRRA) considérant que sur le terrain, les systèmes de production s'interpénètrent et que les producteurs eux-mêmes sont souvent des pluri-actifs.

1.2.2 - Les organismes d'appui / conseil

Il n'a pas été effectué de recensement exhaustif au cours de l'étude ; les indications ci-après donnent cependant un aperçu des formes d'appui qui sont apportées aux producteurs et des relations qui sont établies avec les producteurs.

Le PNVA : programme national de vulgarisation agricole.

Il s'est déployé, sous sa forme classique, dans la région de Mopti. Il regroupe sous la direction d'une équipe, constituée par :

- un directeur, en l'occurrence l'actuel Directeur régional de l'agriculture,
 - un coordonnateur régional,
 - un formateur,
 - et des superviseurs locaux,
- l'ensemble du personnel technique réparti entre les Services régionaux (agriculture, élevage, eaux et forêts) et les Projets (opération riz-Mopti, opération pêche...).

Dans chaque secteur est constituée une équipe de techniciens spécialisés qui ont pour mission d'apporter assistance et conseil aux vulgarisateurs de base. Eux-mêmes bénéficient d'un appui permanent en formation de la part de la recherche.

A la base se trouvent les AVB (agents de vulgarisation de base) qui supervisent 6 à 8 villages et qui travaillent avec des **groupes de contact** (3 à 4 par village). En effet, l'option a été prise de travailler avec des groupes plutôt qu'avec des exploitants individuels afin d'obtenir un effet d'entraînement plus large sur la communauté locale. Le groupe de contact est, comme son nom l'indique, un interface entre la vulgarisation et l'ensemble des producteurs. Un diagnostic participatif est mené dans le village et doit être réactualisé en permanence ; cela permet de

déterminer en concertation avec les producteurs, les principales contraintes ou les principaux pôles d'intérêt des villageois. C'est autour de ces contraintes et des thèmes qui en découlent (par exemple sur la fertilisation organique) que se constituent les groupes de contact ; les groupes doivent être mandatés par le village afin que leur travail, notamment les essais de démonstration définis en collaboration avec la recherche, puisse toucher le plus grand nombre possible de villageois.

La recherche est fortement impliquée dans le PNVA qu'elle alimente en permanence avec des contenus techniques :

- la recherche associe la vulgarisation aux diagnostics participatifs qu'elle mène, avec les membres de la CRU, dans les villages-tests ;
- elle assure la formation permanente des techniciens spécialisés ;
- elle propose des tests de démonstration en fonction du profil des groupes de contact ;
- elle participe aux missions de supervision du PNVA et à son atelier annuel de bilan et de programmation.

Réciproquement, le PNVA est associé aux travaux de programmation de la recherche, notamment à la commission préparatoire du CTR où elle est représentée par des paysans de contact et des AVB et participe en tant qu'institution au CTR.

Le PNVA comprend deux volets, d'inégale importance :

- "l'amélioration des techniques et de la productivité" qui mobilise l'essentiel des ressources et qui correspond aux activités qui viennent d'être décrites ;
- et "l'autopromotion paysanne" qui a pour objectif d'aider collectivement à identifier et à prendre en charge les besoins communautaires. Concrètement, au niveau de chaque secteur, il existe un spécialiste en organisation paysanne qui intervient principalement en alphabétisation, en formation et en appui à la gestion. Ce volet qui assiste les groupements, dans leur phase de démarrage, peut être conforté par l'action du PECAP.

Le PECAP (Programme de consolidation des actions paysannes)

Il a démarré sur un reliquat de fonds (norvégiens) de l'ODEM (Opération de développement de l'élevage, Mopti) dans la phase de désengagement des projets (ODEM et Opération Riz-Mopti) et de mise en oeuvre du PNVA. En effet, celui-ci n'a pas pour vocation d'accompagner les organisations paysannes dans leurs projets sur le plan économique et financier, ce que faisaient les opérations de développement précitées. Le besoin s'est donc fait sentir de créer un instrument qui permette d'aider les associations, d'éleveurs et de riziculteurs en tout premier lieu (désormais appelées à gérer elles-mêmes les équipements collectifs) ; l'appui du PECAP s'est ensuite étendu à d'autres associations et groupements nés dans le cadre d'interventions étatiques ou non gouvernementales.

Aujourd'hui, le PECAP a soutenu une cinquantaine d'associations parmi lesquelles une majorité d'associations féminines (pour des projets maraîchers), des associations de riziculteurs (gestionnaires des casiers de l'ORM ou des PPIV), des associations d'éleveurs ou de pêcheurs. Le PECAP finance sous forme de subventions (de 75 % à 90 %) avec une participation des bénéficiaires (de 10 à 25 %), des équipements (décortiqueuses, moulins, puits...), des intrants (semences...), des formations à la gestion.

Le PECAP s'efforce de créer les conditions matérielles et financières de la mise en oeuvre des innovations collectives mais s'appuie pour le reste sur les organismes existants en charge de la vulgarisation.

A noter que selon le PECAP, les dynamiques inter-associatives demeurent modestes même si les formations qu'il organise permettent d'établir des contacts entre responsables professionnels.

C'est chez les éleveurs qu'elles seraient les plus perceptibles, principalement autour de l'enjeu des marchés frontaliers.

L'AFAP (Association pour la Formation et l'Autopromotion Rurale)

Il s'agit d'une ONG malienne, créée par des anciens de l'ACOPAM. Elle mène différentes activités et s'occupe en particulier de l'appui aux producteurs dans le cadre de la mise en place des "petits périmètres irrigués villageois" (PPIV) financés par le FED.

Créés pour sécuriser la production et améliorer la sécurité alimentaire, les PPIV ont généralement entre 20 et 40 ha et concernent entre 60 et 120 paysans ; 17 PPIV ont déjà été créés pour une surface d'environ 1000 ha, l'objectif étant d'aménager environ 100 ha par an ; le financement du FED prend en charge l'aménagement, la moto-pompe et les intrants de la première année de mise en culture.

Des difficultés et des réponses

Elles sont de deux types :

- tout d'abord, le premier défi est celui de "**la viabilité du PPIV**" : il faut en effet que "la production permette de payer les frais de production et de couvrir les besoins de la famille...". C'est autour de ce défi que l'AFAP mène une recherche-action dont les objectifs principaux sont : la diminution des coûts de production, l'augmentation de la productivité et la diversification des productions (reboisement autour des périmètres car il existe des débouchés pour la vente du bois de feu et du bois de construction). La préoccupation de l'AFAP est "de prendre les devants, de proposer des solutions aux paysans en évitant de faire des fautes...". La collaboration avec la recherche agricole est encore faible ; sollicitée

au départ par le FED, celle-ci a fait, semble-t-il, des propositions d'aménagement jugées trop coûteuses et "les ONG ont parfois été laissées à elles-mêmes".

Dans la pratique cependant, des relations commencent à s'établir mais des difficultés demeurent : les qualités gustatives des variétés à haut rendement proposées par le CRRA ne sont pas appréciées par les paysans ; les nouvelles variétés à longue tige tendent à verser, etc.. Des paysans des PPIV font certes partie de la CRU mais ils "participent assez peu car ils habitent trop loin" ; en outre, les critères de choix des paysans ne sont pas bien connus des autres paysans.

La collaboration avec les services techniques officiels donne lieu à des résultats contrastés : ainsi, un protocole d'accord a pu par exemple être établi avec le service semencier pour produire les semences qui sont bien acceptées par les paysans ; dans d'autres cas, l'inadaptation de certains thèmes vulgarisés est déplorée : l'utilisation de l'engrais minéral quand les paysans n'ont pas les moyens de l'acheter, le repiquage en ligne qui demande beaucoup de temps, etc..

- le deuxième défi auquel sont confrontés les PPIV concerne **la relation avec les éleveurs**. Ceux-ci considèrent en effet que "les périmètres barrent la route aux troupeaux". Des complémentarités existent cependant, accréditées par des exemples concrets : des accords ont ainsi été établis entre riziculteurs et éleveurs pour que les troupeaux aient accès à la paille de riz ; un village peulh a créé un périmètre irrigué et démontre qu'il est compatible avec l'élevage qui peut en tirer un bon parti... Ces cas semblent cependant encore trop rares pour atténuer les réticences des éleveurs vis-à-vis d'aménagements qui paraissent remettre en cause leur droit pré-éminent sur le foncier.

1.3 - Les organisations professionnelles et paysannes

De l'avis général des intervenants extérieurs, mais aussi de l'avis de la Chambre régionale de Mopti, la dynamique d'organisation des producteurs reste faible dans la zone du Delta. D'après la Chambre d'Agriculture, 447 organisations de base ou locales ont été recensées en 1995 ; "peu d'organisations tiennent régulièrement des réunions, des assemblées, des comptes..." car ainsi que le note un acteur régional, "il faut travailler pour faire un bilan ; si on ne fait rien, ça ne sert à rien de se réunir...".

Souvent nées d'interventions extérieures, les organisations paysannes ont des statuts très divers et un niveau d'activité très variable. Dans les paragraphes suivants, après la présentation de la Chambre régionale d'Agriculture, quelques exemples d'organisations seront présentés.

1.3.1 - La Chambre régionale d'Agriculture

Elle a été mise en place selon les dispositions réglementaires ; à noter que les cinq organisations qui font partie de l'assemblée consulaire régionale sont les deux Associations villageoises de Mopti Nord et de Mopti Sud, la coopérative maraîchère de Diarassabou, l'APRAM et la coopérative laitière. Deux femmes ont le statut de membres associés.

Ses ressources sont encore très modestes et le personnel très réduit (un technicien agricole qui est le secrétaire général).

La Chambre régionale participe au Comité régional de Développement qui réunit les services étatiques et auquel participent dans certains cas les ONG.

Elle s'est efforcée de bâtir un programme quinquennal et met en oeuvre un programme annuel ; en dehors des activités statutaires, les actions menées en matière d'appui aux organisations et aux producteurs concernent l'information (une heure de radio par mois), la sensibilisation autour de grands thèmes (lutte contre les feux de brousse, vaccination de la volaille), des actions de formation, la préparation des campagnes maraîchères, etc. L'organisation d'une foire agricole est prévue en 1997 en collaboration avec les directions régionales de l'agriculture et de l'élevage. Les responsables de la Chambre font deux tournées par an dans les arrondissements et dans les cercles.

La Chambre s'efforce en outre de lutter contre les vols d'animaux (organisation d'une conférence régionale), de défendre les éleveurs qui sont "pris par la gendarmerie" et de façon plus générale de stimuler l'organisation des producteurs afin d'améliorer les activités qu'ils mènent et d'accroître leur capacité d'action et de négociation.

Les difficultés de la Chambre sont multiples : sans ressources propres significatives, elle dépend de subventions elles-mêmes fort aléatoires ; les faibles moyens humains et matériels disponibles combinés à la taille de la région rendent difficile la communication avec les paysans ; or celle-ci est indispensable au bon fonctionnement de la structure.

Les responsables de la Chambre ont une perception claire de la situation régionale, des enjeux sectoriels (élevage, riziculture, pêche, etc.) et globaux mais aussi des faiblesses des approches actuellement mises en oeuvre. Ils se situent dans une mouvance moderniste affichée (élevage intensif, amélioration des conditions de production, augmentation de la productivité) et développent une réflexion sur les fonctions potentielles que la Chambre pourrait assumer à l'avenir : organisation de la traversée des troupeaux, commercialisation des produits, conseils aux producteurs, etc. Ils considèrent que le renforcement des organisations ayant des activités économiques, ainsi que la création d'organisations syndicales (un syndicat d'éleveurs est en gestation) seraient susceptibles d'accroître la place des producteurs dans la vie économique locale et leur rôle dans les prises de décision au niveau régional. Ces organisations ne sont pas perçues comme concurrentes de la Chambre régionale mais comme indispensables à son fonctionnement et à l'efficacité de son action.

Concernant les **relations avec la recherche**, les responsables ont été informés de la mise en place de la CRU et ils sont associés à certaines des instances mises en place. Ils considèrent qu'au départ, "c'est venu comme ça, dru, sans qu'on soit préparé ni suffisamment informé...". La Chambre a fourni une liste des organisations mais n'a pas été impliquée dans le choix des membres de la commission. Un des vice-présidents de la Chambre siège à la CRU mais il l'est au titre d'une organisation de pêcheurs et il n'informe pas la Chambre de ce qui s'y passe.

Les responsables considèrent que lorsque les membres de la CRU seront renouvelés, "la Chambre sera présente avec les représentants de toutes les OPA".

L'initiative de l'IER est donc appréciée, même si les modalités de mise en place de la CRU sont jugées perfectibles.

1.3.2 - Quelques éléments sur la diversité des organisations

Les coopératives sont relativement nombreuses dans la région ; elles ont un degré d'activité variable mais parfois significatif et elles regroupent des catégories socio-professionnelles précises. Parmi les coopératives rencontrées au cours de l'étude, on peut citer :

- **la coopérative COSA-MOPTI** qui regroupe entre 60 et 80 éleveurs et qui s'est créée pour la collecte du lait. Elle est appuyée par l'AFDI Franche-Comté et met en place un projet d'intensification de l'élevage laitier. Un financement et un appui technique sont acquis pour l'insémination artificielle de 600 vaches. Les responsables considèrent que "le moment venu, on pourra associer la recherche" car de multiples questions se posent concernant "le choix des femelles, le suivi de la fécondation, l'alimentation..." ; en outre "le projet peut aboutir à la création d'une nouvelle race...", ce qui serait une première à Mopti car "jusqu'ici les nouvelles races n'ont pas quitté Bamako".
- **la coopérative des pêcheurs de Mopti.** Mise en place depuis 36 ans, la coopérative a connu des périodes d'intense activité mais elle est très affaiblie depuis quelques années, du fait d'arriérés dans le remboursement de dettes à la BNDA qui bloquent l'accès des membres au crédit bancaire. Pour ses responsables, "la faillite de la coopérative est due aux difficultés de la pêche" : la diminution de l'eau a entraîné une raréfaction du poisson ; la diminution des prises a généré l'endettement de la coopérative qui progressivement a perdu son capital ; la disparition de l'usine à glace ainsi que l'affaiblissement des services d'appui ont aggravé la situation. Les pêcheurs se considèrent actuellement "piégés trois fois" par les commerçants qui "les tiennent en otage" : ils achètent des vivres à crédit, les moyens de travail sont avancés par les commerçants qui fixent aussi le prix du poisson. Le président de la coopérative est membre de la CRU ; il assiste aux réunions mais ne voit pas bien "l'intérêt qu'elle a pour les pêcheurs" ; il y parle des problèmes des pêcheurs, mais il "ne peut pas dire si les chercheurs peuvent avoir une solution aux problèmes rencontrés...".
- **des associations**, de taille très variable, existent également dans la région :
 - **l'Association des pêcheurs résidant au Mali (APRAM)** est une association nationale qui paraît fortement représentée à Mopti où elle annonce 76.000 adhérents sur environ 79.000 au niveau national. L'association a été lancée par d'anciens membres de l'Union des coopératives de pêche de Mopti qui reprochent à celle-ci "un manque de dynamisme et d'efficacité". Les responsables régionaux rencontrés

déplorent "la façon dont ont été lancées les opérations de développement régional" ; "si elles ont presque toutes échoué, cela est dû [d'après eux] au manque d'études sérieuses..., aux conditions de crédit et au mode de distribution des prêts".

L'Association est confrontée à des problèmes importants d'équipement des pêcheurs, de crédit, etc.. Elle développe des analyses fort intéressantes sur l'avenir de la pêche dans la région et se dit très intéressée par une collaboration avec la recherche : "les pêcheurs ont besoin d'une étude sur la filière qui permette de redéfinir les conditions d'accès au crédit et une meilleure organisation de l'aval (conditions de commercialisation, usine à Mopti, etc.). A noter que les responsables soulignent la concurrence qui existe entre les activités de pêche et les autres usages de l'eau dans le Delta.

- **L'UPS de Manako**

C'est une association inter-villageoise qui regroupe aujourd'hui 638 membres actifs, hommes et femmes, originaires de quinze villages. Elle a été créée en 1990 où les villageois ont repris les actions, à leur compte, après le retrait de l'ONG "Six S" qui avait travaillé pendant huit ans dans la zone.

C'est une association multi-fonctionnelle et multi-sectorielle, chaque activité étant cependant sous la responsabilité d'un comité spécifique. Elle a noué divers partenariats qui lui permettent de mettre en oeuvre son programme d'action. A titre d'exemple, on peut citer :

- * un protocole d'accord avec le projet micro-réalisations du FED qui permet l'accès à du matériel agricole et à de la formation / suivi ;
- * une collaboration avec l'Ille-et-Villaine qui permet un équipement progressif d'artisans, de pêcheurs et d'agriculteurs ;
- * un soutien à des actions féminines ;
- * la création récente d'une "banque paysanne" qui fait partie du réseau "Konda Jigima".

Des cotisations mensuelles marquent l'engagement des membres et une attention particulière est apportée à la formation permanente et à l'alphabétisation. Les problèmes rencontrés sont nombreux (eau, accès au marché, etc.).

Très ouverts aux échanges, aux propositions de collaboration, de formation, les membres de l'UPS rencontrés au cours de l'étude sont en contact avec le PNVA, avec des ONG et reconnaissent qu'ils reçoivent beaucoup de personnes mais que les "visiteurs sont plus fréquents que les collaborateurs". Ils n'ont pas de relation avec la recherche et sont réservés à l'endroit de la CRU.

- **des associations villageoises (AV)** ont également été mises en place dans le cadre des opérations de développement. Le président de l'AV de Mopti Nord a exprimé la perception que les producteurs paraissent avoir eu du désengagement de l'Etat. Les producteurs se sont retrouvés sans matériel suffisant car "les tracteurs ont été vendus et sont parfois partis hors de la zone". Les intrants sont devenus chers ; venant de Côte d'Ivoire ou du Nigéria, "ils

sont parfois de qualité douteuse". Les aménagements ayant été très sommaires, il se pose des problèmes de planage. En outre, après la suppression de l'ONDR, les AV ont dû prendre en charge le crédit ; du fait du coût des redevances, de la faible productivité, de la sécheresse, le crédit n'a pas été remboursé, ce qui rend impossible l'accès aux intrants, etc.

- **L'Association des maraîchers** de Somadougou est structurée à l'échelon infra-villageois. Elle regroupe des hommes et des femmes (30 au départ, 76 aujourd'hui). Appuyés par la "mission allemande" qui apporte un soutien financier, les maraîchers disposent de six bassins et pratiquent l'arrosage au seau. Chacun travaille sa propre parcelle mais les formations sont collectives. Les producteurs "se débrouillent pour l'achat de semences et la commercialisation" mais sont organisés pour les traitements insecticides ; ils utilisent la fumure organique et font des compostières. Le revenu maraîchage est devenu dominant pour plusieurs familles et il pourrait être amélioré selon les paysans par des techniques de transformation / conservation.

Les maraîchers sont suivis sur leurs parcelles de mil par le PNVA ; ils considèrent que les thèmes proposés sont souvent connus mais difficiles à mettre en oeuvre : "il n'y a pas assez de fumier pour les parcelles de mil ; en plus, il faut un moyen de transport...", certains considèrent que "ce n'est pas la peine d'aider avec la parole, il faut aussi aider avec les moyens". Or "le crédit ne nous concerne pas parce qu'on ne peut pas faire l'apport personnel" ; en revanche, ils pensent à créer une caisse d'épargne et de crédit. Concernant la culture du riz, elle paraît en déclin : les paysans sont peu portés à payer la redevance car "ici, il n'y a pas d'aménagement comme à Niono ; si c'était le cas, ils seraient prêts à payer...".

- A Sofara, on trouve une organisation originale des producteurs :

En ce qui concerne l'élevage, il existe deux structures complémentaires :

- **la coopérative des éleveurs** : elle assure l'approvisionnement en intrants pour l'élevage, joue un rôle en matière de défense des intérêts des éleveurs et assure la gestion du marché du bétail ;
- **l'association des professionnels de la commercialisation** du bétail (mais aussi des peaux) qui intervient essentiellement en aval de la filière.

Ces deux structures se recoupent car tous les adhérents de l'association sont membres de la coopérative.

Les éleveurs interrogés considèrent que la période est favorable à l'élevage depuis la dévaluation du franc CFA.

Les priorités exprimées par les éleveurs mettent l'accent sur l'alimentation du bétail rendue difficile par la réduction de l'espace pastoral. Selon les éleveurs rencontrés, les causes du problème alimentaire sont multiples :

- le manque de pluies, les crues insuffisantes accroissent les concurrences entre agriculteurs et éleveurs ; le riz est implanté sur les anciennes bourgouttières mais si la crue augmente, le riz est noyé et la récolte est perdue ;

- on note une anarchie dans le déplacement des parcelles ;
- la diminution de la mortalité du bétail ("la santé n'est plus un problème majeur parce que beaucoup a été fait mais il faut pérenniser les acquis") a accru le nombre d'animaux dans un espace pastoral qui se réduit ;
- on observe une "passivité de l'administration" qui n'arrive pas à jouer un rôle régulateur ("tout le monde viole les conventions mais l'Administration ne dit rien") ;
- l'espace est exploité de façon extensive (par une riziculture peu sécurisée).

De façon générale, les responsables considèrent qu'il est difficile de développer une concertation large entre catégories socio-professionnelles car "tout le monde ne voit pas les choses de la même manière" et cela rend difficile la recherche de solutions collectives. "L'alimentation du bétail n'est pas un simple problème technique ; on ne peut y trouver des réponses que s'il y a une autorité pour arbitrer et faire respecter les décisions" ; la décentralisation pourrait offrir un cadre de concertation mais "il y a des risques avec la politisation possible de ces instances".

Les éleveurs de Sofara connaissent l'existence de la CRU mais ils n'y sont pas associés (ce sont les éleveurs organisés de Djenné qui représentent l'élevage à la CRU) ; ils évoquent les problèmes liés à la circulation de l'information (qu'ils jugent déficiente) et les modalités de recensement des contraintes au sein des associations de base (qu'ils considèrent très insuffisantes).

En ce qui concerne la riziculture, une association reroupe 484 adhérents qui exploitent 730 ha de casier, soit entre 1,6 et 2 ha / personne.

Il s'agit d'une rétrocession de casiers de l'opération Riz-Mopti ; les riziculteurs ont bénéficié de "formations de la part de l'Etat" qui a aussi remis en état les parties endommagées du casier.

Les difficultés rencontrées sont nombreuses ; elles concernent :

- la récupération des redevances ;
- la non sécurisation de l'alimentation en eau ; des canaux ont été creusés par les paysans mais ils ne sont pas totalement efficaces car il y a une dépendance vis-à-vis du niveau de la crue ;
- les casiers sont infectés de riz sauvage et il n'y a pas de solution jusqu'ici.

Les apports du PNVA sont appréciés : "tu continues à apprendre, tu bénéficies en appliquant les conseils du PNVA" ; parmi les thèmes les mieux perçus, on peut citer :

- l'utilisation de la fumure organique ("ça coûte moins cher que l'engrais minéral") ;
- "le désherbage à temps" ;
- le semis en ligne "pour mieux identifier le riz sauvage et pouvoir le sarcler efficacement" ;
- etc.

La contrainte forte reste l'alimentation en eau : les paysans considèrent que le surcreusement des mares est une solution insuffisante car la dépendance vis-à-vis du niveau de la mer n'est pas levée.

1.3.3 - Quelques remarques sur les organisations paysannes, locales ou sectorielles

Le désengagement de l'Etat des activités productives a poussé à la promotion d'organisations paysannes chargées de gérer les fonctions transférées (approvisionnement, commercialisation et gestion de casiers rizicoles...). Elles s'acquittent de leurs tâches avec un succès variable, selon l'évolution plus ou moins favorable du marché, la qualité des appuis dont elles ont bénéficié, la compétence de leurs responsables. Nées dans le giron des interventions extérieures, ces organisations paysannes sont faibles et dispersées et n'ont pas pu peser jusqu'à présent, ni en matière de structuration de filières, ni en matière de gestion des terroirs ou d'aménagement du territoire régional. Cette faiblesse réside moins dans leur capacité à gérer les fonctions pour lesquelles elles ont été constituées (il existe des groupements économiques et des coopératives relativement performantes) que dans la difficulté à dépasser cet objet initial pour poser les problèmes de développement local ou régional. Il faut dire qu'il existe apparemment peu de cadres où ces préoccupations puissent s'exprimer.

Au total, il semble exister peu d'activités suffisamment sécurisées pour assurer une base économique stable aux producteurs de la région et à leurs organisations. Elles sont toutes très dépendantes sur le plan technique de l'importance des crues. Certaines, telle la pêche, sont fortement monétarisées sans que cela entraîne une réelle accumulation au niveau des pêcheurs, car le désengagement de l'Etat paraît avoir surtout bénéficié aux intermédiaires - fournisseurs et commerçants - qui dominent aujourd'hui la filière et en tirent l'essentiel des bénéfices. On note cependant ces dernières années un fort dynamisme du secteur de l'élevage stimulé par la dévaluation et la libéralisation des échanges qui offre encore un large espace d'initiatives.

1.4 - Quelques réflexions sur le dispositif d'appui aux producteurs

1.4.1 - Concernant la CRU

Les effets de l'articulation nouvelle entre paysans et chercheurs ne semblent pas encore ressentis en dehors de quelques zones dont sont originaires les membres de la CRU. Cela n'a rien de surprenant étant donné le caractère récent de la restructuration de l'IER. Certains facteurs pourraient cependant obérer à l'avenir l'efficacité du dispositif mis en place.

- Le mode de mise en place de la CRU a été diversement compris quand il n'est pas totalement méconnu par les producteurs.

- L'hétérogénéité du milieu mais aussi la nature des interventions de développement passées, n'ont pas favorisé l'émergence de dynamiques inter-associatives de grande ampleur. Dans ce contexte, il semble logique que le travail préparatoire à la création de la CRU ait été confié à un opérateur externe ; cependant il semble bien que cette procédure a été suffisamment discrète pour que certaines organisations, pourtant forts importantes n'aient pas été au courant ou n'aient pas compris dès le départ l'intérêt du dispositif mis en place. Si elle se prolongeait, cette situation pourrait être mal perçue par les organisations paysannes et affaiblir l'efficacité de la CRU. Des ambiguïtés existent en outre sur le rôle de la CRU qu'il conviendrait sans doute de lever : la CRU de Mopti considère ainsi qu'"elle a été créée pour aider les chercheurs à identifier, orienter et élaborer les programmes de recherche, dans l'intérêt des utilisateurs" et elle rejoint en cela la conception qui est aussi celle des chercheurs ; pour leur part, certaines organisations paysannes, tout en admettant le bien-fondé d'une structure spécifique, considèrent qu'elles devraient être associées aux choix des délégués paysans et être plus largement informées des travaux réalisés au sein de la Commission.

- Les membres de la CRU paraissent globalement satisfaits de leur collaboration avec le CRRRA de Mopti et ils ont particulièrement apprécié les formations reçues ; de nombreuses demandes ne relèvent pas cependant de la recherche et ne semblent pas toujours prises en charge par d'autres acteurs ; il pourrait en découler des déceptions à l'avenir, voire une relative désaffection à l'endroit d'une structure prometteuse.

1.4.2 - Le dispositif d'appui dans son ensemble, pour autant qu'on ait pu en juger, appelle sans doute quelques remarques :

- les approches mises en oeuvre demeurent généralement sectorielles. Cela paraît être le cas du PNVA où même s'il existe théoriquement des équipes pluridisciplinaires au niveau des secteurs, les techniciens continuent à n'exercer que dans leur spécialité ; cette caractéristique peut aussi se retrouver au sein de la recherche si "l'équipe système" n'est pas en position de "cadrer" le travail de programmes thématiques. La controverse suscitée par les membres de la CRU refusant de s'enfermer dans des groupes spécialisés a été à cet égard sans doute significative.

On s'efforcerait donc comme souvent dans le passé d'intensifier les productions alors que de nombreux acteurs locaux, paysans et techniciens considèrent que les problèmes majeurs de la région sont des problèmes d'organisation de filières et de gestion des terroirs, que le dispositif d'appui actuel paraît aborder relativement peu.

- l'articulation entre la recherche et le PNVA paraît se faire dans de bonnes conditions ; étant donné que les deux institutions ne sont pas concernées directement par l'environnement économique de la production agricole, il en résulte parfois des propositions dont l'applicabilité par les producteurs peut être très variable. Ainsi, si dans un premier temps les groupes de paysans se félicitent de l'action des techniciens, assez vite s'expriment des critiques sur des messages jugés "connus" et sur l'impuissance des services de

développement à créer les conditions qui permettraient de lever véritablement les contraintes. Par exemple, certains d'entre eux considèrent qu'il s'agit moins de les convaincre de l'intérêt de la fumure organique que de s'attaquer aux contraintes réelles de l'exploitation telles que la rareté relative de la ressource (matière organique) par rapport aux besoins ou l'absence de moyens de transport. Souvent, la déconnection entre les fonctions économiques et la vulgarisation est mal comprise par de nombreux paysans et semble parfois obérer la crédibilité de cette dernière. L'action des ONG est à cet égard souvent perçue plus favorablement dès lors qu'elle allie souvent les conseils et l'appui matériel nécessaire à leur mise en oeuvre.

- le rôle que les organisations paysannes pourraient jouer dans la création de services à la production individuelle est souvent perçu de façon très générale et peu d'appui semble apporté aux producteurs en la matière.
- la faible articulation qui paraît exister entre la recherche, les ONG et les producteurs organisés avec lesquels ces dernières travaillent est sans doute regrettable pour les trois parties.

En conclusion de ce chapitre, il convient sans doute de souligner que l'action de la recherche et des dispositifs d'appui est rendue plus difficile du fait de **l'absence d'orientations régionales à moyen et long terme**, qu'il ne leur appartient pas bien sûr de définir.

En accord avec certains acteurs régionaux, la mission a acquis la conviction qu'il serait sans doute nécessaire d'élaborer une vision globale du développement régional et de considérer le delta central du Niger comme un écosystème complexe dont il faut préserver les potentialités qui sont encore immenses. Il s'agit davantage de connaître, de maîtriser et d'orienter les processus naturels de production de ressources (fourragères et halieutiques) pour rechercher une meilleure régulation des activités économiques, plutôt que de vouloir sécuriser à tout prix une activité particulière (la riziculture probablement) par des aménagements ponctuels qui hypothéqueraient l'avenir tout en réduisant la diversité écologique et socio-culturelle du milieu.

Mais cette recherche d'une gestion optimale des ressources ne peut être mise en oeuvre concrètement qu'en en confiant la responsabilité à des instances locales de gestion réunissant les représentants des divers groupes socio-professionnels capables, sous l'autorité d'élus et de "sages", d'élaborer des compromis autour d'intérêts communs (aménagements, équipements collectifs, réglementation, calendrier d'activités...).

La décentralisation qui s'amorce est une réforme qui va dans ce sens même si elle n'est pas exempte de risques. En effet, l'Etat devrait sans doute conserver un rôle en matière de réglementation foncière (pour éviter par exemple le risque d'un accaparement des ressources par certains groupes socio-professionnels), de réalisation des infrastructures socio-économiques (électricité, routes, écoles...) et d'appui scientifique et technique.

2 - La zone de Niono

2.1 - Evolution récente du contexte économique et institutionnel

Avant 1981 : l'omniprésence de l'Office (Yung, 1992)

Avant la libéralisation impulsée par les bailleurs de fonds au début des années 80, les conditions de mise en valeur et la commercialisation de la production de riz dans la zone étaient sous le contrôle strict de l'Office qui exerçait sur les colons un pouvoir que certains ont parfois qualifié de "despotique" :

- le pouvoir foncier dépendait entièrement de l'Office qui usait du droit d'éviction à l'encontre des colons ne respectant pas les conditions fixées lors de l'attribution.
- la production était exclusivement commercialisée à travers l'Office qui rétrocédait ensuite, si la production le permettait une fois réglées les dettes vis-à-vis de l'Office, une part calculée pour l'autoconsommation au producteur selon des normes administratives. Pour assurer le bon fonctionnement de ce service, une police économique était chargée d'identifier les contrevenants. L'Office était également présent au niveau de la transformation en contrôlant cinq rizeries industrielles.
- l'amont de la production était également contrôlé par l'Office qui, outre ses attributions en matière de gestion de l'eau et d'entretien des réseaux, pourvoyait à l'approvisionnement des colons en moyens de production (semences, engrais, boeufs de labour et outils de culture).
- enfin, l'Office assurait la fonction de vulgarisation à travers le service du conseil rural.

Les résultats techniques sont demeurés faibles et l'encadrement pléthorique est apparu de moins en moins justifié. Au début des années 80, l'Etat malien et les bailleurs de fonds ont remis en cause, par touches successives, l'impressionnant dispositif que constituait l'Office du Niger. Cette action s'est traduite d'une part par la mise en place d'un système technique intensif de riziculture irriguée performant et d'autre part par un processus de libéralisation de la filière riz et de désengagement de l'Etat.

Des projets de recherche-développement

Plusieurs projets ont permis de capitaliser progressivement des expériences combinant réhabilitation des casiers et intensification de la riziculture. Notons que dans le cadre de ces projets à dominante technique, les nouvelles conditions économiques en amont et en aval des unités de production ont été mises à l'épreuve de manière concomitante :

- le projet ARPON, financé par la coopération néerlandaise, débute en 1982 par des réaménagements de casiers faisant une large place à la participation des colons; celle-ci est considérée nécessaire à l'appropriation des nouvelles conditions d'irrigation.
- dès 1984, des AV (associations villageoises) sont créées pour prendre en charge la gestion des crédits pour les intrants. Le financement de leurs activités est assuré par la rémunération des prestations de battage qu'elles réalisent au profit de leurs adhérents avec des batteuses fournies par le projet ARPON.
- par la suite, des recherches montreront l'intérêt technique d'une réhabilitation plus poussée que celle qui a été réalisée dans le cadre du projet ARPON ; il s'agit alors de garantir les conditions optimales d'alimentation en eau permettant une intensification rapide. Ce sera le projet RETAIL financé par la Caisse française de développement qui montrera la faisabilité technique et économique de l'intensification de la riziculture irriguée, les rendements sur les casiers réhabilités passant de 1,5 tonnes/ha à 5,5 tonnes/ha, voire plus de 7 tonnes/ha pour les plus performants des riziculteurs.

Les mesures de libéralisation en amont et aval

- La fourniture des intrants est désormais assurée par le secteur privé avec un recours massif au crédit dont les conditions sont très variables d'une AV à l'autre (voir infra) ; l'atelier d'assemblage du matériel agricole, la ferme semencière et les rizeries sont maintenant gérés indépendamment de l'Office.
- Depuis 1984, la police économique a été supprimée et les producteurs ont commercialisé progressivement leur paddy ou leur riz sur le marché ; les commerçants privés constituent les principaux clients des AV (rémunérées en nature pour le battage) et des producteurs individuels ; dans le même temps on assistait à un développement massif des décortiqueuses privées qui a mis sérieusement en question la viabilité économique des grosses unités industrielles cédées par l'Office au secteur privé.
- En 1994 enfin, l'Office du Niger connaît une profonde restructuration : son personnel est passé de 4000 à 350 agents environ et ses fonctions recentrées sur la fourniture de l'eau et l'entretien du réseau d'une part et sur le conseil technique d'autre part. L'Office a perdu en outre le monopole qu'il détenait en matière de développement agricole dans la zone, ce qui permet à d'autres acteurs, soutenus par les bailleurs de fonds, d'intervenir en appui aux producteurs ; cet appui demeure pour l'instant limité à la zone de Niono et est néanmoins négocié avec l'Office.

L'Office conserve cependant des prérogatives particulièrement importantes en matière foncière : il décide, en dernière instance, des évictions pour non paiement de la redevance-eau sur proposition des AV et après avis de la commission paritaire "foncier" où sont représentés les paysans (depuis 1992-93, sur l'ensemble de l'Office et depuis 1985-86 sur

la zone de Niono). L'Office conserve aussi le pouvoir de décider de l'affectation des parcelles lors des réhabilitations ; c'est parfois l'occasion de réduire les superficies dont disposent les colons résidents (du fait de l'intensification) au profit des non-résidents ; à noter que dans de nombreux villages, ces derniers contrôlent parfois plus du tiers des superficies.

L'option de l'Office d'installer prioritairement des non-résidents sur les superficies dégagées lors des réhabilitations va à l'encontre des intérêts directs des résidents qui doivent faire face à la croissance de leurs unités de production dans un contexte foncier bloqué. Ce choix de l'Office ne paraît pas fondé sur des résultats techniques et économiques meilleurs de la part des non-résidents. En fait, les suivis d'exploitations montrent en effet que les colons résidents obtiennent souvent de meilleurs résultats technico-économiques, contrairement à certains discours sur les non-résidents (mieux formés, alphabétisés, ayant des capitaux, etc.).

2.2 - Eléments sur la diversité des systèmes de production

La volonté d'uniformisation qui a structuré pendant longtemps et de manière récurrente le discours et les pratiques de l'Office du Niger en matière d'encadrement des colons trouve ses limites dans la diversité des systèmes de production mis en oeuvre par les paysans (Jamin, 1994). Nous nous limiterons ici à présenter quelques unes des composantes qui génèrent cette diversité.

Le milieu est structuré autour du système d'irrigation de l'Office, mais il est important d'opérer les distinctions suivantes qui sont à l'origine de différences très sensibles en terme de productivité potentielle et de modes d'exploitation :

- la première grande distinction concerne la répartition des terres entre le domaine des cultures pluviales et celui des cultures irriguées (dites cultures en casiers). Aux systèmes de cultures pluviales, conduites de manière extensive eu égard aux conditions climatiques sahéliennes, est généralement associé un élevage transhumant lui aussi extensif qui représente également la forme d'élevage privilégiée des paysans attributaires de terres irriguées.
- dans les terres irriguées, les catégories suivantes se différencient en fonction du niveau de maîtrise de l'eau :
 - les zones irriguées et non réhabilitées,
 - les zones irriguées réhabilitées selon différents niveaux de réhabilitation (Retail, par exemple, représente un aménagement technique plus achevé que ARPON),
 - les zones irriguées dites "hors casiers".
- les conditions d'installation des "colons" sur les casiers irrigués et plus particulièrement la disponibilité en main d'oeuvre familiale constituent le premier facteur socio-économique de différenciation qui se superpose au facteur foncier attribué, au cours de l'histoire de

l'Office, en fonction des capacités de mise en valeur des familles. Avec la politique d'installation des non-résidents, il est à noter que ces capacités de mise en valeur ne sont pas appréciées sur la seule disponibilité en main-d'oeuvre mais également sur l'assise économique et financière des postulants aux attributions foncières. Avec les réhabilitations, on assiste à des réductions de superficies attribuées qui doivent être compensées par les meilleurs résultats techniques et économiques que permet l'intensification.

- en terme de structure d'exploitation, outre ces critères de taille (famille et foncier) et de statut (résident, non résident), il convient de prendre en compte également les niveaux d'équipement en matériel de culture attelée, en animaux de traction, voire en engins motorisés. En ce qui concerne le fonctionnement des unités de production, l'endettement et la capacité à diversifier les activités économiques dans le secteur agricole (bétail, cultures de contre-saison, prestations de service...) ou non agricole, apparaissent comme des facteurs de différenciation particulièrement importants.

2.3 - Le dispositif de recherche de l'IER

L'étude s'est limitée à la zone de Niono et a privilégié le dispositif de recherche sur la riziculture irriguée et sur les systèmes de production et la gestion des ressources naturelles.

- **Le programme de recherche sur le riz irrigué** est un programme principal pour le Centre régional de recherche agronomique de Niono. Il bénéficie de l'appui de la Coopération néerlandaise depuis 12 ans (1985) et comprend actuellement quatre chercheurs (dont un est en formation) contre huit au départ.

L'objectif général du programme est l'intensification de la riziculture irriguée à travers la conduite de quatre projets de recherche inclus dans le plan à long terme de l'IER :

- identification et sélection de variétés performantes pour la riziculture intensive ;
- gestion de la fertilité ;
- mise au point de "paquets techniques" permettant l'intensification de la riziculture ;
- lutte intégrée contre les ravageurs.

Ils sont mis en oeuvre par trois cellules thématiques (amélioration variétale, agronomie, défense des cultures) et une cellule plus particulièrement chargée des tests d'adoption.

- **L'équipe de recherche sur les systèmes de production et la gestion des ressources naturelles** a commencé à fonctionner au sein du CRRA depuis 1994 et les recherches sont conduites sur Niono, Molodo et Ndebougou.

Trois projets de recherche sont actuellement conduits par l'ESPGRN qui est composée de six chercheurs (deux agronomes, un pastoraliste, un agro-économiste, un zootechnicien et un sociologue) :

- l'étude des modes de gestion sociale et financière des exploitations dans la zone de l'Office du Niger a pour finalité l'élaboration d'un outil de conseil de gestion à

l'intention des agents vulgarisateurs de l'Office. Cette étude est menée à la fois en zone sèche et en zone irriguée.

- un programme collaboratif est en cours de réalisation et concerne l'alimentation du bétail (maïs / dolique comme fourrage).
- un programme collaboratif est également en cours sur la zone sèche et a pour objet l'évaluation de associations mises en place dans la zone de Ségou à partir des Fonds de développement villageois.

Un autre programme qui avait été proposé par l'équipe n'a pas été retenu dans le cadre de la programmation ; il avait pour objectif de comprendre les raisons qui expliquent des différences de fonctionnement observées entre les associations villageoises après en avoir fait un recensement exhaustif ; il s'agissait également d'appréhender les attentes des adhérents vis-à-vis de leur organisation. Il semblerait que l'on ait considéré que les différences de performances entre les associations pouvaient être expliquées de manière privilégiée par la personnalité des responsables, ce qui aurait, semble-t-il, motivé la décision de ne pas inclure cette recherche dans la programmation.

Les relations avec les autres programmes de recherche se construisent progressivement en fonction des besoins des équipes de recherche ; de manière formalisée et systématique, les chercheurs de l'équipe système ont réalisé des formations à la méthode MARP à l'intention des chercheurs des autres programmes.

• **Les relations avec l'Office du Niger**

Les zones intéressées potentiellement par les thèmes techniques mis au point par la recherche sont définies conjointement par la recherche et le service du Conseil rural de l'Office chargé de la vulgarisation. Les paysans chez qui seront implantés les tests d'adoption (ou de pré-vulgarisation) sont identifiés et supervisés conjointement par l'Office et par l'IER.

Sur la zone de Niono, le service conseil rural passe par l'URDOC (voir infra) qui joue un rôle d'interface entre les producteurs et l'Office du Niger d'une part et d'autre part entre les producteurs et l'IER.

• **La Commission régionale des Utilisateurs (CRU)**

Elle concerne l'ensemble de la région de Ségou et compte cinq membres originaires de la zone irriguée.

La mise en place et le fonctionnement effectif de la CRU sont perçus de manière positive par les chercheurs. Les effets des formations dispensées en 1995 paraissent avoir un effet très positif sur le contenu des discussions et des propositions des producteurs, voire sur leur

capacité à élargir leur audience au delà de leur propre association même si dans un premier temps les membres de la CRU se sont surtout limités à leurs propres organisations.

Le principal avantage de la CRU selon les chercheurs est de permettre une prise en compte par la recherche des réflexions collectives, dans un cadre institutionnel qui a un réel pouvoir de décision. Les discussions se font en bamanan, ce qui constitue un point très positif apprécié des paysans.

Certains des thèmes évoqués par les paysans au niveau de la CRU ont été pris en compte dans la programmation de l'équipe chargée de l'intensification de la riziculture irriguée, alors que d'autres thèmes concernent par exemple l'ESPGRN ou le programme bovin :

- l'étude de la fertilisation organique en fonction des types de sols dans la zone de Dioro (Macina) va impliquer l'ESPGRN et le programme riz irrigué.
- la recherche de variétés résistantes à la virose RYVM (panachure jaune) qui attaque la BG 90-2, massivement utilisée dans les paquets techniques vulgarisés.
- les problèmes de gestion économique des revenus de la riziculture au niveau des organisations paysannes font l'objet de demande de recherches finalisées de la part de la CRU.
- la réduction des coûts de production en riziculture intensifiée.
- l'amélioration des races locales pour la production laitière intensifiée par la mise en place de sélection/amélioration génétique à partir des meilleurs animaux des races locales.

L'exemple de l'amélioration génétique dans une perspective d'intensification de la production laitière est particulièrement intéressant dans la mesure où ce programme de recherche bénéficie de l'adhésion d'une organisation de producteurs bien structurée et intéressée par les résultats. Si l'adhésion à ce programme reste libre, l'association des éleveurs et la coopérative servent de relais au chercheur pour faire circuler l'information (repérage des meilleurs animaux) et organiser le travail de recherche. On peut légitimement penser que les résultats de ce programme connaîtront une large diffusion par ces mêmes canaux. Ce programme de sélection / amélioration génétique va débiter pour la production de lait mais d'ores et déjà les éleveurs ont souhaité qu'il puisse ultérieurement être élargi pour sélectionner et améliorer les bovins locaux selon d'autres critères comme la production de viande ou le potentiel de traction.

La CRU semble en outre acquérir une capacité propre de proposition ; c'est ce que paraît démontrer le document qu'elle a produit et qu'elle a transmis au CRRA.

2.4 - Les dispositifs d'appui / conseil

2.4.1 - Le conseil rural

- Le système de vulgarisation pratiqué par l'Office du Niger depuis les réformes de 1994 n'est pas fondamentalement différent du Programme national de vulgarisation agricole ; la différence essentielle, au plan de la démarche, concerne l'atelier mensuel de revue des technologies qui est remplacé par des visites de stations régionales de recherche (Kogoni, Niono, Cinzana) et des "journées portes ouvertes" à travers la zone d'intervention de l'Office.
- Avec la restructuration de l'Office, l'encadrement a été considérablement allégé ; d'un à deux agents par village il est passé à un binôme "conseiller agricole-animatrice" qui supervise 6 à 8 villages, soit près de 600 exploitations agricoles ; la supervision locale est réalisée dans chaque zone par le directeur de zone.

Le siège définit la politique générale de développement dans la zone de l'Office ; la supervision du programme de vulgarisation s'effectue à travers la Direction de l'aménagement et du développement rural et ses spécialistes qui constituent les superviseurs des activités du programme.

Les interlocuteurs des conseillers sont :

- les exploitations individuelles "de contact" ;
- les groupes de paysans ;
- les AV/TV ⁽¹⁾ et les commissions paritaires de gestion des terres et d'entretien du réseau ;
- les autres partenaires intervenant en direction des paysans de la zone.

Le conseil s'adresse à des catégories cibles et des actions spécifiques sont menées avec des groupes "fonctionnels" (commissions paritaires, groupements d'arroseurs, AV, GIE, femmes...).

- Les attributions définies par l'Office pour le Conseil rural sont très larges ; elles portent sur :
 - "les techniques nouvelles et celles non maîtrisées de production et de valorisation ;
 - la diversification des cultures et des activités ;
 - l'intégration des femmes dans le processus de développement ;
 - l'appui des producteurs en matière d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles ;
 - la liaison avec la recherche et les utilisateurs des résultats de recherche ;
 - le conseil en gestion des exploitations agricoles et organisations paysannes ;
 - la gestion du terroir et de l'environnement en collaboration avec les comités techniques de villages, etc."

(1) AV/TV : associations villageoises / tons villageois.

- En terme de vulgarisation de masse, les conseillers s'appuient sur des groupes de contacts et des démonstrations en parcelles paysannes. Un ou plusieurs groupes de contact réunissant des paysans autour d'un thème technique sont mis en place dans chaque village. Un des paysans du groupe de contact réalise tous les tests et les autres membres du groupe de contact s'engagent à les reproduire dans leurs propres parcelles. Lors du passage du conseiller, il y a démonstration des techniques proposées ou discussion autour du thème technique avec des visites sur les parcelles des autres membres du groupe.
- A titre d'illustration, les thèmes techniques proposés à la vulgarisation depuis 1994 sont les suivants :
 - respect du calendrier agricole ;
 - l'utilisation des semences sélectionnées ;
 - la lutte contre la virose ;
 - la protection des cultures.

2.4.2 - Deux innovations institutionnelles

- Du point de vue de l'Office, le service du Conseil rural est l'interlocuteur privilégié des paysans et prétend jouer le rôle d'interface de manière exclusive : "Nous ne voyons pas où pourraient se situer d'autres besoins d'innovation technique que ceux que l'encadrement identifie et auxquels nous apportons des réponses en grandeur réelle". Cependant, depuis la réforme de 1994, le conseil rural n'a plus le monopole de l'appui dans sa zone d'intervention et deux structures nouvelles ont été mises en place : l'URDOC et le CPS.
- **L'URDOC** ⁽¹⁾ (Unité de Recherche-Développement / Observatoire du Changement) intervient dans le cadre d'une troisième tranche de réhabilitation du casier Rétail devant couvrir 1400 ha (devant débuter en 1996). Rattaché directement à la zone de Niono, l'URDOC prend la suite du volet Recherche-Développement du Projet Retail et s'appuie sur les résultats des phases antérieures.

Comme le prévoit le protocole tripartite IER/ON/Paysans, l'URDOC a pour mission :

- la diffusion des résultats et des propositions de la Recherche agronomique dans les conditions réelles des différentes exploitations ;
- l'observation et l'étude des innovations introduites par les exploitants ;
- l'information et la capitalisation sur les évolutions et les changements d'ordre technique, financier, économique et social observés.

(1) Source : URDOC, Rapport annuel 1995, Mai 1996.

Pour répondre à ces objectifs, le projet s'appuie sur :

- un dispositif de suivi (économique) d'exploitations portant sur la zone de Niono et quelques exploitants de la zone de Molodo (zone non aménagée) ;
- des suivis agronomiques au niveau des parcelles en fonction de thèmes précis (maraîchage par exemple). Des appuis ponctuels peuvent être apportés à la Cellule Suivi/Evaluation Office du Niger de la zone d'intervention du projet dans le cadre de protocoles de collaboration, pour disposer d'informations plus globales (rendement agronomique...) ou de références statistiquement représentatives ;
- des tests avec les paysans : différents types de tests peuvent être conduits : adaptation et mises au point d'innovations techniques ou organisationnelles, tests de pré vulgarisation, test de démonstration (formation). Ces tests associent de façon étroite les paysans, les agents de l'URDOC et les agents du Conseil Rural de l'Office ;
- des opérations de recherche plus fondamentales, dans le cadre d'essais en régie ou en station menés en collaboration avec l'Institut d'Economie Rurale, à partir de conventions de collaboration ;
- des actions de formation (agents du Conseil Rural, paysans) sous forme d'émissions radio, de mise à disposition de fiches techniques, de visites et voyages d'études ;
- des études spécifiques réalisées à partir d'enquêtes et/ou d'entretiens avec les producteurs ou associations villageoises.

Les résultats et programmes de travail sont discutés avec l'Institut d'Economie Rurale, l'Office du Niger et les producteurs dans le cadre de deux comités de suivi techniques annuels.

L'équipe regroupe 18 personnes dont 2 ingénieurs agronomes (dont un assistant technique) et 4 techniciens ; elle est complétée par différents prestataires de services dans le cadre d'études ponctuelles.

Dans le processus de l'élaboration de nouvelles techniques, l'URDOC joue un rôle d'interface entre la recherche en amont (essentiellement CRRA Niono / IER) et les producteurs. L'URDOC dispose d'une réelle capacité de réponse, dans des délais courts, aux questions techniques soulevées par les producteurs tant dans le domaine de la riziculture que sur les productions de diversification (tomate en contre-saison, maraîchage en général). Tout en conduisant des tests et des expérimentations avec un réseau de "paysans correspondants", l'URDOC joue un rôle non négligeable dans la diffusion de l'information technique et technico-économique dans sa zone d'intervention, notamment à travers les séances de présentation des résultats dans les villages sous la forme d'assemblées générales. L'URDOC est généralement perçue comme une structure complémentaire de l'IER qui mène des recherches davantage sur le moyen terme (création / sélection variétale sur le riz irrigué).

- **Le Centre de Prestation de Services (CPS)**

Par son statut, il est autonome vis-à-vis de l'Office avec qui il entretient cependant des relations régulières et fonctionnelles.

Tant par les fonctions qu'il remplit que par ses modalités de fonctionnement, le CPS constitue une innovation institutionnelle dans la zone ; il a été créé en 1995 et est financé par la CFD :

- l'adhésion des AV et groupements au CPS est volontaire et s'accompagne d'une rémunération partielle du service rendu (5 % des recettes du battage) ;
- les AV qui adhèrent au CPS sont associées à son fonctionnement : une association a ainsi été créée pour définir les orientations de travail du centre, les priorités d'action et pour participer à sa gestion ; dénommée FARANSISO ("centre d'éclaircissement"), elle regroupe 7 AV (sur les 26 que compte la zone) et un groupement ;
- le CPS apporte un appui à la gestion : élaboration de documents comptables, formation à la tenue des comptes et suivi ; il apporte également un conseil sur les questions juridiques (élaboration de contrats entre les AV et les acteurs économiques extérieurs par exemple). Progressivement, le CPS élargit son offre de services en s'efforçant de répondre aux demandes des AV : information sur la filière riz, sur le fonctionnement des marchés, etc.
- le conseil aux AV est apporté par des conseillers contractuels embauchés directement par le CPS ; en plus du conseil économique, juridique et en gestion, le centre s'efforce de répondre à d'autres demandes par exemple en aidant un ancien agent de l'ON à s'installer comme conseiller en élevage indépendant, en recrutant une conseillère pour l'appui aux groupements féminins.
- à noter que le CPS suit également à titre expérimental deux exploitations agricoles.

Une première extension du CPS est prévue prochainement ; elle devait concerner une zone nouvellement réhabilitée mais il a semblé préférable de procéder à l'extension là où la demande des AV est la plus forte. Des questions sont soulevées par cette extension et notamment la suivante : la nouvelle antenne doit-elle être autonome de la première ou y être reliée ? Les AV membres de FARANSISO sont favorables au maintien d'une seule association qui s'élargirait à de nouveaux membres car "l'union fait la force" ; certains intervenants extérieurs pensent en revanche qu'il est préférable d'implanter des structures autonomes, plus légères et plus souples.

2.5 - Les organisations paysannes et professionnelles dans la zone de Niono

2.5.1 - Les organisations de base

Les plus anciennes dans la zone de l'Office sont les **Associations Villageoises (AV)** mises en place à partir de 1984. Elles sont au nombre d'environ 153 dont 26 dans la zone de Niono.

A leur création, les AV ont assuré des fonctions économiques (recensement des besoins en intrants, caution solidaire pour le crédit, regroupement de la production et battage du riz, etc.); à certaines périodes, elles ont également été chargées du recouvrement de la redevance et une expérimentation a également été faite pour transférer aux AV le pouvoir d'éviction des producteurs ne s'acquittant pas de la redevance.

La libéralisation économique et le recentrage de l'ON sur la gestion de l'eau et le conseil rural ont ouvert de nouvelles perspectives pour les AV qui ont dû s'adapter au nouveau contexte ; toutes n'y sont pas parvenues et nombre d'AV sont depuis plusieurs années dans une situation financière critique.

Les fonctions des AV

Les AV sont directement responsables du crédit qu'elles contractent pour leurs membres au près de la BNDA ; elles regroupent également les commandes en intrants qu'elles peuvent soit acheter directement sur le marché, soit acheter à l'ON (cf. infra) ; elles assurent également le battage du riz pour leurs adhérents et commercialisent le riz sur le marché.

Certaines AV ont diversifié leurs activités économiques : production de tomate sous contrat avec la SOMACO ; crédit aux membres sur les ressources collectives générées par le battage du riz, pisciculture, plantation d'eucalyptus, etc. Certaines investissent dans la réalisation d'équipements sociaux divers qu'elles contribuent à faire fonctionner.

A noter que les AV ne sont plus responsables de la récupération de la redevance qui est payée directement à l'ON par les exploitants; l'ON a de ce fait le pouvoir d'évincer des parcelles irriguées des producteurs qui ne s'en acquittent pas.

Une adaptation difficile à la libéralisation

La plupart des AV et des producteurs de la zone sont dans des situations financières critiques et ce, paradoxalement, à un moment où la riziculture permet de dégager des marges substantielles (350 à 500.000 CFA/ha). Cette situation résulte de facteurs multiples qui se sont cumulés depuis le début de la libéralisation de la commercialisation du riz ; l'analyse suivante faite par un responsable d'AV les met en évidence :

"les AV s'endettent auprès de la banque ou du Fonds de développement villageois ; à la récolte, elles récupèrent le crédit auprès des producteurs en espèces (ce qui est rare).

A partir de 1987/88, du fait de la libéralisation du prix du riz, les AV ont dû fixer elles-mêmes le prix d'achat aux producteurs ; la première année, elles l'ont acheté à 150 F et ont eu des difficultés pour le vendre ; la deuxième année, au lieu de baisser le prix, elles l'ont souvent acheté à 175 F sous la pression des producteurs.. Pendant quatre à cinq ans, les AV ont recouvré les dettes en nature, à un prix surévalué et ont revendu le riz à perte ; elles se sont donc endettées et le problème s'est aggravé car elles ont eu des pénalités financières. Nous sommes allés voir l'ON qui nous a répondu "vous êtes indépendants maintenant..." ; c'est vrai que nous le sommes mais l'ON aurait dû préparer les AV à la libéralisation mais le conseil a été insuffisant.

En 1992/93, la situation a beaucoup empiré : le Gouvernement de Transition a accordé beaucoup de licences d'importation pour le riz et le riz se vendait sur le marché à 80/85 F le kg. C'était catastrophique pour les AV ; des commerçants sont alors venus qui ont proposé d'acheter le riz à 130 F / kg, payé moitié à la livraison, moitié plus tard. Les AV se sont engouffrées dans cette offre et la deuxième tranche n'a jamais été payée ; ça représente des centaines de millions.

Depuis, les tensions sont très fortes dans les villages, entre ceux qui ont remboursé en espèces (et qui considèrent qu'ils n'ont pas de dettes vis-à-vis de l'AV) et ceux qui ont remboursé en riz...

Les choses ont du mal à s'arranger parce que la Chambre d'Agriculture fixe un prix de référence qui est trop élevé... cela plaît aux producteurs qui pensent qu'il vaut mieux "engouffrer" l'AV "qu'engouffrer" les paysans mais ce n'est pas efficace. Il vaut mieux fixer un prix bas et ensuite, si on revend le riz à un bon prix, verser des ristournes aux adhérents ; mais les paysans ne le comprennent pas toujours facilement".

En outre, comme ajoute un autre paysan, "on ne vend pas dans de bonnes conditions : les AV vendent toutes au même moment, pour rembourser les dettes et pour payer la redevance ; les commerçants le savent et ils en profitent".

D'autres facteurs sont également évoqués :

"dans certains villages, les frais de battage ne sont pas payés correctement par les producteurs ; pour une tonne, il faut payer 80 F/kg ; certains ne paient que 60 F/kg pour faire plaisir aux adhérents ; ils ne savent pas que "ce qui me bénéficie aujourd'hui en tant que producteur va me coûter cher demain en tant qu'AV".

"Les variations du prix du riz rendent difficile la commercialisation par les AV. A certains moments, les prix montent et puis il y a des importations et les prix baissent ; en 1992/93 on a demandé aux délégués de l'ON d'en parler au Gouvernement mais ça n'a rien donné..."

"En 1992/93, quand le riz se vendait à 70-80 F/kg (35/40 F pour le paddy), les importations étaient autorisées et il n'y avait pas de taxe conjoncturelle comme maintenant ; des AV ont alors décidé de garder leur riz jusqu'en avril mais certaines se sont désolidarisées ; c'est alors que sont arrivés les commerçants qui offraient 130 F/kg".

L'accès au crédit demeurant une condition essentielle pour la poursuite du processus d'intensification de la riziculture, les producteurs tentent individuellement ou collectivement de faire face à leurs besoins en crédit ; les solutions trouvées ont pour point commun d'être coûteuses et sont souvent risquées pour les unités de production :

- solutions individuelles :
 - > sous-location de parcelles ou de portions de parcelles (interdit) ;
 - > revente des boeufs immédiatement après le labour pour acheter les intrants ;
 - > emprunts gagés ;
 - > salariat agricole.
- solutions collectives :
 - > achat au comptant en reconstituant une épargne à partir des revenus de la campagne précédente ;
 - > accord avec un commerçant pour apurer les dettes de l'AV et avoir à nouveau accès au crédit qui permet de rembourser l'avance au commerçant (ce qui limite les achats d'intrants pour la campagne considérée) ;
 - > ré-échelonnement de la dette qui, s'il est respecté par l'AV, donne droit à nouveau à l'accès au crédit.

A noter que les AV membres de la CPS considèrent "qu'il n'y a qu'une solution : il faut apurer la situation en se cotisant pour payer les dettes ; ensuite, il faut acheter le plus possible les intrants au comptant (cotisations individuelles plus avance sur la caisse de l'AV) et fixer un prix raisonnable pour l'achat du riz aux producteurs...".

La crise financière que traversent les AV a eu des conséquences diverses : elle a avivé des tensions internes pré-existantes là où la cohésion sociale était déjà faible ; dans certaines AV, le manque de confiance des adhérents vis-à-vis de leurs responsables s'est aggravé notamment là où "les comptes sont confus" et où il y a un manque de transparence comptable, que celle-ci soit due à l'incompétence des gestionnaires ou à des comportements douteux. Il en résulte une segmentation des AV, dont une partie des adhérents se retire pour créer des groupements d'intérêt économique (GIE).

Selon certains acteurs régionaux, la situation générale "n'est pas bonne" ; sur l'ON, un tiers des AV "fonctionneraient correctement" alors qu'un autre tiers d'entre elles traverseraient "des problèmes" et que pour le dernier tiers, il s'agirait d'organisations ayant un faible niveau d'activité.

Les groupements d'intérêt économique

Il s'agit souvent d'un groupe de producteurs qui se séparent de l'AV, soit pour avoir accès au crédit ou pour des raisons de mésentente sociale (conflits plus ou moins anciens entre groupes sociaux ; conflits de pouvoir, etc.).

Dans d'autres cas, certains producteurs trouvent leur AV peu efficace (ou peu ambitieuse) ; les éléments les plus dynamiques "veulent faire autre chose" et créent leur organisation propre.

Selon certains acteurs régionaux, les 2/3 environ des GIE ainsi créés sont peu actifs au plan économique et ont parfois "servi à cumuler deux formes de crédit".

Les GIE qui sont actifs reprennent à leur compte l'essentiel des fonctions économiques de l'AV: ils s'équipent en batteuses, assurent l'accès au crédit et commercialisent le riz. Certains se préoccupent de l'élevage et des cultures de diversification, etc.. La création de GIE pose des problèmes aux AV dont ils se séparent : "une concurrence se crée au sein du village pour offrir les mêmes services, ce qui peut pousser à une surenchère" ; "les paysans flottants sont un peu perdus"...; "l'AV peut-elle continuer à mener des actions d'intérêt général qui profiteront à tous alors qu'elles ne seront financées que par une partie...".

Quelques remarques sur les AV et les GIE qui s'en détachent

Les AV sont très centrées sur les fonctions économiques ; elles sont également très intéressées par les questions techniques (les problèmes actuels de virose du riz les préoccupent fortement) ; les demandes techniques paraissent plus nombreuses dans les AV qui fonctionnent bien au plan économique ; elles concernent la riziculture mais aussi les cultures de diversification, la transformation (séchage des oignons par exemple), l'élevage (alimentation du bétail, etc.), le machinisme agricole (des batteuses plus performantes), etc. Il est à noter que les AV adhérentes du CPS ont aussi certains de leurs membres qui font partie du réseau de "paysans correspondants" de l'URDOC ; ces AV sont aussi celles qui semblent les mieux informées de l'existence de la CRU où siège parfois un de leurs membres.

La perception que les AV ont du dispositif d'appui / conseil est contrastée :

- les paysans qui se trouvent dans les réseaux CPS/URDOC sont très satisfaits de ces nouvelles structures dont l'impact dépasse les responsables d'AV et les paysans correspondants ; certains considèrent que le conseil rural de l'ON "va moins dans les détails" que l'URDOC, qu'il "ne se renouvelle pas assez" et que le CPS a permis l'accès à "des informations et des formations très nouvelles et très utiles" ;
- la CRU est encore mal connue car "c'est un truc nouveau" mais l'initiative de l'IER apparaît comme "une bonne chose" ; le point de vue suivant exprimé par un paysan membre de la CRU semble révélateur des évolutions qui s'opèrent dans la perception qu'ont les paysans de la Commission : "au tout début, pour le choix, l'IER a écrit à l'AV ; le président m'a transmis ; il y avait un questionnaire à remplir ; je l'ai montré aux autres membres de l'AV qui ont trouvé qu'il fallait essayer. J'ai rempli le questionnaire et je l'ai envoyé à l'IER ; l'IER a trouvé que mes réponses étaient justes et j'ai été choisi.

La CRU a démarré ; pendant un an, les membres étaient peu imprégnés et ça a trébuché ; l'information est venue l'année suivante. Ensuite, on a recensé tous les problèmes du village liés au riz, à l'élevage, au maraîchage et dans mon AV on a même proposé des solutions qu'on a transmises à l'IER. Certains problèmes dépassent l'IER qui les a rejetés sur d'autres services ; il n'y a pas de solutions jusqu'ici mais on dit que c'est engagé...

Dans la CRU, nous sommes 12 ; chacun a recensé les problèmes dans son village et on a fait un document de synthèse en bambara qu'on a envoyé à l'IER. La CRU c'est une action

qui peut être profitable ; si l'IER prend ça au sérieux, ça va marcher ; s'il fait n'importe quoi, ça va échouer ; on ne peut pas encore savoir parce que c'est une chose nouvelle" ;

- dans d'autres AV, l'URDOC, le CPS, la CRU sont peu et souvent pas du tout connus ou inspirent certaines réserves. Ces réserves peuvent avoir des origines diverses : sous-information, manque de motivation des responsables ; certains considèrent qu'il peut aussi s'agir d'un "manque de courage" de la part des responsables villageois, du "désir de maintenir l'obscurité sur la gestion de l'AV" (pour le CPS). D'autres acteurs régionaux et locaux pensent que la crainte de l'ON pousse certaines AV à ne pas adhérer au CPS : "ce sont des étrangers qui sont là, un jour ils partiront et nous resterons seuls face à l'Office..."

Les femmes sont peu présentes dans les instances de décision des AV et du GIE.

2.5.2 - Des organisations à vocation sectorielle

Elles semblent de plus en plus nombreuses dans la zone ; elles ont des tailles, des statuts, des objectifs et des niveaux d'activité très divers. Dans certains cas, il s'agit de coopératives spécialisées qui poursuivent leurs activités, qui se redynamisent ou qui se créent. Dans d'autres cas, il s'agit de groupements qui s'organisent autour du maraîchage, du petit commerce ou de l'embouche ovine ; ils concernent souvent les femmes et sont favorisés par la mise en place des Fonds de Développement Villageois qui offrent des possibilités nouvelles d'accès au crédit (sans épargne préalable).

Certaines de ces organisations spécialisées ont bien affirmé leur rôle ; c'est le cas par exemple de la **Coopérative des éleveurs**.

Créée il y a dix ans, elle a été conçue par ses promoteurs comme une réponse aux problèmes de l'élevage bovin dans la zone de Niono :

"Ici, tout le monde est éleveur mais l'espace pastoral se réduit car les meilleures terres ont toujours été choisies pour les activités agricoles alors que le cheptel augmente. Ici tout a toujours été fait sans tenir compte des animaux alors que le cheptel attelé est généralisé. Il y a même eu une tentative de la part de l'ON pour interdire l'entrée des boeufs dans les parcelles après la récolte mais là, les paysans ont refusé.

Les pâturages sont très pauvres ici, ce qui pousse à la transhumance : de juin à décembre, les animaux vont vers la zone sèche mais ils doivent redescendre car l'eau manque rapidement ; ils se retrouvent dans la zone inondée où l'eau est polluée. En plus, il y a toujours des conflits car les animaux entrent parfois dans des champs non encore récoltés..."

"L'objectif de la coopérative, c'est :

- de faciliter les relations agriculteurs / éleveurs,
- d'acheter de l'aliment du bétail à Mali-Sud (tourteau),
- de limiter les vols de bétail,
- de gérer le marché du bétail et les relations avec les commerçants de bétail,
- de gérer les espaces pastoraux".

La coopérative est reconnue officiellement et elle est membre de la Chambre d'Agriculture ; elle dispose de diverses infrastructures et dégage entre 1,5 et 2 millions de bénéfices par an.

Le Président de la Coopérative possède lui-même un troupeau laitier, met en oeuvre diverses techniques nouvelles dans la zone : culture de dolique, alimentations améliorées, fabrication de fumier épandu dans les parcelles.

Membre de la CRU, il considère "qu'on y apprend beaucoup" après une année d'initiation (1994). "Depuis 1995, c'est le président de la CRU qui préside effectivement et tous les problèmes sont passés en revue... Les paysans peuvent proposer des sujets et être entendus ; ainsi des techniques traditionnelles ont été retenues par la recherche qui va les tester".

Le Président de la Coopérative considère que des progrès techniques importants peuvent être faits pour améliorer l'élevage :

- l'amélioration génétique par des races laitières locales ("on travaille avec les 50 meilleures laitières dans un rayon de 50 km et elles sont saillies par un taureau sélectionné") ;
- l'amélioration génétique des bovins viande et des boeufs de culture attelée ;
- etc...

En ce qui concerne l'agriculture, il considère que la priorité c'est l'accès à des semences améliorées tant dans les zones sèches qu'irriguées. La CRU peut aider à produire localement les semences nécessaires et il faut s'assurer que "tous les paysans peuvent en bénéficier et non pas seulement l'AV d'où vient le délégué à la CRU". Il considère en outre important que "l'encadrement soit impliqué".

A noter que l'on observe également une diversification de l'offre en crédit avec la création des Fonds de Développement Villageois et avec la multiplication de caisses d'épargne et de crédit.

2.5.3 - La Chambre d'Agriculture de Niono

Il y a à Niono, une Chambre locale d'Agriculture qui, outre ses missions statutaires, a des initiatives dans divers domaines ; selon son président, elle sert d'intermédiaire quand il y a un problème au sein des organisations (conflits agriculteurs / éleveurs par exemple) ou entre les producteurs et "l'encadrement" (l'ON ou le CAC), etc. Dans le domaine économique, elle s'efforce d'améliorer les conditions d'accès aux intrants et de commercialisation.

En matière d'intrants

Le premier essai n'a pas été très concluant ainsi que le reconnaissent les responsables de la Chambre. Celle-ci s'est en effet alliée à l'Office pour lancer un appel d'offres pour l'achat groupé d'intrants destinés à des villages qui en avaient fait la demande ; la Chambre, selon ses responsables, s'est chargée de recenser les besoins des producteurs. Après la sélection du

fournisseur, l'ON a signé le contrat ; les prix de vente des intrants ont été revus à la hausse par le fournisseur et la réaction de l'ON a été semble-t-il limitée. Les responsables de la Chambre sont prêts à recommencer l'expérience mais se disent décidés à être eux-mêmes signataires du contrat.

En matière de commercialisation

La Chambre d'Agriculture juge nécessaire l'instauration d'un prix de référence annuel pour le riz qui est acheté par les AV aux producteurs au titre du remboursement des emprunts ; au-delà, ce prix de référence influe sur la totalité du riz commercialisé du fait que les AV contrôlent une part importante du riz commercialisé.

Le prix de référence est calculé selon la Chambre à partir des comptes d'exploitation présentés par les AV dont les représentants se réunissent chaque année avant la campagne de commercialisation. Les responsables de la Chambre considèrent que le "système a mis du temps à se mettre en place mais que maintenant il fonctionne".

La Chambre juge nécessaire de jouer un rôle dans d'autres secteurs liés à la riziculture ; c'est le cas pour l'attribution par l'ON des permis d'exploiter aux attributaires de parcelles, par exemple ; prévus, ces permis ont été rarement attribués. De la même manière, la Chambre considère que le "contrat-plan est bien mais n'est pas totalement appliqué, que le recouvrement des redevances en espèces désavantage les producteurs qui sont tous obligés de vendre leur riz à la même période ; elle considère aussi que les AV pourraient sans doute avoir un rôle à jouer dans la récupération de la redevance, ce qui leur donnerait un droit de regard sur le foncier, etc...

En matière d'importations de riz, la Chambre considère qu'elle a joué un rôle dans les mesures prises par le gouvernement (protection de la production nationale par une régulation des importations...) ; elle reconnaît également que le problème est complexe car à certains moments, "les prix flambent" parce que des commerçants spéculent, etc..

2.6 - Quelques remarques générales

2.6.1 - Diversification des offres d'appui et constitution de réseaux entre lesquels les organisations paysannes semblent se répartir.

Alors que tend à diminuer l'emprise monolithique de l'Office du Niger en matière d'encadrement, émergent de nouveaux acteurs à la recherche d'interlocuteurs paysans :

- le Conseil rural de l'Office fournit une assistance technique de masse par le biais de groupes de contacts définis autour de thèmes techniques sur l'ensemble de sa zone d'intervention ; l'Office garde une influence encore forte sur de nombreuses organisations qu'il tire du passé mais aussi des prérogatives qu'il continue à exercer (gestion de l'eau et du foncier). Un nombre important d'AV semble rester très lié à l'ON ainsi que les deux délégués qui y représentent les producteurs ;

- l'URDOC a mis en place un réseau de paysans correspondants chargés d'assurer la mise en oeuvre des essais, des tests et la circulation de l'information au niveau d'une ou plusieurs AV (Assemblées générales). Ce réseau sert aussi de support aux expérimentations conduites directement par l'URDOC ;
- l'IER et l'Office mettent en place des tests d'adoption (pré vulgarisation) pour lesquels des paysans sont identifiés conjointement ;
- l'IER, par l'intermédiaire de la CRU, est également en train de créer un nouveau réseau qui prend appui sur des structures paysannes reconnues pour leur dynamisme;
- avec le CPS se structure un groupe d'AV (les plus "transparentes" en termes de gestion) recherchant des appuis en matière de gestion et de conseil juridique.
- la Chambre d'Agriculture constitue elle aussi progressivement "son réseau" auquel participent des AV mais aussi des GIE, des coopératives, etc..

Cette effervescence et ces multiples canaux de circulation de l'information sont un atout ; le fonctionnement effectif des réseaux qui y sont liés traduit manifestement une très forte demande de la part des producteurs en matière d'appui :

- ces réseaux se recoupent évidemment : ainsi, par exemple, il n'est pas rare que les mêmes AV soient en relation simultanée avec le CPS, l'URDOC, la CRU ⁽¹⁾ ; il s'agit souvent de producteurs que l'on pourrait rattacher à un courant "moderniste" : très enracinés localement, souvent compétents du point de vue professionnel, ils sont très demandeurs de collaboration et de conseil technique, mais aussi économique, juridique et organisationnel.
- tous les producteurs et responsables paysans rencontrés soulignent la **complémentarité** des différentes offres et leur utilité respective ; certains, peu nombreux, peuvent cependant être critiques vis-à-vis d'une structure d'appui qu'ils connaissent peu (CRU), dont ils n'apprécient pas les effets prévisibles (CPS), qu'ils souhaiteraient voir évoluer (Conseil Rural) ou dont ils contestent les orientations (cas de la Chambre dont certains paysans pensent qu'elles n'a pas à s'engager directement dans les fonctions économiques).

2.6.2 - Relative faiblesse de la dynamique endogène d'organisation

Malgré le dynamisme de certaines organisations et la qualité de leurs responsables, la dynamique d'organisation des producteurs a pour l'essentiel été jusqu'ici soit impulsée de l'extérieur, soit c'est une intervention extérieure qui a catalysé des attentes ; on a l'impression que les acteurs tant individuels que collectifs (AV) participent de ces différents "cercles" sans qu'existent entre eux des lieux de réflexion / concertation où les problèmes communs et les enjeux de long terme pourraient être débattus et des solutions collectives recherchées.

L'histoire de l'ON constitue sans doute un facteur explicatif car elle a été longtemps peu favorable à l'émergence d'organisations fédératives autonomes ; il s'y ajoute sans doute aussi des facteurs liés à l'hétérogénéité sociale, etc. :

(1) et parfois avec l'AOPP.

- la Chambre d'Agriculture a, à l'évidence des atouts pour jouer un rôle fédérateur entre les différents réseaux, non pour les unifier ni pour les "coiffer", mais pour créer un espace de concertation contrôlé par les seuls producteurs. Elle est cependant diversement perçue par les paysans ; certains émettent des réserves liées à sa filiation avec la première Chambre d'Agriculture, au choix des responsables, aux types de producteurs qui y sont majoritairement représentés, etc. ; d'autres paysans en revanche semblent très favorables à ses initiatives et considèrent qu'elle a un rôle central à jouer. Ce manque d'unanimité n'a rien de surprenant étant donné la jeunesse de la Chambre et le peu de moyens dont elle dispose ; il lui revient sans doute de démontrer à la fois son efficacité et sa capacité à fonctionner selon "la transparence" à laquelle certaines organisations sont très attachées (transparence dans les prises de décision, dans la gestion, ouverture au débat, etc.).
- le Syndicat en émergence constitue de fait la première forme d'organisations fédérative non induite dans la zone de Niono ; la grande majorité des paysans rencontrés s'y déclarait favorable ; il sera fort instructif d'analyser la façon dont les différents réseaux existants s'y engageront et la place qu'ils y joueront.

2.6.3 - Des recherches sectorielles et thématiques efficaces

Le foisonnement de réseaux de diffusion de l'information technique et la possibilité qu'ont les producteurs de faire "remonter" leurs préoccupations au niveau de la recherche font qu'actuellement, au niveau de la riziculture irriguée tout au moins, le niveau technique global est bon, surtout sur les zones réhabilitées. Les propositions d'innovations de la recherche sur le riz se diffusent d'autant mieux que le contexte économique et institutionnel actuel est très favorable aux producteurs, même s'il n'est pas sans risques à moyen terme.

La recherche-développement (URDOC) et la recherche (CRRRA/IER) réussissent en effet à fournir des réponses rapides aux demandes des producteurs. L'adoption des techniques paraît largement spontanée de la part des producteurs, même au delà des zones non réhabilitées comme en attestent les chiffres de la dernière campagne (66 % de superficies repiquées sur l'ensemble de l'Office).

Concernant la CRU

Le processus de concertation initié par la CRU devrait s'approfondir progressivement comme en témoignent les progrès observés lors de la dernière campagne. Trois remarques peuvent être faites à partir du cas de la CRU de la région de Niono :

- les problèmes posés par l'aval des filières de production (post-récolte, conservation et transformation) ne paraissent pas toujours suffisamment pris en compte, pour les produits d'origine animale comme pour les productions végétales ;

- la "correspondance" entre les représentants paysans et les programmes de l'IER semble mal perçue parfois par les producteurs qui ont du mal à se considérer uniquement comme riziculteurs ou comme éleveurs. La plupart des paysans jouent en effet sur plusieurs productions qu'ils combinent dans le cadre de systèmes de production, voire de systèmes d'activités plus ou moins complexes ; la personne qui siège à la CRU en tant que "riziculteur" ne peut se départir de ses préoccupations d'éleveur par exemple. Il serait regrettable que le souci de doter chaque programme de l'IER de ses correspondants paysans oblige ces derniers à entrer dans un rôle qui correspond peu à la réalité qu'ils vivent. Il semblerait plus productif d'aborder les situations agricoles telles qu'elles se présentent, dans leur complexité et leur diversité respectives, quitte ensuite à dégager de leur analyse globale, les questions spécifiques qui concernent les différents programmes de recherche thématique. Ceci semble d'autant plus important que les mutations en cours soulèvent des questions qui paraissent dépasser le cadre strict des programmes par plantes ou thématiques.

- > orientation vers la diversification (maraîchage, élevage) ;
- > alimentation du bétail et gestion des espaces ;
- > gestion des exploitations et des AV ;
- > maintien d'un fort potentiel productif sur le riz.

Il est sans doute essentiel que la "dimension systémique" soit valorisée dans le cadre de la CRU et que l'ESPGRN joue un rôle important

- dans l'analyse, avec les paysans, des systèmes de production et des systèmes d'activités ;
- dans l'identification des questions de recherche qui se posent et dans l'articulation avec les programmes thématiques.
- aucun des producteurs rencontrés ne remet en cause l'intérêt d'une structure spécifique (la CRU) assurant l'articulation avec la recherche agricole. A terme cependant, la CRU pourrait voir son efficacité obérée par l'absence d'articulations avec les organisations paysannes et professionnelles existantes. En effet :
 - des relations s'établissent de fait entre la CRU, les AV membres du CPS et les paysans expérimentateurs de l'URDOC, car il s'agit en fait de producteurs modernistes, appartenant à des organisations de base souvent particulièrement dynamiques, entre lesquels l'information semble circuler de façon assez efficace ;
 - la situation peut être différente pour des paysans, des AV et des GIE n'appartenant pas à ces réseaux. Si tel était le cas, les questions posées par certaines situations agricoles pourraient ne pas remonter jusqu'à la CRU ; de même la capacité de diffusion que représentent d'autres réseaux pourrait être sous-utilisée.

3 - La région de "Mali-Sud"

L'étude s'est limitée à la zone de Koutiala et (plus rapidement) à la zone de Sikasso.

3.1 - Dynamiques des systèmes de production "à base coton"

3.1.1 - Des acquis considérables

L'essor progressif d'un puissant secteur cotonnier au Mali est une des expériences de développement rural considérée comme réussie en Afrique de l'Ouest.

La filière coton constitue une des composantes les plus fortes et les plus stables de l'économie nationale ; elle représente 15 % du PIB et assure près de 50 % des recettes d'exportation. Dans le même temps elle a permis à une population rurale nombreuse (environ 2,5 millions de personnes, soit le quart de la population nationale) de jouir d'une relative prospérité. Ce résultat est le fruit d'un processus de modernisation agricole et d'amélioration des compétences des agriculteurs qui a profité non seulement au coton mais aussi aux autres activités, notamment à la céréaliculture.

Ce succès est largement le fruit d'une politique judicieuse mise en oeuvre, dans la durée, par la CMDT (Compagnie Malienne de Développement des Textiles) à qui est confié le développement rural de la zone Mali-Sud depuis le milieu des années 70.

Cette politique s'est développée selon deux axes :

- le premier, c'est la formation des producteurs : formation des exploitants individuels (vulgarisation) pour leur permettre d'accéder à des itinéraires techniques améliorés ; c'est aussi l'appui à l'organisation collective (alphabétisation, formation à la gestion...) avec la promotion des associations villageoises à partir de 1974, puis des ZAER (zones d'animation et d'expansion rurale) à partir de 1984. Les producteurs ont ainsi assumé collectivement des fonctions de plus en plus diversifiées de service à la production (marché du coton, commandes d'intrants, suivi de campagne...). Cet axe a été mis en oeuvre avec une très grande capacité d'adaptation de la part du dispositif d'encadrement ;
- le second axe, c'est l'intégration de la filière sous l'autorité de la société cotonnière qui a été ainsi en mesure d'assurer l'approvisionnement des paysans en facteurs de production adéquats (semences, intrants, matériel), de mettre en place un système de crédit garanti par les livraisons de coton, d'organiser efficacement les campagnes de commercialisation primaire, et de maîtriser le produit jusqu'à sa destination finale.

A partir de 1989, a été entreprise une profonde restructuration de la filière coton sous la pression des bailleurs de fonds (c'était un des points majeurs de la négociation du PASA, plan d'ajustement structurel agricole) ; elle s'est traduit par la signature d'un premier contrat-plan

entre l'Etat et la CMDT pour la période 1989-1994, dont l'objectif était de bien distinguer les rôles et les comptes de chaque partie.

Par ce contrat-plan, la CMDT est devenue une société à caractère industriel et commercial ; responsable du développement intégré de la filière coton, elle doit assurer sa rentabilité sur la base de ses recettes, ce qui devrait l'inciter à améliorer en permanence ses performances (aux divers stades du processus de production-transformation). L'Etat n'intervient plus dans la gestion de la CMDT mais lui confie des missions complémentaires de service public (toute action de développement non strictement liée au système de production cotonnier) pour lesquelles il met en place des ressources correspondantes.

Des règles de répartition des bénéfices de la filière sont établies ouvrant la voie à l'intéressement des producteurs (ce seront les "ristournes"). Certaines fonctions sont rétrocédées à des organismes spécialisés, c'est notamment le cas du crédit, confié à la BNDA, même si la CMDT conserve un rôle actif dans la définition de la politique de crédit.

3.1.2 - Le contrat-plan Etat / CMDT / Producteurs

A la faveur des événements qui conduisent à l'instauration de la III^e République (mars 1991), la contestation sociale gagne les campagnes et touche en particulier Mali-Sud. Une coordination des AV se constitue et amène l'Etat et la CMDT à négocier et à faire quelques concessions aux producteurs de coton. Cette coordination se structure en syndicat un an plus tard sous l'appellation de SYCOV (Syndicat des producteurs cotonniers et vivriers du Mali). Vu l'ampleur du mouvement, la CMDT comprend très vite la nécessité mais aussi l'intérêt d'associer les producteurs organisés à la gestion de la filière cotonnière. C'est ainsi que la CMDT associe les représentants des paysans à tous les niveaux où elle intervient (ZAER, Secteurs, Régions, Mali-Sud) et collabore avec le syndicat pour organiser les opérations essentielles telle que le recensement des besoins en intrants, la programmation des opérations de commercialisation, la sélection des fournisseurs, le contrôle de la pesée au pont-basculé des usines... Ce partenariat est consacré par la signature d'un deuxième contrat-plan par l'Etat, la CMDT, le SYCOV, couvrant la période 1994-98. Celui-ci définit l'objet du partenariat qui doit renforcer les performances de la filière.

Le contrat-plan fixe aussi les bases de rémunération des producteurs (le prix de base du coton est porté à 125 F/kg) et de la CMDT et met en place un mécanisme de stabilisation ainsi que les règles de répartition des éventuels bénéfices (les producteurs ont droit à 35 % du résultat net, la CMDT aux 65 % restants qui constituent le bénéfice imposable de la Société). Le contrat-plan institue enfin une instance paritaire de suivi et de gestion de la filière.

Cette réorganisation de la filière intervient à un moment où le contexte économique s'améliore grâce à la dévaluation du F CFA et à la bonne tenue des cours mondiaux du coton. La filière redevient largement bénéficiaire ce qui lui permet dans un premier temps de se restructurer financièrement (apurement des dettes, renforcement du capital...) puis de servir un complément

de prix au producteur sous forme de ristournes ; cette conjonction conduit à une évolution du prix relativement stimulante pour les producteurs :

85 F / kg en 1992/93.

95 F / kg en 1993/94.

130 F / kg en 1994/95.

155 F / kg en 1995/96.

Dans le même temps, le prix des intrants a certes augmenté sous l'effet de la dévaluation, mais dans une proportion moindre, grâce notamment à l'adoption de produits de traitement moins coûteux. De ce fait, le poids relatif des consommations intermédiaires (exprimé en équivalent de kg de coton) diminue et la marge brute augmente de façon significative pour s'établir à près de 150.000 F / ha en conditions moyennes, ce qui semble compenser largement l'augmentation du coût de la vie durant ces dernières années. . C'est ce qui ressort de l'étude récente du Service suivi-évaluation de la CMDT sur "Prix des intrants et marges sur le coton".

Ces conditions favorables expliquent sans doute le regain d'intérêt des paysans pour la culture cotonnière ; cela se traduit par un bond en avant de la production qui passe en trois ans, de 240.000 tonnes à 400.000 tonnes environ (1995/96). Divers facteurs se combinent cependant pour arriver à ce résultat : notamment un facteur rendement (lié à la pluviométrie) et un facteur superficie ; l'ouverture du nouveau secteur de production à Kita provoque en effet une augmentation "naturelle". Dans la zone de Mali-Sud, une étude récente du service suivi-évaluation ⁽¹⁾ fait ressortir une augmentation des superficies cultivées à un rythme élevé de 5 % l'an, ce qui conduit à un doublement des superficies en 15 ans (!). Il s'agit bien sûr d'une moyenne entre les zones les moins densément peuplées où le rythme est encore plus rapide (8% par an à Bougouni) et les zones considérées comme relativement "saturées" comme Koutiala où le rythme est plus faible (4 % environ). Comme ces tendances ont des chances de se prolonger durant les 10/15 ans à venir, on devrait assister à une saturation progressive de l'espace et des problèmes inédits par leur ampleur pourraient se poser en matière de mise en valeur des ressources naturelles.

Dans cette augmentation des surfaces cultivées, la croissance de la population (par installation de migrants notamment) semble le facteur explicatif principal (à 65 %) même si l'on observe simultanément une augmentation des superficies moyennes cultivées qui traduit la stratégie d'occupation de l'espace des agriculteurs les plus anciennement installés. On peut sans doute raisonnablement penser que de cette course à la terre où les nouveaux venus disposent de moins d'atouts, il peut résulter une accentuation des disparités sociales.

Il apparaît également que dans cette augmentation globale des superficies cultivées, la culture du coton progresse plus vite que par le passé (ce qui confirme son caractère attractif) puisque sur les quelques 195.000 nouveaux hectares mis en exploitation depuis 1992, le coton représente 31 %, alors qu'il ne représentait que 27 % en moyenne générale jusqu'à 1994/95.

(1) cf. "Evolution des systèmes de production dans la zone Mali-Sud : quelques faits", juin 1996.

Cette progression sensible du cotonnier ne remet cependant pas en cause, à court terme, l'équilibre coton-vivrier puisque pour chaque hectare de coton supplémentaire cultivé, on enregistre plus d'un hectare supplémentaire de céréales (1,3 à 1,4 ha). D'autre part, on peut raisonnablement penser que, comme par le passé, l'intensification liée à la culture du coton a un effet d'entraînement sur l'intensification de la production céréalière. Il faut noter à ce sujet que la consommation d'engrais qui avait connu un fléchissement important en 1992/93 est en train de se redresser sensiblement, ce qui semblerait coïncider avec le coût "raisonnable" des intrants mentionné précédemment.

Cette opportunité d'intensification des cultures céréalières devrait bénéficier principalement à la culture du maïs qui répond particulièrement bien à des itinéraires techniques intensifiés (rendement de 2 à 3 tonnes / ha alors que l'on ne peut guère espérer plus d'une tonne / ha en mil-sorgho) et qui bénéficie cette année de prix particulièrement élevés (120/130 F le kg ce qui le rend alors plus rémunérateur que le coton).

On semble s'acheminer dans certaines régions où l'espace est saturé (forte densité démographique et mécanisation) vers des systèmes de culture simplifiés coton-maïs combinant une utilisation intensive d'intrants et un apport systématique de fumure organique. Cette tendance devrait avoir des effets positifs sur la fertilité des sols.

Il faut souligner cependant que le problème central du dispositif d'appui au développement est celui de la gestion de la fertilité dans un contexte de forte dynamique d'occupation de l'espace et de progression de la culture cotonnière. Le contexte économique incitatif stimule ces dynamiques mais peut également avoir des incidences favorables sur les pratiques paysannes. Il convient cependant de prendre en compte la diversité : diversité des exploitations d'une part (qui a toujours été reconnue dans la typologie CMDT) et diversité des terroirs d'autre part dont le potentiel écologique est plus ou moins affaibli.

La qualification professionnelle des paysans de Mali-Sud ainsi que leur niveau d'organisation atteint tant à la base (avec les AV, les ZAER), pour traiter des problèmes technico-économiques, qu'au sommet (avec le SYCOV) pour intervenir dans le domaine de la politique de développement rural, permettent d'espérer une collaboration fructueuse entre paysans, conseillers agricoles et chercheurs.

3.2 - Dispositif d'appui à l'innovation technique et économique en zone Mali-Sud

3.2.1 - La CMDT, agent central du développement régional

a - La CMDT a longtemps déployé sur le terrain un dispositif de vulgarisation dense et efficace qui a permis un essor régulier de la production cotonnière.

La consommation d'intrants (engrais, produits de traitement) progressait régulièrement et l'on a pu mesurer l'effet positif de la fertilisation coton sur les cultures céréalières (posant alors la question de la valorisation des surplus céréaliers).

Les revenus cotonniers ont été suffisamment substantiels pour permettre l'équipement des exploitations en matériel de culture attelée ; simultanément la CMDT a su organiser une sous-filière d'approvisionnement et de maintenance du matériel agricole basée sur un réseau de forgerons villageois.

La diversité des exploitations agricoles est connue grâce au travail du service de suivi-évaluation (qui distingue les catégories d'exploitants), même si elle ne se traduit pas toujours encore par des messages techniques diversifiés en matière de vulgarisation.

La réussite est manifeste (on parle de "cercle vertueux" de développement) et à porter au crédit du système d'encadrement CMDT.

Des inquiétudes se confirment cependant face à une dynamique trop extensive des systèmes de production suscitée par les stratégies paysannes d'appropriation de l'espace ; associée à une sous-utilisation systématique d'engrais (par rapport aux doses préconisées) elle peut que conduire à une baisse tendancielle du niveau de fertilité du milieu.

Au début des années 90, la responsabilisation totale de la CMDT dans le développement intégré de la filière coton oblige cette dernière à repenser son dispositif d'appui / conseil. Il s'agit à la fois d'alléger le dispositif pour réduire les charges mais aussi de développer une nouvelle approche de la vulgarisation qui soit plus globale et plus concertée avec les bénéficiaires (on parlera désormais du conseil agricole ou du conseil d'exploitation) ; ce qui conduit à la mise au point de nouveaux instruments méthodologiques pour les agents de terrain.

Cet allègement du dispositif est inséparable d'un partenariat accru avec les producteurs organisés. La CMDT a entrepris de longue date d'aider à la création d'associations villageoises par un appui conséquent en formation. Depuis la fin des années 80, elle a testé la formule des ZAER (fédérant une dizaine d'AV) où un encadrement allégé s'appuie sur le relais d'équipes techniques paysannes qui assument nombre de tâches.

A partir de ces acquis et du large transfert de compétences aux producteurs que permet la ZAER, la CMDT tente d'accélérer le processus par la simplification des procédures et la

création d'AV et de ZAER. La structuration en AV se systématisait ; un effort particulier est fait, dans les zones où le coton est d'implantation plus récente, pour aider les zones concernées à accéder au statut de ZAER (avec structure transitoire de ZDR - zone de développement rural).

On tend alors vers un dispositif de vulgarisation dont le pivot est le chef de ZAER. Celui-ci doit être un conseiller généraliste ou polyvalent, assisté par une équipe de techniciens spécialisés (agronomie, zootechnie, protection phyto-sanitaire, aménagement, actions féminines...) ; au niveau du secteur, il travaille en relation étroite avec l'équipe technique villageoise. Celle-ci, formée de jeunes paysans, bénéficie d'une formation permanente (de la part du chef de ZAER) pour s'acquitter de ses tâches de transmission de messages techniques et de relevé de statistiques agricoles (suivi de campagne et prévision des récoltes notamment).

b - Ce redéploiement du dispositif de conseil technique va rencontrer des difficultés liées en grande partie aux évolutions qui s'opèrent en milieu rural.

- C'est d'abord la contestation sociale de 1990/91 qui débouche sur la création du SYCOV en 1992 ; la période où la CMDT tente de se réorganiser - ce qui oblige ses agents à se remettre en question, à réviser leurs approches, à acquérir de nouvelles méthodes - est aussi une période de contestation forte, où la fonction de l'encadrement CMDT fait l'objet d'une interpellation de la part des paysans organisés.
- C'est ensuite une période marquée par l'éclatement de nombreuses AV, traduisant les clivages sociaux internes aux villages qui s'expriment dès lors que la CMDT n'est plus en mesure de maintenir une procédure obligeant le village à faire l'unité. Cet éclatement des AV crée des difficultés à la CMDT pour programmer les opérations essentielles (de commercialisation par exemple) ou pour apporter un appui technique aux producteurs. La multiplicité des interlocuteurs potentiels "obscurcit" le paysage et complique la tâche de l'encadrement. La CMDT tente alors de réagir et met en place des "garde-fous", pour éviter une dispersion trop grave des opérateurs paysans.
- C'est aussi l'époque où la CMDT acquiert le sentiment que les équipes techniques paysannes sur lesquelles elle comptait, ne sont pas forcément le meilleur relais en matière de vulgarisation. Divers arguments sont avancés pour justifier cette opinion : il est difficilement imaginable, dans l'état actuel des mentalités, que certains paysans puissent en conseiller d'autres ("chacun est maître chez soi"...); les équipes techniques sont en général choisies par les responsables d'AV, ce qui ne fait que renforcer une "oligarchie locale" qui accentue son rôle de structure-

écran entre les conseillers techniques et les paysans de base. En conséquence, la CMDT acquiert la conviction que la vulgarisation et le conseil d'exploitation sont des tâches qui lui incombent et qui ne peuvent être rétrocédées aux organisations paysannes ; il s'agit donc de s'adresser directement à l'ensemble des producteurs plutôt qu'à des relais.

c - Dans une période de mutations rapides, la CMDT va donc tenter de construire un nouveau mode d'intervention, en matière de conseil agricole, à partir des "ZAER de diffusion".

- C'est la réponse apportée à la question posée : "comment promouvoir l'innovation technique qui demeure indispensable pour améliorer la productivité agricole, alors qu'on ne dispose que d'un dispositif en personnel réduit et que les structures paysannes sur lesquelles on comptait s'appuyer ne sont plus fiables ?".
- Le schéma retenu est grosso modo le suivant : dans un secteur CMDT qui compte 4 ou 5 ZAER, on va choisir une ZAER assez représentative de l'ensemble sur le plan agro-écologique ou présentant certaines particularités qui méritent d'être prises en compte. Ainsi, on choisira une ZAER "en situation limite" sur le plan agro-écologique considérant que ce qui s'y avérera efficace, sera d'autant plus aisément acceptable par des zones en situation plus favorable.
- Le choix d'une zone particulière se fonde sur l'idée qu'en y concentrant un ensemble diversifié d'expérimentations, on peut développer des synergies plus grandes entre innovations et obtenir un effet démonstratif plus fort vis-à-vis des observateurs extérieurs (effet "vitrine"). Ainsi, dans le village-centre de la ZAER de diffusion, on peut considérer que pratiquement toutes exploitations sont impliquées dans les expérimentations.
- Le principe de la ZAER de diffusion est l'établissement d'un contrat entre la zone et plus particulièrement la population du village-centre, et la CMDT en la personne du chef de ZAER. Celui-ci propose à la zone (à l'occasion d'une AG) un ensemble d'expérimentations qui sont disponibles après avoir été testées, en milieu paysan, par la Recherche (voir ci-après) et qui sont mises en perspective avec les contraintes du terroir. Ainsi, par exemple, les expérimentations en cours portent sur des dispositifs anti-érosifs ou la "lutte étagée ciblée" (LEC) qui ont un caractère collectif, ou sur des tests variétaux (sur maïs, sorgho, fonio...), sur l'introduction des légumineuses fourragères, la lutte contre le striga, ou l'apport d'engrais en dose unique, qui ont un caractère individuel.

L'AG du village débat ensuite de ce qui vaut la peine d'être expérimenté et décide de la façon dont les tests seront menés. On s'appuie sur des paysans volontaires

mais ils disposent d'une sorte de mandat pour conduire le test dans l'intérêt de tous.

C'est le service liaison recherche-développement de la CMDT, à travers les sections régionales de recherche d'accompagnement qui valorise les résultats de la recherche et assiste les chefs de ZAER de diffusion pour l'établissement de leur programme de travail. Les divisions opérationnelles (semences et phytosanitaire) dépendent aussi de ce service ; elles déploient un dispositif en personnel sur le terrain pour accompagner les actions de multiplication semencière ou de protection des cultures (LEC en particulier).

- Le but recherché est une socialisation de l'expérimentation : pour les paysans qui ont été associés au départ à la définition du programme, ainsi que pour les agents CMDT et les délégués paysans des autres ZAER du Secteur. Des visites sont organisées à plusieurs reprises, au cours du processus d'expérimentation, et la campagne se termine par une réunion générale au cours de laquelle les résultats sont restitués et débattus entre villageois. Avec des résultats probants et un système de communication efficace, on devrait obtenir de proche en proche une diffusion élargie des innovations. Ce sont les innovations testées avec succès dans les ZAER de diffusion qui devraient alimenter les programmes de vulgarisation dans les autres ZAER du Secteur (selon des modalités encore à préciser semble-t-il).

Certains agents de la CMDT considèrent qu'il est difficile de compter sur les équipes techniques villageoises pour jouer ce rôle ; aussi est-il envisagé de multiplier les séances de restitution au niveau des ZAER.

- De façon générale, la CMDT se réfère à la notion de "conseil de gestion" pour qualifier le travail de ses agents. Ceux-ci ne doivent plus se limiter à des messages stéréotypés mais dialoguer avec les paysans pour faire des propositions adaptées à la situation particulière de l'exploitant. Cette nouvelle attitude est inspirée des méthodes développées par l'équipe système (ESPGRN) de Sikasso (voir ci-après). Un gros effort d'alphabétisation est entrepris actuellement pour qu'il y ait au moins un lettré par exploitation, ce qui faciliterait considérablement la relation entre conseillers agricoles et paysans (enregistrement de données, lecture de fiches techniques...).

Il semble donc que la CMDT ait choisi de construire son dispositif propre de vulgarisation; centré autour des ZAER de diffusion il doit toucher directement "l'ensemble des producteurs", sans médiation des organisations paysannes qu'elle a mises en place.

3.2.2 - La recherche agronomique

La recherche agronomique, pour sa part, s'efforce de rapprocher ses services des utilisateurs paysans tout en gardant ses distances par rapport aux dynamiques socio-professionnelles régionales.

- a - **L'antenne régionale de l'IER à Sikasso constitue depuis fort longtemps l'un des principaux pôles de la recherche agronomique au Mali.** De nombreux programmes sont représentés : le programme coton, qui se développe exclusivement dans cette région ; le programme riz de bas-fond ; le programme céréales ; le programme ressources forestières ; le programme fruits et légumes. Cette diversité de programmes thématiques reflète les potentialités de la région et la diversification des systèmes de production. C'est aussi dans cette région que les **approches systèmes** ont été expérimentées et développées depuis une quinzaine d'années par le programme Système de Production et Gestion des Ressources Naturelles qui a pu mener un travail prolongé dans un certain nombre de villages-tests, grâce en particulier à un appui permanent de la coopération hollandaise.

Pendant longtemps, le principal utilisateur des travaux de la recherche a été la CMDT qui, en tant que responsable du développement régional, était commanditaire et financeur d'une part importante des activités de recherche (c'est particulièrement le cas pour le programme coton que la CMDT finance entièrement) ; dès lors la cohérence entre programmes de recherche et la valorisation des résultats était assurée par le Développement. A titre d'exemple, le programme coton développe trois volets : l'agronomie, la génétique, l'entomologie ; les projets de recherche en agronomie portent sur la "régionalisation" de la fumure cotonnière, la lutte chimique contre les adventices ; en génétique, il s'agit d'améliorer les variétés classiques et glandless et en entomologie, les travaux sont dominés par la "lutte étagée ciblée". Il est clair que pour tous ces thèmes, les résultats peuvent être mis directement à la disposition du développement (pré-vulgarisation, vulgarisation...).

Parallèlement, **l'équipe systèmes** a développé une approche globale et participative au niveau de quelques villages-tests dans la zone de Sikasso et de Koutiala. Constituée en équipe pluridisciplinaire (agronomes, zootechniciens, aménagistes, économistes, sociologues...), elle a mis au point une méthodologie, un mode de relation avec les paysans en matière de diagnostic (au niveau terroir, exploitation, parcelle) et d'expérimentation en vraie grandeur. Pour élaborer des propositions d'innovation, l'équipe peut faire appel aux programmes thématiques qui disposent d'acquis ou s'appuyer sur ses propres ressources pour mettre en place des programmes d'expérimentations avec les paysans. L'équipe système a ainsi pris en charge divers besoins exprimés par les producteurs auxquels ne pouvaient répondre les programmes

thématiques présents sur place (essais variétaux sur maïs, intégration de l'élevage dans l'exploitation, diversification des sources de crédit...). Il est évident que l'équipe système, mais aussi l'équipe riz de bas-fond qui travaille à l'échelle d'un système de culture, ont réussi à cerner les stratégies et les contraintes des producteurs ; certains résultats de cette approche globale ont pu être localement significatifs (par exemple le programme Siwaa autour de Kaniko) mais ils sont restés malgré tout limités géographiquement et relativement confidentiels.

- b - Avec la nouvelle politique mise en oeuvre par la Recherche**, il est évident que les méthodes développées notamment par l'équipe système deviennent la référence pour l'ensemble des équipes du Centre régional de la recherche agronomique. Dès lors, il semble bien que les villages où se développe une approche participative de recherche-action, à l'initiative de l'ESPGRN, soient appelés à devenir progressivement le cadre commun de réflexion à l'ensemble des équipes.

L'ESPGRN s'efforce de développer un dispositif sur l'ensemble de la zone et y distingue quatre "régions" (Sikasso, Kadiolo, Bougouni, Sikasso), aux problématiques "système" bien différenciées. Dans chaque zone, l'équipe entend s'investir dans quatre villages pour prendre en compte certaines particularités locales. Le choix de ces villages a été fait avec la CMDT qui les juge significatifs et qui manifeste ainsi son intérêt pour les résultats qui y seront élaborés. C'est dans ces villages que sont menés des diagnostics participatifs associant, sous la responsabilité méthodologique de l'équipe système (à travers des outils tels que la carte de terroir, la catégorisation des stratégies paysannes, les cartes d'exploitation, les entretiens avec les exploitants...), des chercheurs des autres équipes, des agents de développement, des membres de la CRU (voir ci-après). Un suivi permanent de 30 exploitations par région a également été mis en place. Il est évident que si ce dispositif fonctionne à plein régime, il pourra contribuer à créer un cadre commun de réflexion à l'ensemble des acteurs, marquer profondément les orientations de la recherche et offrir un cadre privilégié pour tester les innovations.

Le travail en vraie grandeur dans lequel s'engage le CRRA, ne semble pas jusqu'ici articulé organiquement avec le dispositif de conseil-vulgarisation de la CMDT. Certes, des représentants de la CMDT sont associés tant aux phases opérationnelles qu'aux phases de suivi-évaluation et d'orientation (CTR par exemple), mais il ne paraît pas exister de liaison explicite entre ce qui va se passer dans ces villages-tests (où la recherche développe une approche globale) et ce qui se mène notamment dans les ZAER de diffusion. Ces initiatives cependant relèvent de principes similaires et sont par nature complémentaires. Ainsi, il existe par exemple une convergence d'intérêt entre la recherche et le développement, dans la gestion de la fertilité des sols. Il a été mis en évidence que la gestion des ressources naturelles par l'exploitant n'était qu'un élément de la gestion globale de l'exploitation et de ce fait tributaire des objectifs et stratégies des producteurs. Un outil "conseil de gestion" a été élaboré et mis à la disposition de la CMDT. Cette question s'est peu à peu imposée à tous les acteurs comme un élément central du

développement durable de l'agriculture régionale. L'ESPGRN de Sikasso a entrepris depuis quelques années de mettre au point une méthode participative de recherche-action sur ce sujet dans un certain nombre de villages. La CMDT est attentive tant aux méthodes et aux techniques qui pourraient en résulter et être mises à la disposition de ses agents de terrain. L'équipe coton est en train, elle aussi, de démarrer un projet de même nature qui devra logiquement trouver une articulation avec les autres acteurs précités. Ce thème pourrait donc être au centre d'un projet de collaboration entre la Recherche et le Développement.

- c - La réforme de la Recherche agronomique comprend à Sikasso comme ailleurs, une dimension institutionnelle avec la création de la CRU** qui permet d'associer des représentants des paysans aux travaux de la recherche. Une ONG locale (Gram-Sud) a procédé à l'inventaire et à la sélection des organisations paysannes de base qui devaient déléguer un de leur membre à la commission. La CRU est composée de 14 membres : 6 associations villageoises (en lien avec la production cotonnière), 2 associations de riziculture, 4 associations de pépiniéristes (fruitiers et forestiers), 2 coopératives d'éleveurs.

Un effort d'information et de formation des membres de la CRU a été développé par l'IER pour les aider à comprendre et à assumer leur rôle ; et à Sikasso plus qu'ailleurs, il semble que les membres de la CRU aient particulièrement bien intériorisé leurs fonctions. Grâce à la CRU, les délégués paysans participent à la programmation de la recherche ainsi qu'à l'évaluation permanente de ses résultats ; des diagnostics participatifs ont été menés par les paysans avec les chercheurs (afin de confronter les approches et de définir un langage commun) ; les délégués paysans participent aux commissions préparatoires et aux réunions du comité technique régional du CRRA (au même titre que les partenaires institutionnels tels que la CMDT, les bailleurs de fonds...). En outre, les membres de la CRU sont appelés à animer un débat à la base pour populariser les travaux de la recherche et recueillir les demandes des producteurs. Les échanges entre paysans de la CRU et chercheurs permettent de clarifier des incompréhensions : ainsi, le travail sur les variétés glandless, qui avait été perturbé suite au rejet de la GL7 par les paysans, a pu être justifié et encouragé grâce au débat qui a eu lieu dans le cadre de la CRU.

Pour mener ses activités, la CRU devrait être dotée prochainement d'un budget de fonctionnement. A noter que pour les membres de la CRU, il est clair que la diffusion des innovations relève de la seule compétence de la vulgarisation.

Certains membres de la CRU, rencontrés au cours de l'étude, ont parfois un projet ambitieux : par exemple, ils espèrent qu'à l'occasion de cette collaboration avec la recherche, une coordination au niveau des régions puis au niveau national (à la faveur des réunions de la CNU) puisse se constituer une organisation qui soit "véritablement porteuse des attentes de la base".

3.2.3 - Une diversification progressive des dispositifs d'appui

La prégnance de la CMDT semble avoir pendant longtemps dissuadé d'autres acteurs à intervenir dans la région qui, par sa prospérité relative, semblait en outre présenter un caractère moins prioritaire, pour les ONG notamment. Celles-ci ont cependant mené des actions depuis longtemps, dans des secteurs précis (élevage / culture attelée pour l'AFDI, caisses d'épargne et de crédit pour un consortium européen d'ONG travaillant avec le Crédit coopératif français, etc.).

Des projets spécifiques ont été mis en place : certains sont gérés par la CMDT (projet lutte anti-érosive / LAE, le projet femmes et développement / PROFED, etc.) ; d'autres sont autonomes même s'ils entretiennent des relations fonctionnelles avec elle (projet Gestion des Terroirs / PGT et Fonds d'initiative locale / FIL ou encore le projet Gestion Rurale / PGR financés par l'aide bi-latérale française. Nous présenterons brièvement trois projets ci-après, à titre illustratif :

- **le Projet Femmes et Développement (PROFED)**

Il est financé par les Pays-Bas et concerne toutes les régions CMDT du Sud du Mali ; il fait suite aux actions d'animation féminine commencées en 1980, puis au projet d'appui aux organisations féminines qui a démarré en 1987 ; le PROFED est en place depuis avril 1996 et bénéficie d'une assistance technique du KIT. Le dispositif opérationnel est intégré au dispositif CMDT : il y a une responsable "femme et développement" dans chaque région et une conseillère par secteur qui travaille en relation avec les chefs de ZAER ; des formations sont organisées pour ces derniers pour leur permettre de prendre en compte les contraintes et demandes spécifiques des femmes et promouvoir ainsi une approche en termes de "genre".

Les actions menées sont très diverses : elles concernent pour l'essentiel **l'appui aux activités économiques** des femmes dans leurs champs individuels, au sein des exploitations ou dans les groupements :

- les actions dans le **secteur agricole** sont importantes ; elles concernent l'arachide, le riz, les mils/sorghos, plus rarement le coton, etc. Un recensement des besoins des femmes en intrants pour leurs champs individuels ont permis de voir qu'ils concernaient des surfaces parfois très importantes (1490 ha d'arachide, 730 ha de riz, etc.). Les actions concernent aussi l'élevage (embouche ovine et bovine, la production ovine), l'aviculture. Le maraîchage a une place importante. Pour toutes ces actions, l'appui porte sur l'accès aux intrants, au matériel agricole, à des aménagements, etc..
- un deuxième secteur concerne les activités de stockage et de petit commerce ; outre des appuis financiers, des analyses sont faites par le projet sur les conditions de mise en marché, d'approvisionnement ;

- les technologies appropriées portent sur la transformation agro-alimentaire (avec substitution du soja au néré dans la confection du nététo par exemple) ;
- la formation constitue enfin un volet important du projet ; elle concerne les agents de la CMDT et les villageois (les femmes mais aussi les hommes).

Le financement des appuis est géré par la CMDT ; des prêts (avec et sans intérêt selon les cas) sont octroyés aux femmes ; à noter cependant qu'une large information a été faite pour pousser les femmes à adhérer aux caisses d'épargne et de crédit (Kafo Djiginew) et qu'elles sont de plus en plus nombreuses à y avoir des comptes (individuels et collectifs), à y prendre du crédit. Des femmes commencent en outre à avoir accès au crédit BNDA en étant cautionnées par l'AV.

Les problèmes particuliers que rencontrent les femmes sont récurrents : accès à la terre (plus difficile à Koutiala où la pression foncière est forte qu'à Kita) ; accès très difficile aux intrants et au matériel agricole ; faible participation aux prises de décision dans les organisations mixtes, etc. Des actions sont menées par le PROFED (pièce de théâtre jouée dans les villages, débats), et des évolutions se font jour, au sein de la CMDT et dans les villages. Elles sont plus rapides dans certaines zones que dans d'autres du fait du statut que les femmes occupent au sein des sociétés locales.

En ce qui concerne **les questions techniques**, beaucoup de contraintes ne sont pas levées et les propositions sont rares et diversement fiables. Ainsi que le note une responsable du projet, "les contacts ont été très rares avec l'IER et il n'y a pas eu de recherche sur les activités des femmes prenant en compte les conditions particulières dans lesquelles elles produisent et les contraintes qui en découlent : leurs parcelles sont souvent de qualité médiocre et elles n'ont pas accès à la fumure organique ; 95 % des femmes n'ont aucun appui de la part des hommes au sein de l'exploitation, etc... Des demandes sont formulées pour le soja, l'arachide, etc."

La mise en place de la CRU est considérée comme un moyen de faire évoluer la recherche : les responsables du PROFED participent à la CRU de Sikasso et au CTR ; une formation des chercheurs aux approches "genre et développement" a été effectuée et les résultats "se sentent déjà". La participation des femmes à la CRU est cependant restée formelle jusqu'ici.

• **Le projet Gestion Rurale**

Il constitue une innovation par son statut, par ses objectifs et ses modalités concrètes de fonctionnement. Financé par la Coopération française, il est autonome par rapport à la CMDT ; il vise à améliorer la gestion au sein des AV afin de la rendre "transparente" : des outils comptables ont été mis au point, les responsables d'AV ont été formés et un suivi des comptes est effectué.

L'adhésion des AV aux centres de gestion est volontaire et elles doivent rémunérer le service rendu (4 % du chiffre d'affaires) ; les AV membres sont associées étroitement à la gestion du dispositif par le biais des assemblées générales de centres et inter-centres et des conseils d'administration qu'elles nomment. Le conseil / suivi est effectué par des conseillers contractuels eux-mêmes supervisés par des inspecteurs.

L'appropriation de la structure par les AV se fait généralement dans de bonnes conditions malgré une extension rapide : il y a actuellement 13 centres de gestion assurant le suivi/conseil à 410 AV (200 AV début 1995).

Une nouvelle phase d'extension est prévue pour la période 1998-2000, à l'issue de laquelle 1200 AV devraient être concernées (il y avait 3500 AV début 1997).

La bonne santé financière des AV ainsi que le renforcement de la cohésion interne qui peut résulter d'une plus grande transparence des comptes sont des enjeux importants pour les producteurs, pour leurs organisations et pour la CMDT, tant au plan économique qu'au plan technique. En effet, c'est par les AV que transitent le crédit, les intrants et ce sont elles qui sont chargées de la commercialisation du coton : un blocage de l'AV (endettement, conflits internes) obère son efficacité et freine la dynamique des producteurs.

• Le projet Fonds d'Initiative Locale

Autonome lui aussi vis-à-vis de la CMDT et intervenant en collaboration avec le Programme Gestion de Terroirs (PGT), il constitue lui aussi une innovation dans la région. Limité à une centaine de village de la région de Sikasso, il est mis en oeuvre par une cellule très légère (2 personnes).

Comme son nom l'indique, il soutient la réalisation d'aménagements divers (retenue d'eau, pont, mare d'abreuvement du bétail, parcours de transhumance, etc.) pour lesquels il n'existait pas de source de financement appropriée. L'originalité de la démarche semble résider dans la constitution de Comités d'attribution villageois qui sont constitués au sein de zones (entre 6 et 10 villages le plus souvent) ; ces comités statuent sur les demandes de financement émanant des villages et recueillent les remboursements effectués par les bénéficiaires, constituant ainsi un capital.

Les perspectives ouvertes par les investissements ainsi réalisés sont très importantes au plan économique et technique : la sécurisation et la diversification des activités en sont accrues et une autonomie de financement apparaît à l'échelon villageois.

3.2.4 - Quelques remarques sur le dispositif institutionnel de recherche et d'appui/conseil

On se trouve dans cette région en présence de conceptions particulièrement novatrices en matière d'intervention en milieu rural et de relations avec les paysans, conceptions fondées pour la CMDT sur une pratique de plusieurs décennies et une capacité d'adaptation particulière.

a - Toutes les caractéristiques du développement régional (dynamique des systèmes de production à base cotonnière, diversité régionale et disparités sociales assez fortes, incertitudes sur l'évolution de la fertilité des sols, constitution d'organisations professionnelles), paraissent **militer pour une approche globale et concertée avec les paysans eux-mêmes des problèmes d'innovation technique et économique**. Les réformes entreprises tant par le CRRA que la CMDT pour ajuster leurs méthodes d'intervention vont à l'évidence dans ce sens ; il faut en outre souligner la cohérence du schéma qui s'esquisse :

- choix de villages-tests pour la Recherche, en concertation avec la CMDT, représentatifs de la diversité des situations de la zone ;
- mise en oeuvre d'une démarche participative de recherche-action animée par les équipes systèmes ;
- mobilisation des acquis des recherches thématiques pour la résolution des problèmes identifiés ;
- mise au point d'itinéraires diversifiés d'amélioration des performances des exploitations ;
- mise au point de processus diversifiés de valorisation des résultats ;
- l'ensemble de ces références peut être mis à la disposition des organismes de développement. La CMDT, particulier dans les ZAER de diffusion, entame une phase de pré-vulgarisation qui reprend pour l'essentiel les acquis méthodologiques et techniques de la recherche ;
- l'effort de communication à propos des enjeux, des démarches et des changements en cours dans les ZAER de diffusion, doit permettre de susciter une demande des paysans des autres zones et faciliter ensuite le travail de vulgarisation.

b - La cohérence pourrait cependant être obérée par certains facteurs :

- la difficulté toujours possible pour les recherches thématiques à s'articuler avec les approches systèmes ;
- l'absence d'articulation explicite entre les villages-tests de la recherche et les ZAER de diffusion peut être un facteur limitant ; en effet, sans un transfert organisé, entre praticiens de terrain, des méthodes et des résultats, le risque d'une déperdition importante des acquis peut exister ;
- l'articulation entre ZAER de diffusion et ZAER "ordinaires" peut paraître insuffisamment sécurisée : il semble par exemple que les résultats acquis dans les ZAER puissent être traduits en quelques messages simples même adaptés à divers types d'exploitations. Or, lorsqu'on raisonne le changement d'échelle et la diffusion des résultats acquis dans une localité particulière (passage de village-test à la ZAER de diffusion, puis de la ZAER de diffusion aux ZAER ordinaires), on mise toujours sur une économie d'échelle considérable, en se basant sur des messages de plus en plus simplifiés ; or, même si l'on connaît les résultats auxquels on peut prétendre grâce à tel ou tel "paquet technique", on ne peut difficilement faire l'économie des

processus, forcément complexes, divers et exigeants en temps, qui conduisent à des changements majeurs et durables au sein des exploitations.

Les effectifs actuels de la CMDT ne permettent pas à l'évidence d'assurer un tel accompagnement auprès des exploitants ; on voit mal en effet comment un chef de ZAER aux moyens limités, en butte à de multiples contraintes, pourrait apporter un appui personnalisé et permanent à plusieurs centaines d'exploitations. Mais on peut sans doute prendre en compte le fait que l'agent de la CMDT n'est pas le seul canal par lequel peut arriver l'information technique ; en effet, l'innovation progresse tout autant sinon plus par les réseaux informels et formels de relations en milieu paysan. Sans doute les organisations paysannes pourraient-elles être prises plus en compte comme partenaires de la recherche et du développement et jouer un rôle dans les processus d'innovation.

- c - Il convient également de souligner que l'introduction **d'innovations** dans le dispositif d'appui aux producteurs (cf. projets cités ci-dessus) s'effectue sans tensions institutionnelles et qu'après des ajustements de départ, les collaborations sont fructueuses et les complémentarités reconnues.

3.3 - Les organisations paysannes et professionnelles

Les dynamiques d'organisation des producteurs sont particulièrement fortes dans le Sud du Mali ; comme ailleurs, elles revêtent certes des formes diverses mais c'est surtout autour des Associations Villageoises (AV) que la CMDT a commencé à mettre en place depuis plus de vingt ans, que ces dynamiques se structurent. Les AV sont en effet souvent les interlocuteurs des nouveaux projets qui se mettent en place et ce sont aussi elles qui constituent l'échelon de base du SYCOV.

D'autres formes d'organisation se sont consolidées progressivement (par exemple le réseau d'épargne et de crédit Kafo Djiginew) ou sont en voie de consolidation (organisations spécialisées autour de filières de diversification, coopératives d'éleveurs, groupements féminins, etc.). A noter également la volonté affirmée de la Chambre régionale d'Agriculture de jouer un rôle important dans la modernisation de l'agriculture régionale par le renforcement de la structuration professionnelle des producteurs et l'organisation de filières.

3.3.1 - Les Associations Villageoises (AV) et le SYCOV

Testée à partir de 1973 dans quelques villages, la **formule AV** sera étendue progressivement par la CMDT à partir de 1978. Les AV mises en place deviennent les interlocuteurs de la CMDT et assurent la responsabilité de plusieurs tâches : la commercialisation primaire du coton à laquelle s'ajouteront rapidement le recensement des besoins en intrants agricoles et leur distribution, l'attribution et la récupération du crédit agricole, etc. Les ressources collectives qu'elles génèrent (frais de marché) permettent aux AV de jouer un rôle important dans

l'amélioration des conditions de vie des villageois (équipements collectifs, diversification des activités économiques, etc.). L'action menée par la CMDT en matière d'alphabétisation et de formation a été d'une importance considérable et sans doute sans précédent ; elle a permis de constituer des équipes villageoises souvent très efficaces dans l'exercice de leurs tâches.

A partir de 1973, la CMDT met en place les Zones d'Animation et d'Expansion Rurale (ZAER): elles regroupent plusieurs AV et s'accompagnent de nouveaux transferts de responsabilités aux producteurs organisés : des équipes techniques sont constituées qui remplacent les agents de base de la CMDT pour le conseil technique, la lutte phyto-sanitaire, les statistiques agricoles. Certaines réalisations sont également localisées à l'échelon inter-villageois (caisses d'épargne et de crédit, minoterie, etc...).

En 1991, naît la Coordination des Associations Villageoises qui deviendra dès 1992 le **Syndicat des Cotonniers et Vivriers (SYCOV)** ; à la différence des AV et des ZAER, ce sont des paysans qui sont à l'origine de la création du SYCOV. Organisation autonome, le SYCOV affirme un objectif de défense des intérêts des producteurs, notamment au sein de la filière coton mais il prétend aussi jouer un rôle dans la définition des orientations du développement régional et assumer (directement ou indirectement) des fonctions techniques et économiques. Il devient rapidement l'interlocuteur de la CMDT avec laquelle sont définies des relations de partenariat :

- pour la gestion de la filière coton (le SYCOV est co-signataire du contrat-plan) ;
- pour l'organisation du conseil et de l'appui aux producteurs car les représentants du SYCOV sont associés par la CMDT aux réunions et instances de travail et de décision depuis le village jusqu'au niveau régional et national.

La dynamique d'organisation autour des AV appelle **quelques remarques** :

- le nombre d'AV a augmenté de façon progressive (950 AV en 1987, 2000 en 1994) et le rythme s'est considérablement accru dans la période récente (3500 AV environ en 1997) du fait en particulier de l'éclatement de certaines AV à partir de 1994. Expliquée par des facteurs multiples (faible cohésion sociale, opacité des comptes et des prises de décision, divergences d'intérêts entre certaines catégories de producteurs, etc.), cette segmentation affaiblit la dynamique villageoise et pose des problèmes économiques évidents (fragmentation des demandes d'intrants et des marchés auto-gérés, accroissant les coûts de transaction, etc.).
- les AV ont été et demeurent le plus souvent les interlocuteurs des intervenants extérieurs, de la CMDT bien sûr mais aussi des autres acteurs ; elles constituent ainsi l'échelon de base dans la structuration du SYCOV.
- pour nombre d'acteurs extérieurs, le SYCOV est surtout perçu en tant que "structure de représentation" des producteurs pour tout ce qui touche au coton ; bien que le SYCOV s'en

défende, cette vision du SYCOV a été en grande partie accréditée par les priorités qui ont été les siennes et par les actions les plus visibles qu'il a menées jusqu'ici (négociation du contrat-plan, gestion de la filière coton).

En ce qui concerne les questions techniques et économiques, on peut sans doute formuler les observations suivantes :

- les AV et les ZAER ont joué un rôle évident dans la facilitation et l'accélération des processus d'innovation technique :
 - d'une part en contribuant à créer des conditions favorables à l'innovation (approvisionnement, crédit, commercialisation) mais aussi en permettant l'instauration d'un climat de confiance avec la CMDT, indispensable au fonctionnement du dispositif ;
 - d'autre part, en jouant un rôle actif dans la diffusion des propositions techniques.
- pour les années qui viennent, les AV (et les ZAER) paraissent avoir la capacité de continuer à jouer un rôle important, voire accru, dans le processus d'innovation ; cela suppose cependant que :
 - d'une part, elles assurent les fonctions économiques de base de façon satisfaisante, ce qui implique qu'il soit porté remède aux dysfonctionnements constatés (le projet Gestion Rurale y contribue de façon sans doute très significative) ;
 - d'autre part, que la place qu'elles occupent dans les dispositifs d'appui/conseil soit redéfinie : en effet, les équipes techniques villageoises ont été dans le passé les relais efficaces de messages relativement simples ; il en est autrement aujourd'hui où la complexité de défis (cf. supra) et la diversité accrue des situations agricoles (appréhendées en termes structurels mais aussi en "niveau" technique de producteurs) requièrent des approches plus diversifiées à l'échelle des exploitations et en même temps plus collectives (gestion des ressources naturelles).
- **les questions techniques** sont perçues clairement par les responsables du SYCOV qui leur accordent cependant une place variable dans les priorités d'action du syndicat. Les débats qui ont eu lieu au cours de l'étude avec tous les membres du bureau régional de Koutiala et avec quelques responsables du bureau de Sikasso en sont une illustration (partielle) :
 - les responsables du SYCOV sont dans beaucoup de cas des producteurs "modernisés" qui ont parfois depuis fort longtemps adopté dans leurs exploitations les techniques proposées par la CMDT ; ils sont à même d'analyser nombre de problèmes techniques et sont intéressés par des propositions novatrices. Ils sont tous des producteurs et si leurs responsabilités les éloignent partiellement de la production (comme tous les responsables professionnels du monde), ils demeurent très proches de leurs exploitations où ils jouent un rôle central, même lorsqu'ils n'en sont pas les chefs. Dotés de moyens de production très variables (en superficie, en

équipement, en main d'oeuvre, etc.) ils semblent avoir pour la plupart une vision claire de ce qui est "bon" pour leur exploitation.

- du fait de leur compétence technique en tant que producteurs, de nombreux responsables du SYCOV sont démunis face aux performances techniques bien inférieures d'autres catégories de producteurs ; ils se les expliquent parfois mal ou en donnent des explications parfois rapides : "chacun a sa manière de cultiver ; dire que les gens qui n'ont pas un bon rendement manquent d'informations est faux : l'information passe mais elle n'est pas respectée". "Il y a des gens qui ont peu de rendements ; ça peut être dû à des problèmes financiers ou matériels mais ça dépend aussi de l'envie de travailler..." ; "certains, tu as beau dire, ils ne veulent pas changer leurs pratiques et quoi qu'on fasse, la situation ne changera pas facilement...". Certains responsables considèrent qu'il leur revient de donner l'exemple : "quand tu es responsable d'une AV, du SYCOV, si tu pratiques bien le coton et le maïs parce que tu as compris que les deux faces sont importantes, tu donnes l'exemple et certains vont te suivre".

L'extension des surfaces de coton préoccupe les responsables du SYCOV ; ils l'expliquent de plusieurs manières : fin de contingentement, effet stimulateur du prix et des ristournes "qui ont galvanisé les gens", éclatement des familles, nouveaux arrivants, etc. Ils sont très conscients de la baisse de fertilité des sols et nombreux à considérer que "les engrais minéraux sont insuffisants" ; "de nouvelles pratiques sont nécessaires mais ce n'est pas facile pour beaucoup de producteurs ; mais quand les terres finissent, les gens sont obligés de faire la lutte anti-érosive et d'utiliser la fumure organique".

Les responsables du SYCOV jouent un rôle variable dans ces actions : ils donnent "l'exemple" : moi je fais la lutte anti-érosive, j'ai planté des arbres, j'ai une jachère et je prépare du fumier.. ; ils participent à la sensibilisation avec la CMDT, etc.

Certains considèrent "qu'ils n'ont pas à se substituer à l'encadrement technique qui est payé pour faire le travail sur le terrain".

- l'amélioration des **conditions économiques** de production est perçue comme la priorité ; elle est ressentie comme essentielle par tous les producteurs et elle peut aussi inciter à des pratiques techniques plus adaptées :

"si le maïs avait un débouché sûr et un bon prix, les gens y investiraient davantage".

"c'est parce que l'engrais du coton est cher que certains paysans ne mettent pas la quantité préconisée ; ils en détournent une partie pour le maïs et les deux ratent".

Les responsables du SYCOV sont donc particulièrement actifs sur l'approvisionnement en intrants (prix, quantité, qualité) qui constitue un enjeu important ; le syndicat a fait une tentative d'approvisionnement autonome et pense depuis sa création à la mise en place d'une centrale d'achat. Très présents dans l'organisation des campagnes de commercialisation, ils sont aussi très vigilants en matière d'accès au tourteau pour l'alimentation du bétail.

- concernant la mise en place de la **"ZAER de diffusion"** par la CMDT, les responsables du SYCOV se disent informés mais émettent quelques réserves tout d'abord sur les procédures qui ont conduit à ce nouveau dispositif (non encore généralisé) : "la CMDT en a parlé en octobre 1995 pour les zones dites "en retard" pour que les paysans puissent acquérir les techniques qu'ont déjà des paysans des anciennes zones cotonnières ; on ne peut pas dire cependant que le SYCOV ait été associé. La difficulté vient du fait que la CMDT a du mal à nous considérer comme partenaires pour tous les sujets ; normalement le SYCOV devrait être associé à la définition des nouveaux systèmes de vulgarisation".

Sur le dispositif lui-même, deux remarques sont revenues au cours des entretiens : tout d'abord, certains considèrent qu'"un problème c'est que l'on ne forme pas assez les paysans et qu'on forme plus les techniciens... alors forcément, les paysans ne sont jamais considérés comme capables d'assurer certaines responsabilités ou fonctions..." ; d'autres se demandent si le "nouveau dispositif n'est pas un retour en arrière ; vouloir s'adresser à tous les paysans est une bonne chose mais pourquoi ne pas tenir compte de leurs organisations ?"

De façon plus générale, nombre responsables du SYCOV rencontrés au cours de l'étude considèrent que leur participation est très variable selon les domaines et dépend encore pour partie du bon vouloir de la CMDT : "on continue à dire que la CMDT est le coeur du développement dans la région ; c'est vrai qu'elle a apporté beaucoup de choses et qu'elle peut en apporter encore... Mais certains pensent que les bonnes idées ne peuvent venir que d'elle et ça se traduit par des attitudes qui peuvent poser problème... Si elle est le coeur du développement, nous, nous sommes les poumons du développement...".

- **concernant la CRU**, elle paraît inégalement connue par les responsables du SYCOV ; les responsables du bureau national sont pour leur part bien informés. Au moment de la mise en place, "ni le SYCOV ni la Chambre d'Agriculture n'ont été associés au choix des délégués paysans" qui siègent à la CRU. "La Chambre a réagi en intégrant le Président de la CRU comme membre associé" ; pour sa part, le SYCOV de Koutiala a tenu une réunion récemment avec les trois membres de la CRU originaires de la région pour "élargir l'information". Les responsables rencontrés se disent peu informés sur les critères de choix des délégués à la CRU et considèrent "qu'aller directement aux producteurs individuels peut être peu efficace" tant en termes d'expression de la demande que de diffusion ultérieure des résultats. Aucun cependant ne remet en cause l'intérêt de la démarche de l'IER mais tous semblent trouver "anormal que l'IER ignore les organisations paysannes existantes" car selon certains "même pour travailler avec des individus, il faut passer par les organisations" ; cela permet à l'individu choisi de "s'appuyer sur une structure" et cela améliore son travail. Les responsables du SYCOV jugent cependant nécessaire de "travailler avec les gens qui ont été choisis" pour être membres de la CRU.

De façon plus générale, la connaissance de la recherche par les responsables régionaux du SYCOV est très variable : certains ont une connaissance très précise de sa fonction, de ses actions dans la région et déplorent la faible diffusion de certains de ses résultats ; d'autres ont une connaissance plus approximative et un responsable villageois avouait même que "c'est aujourd'hui que j'ai appris que la recherche c'est pour les paysans, alors que l'IER est dans mon village ; avant je pensais que c'était pour la CMDT qui choisissait parmi les résultats ; si c'est aussi pour les paysans, il faut que la recherche s'ouvre et leur fasse connaître ses résultats".

3.2.2 - La Chambre régionale d'Agriculture de Sikasso

Elle paraît particulièrement active à Sikasso et ses responsables affirment leur volonté de jouer un rôle dans la modernisation de l'agriculture, inséparable pour eux d'une spécialisation (au moins relative) des producteurs et de leurs organisations.

Les responsables de la Chambre semblent avoir une très bonne connaissance du potentiel agro-écologique régional, des contraintes et défis régionaux ainsi que de la diversité des situations agricoles et des dynamiques socio-professionnelles.

Les quelques éléments ci-après s'efforcent de rendre compte des principaux axes de travail présentés au cours des entretiens qui ont eu lieu :

- la Chambre encourage l'organisation des producteurs autour des **filières de diversification** ; un appui est ainsi apporté à des associations spécialisées (pomme de terre, mangues, pois sucrés, etc.). L'organisation de filières est une de ses priorités ; dans ce domaine, elle bénéficie de l'appui de l'Agence pour la Promotion des Filières (APROFA) : c'est une structure très légère qui est financée par la Banque Mondiale ; elle fait suite au projet de valorisation et de commercialisation des produits agricoles démarré en 1993. Domiciliée à l'APCAM, l'APROFA apporte un appui institutionnel en mobilisant les ressources locales : appui à l'organisation des producteurs, à la prospection de marchés et à la formation des producteurs. Etant donné la position géographique de la région, la recherche de débouchés à l'exportation est très présente dans les préoccupations de la Chambre (avec la Côte d'Ivoire par exemple) : elle est très consciente des questions techniques que cela soulève en termes de calendrier de production et de régularité, de qualité, de conditionnement, etc. Le caractère très rudimentaire de certaines pratiques de transformation est considéré comme un frein qui pourrait être levé par des investissements plus importants (se pose néanmoins la question du courant continu).
- **l'élevage** (et sa co-existence avec l'agriculture) est un autre axe jugé important ; les actions menées ont concerné "l'installation dans chaque village d'une commission des litiges chargée de régler les conflits à l'amiable" (en collaboration avec les services de l'élevage, de l'agriculture, les chefs de village). Le président de la Chambre considère que la région de Sikasso est devenue elle aussi une région d'élevage et, qu'en relation avec les régions de

Ségou et de Mopti, il conviendrait d'organiser les exportations d'animaux vifs ou abattus (ce qui supposerait des investissements importants pour exporter de la viande).

- concernant les **céréales**, la Chambre estime que des progrès importants restent à faire pour le maïs et que la mécanisation sous forme de CUMA pourrait être envisagée ; cela pose cependant des problèmes complexes qui "ont fait reculer la CMDT".

La non représentation des **femmes** au sein de la Chambre constitue une faiblesse de la structure selon son Président ; les responsables s'efforcent d'y remédier car il y a "beaucoup d'associations de femmes" d'une part et d'autre part parce qu'elles "jouent un rôle très important dans l'économie, la transformation des produits agricoles repose par exemple totalement sur elles".

Des appuis spécifiques devraient leur être apportés à l'avenir ; en outre, des unités de transformation plus importantes s'installent que les femmes approvisionnent : "une usine de traitement du karité à Bougouni, une laiterie à Koumatou gérée par une coopérative de femmes, etc...".

De façon plus générale, les responsables de la Chambre semblent porteurs d'un projet de modernisation de l'agriculture ambitieux ; il pourrait reposer notamment sur une **formation** approfondie de **jeunes agriculteurs** combinant la formation technique et la formation à la gestion, conscients de la nécessité de gérer les ressources naturelles et capables de mener des activités lucratives toute l'année : cela supposerait en particulier la restructuration du lycée agricole.

Les responsables de la Chambre "ne s'occupent pas du coton" mais entretiennent des relations étroites avec le SYCOV qu'ils ont "aidé à se structurer au départ".

3.4 - Quelques observations générales

3.4.1 - De nombreux atouts

Au plan institutionnel, la région méridionale du Mali dispose à l'évidence de nombreux atouts, que lui envient d'ailleurs souvent les acteurs institutionnels et les producteurs d'autres régions du pays.

Du côté des structures d'appui, on peut noter les atouts suivants :

- la CMDT est une structure très efficace qui a depuis bien longtemps prouvé ses capacités d'adaptation et son intelligence des enjeux (écologiques, techniques, économiques, sociaux, etc..) et des relations à instaurer avec les producteurs ;
- des projets novateurs ont progressivement été mis en place pour compléter l'action de la CMDT et ils fonctionnent globalement sans tension inter-institutionnelles ;

- le Centre régional de recherche agricole paraît particulièrement performant ; il abrite en outre la plus ancienne "équipe systèmes" du pays et les chercheurs ont su depuis longtemps nouer des relations productives en milieu paysan. Des collaborations fortes et anciennes unissent en outre la recherche agricole et la CMDT.

Du côté des paysans, les atouts paraissent également nombreux :

- c'est en effet dans la région que s'est développée la dynamique socio-professionnelle la plus forte du pays ; elle résulte de la convergence d'initiatives diverses mais dans lesquelles la CMDT a joué un rôle très important : les AV qui malgré certains dysfonctionnements demeurent vivantes et globalement efficaces ; un réseau d'épargne et de crédit important (Kafo Djiginew) ; le syndicat agricole le plus important du pays (SYCOV), reconnu comme partenaire par la CMDT et par l'Etat pour la gestion de la filière coton, etc. Les projets qui se sont mis en place récemment ont pu vérifier la capacité des producteurs à s'organiser autour d'enjeux spécifiques (FIL, PGR, etc.).
- la région abrite également une Chambre régionale d'Agriculture dotée de représentations locales ; ses responsables affirment leur volonté de jouer un rôle actif dans la diversification et la modernisation de l'agriculture.
- les délégués paysans à la CRU sont bien informés et très motivés.
- enfin, les actions de développement passées et présentes ont favorisé l'émergence de nombreux responsables paysans, informés, alphabétisés, formés et souvent fort expérimentés.

Au cours de l'étude, les nombreux entretiens qui ont eu lieu, avec les acteurs institutionnels et avec les producteurs, ont confirmé le nombre et la diversité des compétences qui existent dans la région ainsi que le fort engagement qui anime les différents acteurs.

3.4.2 - Un dialogue fragmenté

L'importance des atouts dont bénéficie la région, aux plans institutionnel et organisationnel, contraste avec la **faiblesse du débat** qui s'instaure entre les acteurs institutionnels et les organisations socio-professionnelles fédératives, **autour des dispositifs d'appui/conseil à rénover ou à promouvoir**. Le dialogue existe certes, et s'exprime dans des partenariats fructueux, mais il est noué au cas par cas, sur des thèmes spécifiques et avec des paysans approchés le plus souvent à partir de leurs organisations de base. Ainsi, le SYCOV et la Chambre d'Agriculture sont informés des nouveaux dispositifs mis en place mais ils sont beaucoup plus rarement associés à leur définition, à leur suivi et à leur évaluation.

Des articulations s'établissent certes entre les différentes formes d'organisation mises en place mais elles s'effectuent par les hommes et non par les structures entre lesquelles il n'existe généralement pas d'articulation officielle, même réduite.

Ce paradoxe peut s'expliquer par des raisons multiples et convergentes, liées aux deux catégories d'acteurs :

- du côté des **acteurs institutionnels**, divers facteurs paraissent se combiner :
 - la tendance est parfois à classer les organisations dans des catégories : "le syndicat s'occupe du prix du coton, il n'a rien à voir avec la recherche ou les questions techniques..." ; "Kafo Djiginew c'est pour le crédit" etc. Ce classement unilatéral disqualifie pour les intervenant extérieurs certaines organisations lorsqu'il s'agit d'actions relevant de secteurs jugés extérieurs à leur domaine de compétences ;
 - chaque intervenant souhaite que se mette en place la structure paysanne la plus apte possible à assumer les fonctions qui lui reviennent ;
 - des critiques sont formulées à l'endroit de certaines organisations paysannes ou de leurs responsables suspectés d'opportunismes divers, d'accointances politiques jugées incompatibles avec le projet spécifique de telle ou telle intervention ; leur représentativité peut parfois être mise en doute ou leur audience contestée ;
 - des déceptions existent aussi chez certains acteurs institutionnels qui ont essayé au départ d'impliquer une organisation paysanne fédérative qui a peu répondu à leurs attentes ;
 - il arrive aussi qu'un acteur ait la conviction que l'organisation fédérative "est impliquée" parce qu'un de ses responsables a un rôle actif dans l'action ;
 - certains acteurs institutionnels paraissent aussi redouter que le partenariat avec une organisation fondée sur la libre adhésion et qui de ce fait ne fait pas l'unanimité, altère l'image de leur intervention et suscite des réserves de la part de non-adhérents ou de dissidents.

- **les organisations paysannes fédératives** (SYCOV, Chambre d'Agriculture) pour leur part, ne remettent pas en cause l'existence de structures paysannes spécifiques, mises en place dans le cadre d'une action particulière et pour des fonctions déterminées. Elles regrettent cependant de ne pas être associées à la phase d'élaboration des interventions, à la définition des modalités de mise en oeuvre, à leur suivi, à l'évaluation, etc. De leur côté cependant aussi, de nombreux facteurs freinent les collaborations souhaitées et il arrive que des offres leur soient faites qui ne sont pas suivies de réponse ou d'un engagement durable ; des explications diverses peuvent être avancées :
 - l'organisation perçoit parfois mal au départ les enjeux de l'action proposée et les sous-estime ;
 - ses priorités immédiates sont ailleurs et elle ne se mobilise pas autant que nécessaire, voire se contente de donner un accord de principe ;
 - le manque d'organisation interne, de responsables formés, de moyens logistiques aussi parfois, provoquent des absences à des rendez-vous, quand ce n'est pas la fatigue ou le manque de préparation préalable, qui limitent la contribution des responsables paysans aux réunions auxquelles ils assistent ;
 - dans nombre de cas, les responsables paysans impliqués dans une action spécifique au titre de leur village, de leur AV, ne font pas explicitement le rapport avec leurs responsabilités au sein d'une organisation fédérative ; il ne se sentent pas alors

porteurs d'une orientation globale vis-à-vis de l'extérieur, ne font pas de compte-rendu, etc.

- etc.

- La façon dont s'instaure actuellement le dialogue entre d'une part les différents acteurs institutionnels et d'autre part les organisations paysannes fédératives (dont le SYCOV) et la structure de représentation officielle des producteurs (la Chambre d'Agriculture) n'est pas sans risques. On observe en effet une **fragmentation du dialogue** entre les acteurs institutionnels et les organisations paysannes, qui est justifiée pour des raisons d'efficacité sectorielle, mais qui n'est pas complétée / compensée par une harmonisation des approches entre les organisations spécifiques mises en place. La coordination entre les différentes initiatives est faite par les acteurs institutionnels mais les producteurs sont peu associés à la construction d'une cohérence d'ensemble.

Le risque existe que tôt ou tard certaines organisations paysannes cherchent à construire de leur côté un projet d'ensemble sans avoir toutes les informations nécessaires à son élaboration ; des tensions pourraient alors en résulter.

3.4.3 - L'articulation avec la recherche

- La faible articulation qui semble exister entre le SYCOV et la Chambre d'Agriculture d'une part et la recherche agricole d'autre part peut paraître regrettable à l'observateur extérieur ; elle peut, en effet, freiner la construction du projet technique des organisations et rendre plus difficile la diffusion des résultats de la recherche. A titre d'exemple, la compréhension par les délégués de la CRU des enjeux des variétés glandless risque d'avoir un impact limité sur les comportements des producteurs si elle n'est pas partagée et relayée par le SYCOV : le débat de la recherche avec les producteurs sur un point comme celui des variétés semble donc devoir être ouvert aussi avec les organisations fédératives paysannes qui opèrent dans la région, au-delà de la seule CRU.
- De façon plus générale, le projet technique dont sont porteuses les organisations fédératives est loin d'être inexistant même s'il reste globalement encore peu élaboré ; des orientations se dessinent, diversement convergentes et complémentaires ; il paraît important que la recherche agricole joue un rôle dans la construction de ce projet technique, selon des modalités à définir de façon concertée avec les organisations, et sans que soit remise en cause la CRU.

- comme dans les deux autres régions, l'articulation entre la recherche, les dispositifs d'appui/conseil et les producteurs présente certaines caractéristiques :
 - faible représentation des femmes dans les organisations et prise en compte encore limitée de leurs besoins et contraintes spécifiques (bien que la situation s'améliore) ;
 - limites imposées par l'absence d'un schéma directeur de développement intersectoriel et négocié qui serve de cadre de référence à toutes les actions entreprises.
 - etc.

III - Quelques remarques d'ensemble

L'étude réalisée au Mali s'est efforcée de caractériser (de façon trop brève et sans doute simplificatrice) les différentes articulations qui s'établissent entre la recherche agricole, les dispositifs d'appui/conseil et les producteurs organisés, les formes particulières que revêtent ces articulations et les évolutions qui s'opèrent.

Des différences inter-régionales

Les trois situations présentées montrent qu'il existe des différences notables entre les régions ; ces différences sont liées à l'histoire particulière du développement dans chacune des régions, à leurs caractéristiques agro-écologiques, économiques et sociales propres et à la nature des interactions qui se sont construites entre les sociétés locales et les acteurs économiques, politiques et institutionnels qui constituent leur environnement. Ces différences sont aussi liées aux dynamiques d'organisation des producteurs qui se sont développées de façon très variable selon les régions, du fait de leur contexte social et des conditions plus ou moins favorables qui ont été créées pour aider le milieu rural à se structurer. Il s'y ajoute aussi le fait que toutes les régions n'ont pas bénéficié de la même attention de la part des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds et qu'à l'heure actuelle, ces différences de traitement perdurent.

Sans entrer dans le détail, on peut sans doute citer les quelques points suivants :

- la présence d'un acteur institutionnel central agissant dans la durée (Office du Niger, CMDT) détermine par exemple une homogénéité de l'intervention que l'on ne retrouve pas dans la zone de Mopti où ont co-existé des ODR souvent sectorielles et de durée variable. Des résultats significatifs (en termes d'investissements, d'accumulation individuelle et collective, d'acquisition de savoir-faire et de connaissances, etc.) ne peuvent en effet résulter que d'un travail cohérent et durable ; il est à cet égard significatif que certains responsables paysans de Mopti ou de la région de Kayes regrettent "de ne pas avoir eu la chance d'être encadrés par la CMDT...".
- les caractéristiques de l'acteur institutionnel central, ses modes d'intervention, sa capacité à évoluer et à s'adapter, l'importance variable accordée à la formation des producteurs ont influencé les comportements des ruraux qui sont majoritairement plus ou moins portés à prendre des initiatives, qui sont plus ou moins nombreux à être préparés pour assurer des responsabilités. Ainsi, si des craintes vis-à-vis de l'Office du Niger sont encore exprimées par certains producteurs (du fait de l'expérience historique et des prérogatives qu'il conserve), elles sont beaucoup plus rares à Mali-Sud ; de la même manière, le nombre de paysans alphabétisés et formés est bien supérieur au Sud du Mali que partout ailleurs ;
- les caractéristiques des sociétés locales (des migrants à l'Office du Niger, des groupes sociaux et socio-professionnels différents qui co-existent sur un même espace avec des relations historiquement construites, l'existence de paysanneries enracinées localement au

Sud du Mali), leur accès plus ou moins aisé aux grands centres urbains, les potentialités du milieu et leur mise en valeur plus ou moins aisée, etc. influent elles sur les dynamiques d'organisation des producteurs. Celles-ci sont en outre plus ou moins anciennes, etc.

C'est donc sur des héritages très divers qui se bâtissent les nouveaux dispositifs d'appui / conseil aux producteurs et que se construisent des articulations plus ou moins larges et fructueuses entre les acteurs institutionnels et les paysans regroupés au sein d'organisations aux caractéristiques très différenciées. Il en résulte des configurations institutionnelles contrastées et qui sont de surcroît en évolution rapide.

On ne prétend pas ici faire la synthèse de toutes les observations effectuées ; on se contentera de mettre l'accent sur quelques points qui paraissent significatifs des évolutions des dispositifs d'appui/conseil aux producteurs et des relations qui se nouent (ou non) entre la recherche agricole et les organisations paysannes et professionnelles.

1 - Eléments d'analyse sur les organisations paysannes et professionnelles

1.1 - Des dynamiques d'organisation des producteurs très diverses

Les éléments ci-après ne prétendent pas rendre compte de la diversité des organisations maliennes ni des caractéristiques de chacune des catégories ; ils ne sont qu'une esquisse d'un travail qui reste sans doute à faire.

Cinq grandes catégories d'organisations semblent pouvoir être identifiées :

1.1.1 - Des organisations de base

Le succès de la formule "Association Villageoise" (AV) promue par la CMDT dans le Sud du Mali lui a valu une extension dans d'autres régions du pays ; on en retrouve ainsi dans la zone de l'Office du Niger, dans les zones rizicoles de Mopti, et bien au-delà. L'officialisation par l'Etat, sous la deuxième République, de l'organisation des villageois au sein des "tons" (TV) semble avoir eu pour avantage de donner un statut à certaines AV pré-existantes sans forcément modifier de façon significative leur fonctionnement ; on parle ainsi des "AV/TV" dans nombre de villages bien que la dénomination AV semble reprendre le dessus dans certaines régions. La différence n'est pas toujours très claire pour les membres qui disent parfois que "c'est la même chose" ou encore "le ton est un peu plus large que l'AV".

Le niveau d'activité des AV est très variable selon les régions et les possibilités qui existent de générer des ressources collectives ; dans une même zone (Office du Niger, Mali-Sud) il varie aussi en fonction de la cohésion sociale au sein du village, de la compétence de ses responsables, des modalités internes de prises de décision, du degré de transparence de la gestion, etc. Très souvent multifonctionnelles, les AV pourraient se spécialiser à l'avenir. A l'instar d'autres pays de la sous-région, il semble exister une volonté de la part de certains

acteurs institutionnels de recentrer les AV sur des fonctions économiques ; avec la décentralisation imminente, les fonctions d'intérêt général seraient alors reprises par les communes.

La qualification des responsables et du personnel technique paraît très différenciée selon les zones où l'investissement en formation qui a été consenti par la structure qui a promu les AV a été d'importance très variable ; c'est au Sud du Mali qu'elle paraît la plus affirmée mais aussi dans certaines AV de l'Office du Niger.

La période actuelle est marquée par des scissions au sein des AV ; elles se traduisent par la création de groupements infra-villageois qui se dotent parfois du statut de Groupement d'Intérêt Economique (GIE) ; dans nombre de cas, les organisations issues d'une fragmentation de l'AV assurent pour leurs membres les fonctions économiques jusque là prises en charge par l'AV.

Des organisations **infra-villageoises** existent aussi en grand nombre : il peut s'agir de groupements réunissant des catégories sociales particulières (les femmes, les jeunes) ; plus ou moins bien intégrés au sein de l'AV, ils sont parfois reconnus par elle et bénéficient ici et là d'appuis concrets (financements d'équipements spécifiques, caution pour l'accès au crédit, etc.).

Les activités des groupements infra-villageois sont très diverses et souvent fonction des appuis dont ils bénéficient et des opportunités qui leur sont offertes par les acteurs extérieurs. Certains GIE de l'Office du Niger semblent animés d'une grande ambition dans le domaine économique et sont demandeurs de techniques (de production, de transformation, etc.) ; d'autres seraient, selon certains observateurs, beaucoup moins actifs.

A noter que les AV et les organisations infra-villageoises constituent un ensemble très hétérogène: il existe chez les membres un intérêt évident pour des propositions techniques novatrices mais leur capacité à innover dépend du dynamisme de l'organisation, souvent des compétences de leurs responsables et souvent aussi de la pertinence des appuis qui leur sont apportés.

1.1.2 - Des organisations paysannes spécialisées

Elles sont fort nombreuses au Mali. Il peut s'agir de coopératives (d'éleveurs, de pêcheurs, de maraîchers, etc.) parfois anciennes et qui ont été diversement redynamisées. Il peut s'agir aussi d'associations plus récentes ("le statut d'association est plus souple que celui de la coopérative" dit un responsable de Chambre d'Agriculture) ; les associations peuvent avoir une envergure nationale (APRAM) ou ne réunir que quelques dizaines de membres autour d'une production (fruits, maraîchage, pomme de terre, etc.) ; certains acteurs extérieurs (les Chambres d'Agriculture par exemple) souhaitent le développement de ces organisations qui permettent une spécialisation de leurs membres et une réelle professionnalisation.

Le niveau d'activité et le dynamisme de ces organisations sont très contrastés ; si certaines coopératives ou associations paraissent en panne (par manque d'accès au crédit du fait d'arriérés bancaires en particulier), d'autres sont très entreprenantes et décidées à jouer un rôle important dans la structuration de la filière où elles sont engagées.

1.1.3 - Les organisations inter-villageoises de développement local

Elles sont peu nombreuses au Mali, eu égard à d'autres pays de la sous-région ; on peut citer l'ODIK de Kayes, la FUT à Sikasso (non visitées au cours de l'étude), l'UPS à Mopti et le GDPS à Ségou (avec qui des entretiens ont eu lieu). Très centrées sur les réalités locales, elles s'efforcent de fournir à leurs membres des services à la production, des informations et des formations dans tous les domaines.

A noter que la FUT (Fédération des Unions de Tons villageois) paraît impliquée dans la création de dynamiques fédératives régionales alors que ce ne semble pas être le cas de l'UPS de Mopti qui reste très centrée sur son propre programme.

1.1.4 - Les syndicats

Ils sont particulièrement actifs au Mali et leur nombre s'accroît : SYCOV, SYPAMO, Syndicats émergents à Mopti ("si le syndicat des éleveurs réussit, on en créera un autre pour les agriculteurs") et à l'Office du Niger;

En règle générale, les responsables se reconnaissent peu dans l'image de structure purement revendicative qui est parfois accolée aux syndicats par des acteurs extérieurs ; ils définissent certes le syndicat comme une structure de représentation et de défense des intérêts des producteurs, à l'intérieur d'une filière mais aussi d'une zone géographique, mais les responsables conçoivent aussi souvent le syndicat comme une organisation professionnelle assurant des fonctions d'appui à la production et au développement ⁽¹⁾. Pour ce qui concerne le SYCOV, on peut sans doute souligner les quelques points suivants :

- le SYCOV est en quelque sorte le "fruits inattendu" de l'action menée par la CMDT pendant de nombreuses années en termes de structuration du milieu rural et de formation de responsables villageois. Son émergence en 1991 marque cependant un changement radical dans les relations des producteurs avec la CMDT : alors que jusque là la CMDT avait l'initiative et traitait séparément avec chacune des AV (ou des ZAER), l'apparition du SYCOV va pousser à une évolution rapide vers des relations de partenariat avec une organisation fédérative porteuse d'aspirations et de revendications partagées par les organisations de base. Ainsi que le dit le Président du SYCOV, "le savoir-faire a engendré le pourquoi faire".

(1) En cela, ils ne sont pas sans rappeler les débuts du syndicalisme agricole français, avant qu'il ne donne naissance à des organisations spécialisées chargées de fonctions particulières (organismes économiques, mutuelles, CUMA, etc.).

- les statuts du SYCOV lui définissent une fonction de représentation et de défense des intérêts des producteurs tant en ce qui concerne la gestion de la filière coton que "l'élaboration, l'exécution et le contrôle des plans et programmes de développement du coton et des vivriers de la zone, de même que les programmes de développement rural" ; ils lui assignent aussi une fonction d'appui au développement : accroissement de la productivité et de l'amélioration de la qualité des produits, gestion des exploitations, amélioration des conditions de vie, etc.
- les responsables du SYCOV et ses militants les plus actifs sont des producteurs cotonniers / vivriers qui réalisent des performances techniques et économiques souvent bonnes dans leur exploitation ; certains sont des "gros producteurs" mais pour l'essentiel il s'agit de producteurs modernistes, assez bien dotés en moyens de production qui ont su, par le passé, saisir des opportunités économiques (s'équiper au bon moment par exemple) et se porter volontaires pour exercer des responsabilités villageoises ;
- le SYCOV est, du fait de son jeune âge, "une organisation en construction" ; ainsi que le note son Président : "nos organisations marchent encore à quatre pattes et on [les acteurs extérieurs] voudrait déjà qu'elles courent" :
 - le SYCOV a de nombreux acquis à son actif : renégociation du contrat-plan dont il est co-signataire depuis 1994, participation à la gestion de la filière, contribution à l'organisation de la campagne agricole et de la commercialisation, information des producteurs sur la filière coton, formation de responsables, etc. Toutes ses initiatives ne s'avèrent pas cependant très pertinentes (le crédit de consommation par exemple) ;
 - tous les paysans de la région connaissent le SYCOV mais l'information à la base est diversement précise et semble toucher inégalement les différentes catégories de producteurs : la taille de la région, les faibles ressources dont dispose le SYCOV mais aussi la difficulté à bâtir des modalités de communication interne adaptées contribuent à créer des écarts importants dans la connaissance que les producteurs de base ont de l'organisation fédérative ;
 - le SYCOV doit faire face simultanément à deux défis : d'une part il doit être à l'écoute de sa base, construire son dispositif et l'animer et d'autre part, il doit assumer nombre de fonctions externes. Il s'agit de deux priorités essentielles, l'adhésion de sa base donnant au SYCOV un pouvoir de négociation avec l'extérieur et les résultats positifs des négociations renforçant sa crédibilité interne ; elles ne sont pas toujours faciles à mener simultanément.
- de nombreuses critiques sont formulées sur le SYCOV par des acteurs extérieurs ; elles portent sur "l'érosion de sa base", sur "les modalités de prise de décision", etc. et certaines de ces critiques sont reprises par des producteurs. Il convient de noter que les critiques formulées à l'échelon régional sont cependant rarement accompagnées de propositions constructives et de moyens susceptibles de renforcer l'efficacité du SYCOV.

- les responsables du SYCOV donnent de fait la priorité aux questions économiques ; ils sont cependant fort intéressés par les questions techniques. Plus largement, certains d'entre eux considèrent indispensable la définition d'un schéma directeur de développement régional à moyen et long terme négocié entre tous les acteurs régionaux.

1.1.5 - Les Chambres d'Agriculture

Elles bénéficient des importants atouts que sont une reconnaissance officielle et des missions statutairement définies ; de ce fait elles ont accès d'emblée aux instances de décisions régionales et nationales (APCAM). Dans les régions, les Chambres d'Agriculture se sont mises en place et toutes ont une existence réelle ; leur niveau d'activité est certes encore variable (absence de personnel, de moyens suffisants) mais toutes mènent des actions concrètes ; certaines semblent investir de façon particulière dans des secteurs peu touchés jusqu'ici par les interventions de développement officielles (Sikasso par exemple) ; elles paraissent accorder une grande importance à l'élevage (Mopti, Sikasso), ce qui semble justifié étant donné son importance au Mali ; elles se préoccupent cependant aussi des productions agricoles dominantes (Koutiala, Niono).

Les responsables régionaux et locaux des Chambres d'Agriculture paraissent souvent être des agriculteurs et des éleveurs disposant de moyens de production bien supérieurs à la moyenne des agriculteurs et nombre d'entre eux ont eu des expériences professionnelles extra-agricoles ; certains sont à l'évidence des "entrepreneurs agricoles". En règle générale, ils sont très au fait des situations agricoles régionales et se disent soucieux d'apporter un appui aux différentes catégories de producteurs.

Il n'est pas rare qu'ils donnent la priorité aux questions économiques (approvisionnement et commercialisation à Niono, appui à l'organisation de filières à Sikasso) mais ils sont très demandeurs de propositions techniques.

Les responsables des Chambres paraissent animés par le projet de promotion d'une agriculture productive, tournée vers la conquête des marchés intérieurs et de marchés d'exportation ; cela suppose selon certains d'entre eux des "sauts techniques" importants et souvent une spécialisation des producteurs.

La perception que les autres acteurs ont des Chambres est très contrastée et elles ont leurs supporters mais aussi leurs détracteurs ; dans beaucoup de cas, les paysans semblent avoir une perception plus nuancée que certains acteurs institutionnels ; beaucoup de responsables paysans locaux en effet émettent des réserves sur les Chambres tout en maintenant le dialogue. A la base cependant, les Chambres semblent encore peu appropriées par les producteurs car "au-delà du cercle on perd le fil..." dit un producteur ; la situation est cependant, là aussi, variable selon les lieux.

1.2 - Des dynamiques qui se recoupent

Impulsées ou soutenues par des acteurs extérieurs différents (l'Etat pour les Chambres et les tons, les projets ou les sociétés de développement pour les AV, des services publics spécifiques pour les coopératives, les groupements féminins, etc.) ou résultant de l'initiative de leaders-locaux (syndicats) avec parfois l'appui d'ONG (organisations intervillageoises), les différents types d'organisation ont au départ leurs objectifs et leurs logiques propres qui déterminent des modalités d'action dominantes, des priorités, des partenariats spécifiques.

Progressivement cependant, des rapprochements s'opèrent ; on peut citer à titre d'exemple :

- les collaborations entre certains syndicats (SYCOV, SYPAMO) et les Chambres d'Agriculture, à l'échelon régional et national (APCAM) ;
- la proximité qui semble exister entre certaines coopératives ou associations spécialisées et les Chambres d'Agriculture ,
- etc...

L'Association des organisations professionnelles et paysannes (AOPP) constitue une structure dynamique qui se consolide. Elle est un espace de réflexion technique, économique et institutionnel où se retrouvent des organisations très diverses : des syndicats, des associations villageoises ou inter-villageoises à vocation multisectorielle, des organisations spécialisées, des groupements de base. Elle constitue sans doute un lieu privilégié pour que, à partir des priorités des paysans et de leurs expériences concrètes, se forment un projet paysan unifié, une capacité collective de proposition dans les différents domaines qui paraissent importants aux producteurs. Son action cependant pourrait être limitée par deux facteurs :

- le réseau d'organisations que constitue l'AOPP s'élargit certes mais encore lentement ; s'il n'est pas souhaitable qu'il grossisse trop rapidement, il serait en revanche utile que son audience s'accroisse aux échelons régional et local ;
- l'absence de relations avec l'APCAM peut s'avérer préjudiciable à la longue du fait notamment de l'importance que les Chambres d'Agriculture vont sans doute acquérir dans les années qui viennent et des missions statutaires qui leur sont dévolues par l'Etat. Il n'y a pas d'antinomie entre d'une part les objectifs de l'AOPP et les missions définies au Comité Paritaire de Concertation et d'autre part les missions des Chambres d'Agriculture ; cependant, les complémentarités et les formes d'articulation devraient être précisées afin de prévenir des malentendus (toujours possibles). La présence, au sein de l'AOPP, de syndicats qui sont aussi membres de l'Assemblée consulaire de l'APCAM pourrait contribuer grandement à ces clarifications et articulations.

Les membres de l'AOPP manifestent un grand intérêt pour les questions techniques ; des relations avec la recherche et les organismes d'appui/conseil s'esquissent (séminaire sur la filière arachide) mais elles sont restées jusqu'ici très ténues.

A noter enfin les **réseaux de caisses d'épargne et de crédit** qui sont parfois très actifs (au Sud du Mali par exemple, mais aussi dans d'autres régions comme le pays dogon semble-t-il). On peut souligner la proximité qui paraît exister entre Kafo Djiginew et le SYCOV bien qu'il n'existe pas d'articulation officielle.

1.3 - Quelques remarques (provisaires) sur le projet technique et économique des organisations paysannes et professionnelles

1.3.1 - Les organisations rencontrées au cours de l'étude donnent la priorité aux questions économiques (approvisionnement, crédit, sécurisation des débouchés, prix des intrants et des produits agricoles) ; avec plus ou moins de vigueur, elles s'efforcent de construire un environnement économique favorable à la production. Les résultats qu'elles obtiennent sont très contrastés ; ils sont fonction du degré d'information et de formation des responsables et des membres de base, de l'importance des ressources auxquelles elles ont accès et donc en grande partie des appuis qu'elles reçoivent et des partenariats qu'elles parviennent à nouer avec des acteurs extérieurs.

La priorité accordée aux questions économiques est aisément compréhensible : c'est dans ce secteur que la demande des producteurs est la plus forte souvent parce que le retrait de l'Etat des fonctions économiques a engendré des vides importants (Mopti, Niono). La capacité à combler les vides (ou à obtenir des conditions d'approvisionnement et de commercialisation plus favorables dans le cas du SYCOV), constitue un enjeu très important pour les organisations en termes notamment de renforcement de leur crédibilité interne.

Le dynamisme des organisations est cependant extrêmement variable ainsi que leur capacité d'action. Beaucoup d'organisations sont dans des situations d'attente et paraissent avoir une base économique très fragile ; d'autres ont des initiatives couronnées de succès très divers.

1.3.2 - La perception des enjeux techniques par les organisations paysannes n'est pas toujours spontanée mais elle existe sans doute plus qu'on ne l'imagine souvent.

La prégnance objective des problèmes qui se posent dans le secteur économique occulte parfois les questions techniques d'autant que, pour nombre de paysans, le revenu agricole reste souvent et principalement perçu à travers le rapport coût des intrants / prix des produits. Toute amélioration en matière d'accès aux intrants, au crédit, du rapport dépenses/recettes est d'autant plus appréciée par les producteurs qu'elle a des effets visibles et immédiats ; ce qui n'est pas toujours le cas pour les améliorations techniques qui ont des effets différés et supposent des modifications dans les pratiques de production. La perception des enjeux techniques est cependant très contrastée selon les catégories de producteurs :

- elle peut être fort claire chez nombre de responsables paysans, aux échelons local ou régional, qui sont aussi souvent des producteurs ayant modernisé depuis longtemps leurs pratiques. Il existe en effet un "courant moderniste" en milieu rural, souvent composé de producteurs performants au plan technique et économique ; les responsables d'organisations

paysannes en sont souvent issus et ce sont des paysans de ce type qui semblent se retrouver aussi dans les CRU :

- il existe parfois de leur part un scepticisme à l'endroit des structures "d'encadrement" classiques dont les propositions peuvent être perçues comme peu novatrices ;
 - ils répondent souvent très favorablement aux propositions d'appui jugées efficaces et novatrices (URDOC par exemple).
- les membres des organisations sont souvent très intéressés par des propositions techniques novatrices ou portant sur les productions de diversification ; il convient de souligner que les questions techniques tiennent souvent une place importante dans les échanges entre paysans maliens ou entre agriculteurs maliens et français (cf. AOPP).
 - **le projet technique** dont sont porteuses les organisations paysannes reste globalement peu construit ; il est basé sur des analyses souvent fines (sur la fertilité, sur les composantes du rendement, sur l'efficacité des techniques qui leur sont proposées, etc.) mais débouche sur des propositions qui restent, en règle générale, fragmentaires.

Les freins à l'élaboration d'un projet technique professionnel sont nombreux :

- prise en compte parfois insuffisante de la diversité des situations agricoles et des stratégies paysannes ;
- information réduite et souvent partielle sur les propositions techniques disponibles ;
- manque de temps des responsables souvent débordés par de multiples tâches ;
- manque d'appuis compétents (l'articulation quasi inexistante des organisations avec la recherche agricole peut ainsi pousser certaines d'entre elles à emprunter des pistes parfois aléatoires) ;
- etc.

1.3.3 - Intérêt pour les CRU

Aucune des organisations rencontrées ne remet en cause l'utilité d'une structure spécifique qui assure un interface avec la recherche ; la CRU est de ce fait perçue comme une "bonne initiative" de la part de l'IER et les organisations ne prétendent pas s'y substituer. Nombreuses sont celles qui posent, en revanche, la question de leur articulation avec la CRU.

2 - Des dispositifs novateurs se mettent en place

Parallèlement aux évolutions que connaissent les organisations paysannes, de nouveaux dispositifs institutionnels d'appui aux producteurs se mettent en place qui prennent diversement (et souvent peu) en compte les organisations paysannes et professionnelles existantes.

Même s'ils sont complétés par des projets particuliers prenant en charge des fonctions spécifiques (CPS, CGR, FIL, etc.), les dispositifs d'appui/conseil centrés sur les processus d'innovation technique demeurent dominants et se rénovent ; ils visent une efficacité accrue dans la création / diffusion de propositions techniques et une accélération des changements techniques au sein des unités de production familiales ou à des niveaux de décision supérieurs (gestion des ressources naturelles).

2.1 - Les Commissions Régionales d'Utilisateurs (CRU)

Elles sont une innovation très importante ; quels que soient les débats qui entourent les modalités de mise en place des CRU, elles constituent une reconnaissance institutionnelle du rôle que les producteurs peuvent jouer dans la programmation de la recherche et dans l'évaluation de ses résultats. Les premiers résultats obtenus montrent que si certaines conditions sont remplies (volonté affirmée de la recherche, information/formation des délégués paysans, définition de méthodes appropriées, appuis matériels, etc.) des collaborations fructueuses peuvent se nouer. Les difficultés auxquelles risque d'être confronté l'IER sont nombreuses, même si elles ne sont pas insurmontables ; à titre d'exemple, on peut en citer quatre :

2.1.1 - Ainsi que le note la FRAO, "les préoccupations des organisations de base dépassent souvent le cadre dans lequel leur insertion dans la CRU a été pensé et conçu" et il importe donc de définir "les modalités de prise en charge des contraintes dépassant le mandat de la recherche". Les paysans, en effet, ne séparent pas leurs demandes en catégories par ailleurs largement méconnues, parfois d'ailleurs peu pertinentes dans la pratique ; or, étant donné la capacité variable d'autres acteurs à prendre en charge certaines demandes (notamment de type économique), leur ventilation par l'IER à d'autres organismes peut être suivie de peu d'effets. L'IER n'y peut pas grand chose mais si cela se produisait, des déceptions pourraient émerger chez certains délégués.

2.1.2 - Les CRU tiennent leur légitimité institutionnelle de la recherche agricole et c'est là l'option qui a été faite clairement dès le départ ; elles peuvent cependant acquérir une légitimité auprès du mouvement socio-professionnel de deux manières complémentaires :

- en exerçant efficacement le rôle qui leur est attribué ;
- et en s'articulant avec les organisations socio-professionnelles fédératives, sans perdre une spécificité dont personne ne semble jusqu'ici contester le bien-fondé.

Si ces articulations ne se font pas (selon des modalités qu'elles doivent définir de façon négociée et qui peuvent être différentes selon les régions), trois risques peuvent exister :

- tout d'abord, les organisations fédératives (et les Chambres d'Agriculture) peuvent être privées des apports de la recherche ; cela affaiblira leur projet technique et peut les conduire à rechercher d'autres partenariats (sans doute moins au fait des réalités régionales) ou à conduire seules leurs propres recherches ;
- ensuite, des contestations peuvent émerger, de la part d'organisations fédératives s'estimant marginalisées, qui obéreront la sérénité nécessaire au travail des CRU ;

- enfin, il n'est pas impossible que certaines CRU efficaces, ayant à leur tête des responsables compétents et entreprenants, s'appuient sur le partenariat institutionnel fort qu'elles ont avec la recherche (et à travers le CTR avec différents acteurs institutionnels régionaux) pour déborder de leur mandat initial, pour faire naître des organisations concurrentes de celles qui existent déjà.

2.1.3 - Il existe également un risque de **routinisation**, auquel sont soumises toutes les organisations paysannes et auquel n'échappent pas non plus les acteurs institutionnels ; pour le prévenir, il semble utile que les CRU acquièrent une capacité de réflexion/proposition interne et disposent de moyens financiers propres ; les mesures prises par l'IER (budgets, etc.) ainsi que les formations effectuées sont à cet égard très positives (comme le montre par exemple l'initiative de la CRU de Ségou).

2.1.4 - Les efforts pour restructurer l'IER, les choix qui ont été faits en matière de régionalisation peuvent être obérés par deux facteurs : d'une part, la place qu'occupent les approches par filière et par leur plus ou moins forte articulation avec les dynamiques régionales; d'autre part par l'absence de schémas directeurs pour le développement régional qu'il n'appartient pas à la recherche de définir mais qui seraient fort utiles à l'orientation de ses travaux.

2.2 - Les dispositifs de vulgarisation / conseil évoluent eux aussi : PNVA, ZAER de diffusion, etc. Les nouveaux dispositifs mis en place valorisent la fonction "conseil agricole" au détriment de la vulgarisation ; ils affirment en outre des objectifs semblables : prendre en compte la diversité des situations, les logiques et les stratégies des producteurs, etc. A noter que le PNVA génère souvent des "groupes de contacts" alors que la CMDT semble pencher dorénavant pour un "conseil d'exploitation individualisé".

Ces deux dispositifs se traduisent par la redéfinition des méthodes utilisées par les agents de terrain et par la ré-affirmation du rôle de ces derniers, parfois au détriment d'organisations que les appareils ont eux-mêmes générés (cas de la CMDT).

Les quelques observations effectuées semblent montrer que les difficultés rencontrées sont diverses selon les endroits : de messages parfois peu novateurs (conseil rural à Niono, Mopti), des lenteurs dans l'adoption des propositions liées à la désorganisation de l'environnement économique de la production agricole, etc.

2.3 - Dans la plupart des cas, **les évolutions s'opèrent à partir des analyses et options des seuls acteurs institutionnels** ; les organisations paysannes sont peu associées, en amont, à l'élaboration des nouveaux dispositifs même quand elles jouent un rôle important dans leur ajustement et dans leur gestion.

La pertinence d'intervenir dans tel ou tel secteur, les objectifs poursuivis, les modalités d'appui sont très rarement débattus avec les producteurs avant la mise en place des nouveaux dispositifs: c'est le cas pour les CRU ; les Chambres d'Agriculture et le SYCOV ont été certes informés de leur création mais aucun débat ne paraît avoir été ouvert.

C'est le cas du PNVA ; c'est aussi le cas semble-t-il pour les nouvelles ZAER de diffusion, ce qui peut paraître plus surprenant dès lors qu'il existe par ailleurs des relations de partenariat entre la CMDT et le SYCOV.

On est frappé par le paradoxe que semble constituer :

- d'une part la mise en place des Chambres d'Agriculture dotées de missions statutaires fort claires ou encore par exemple la reconnaissance du SYCOV comme représentant des producteurs dans la gestion de la filière coton (qui est un enjeu économique considérable) ;
- et d'autre part la faible implication de ces organisations professionnelles aux débats qui précèdent la rénovation des dispositifs d'appui/conseil aux producteurs.

Plusieurs facteurs paraissent se combiner pour expliquer ce paradoxe :

- du côté des paysans, il y a dans ce domaine une faible capacité (au moins relative) à formuler des propositions et donc à négocier avec les acteurs institutionnels ; soit les organisations fédératives n'existent pas à une échelle suffisante (Mopti), soit elles existent mais elles ne perçoivent pas toujours clairement (et dès le départ) les enjeux que représentent les dispositifs institutionnels mis sur place, soit enfin elles sont sous-informées ;
- les acteurs institutionnels pour leur part, bénéficient dans le domaine de l'appui/conseil d'un espace d'initiative qui leur est parfois refusé dans le secteur économique (désengagement de l'Etat des fonctions économiques) ou qui leur est ici et là disputé par des organisations paysannes. En outre, la perception qu'ils ont des organisations paysannes dès qu'elles atteignent un niveau de structuration supra-local les pousse peu à rechercher des collaborations :
 - les images sont parfois négatives ("les OP sont des sacs de problèmes" ; "elles sont politisées" ; "les responsables ne sont pas représentatifs de la base..." ; "le syndicat est en train de perdre son audience", etc.) ;
 - elles peuvent aussi être réductrices et aboutir à des classements des OP dans des catégories qui correspondent parfois imparfaitement aux objectifs que les organisations se fixent ou au projet dont elles sont porteuses.

Ces appréciations sont peut-être parfois (et partiellement) fondées ; il faut cependant souligner qu'aucune étude approfondie n'a été faite récemment sur les dynamiques d'organisation des producteurs et que maintes observations montrent que si les initiatives opportunistes existent, elles ne sont pas pour autant la règle et que des évolutions importantes semblent aussi se faire jour en matière d'organisation socio-professionnelle.

3 - Le nécessaire renforcement des organisations paysannes et professionnelles

Les observations effectuées au cours de l'étude semblent montrer que si les interventions dominantes en matière d'appui/conseil aux producteurs se rénovent, les évolutions ne paraissent pas se traduire par des modifications notables dans les rapports entre les organisations paysannes et les acteurs extérieurs ni par un ré-équilibre des relations et des rapports de pouvoir entre les paysans et la plupart des acteurs extérieurs.

L'établissement (ou non) de partenariats entre les organisations paysannes et les dispositifs d'appui/conseil, les domaines concernés par ces partenariats, les formes qu'ils revêtent, relèvent jusqu'ici et pour l'essentiel de la décision des acteurs extérieurs ; ceux-ci conservent en effet la légitimité et le pouvoir de décider si les organisations paysannes sont ou non des partenaires utiles ou nécessaires, quelles sont les organisations les plus à même de jouer le rôle attendu par les acteurs extérieurs, etc.

Il en résulte ici et là une relative amertume de la part de certaines organisations fédératives et parfois de l'exaspération ("ils ne semblent pas comprendre qu'on ne peut plus nous sauter, qu'on existe..."), sans que leur capacité à réagir soit jusqu'ici rapide.

3.1 - La maintien de cette asymétrie dans les relations entre les organismes d'appui/conseil aux producteurs et les organisations paysannes semble lié :

3.1.2 - en premier lieu à la jeunesse du mouvement socio-professionnel et aux inévitables faiblesses qui en découlent. Sans revenir sur certains points qui ont déjà été évoqués, on peut souligner en particulier :

- la fragilité de nombre d'organisations de base : faible niveau d'activité, initiatives freinées par un environnement économique peu favorable ; manque de compétences et d'information;
- les tâtonnements (inévitables) qui accompagnent l'émergence d'organisations fédératives dotées de ressources humaines, matérielles et financières très faibles pour relever les défis auxquels elles sont confrontées :
 - le défi d'efficacité (notamment économique) pour construire, conserver ou accroître leur crédibilité interne ;
 - les défis liés au fonctionnement de l'organisation : communication interne, procédures de prise de décision et de gestion, etc.
 - le défi aussi de la reconnaissance externe qui est loin d'être acquise comme en témoignent les multiples réserves émises par certains acteurs institutionnels sur l'audience réelle d'une organisation ou sur les comportements de ses responsables. Force est en effet de constater que la faible pertinence de certaines initiatives des organisations notamment fédératives et les conditions dans lesquelles elles se déroulent parfois (opacité dans les prises de décision et la gestion, etc.) alimentent des critiques qui semblent dans certains cas fondées ;

- le défi aussi que constitue la capacité à formuler des propositions novatrices et à promouvoir des actions dans le domaine technique, en prenant en compte les contraintes internes et externes auxquelles sont confrontés les producteurs mais aussi le potentiel dont ils disposent et les opportunités offertes par l'environnement (qu'il s'agit d'identifier, de valoriser, etc.).
- le caractère encore fragmentaire des dynamiques socio-professionnelles aux niveaux local, régional et national constitue également un de leurs points faibles. Le maintien de la diversité des formes d'organisation et de leur autonomie d'action semblent certes un facteur important, notamment pour éviter "la bureaucratisation" tant redoutée par nombre d'acteurs institutionnels, qui sont pourtant, en ce qui les concerne, souvent organisés selon un schéma hiérarchique plutôt centralisateur.
C'est cependant la difficulté des diverses organisations fédératives à **unifier leur réflexion** et leur action, à l'échelon régional et national, qui rend possible la marginalisation de chacune d'elles dans certains débats.

3.1.2 - en second lieu, le maintien de l'asymétrie dans les relations entre organisations fédératives et institutions d'appui/conseil semble aussi résulter de la difficulté des acteurs institutionnels à prendre acte de l'évolution des dynamiques d'organisation et des changements dont elles sont porteuses en matière d'organisation de l'appui au développement. Deux facteurs semblent se combiner :

- d'une part, il paraît y avoir, dans certains cas, une sous-estimation du potentiel des organisations ; cette perception est alimentée par les faiblesses que révèlent certaines pratiques des organisations paysannes mais aussi par l'apparente tendance des organisations fédératives à accepter les faits accomplis ;
- d'autre part, certains acteurs institutionnels paraissent rechercher comme partenaire "l'organisation idéale", centrée exclusivement sur les questions techniques par exemple. Ils se défient d'organisations fédératives qui mêlent "le technique", "l'économique" et "le politique" et qui sont de ce fait susceptibles d'altérer la neutralité qu'ils considèrent nécessaire à leur action. Cette position a plusieurs conséquences :
 - tout d'abord, et en attendant qu'émerge une "organisation idéale", "plus sérieuse", "plus spécialisée", l'essentiel du pouvoir reste entre les mains des spécialistes de la recherche et de la vulgarisation (la CRU et les groupes de contact ne tiennent en effet leur légitimité que des acteurs institutionnels qui les ont suscités) ;
 - ensuite, ces approches tendent à appréhender les producteurs indépendamment du contexte social, économique et politique dans lequel ils sont insérés ;
 - enfin, les choix techniques qui sont faits ont toujours des effets en termes économiques et sociaux et ne peuvent donc être considérés comme neutres politiquement (même s'ils n'ont rien à voir avec des enjeux politiques).

3.2 - Le ré-équilibrage des relations entre acteurs institutionnels et organisations paysannes suppose le renforcement des capacités d'action, de proposition et de négociation de ces dernières, notamment dans les secteurs technique et économique.

C'est ce que s'efforcent de faire au Mali plusieurs projets ou programmes spécifiques, basés à l'échelon local ou national, avec des approches tantôt sectorielles, tantôt globales.

Parmi ces actions, on peut citer par exemple :

- **au plan sectoriel :**
 - le projet Gestion Rurale de Mali-Sud ; à noter que le fait que "l'on soit encore loin du conseil de gestion" limite encore pour l'instant son impact dans les domaines technique et économique mais que celui-ci devrait s'accroître à l'avenir ;
 - les actions menées par certaines ONG comme à Mopti autour des petits périmètres irrigués villageois ;
 - etc..
- **de façon plus globale :**
 - l'appui de la FAO aux Chambres d'Agriculture (que l'étude n'a pas analysé) ;
 - le Centre de prestations de services (CPS) de Niono qui paraît particulièrement prometteur dès lors qu'il construit son programme de travail autour des questions (notamment juridiques et économiques) des AV membres. Combiné avec l'URDOC (ce sont souvent les mêmes paysans qui sont articulés avec les deux structures), il a un impact qualitatif important qui se traduit par des pratiques techniques et économiques novatrices dans les AV concernées ; cependant son impact géographique est encore très limité.
 - et bien sûr, le Projet d'Appui aux Organisations Professionnelles qui s'inscrit dans une perspective nationale (tendre vers la co-gestion de la politique agricole) mais aussi régionale et locale.

Ces différentes initiatives ont pour orientation claire de renforcer la dynamique socio-professionnelle ; elles sont encore trop récentes, parfois trop timides ou trop localisées pour avoir eu jusqu'ici un impact réellement significatif. Elles sont en outre peu articulées entre elles et la diversité des modèles qui les inspirent ne facilite pas les inter-actions. De façon générale, les moyens mobilisés restent très réduits eu égard aux besoins et incomparablement inférieurs à ceux qui sont alloués à des programmes de vulgarisation par exemple.

Des perspectives se dessinent :

- la Coopération française semble décidée à poursuivre l'appui aux organisations professionnelles et à la mise en place de cadres de concertation ;
- la Banque Mondiale devrait intégrer "un volet appui aux organisations paysannes" dans le nouveau programme d'appui aux services agricoles ;
- etc.

Il semble essentiel pour l'avenir qu'un **investissement réellement important** soit consenti pour renforcer les capacités d'action et de négociation des organisations paysannes. "Un programme national" pourrait être envisagé ; il devrait s'appuyer sur les acquis des actions déjà menées aux échelons national, régional ou local et permettre leur approfondissement et leur extension. Trois points paraissent importants :

- définir les objectifs du "programme", son contenu et ses modalités d'action avec les organisations fédératives existantes, sans exclusive ;
- placer la gestion du programme sous la responsabilité d'une structure ad hoc contrôlée par les producteurs ;
- centrer le programme sur "l'appui institutionnel" en évitant de le confondre avec des "fonds d'investissements" qui seraient, eux aussi, nécessaires.

Cet investissement devrait être complété par des **mécanismes institutionnels** définissant les **cadres de concertation** entre les organisations paysannes et professionnelles et les acteurs institutionnels et les règles selon lesquelles devraient s'effectuer les débats préalables aux réorientations des dispositifs d'appui au développement.

Des acquis existent en la matière au niveau national (APCAM, CPC) et au niveau régional (Chambres, Commissions régionales de l'AOPP), etc. Il conviendrait sans doute que les organisations concernées :

- élaborent des propositions pour articuler les initiatives existantes et préciser les évolutions qu'elles jugeront nécessaires ;
- et obtiennent des pouvoirs publics l'officialisation de mécanismes institutionnels définis après négociation.

4 - Quelques observations complémentaires

4.1 - Certaines catégories sociales (les femmes) ou socio-professionnelles (les éleveurs, dans certaines régions les artisans, etc.) sont encore peu concernées par les évolutions institutionnelles en cours. En ce qui concerne **la place des femmes** dans les organisations, une étude récente a mis en évidence la persistance de phénomènes maintes fois constatés : faible accès aux centres de décision dans les organisations mixtes, accès variable mais souvent difficile aux ressources naturelles et aux facteurs de production, etc ; la faible prise en compte des contraintes spécifiques des femmes par la recherche et les dispositifs dominants

d'appui/conseil est également soulignée. Les appuis apportés aux initiatives des organisations féminines concernent de plus en plus les domaines économiques et des approches novatrices sont mises en oeuvre par les services publics et des projets spécifiques. Des évolutions positives sont à souligner, même si elles n'ont pas encore été suivies d'effets concrets : nécessité de l'association des femmes aux instances de décision (Chambres d'agriculture, SYCOV, AOPP) et récemment journée nationale des femmes (octobre 1996).

4.2 - La construction d'un "projet régional" de développement (schéma directeur), négocié entre les acteurs (y compris les organisations paysannes) paraît être une question centrale. L'efficacité des différentes initiatives actuelles semble en effet limitée par l'absence d'un cadre général (orientations globales, objectifs sectoriels, etc.) qui leur permettrait de se structurer ; en d'autres termes, les actions sectorielles menées dans la plupart des régions sont comme des pièces d'un puzzle qui ont d'autant plus de mal à s'emboîter que "l'image à construire" est vague ou perçue différemment selon les acteurs.

La construction d'un tel schéma directeur faciliterait la régionalisation de la recherche ; elle pourrait aussi permettre de définir des dispositifs d'appui (différenciés mais articulés) en fonction des axes de travail et des objectifs retenus ; elle permettrait en particulier d'identifier la place et le rôle des organisations paysannes. Elle serait également l'occasion privilégiée de définir des objectifs et des stratégies intégrant la gestion des ressources naturelles et les efforts pour promouvoir l'augmentation de la production et sa diversification.

Sans doute la recherche agricole pourrait-elle contribuer à éclairer le débat entre les acteurs (socio-professionnels, économiques, institutionnels et politiques) :

- en fournissant aux acteurs concernés et donc aussi aux organisations paysannes, des informations sur la situation des agricultures familiales et sur leur diversité, sur les défis qui s'imposent à elles, sur les contraintes à prendre en compte et les opportunités offertes par l'environnement ;
- en élaborant des références techniques et économiques diversifiées et à large éventail d'utilisation ;
- en contribuant à l'analyse permanente des évolutions qui s'opèrent tant au sein des sociétés locales (dynamiques d'innovation technique, processus éventuels de marginalisation de certaines catégories sociales, coûts de production, impact sur l'environnement, etc.) que dans leur environnement économique (nouvelles contraintes et nouvelles opportunités).

4.3 - La décentralisation imminente va sans doute permettre de poser nombre de débats actuels en des termes nouveaux. Ses enjeux sont diversement perçus par les organismes d'appui et par les organisations paysannes ; à noter cependant que certaines organisations fédératives ou encore les Chambres d'Agriculture, semblent considérer qu'elle devrait renforcer leur capacité d'action et de négociation.

Conclusion

Des pistes de réflexion

Les remarques ci-après sont une contribution aux débats en cours sur les articulations entre la recherche agricole et les organisations paysannes et professionnelles. Elles s'appuient sur l'étude réalisée au Mali mais aussi sur des observations faites dans d'autres situations ainsi que sur des expériences auxquelles ont été associés directement les auteurs de l'étude.

1 - Des enjeux

La réflexion sur les articulations entre la recherche agricole et les organisations paysannes prend de l'ampleur depuis quelques années. Il ne s'agit pas là d'une simple mode. C'est une composante d'un débat plus large qui porte sur la nécessité pour les agricultures paysannes d'Afrique sub-saharienne de s'adapter aux mutations, profondes et rapides, que connaît leur environnement et sur les conditions de cette adaptation.

1.1 - Un enjeu central : l'adaptation des agricultures familiales aux mutations de leur environnement

• *L'ampleur des défis*

Pour ne parler que de la période actuelle, les agricultures familiales se trouvent confrontées à de profonds et rapides bouleversements du **contexte économique et institutionnel** qui résultent de la libéralisation des marchés, de leur élargissement, du désengagement des Etats notamment en matière de stabilisation des prix, de protection des marchés, de services d'appui à l'agriculture. Ces mutations se traduisent par de nouvelles contraintes auxquelles les producteurs doivent faire face ; elles créent aussi de nouvelles opportunités qu'il s'agit pour les producteurs d'identifier et de valoriser.

Simultanément, dans de nombreuses régions, les producteurs doivent faire face à des **modifications** sans précédent de leur **environnement agro-écologique**. Ces modifications résultent de multiples facteurs qui se conjuguent : croissance démographique, augmentation des besoins monétaires, concurrences accrues entre les utilisateurs des ressources naturelles, affaiblissement des règles définissant les modes d'accès aux ressources et d'exploitation du milieu auxquelles se superposent de nouvelles réglementations définies de l'extérieur, aléas climatiques sévères, etc.

• *Des adaptations*

Les mutations du contexte économique et institutionnel ainsi que les modifications qui affectent l'environnement agro-écologique influent sur les stratégies individuelles et familiales des producteurs ruraux qui procèdent à de "nouveaux arrangements" pour survivre, préserver leur "mode de vie" et plus rarement pour améliorer leurs conditions d'existence. La prégnance des

contraintes et les formes nouvelles qu'elles revêtent, avivent et orientent les processus permanents de changement qui sont à l'œuvre dans les sociétés locales ; elles poussent les producteurs à construire, au quotidien, des réponses aux problèmes techniques, économiques, sociaux, qui se posent à eux.

En témoignent par exemple :

- la diversité des réponses apportées à la raréfaction du crédit agricole ou à la désorganisation de l'approvisionnement en facteurs de production (semences, engrais, matériel agricole, etc.) ;
- la capacité des producteurs à investir le plus petit créneau qui s'ouvre sur un marché en diversifiant leurs productions, en les calant pour s'adapter au calendrier de la demande ;
- l'importance de la pluri-activité dans nombre de familles où les différents membres combinent les productions agricoles, souvent multiples, avec bien sûr l'élevage, sous des formes qui se diversifient (embouche), mais aussi avec l'artisanat (traditionnel ou non), la transformation agro-alimentaire, le petit commerce, l'exode saisonnier, et toutes les opportunités de travail salarié qui peuvent se présenter ;
- les efforts déployés par les ruraux, hommes et femmes, pour accéder à des ressources nouvelles à travers des réseaux familiaux, sociaux ou politiques mais aussi à travers les projets de développement et les nouveaux organismes de financement publics et privés qui se mettent en place.

• *Des marges de manœuvre qui se réduisent*

Nombre d'études socio-économiques réalisées à l'échelle locale mettent en évidence "l'importance et la diversité des phénomènes d'innovation" ¹ au sein des sociétés rurales : ces processus multiformes traduisent la volonté des familles et des individus de s'adapter aux contraintes d'un environnement changeant, leur capacité à valoriser les opportunités qu'il peut offrir. Cependant, certaines études révèlent aussi que, dans un contexte devenu plus complexe, plus instable et plus concurrentiel, et alors que dans maints endroits la pression sur les ressources naturelles s'accroît, les marges de manœuvre dont disposent les producteurs se réduisent ; ces marges de manœuvre sont en outre d'importance très inégale selon les catégories sociales et socio-professionnelles considérées. Les stratégies paysannes anti-aléatoires, à caractère "défensif" (Yung) sont dominantes et ne parviennent pas, dans nombre de cas, à enrayer la détérioration des conditions de production et d'existence. On observe ainsi, l'appauvrissement d'une fraction croissante de la population rurale et en particulier des groupes les plus vulnérables.

• *L'organisation des producteurs comme une réponse*

L'intensification actuelle des dynamiques d'organisation en milieu rural, que ce soit sur une base catégorielle (groupements de femmes, de jeunes, d'artisans), sectorielle (autour d'une filière / produit ou d'une fonction) ou territoriale (fédérations intervillageoises de développement) constitue une tentative de réponse aux perturbations qui affectent

¹ cf. Chauveau et Yung (éd.) : Séminaire "Innovation et Sociétés". Tome 2.

l'environnement des sociétés locales et sont perçues par ceux qui les promeuvent comme un moyen pour les ruraux d'accroître leur marge de manœuvre et leur capacité à relever les défis auxquels ils sont confrontés. L'organisation est, en effet, "fille de la nécessité" (Maxime Haubert) ; indispensable au fonctionnement de l'agriculture familiale, elle revêt actuellement des formes inédites, adaptées à la finalité poursuivie : assurer l'interface entre la société locale et son environnement et ré-équilibrer ses relations avec l'extérieur dans un sens qui lui soit plus favorable. Cette volonté de ré-équilibrage se traduit dans des pratiques très diverses qui s'organisent selon M. Haubert autour de deux axes : réaliser des économies d'échelle et renforcer le pouvoir de négociation des sociétés locales vis-à-vis des acteurs de leur environnement :

- les organisations paysannes s'efforcent de reconstruire (seules ou en partenariat avec d'autres acteurs) des services à l'agriculture fortement désorganisés par le retrait de l'Etat. Qu'il s'agisse de l'approvisionnement en facteurs de production, du crédit, de la mise en marché des produits, ou encore de la mise en place de systèmes d'information, de conseil agricole ou de formation, l'organisation peut permettre aux producteurs de créer des services alternatifs ou d'intervenir (et d'orienter) les nouveaux dispositifs qui se créent à l'initiative d'autres acteurs ;
- selon des modalités variables, les organisations paysannes assurent plus ou moins vite une fonction de représentation et de défense des intérêts des producteurs. Là aussi, qu'il s'agisse de passer des contrats avec des opérateurs économiques privés, d'avoir accès à des centres de décisions institutionnels ou politiques ou d'obtenir des mesures qui favorisent les initiatives des producteurs, l'organisation accroît la capacité de négociation des ruraux et leur permet de nouer des relations plus équilibrées avec les acteurs extérieurs.

L'action des organisations paysannes, quelle que soit l'échelle à laquelle elles se structurent, vise aussi à capter des ressources nouvelles, matérielles et financières notamment. Pour trivial que cet objectif puisse paraître, il n'en semble pas moins inévitable :

- d'une part, les capacités d'investissement des ruraux sont extrêmement faibles et l'on voit mal comment maintes situations de précarité peuvent être dépassées sans transferts de ressources ;
- d'autre part, les ruraux sont de plus en plus nombreux à prendre conscience qu'ils ont eu jusqu'ici un accès très limité aux ressources liées au développement alors que d'autres catégories sociales, pourtant mieux nanties, en bénéficiaient plus largement.

• *Des résultats variables*

La capacité des organisations paysannes et professionnelles à progresser vers les objectifs qu'elles affichent est plus ou moins affirmée selon les cas ; les résultats qu'elles obtiennent sont très inégaux et certaines "réussites" peuvent s'avérer éphémères. Nous ne reprendrons pas ici l'énumération des multiples facteurs ² qui obèrent les résultats obtenus par les organisations,

² Cf. Mercoiret et al., "Etats désengagés, paysans engagés".

qu'ils soient internes à la société locale, liés aux incertitudes d'un environnement globalement peu favorable ou inhérents aux comportements de certains leaders auto-promus. Nous nous en tiendrons à trois remarques directement liées au propos de cette étude :

- tout d'abord, on observe que nombre d'organisations ont de grandes difficultés à traduire leurs objectifs généraux (souvent mobilisateurs) en **propositions** qui soient :
 - conformes aux attentes des producteurs et aux moyens dont ils disposent ou auxquels ils peuvent avoir accès ;
 - et réalistes parce que prenant en compte les contraintes / opportunités qui existent au sein de la société locale et dans son environnement.
- on note ensuite, qu'en règle générale, la capacité de négociation des organisations avec les acteurs extérieurs est très variable et encore souvent faible. Les compétences acquises par quelques leaders occulte parfois les difficultés rencontrées par nombre de responsables paysans,
 - porteurs de propositions souvent peu élaborées ou insuffisamment argumentées ;
 - maîtrisant mal le contenu technique de certains débats ;
 - ayant des certitudes variables quant aux attentes de leur base et sa capacité à les soutenir ;
 - etc.
- enfin, nombre d'organisations ne parviennent pas à mobiliser les moyens internes et externes nécessaires à la mise en oeuvre, dans la durée, des programmes d'action qu'elles se définissent.

Les limites des capacités actuelles de proposition, de négociation et d'action de nombre d'organisations paysannes favorisent - ou rendent inévitables - des programmations opportunistes qui s'élaborent essentiellement en fonction des offres qui leur sont faites par les acteurs extérieurs. Il n'est pas rare qu'un décalage s'installe alors entre les attentes, souvent implicites et diversement convergents et réalistes, des adhérents et les actions promues par les organisations ; il peut en résulter une diminution de la crédibilité interne de l'organisation et donc de sa capacité de mobilisation ; ce processus obère à son tour la capacité de l'organisation à élaborer des propositions, à les négocier et à les mettre en oeuvre.

1.2 - La collaboration avec la recherche agricole constitue un enjeu stratégique pour les organisations paysannes et professionnelles

Des collaborations, des partenariats voire des alliances sont nécessaires aux organisations pour élaborer leur projet (professionnel ou local), pour le négocier avec les autres acteurs et pour mettre en oeuvre les orientations retenues. La recherche agricole n'est bien sûr pas la seule à pouvoir fournir l'accompagnement que beaucoup d'organisations jugent nécessaire ; elle est cependant bien placée pour être un de leur partenaire privilégié pour la construction de propositions techniques et économiques conformes aux attentes et aux intérêts des producteurs.

Sans exhaustivité, nombre d'organisations fédératives apprécieraient des contributions de la recherche dans les secteurs suivants :

- certains acquis de la recherche seraient bien utiles aux organisations paysannes pour comprendre les changements macro-économiques et institutionnels en cours, pour apprécier à leur juste mesure leurs implications globales, régionales et locales ;
- la réalisation d'un "état des lieux" de leur zone d'action que nombre de responsables d'organisations ne font pas, faute de compétences ou parce qu'ils n'en voient pas l'utilité, serait sans doute facilitée si étaient mises à leur disposition, sous des formes accessibles, les connaissances existantes sur la caractérisation du milieu, la diversité des situations agricoles (zonages, typologies, suivis micro-économiques, etc.), les tendances d'évolution (en matière de ressources naturelles, de revenus et de sécurité alimentaire, de marginalisation de certaines catégories sociales, etc.) mais aussi les études en matière d'organisation de filières, de politiques agricoles, les évaluations de projets, etc.
- l'apport de la recherche agricole en matière de prospective serait également fort utile aux organisations fédératives régionales et nationales : construction et analyse de différents scénarios, par exemple, éclairant la définition d'orientations à moyen et long termes ;
- il est clair que la contribution de la recherche est indispensable pour l'élaboration de références techniques et économiques, prenant en compte la diversité des situations et des stratégies des producteurs. Qu'il s'agisse de la production agricole, de l'amont de la production (approvisionnements, crédit, etc.) ou de l'aval (transformation, mise en marché), la contribution de la recherche pourrait concerner la mise à disposition des résultats de ses propres travaux mais aussi l'accompagnement des processus d'innovation endogènes.

Etant donné la complexité des questions qui se posent aux ruraux, les organisations paysannes et professionnelles ne peuvent, à partir de leurs seules ressources humaines et intellectuelles, construire des propositions cohérentes, articulées et argumentées qui soient à la hauteur des défis. Pour sa part, il n'appartient pas à la recherche de définir le projet professionnel des organisations car c'est là leur responsabilité. Cependant, les organisations exerceraient sans doute d'autant mieux cette responsabilité qu'elles auraient, elles aussi, accès à l'information et à des compétences dont elles ont été jusqu'ici largement privées.

1.3 - L'articulation avec les organisations paysannes et professionnelles peut constituer aussi un enjeu stratégique pour les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA).

Malgré l'espace relativement protégé qu'ils ont jusqu'ici réussi à sauvegarder, nombre de SNRA font l'objet d'interrogations et leur position pourrait dans certains cas devenir vulnérable à plus ou moins long terme :

- la recherche agricole connaît un processus de concentration à l'échelle internationale qui va de pair avec la spécialisation ; ainsi, nombre de recherches de base (variétales par exemple) se concentrent dans les centres internationaux (CIRA). Par ailleurs, des pôles sous-régionaux se constituent autour de thématiques intéressant plusieurs pays. Ces

tendances lourdes, et justifiées par de multiples raisons, ne sont pas sans conséquence pour les SNRA : elles les poussent à redéfinir leur mission, à affirmer leurs apports spécifiques et à préciser leur place dans le "système global de recherche agricole" ;

- les resserrements drastiques des budgets nationaux rend les pouvoirs publics plus attentifs à l'efficacité opérationnelle de la recherche agricole ; ils en assurent le fonctionnement courant et attendent d'elle une contribution importante pour atteindre des objectifs de production, de diversification, de gestion des ressources naturelles, de sécurité alimentaire, d'amélioration de la qualité des produits, tout en lui affectant des moyens le plus souvent réduits ;
- la dépendance des SNRA vis-à-vis des sources de financement extérieures est souvent importante ; si l'intérêt de ces dernières ne s'est pas démenti jusqu'ici et s'il a été parfois avivé par des approches qu'elles ont promues (recherche-développement, programmes nationaux de vulgarisation agricole fondés sur la méthode "Formation et Visites"), un retournement de tendance est toujours possible, du fait notamment de la réduction du montant global des "aides" et de la concurrence dont leur attribution fait l'objet ;
- les interlocuteurs de la recherche se diversifient peu à peu : aux services publics de vulgarisation viennent en effet s'ajouter des ONG, le secteur privé, des projets autonomes qui traitent directement avec la recherche, etc. ; ces nouveaux partenaires contribuent parfois au financement de la recherche, sur la base de contrats et attendent en retour des prestations adaptées à leurs demandes ;
- de façon certes variable selon les lieux, les acquis de la recherche et la capacité des institutions à s'adapter, les organismes de recherche sont donc confrontés à la nécessité de repreciser leur utilité sociale et d'apporter aux programmes de développement une contribution qui soit clairement identifiable. Cette nécessité institutionnelle se double aussi dans nombre de cas de la volonté ré-affirmée des chercheurs d'assumer une responsabilité sociale individuelle et collective, vis-à-vis des autres acteurs du développement.

La collaboration avec des organisations paysannes et professionnelles constitue sans doute un atout pour la recherche agricole : elle peut améliorer l'efficacité opérationnelle des programmes menés et elle peut aussi déboucher sur un soutien explicite de la part des organisations paysannes et professionnelles. Or, un tel soutien peut ne pas être négligeable si l'on en juge par les tendances actuelles, la place et le rôle des producteurs dans le débat institutionnel devrait s'accroître.

1.4 - La construction de la collaboration entre recherche agricole et organisations paysannes constitue un défi pour les deux parties

En effet, la **collaboration** ne sera productive (c'est-à-dire n'apportera de réponses pertinentes aux problèmes posés) que si elle est réellement **contractuelle**.

Deux écueils semblent devoir être évités :

- le premier consisterait à considérer les organisations comme de simples instruments de la recherche, sollicitées dans la phase aval du processus de recherche, pour "adapter aux réalités paysannes" les résultats de programmes définis de façon unilatérale. Une telle approche ne ferait que perpétuer, en lui mettant des habits neufs, le schéma linéaire et descendant que l'on essaie justement de remettre en cause ;
- le second écueil consisterait à renverser la situation et à transformer la recherche en **prestataire de service** agissant à la demande, en fonction des sollicitations du moment. La recherche y perdrait notamment ce qui constitue ses apports spécifiques : la capacité à anticiper, à développer des investissements de moyen et long terme, indispensables même si leur utilisation est différée. Elle risquerait aussi de perdre sa crédibilité aux yeux des organismes de recherche internationaux et les indispensables relations qu'elle entretient avec eux pourraient s'en trouver compromis.

Pour que la collaboration se bâtit sur des bases contractuelles, certaines conditions doivent être remplies. Sans prétention d'exhaustivité, on peut citer les suivantes.

1.4.1 - Une reconnaissance réciproque qui mette en évidence les spécificités respectives et les complémentarités.

Cela suppose que la recherche reconnaisse les organisations paysannes et professionnelles comme des acteurs ayant une légitimité sociale même si celle-ci n'émane pas de l'ensemble des producteurs et si les organisations ne peuvent, dans nombre de cas, prétendre qu'à une représentativité limitée. Cette reconnaissance concerne aussi la prise en compte des objectifs des organisations (aussi divers ou peu précis soient-ils), de leurs modes d'action, de la complexité de leur fonctionnement interne, des contraintes qui sont les leurs et des contradictions qui les traversent. Elle est inséparable d'une réflexion sur les processus d'innovation notamment technique et sur la façon dont ils sont inscrits dans la vie sociale. Cette reconnaissance n'implique pas cependant que la recherche renonce à tout esprit critique à l'endroit des organisations ; bien au contraire, les organisations sont elles aussi un sujet de recherche pertinent (Olivier de Sardan, F. Colson).

La connaissance, et la reconnaissance, par les organisations paysannes de ce qu'est l'activité de recherche et des spécificités de ses modes de travail est tout aussi indispensable. Elle suppose une information mais sans doute l'explication permanente des actions menées, leur justification, etc. et aussi l'acceptation par les organisations du fait qu'il n'existe pas de réponse simple et toute faite à toutes les questions, complexes, qui se posent.

1.4.2 - La relation peut être facilitée si elle se construit par rapport à un enjeu commun, clairement explicité.

La collaboration, ainsi que les résultats auxquels elle parvient, ne sont pertinents que s'ils font sens pour les acteurs. Dans le cas contraire, il s'agit surtout de procédures dictées par des circonstances conjoncturelles auxquelles les acteurs se plient soit parce qu'ils y sont contraints, soit parce qu'ils espèrent en tirer un bénéfice ponctuel, individuel ou collectif.

L'organisation (et l'articulation entre la recherche agricole et les organisations paysannes en est une) est ... "un moyen que les acteurs sociaux se donnent pour régler leurs relations et obtenir le minimum de coopération nécessaire pour atteindre des objectifs collectifs..." (Crozier et Friedberg). Appliquée au cas qui nous occupe, cette définition invite à s'interroger sur les "objectifs collectifs" qui peuvent motiver la collaboration entre la recherche agricole et les organisations paysannes. Au delà des déclarations d'intention, ces objectifs sont à construire au cas par cas. Il s'agit en effet de traduire un enjeu général qui s'impose actuellement (l'adaptation des agricultures familiales aux mutations de leur environnement) en objectifs qui "fassent sens" pour les acteurs (les producteurs mais aussi les chercheurs) et cela ne peut résulter que d'un travail collectif. L'idée selon laquelle "les paysans ne s'intéressent qu'au concret" et seraient peu portés à l'analyse ou à la prospective, est singulièrement réductrice et fait peu de cas de l'intérêt et de la capacité des paysans à investir du temps, de l'énergie et des moyens pour comprendre les évolutions (internes et externes) en cours et construire des réponses adaptées. Encore faut-il que cet exercice ne se réduise pas à un cours fait aux paysans mais soit le produit d'une réflexion commune, ancrée dans la réalité.

1.4.3 - Inscrire la collaboration dans une perspective qui dépasse le seul court terme

Il est clair que la crédibilité de la collaboration avec la recherche repose pour les paysans au moins dans un premier temps, dans la capacité de cette dernière à apporter des réponses (si possible rapides) aux problèmes ressentis comme prioritaires, même s'il ne s'agit pas de véritables "questions de recherche". Cependant, la collaboration semble avoir intérêt à intégrer le plus tôt possible différentes échelles de temps : en s'appuyant sur la confiance née des premières actions communes, elle devrait permettre d'élaborer un plan pluri-annuel construit en référence aux enjeux identifiés et aux objectifs qui en découlent.

A cet égard, la répétition annuelle de diagnostics de même nature, même participatifs, peut déboucher sur une juxtaposition de problèmes conjoncturels rendant difficile la mise en évidence d'une part des inter-actions qui existent et d'autre part "l'ordre" selon lequel il est le plus pertinent de les aborder.

Il est clair que l'existence de schémas directeurs, de plans locaux et régionaux définis de façon concentrée par les différents acteurs (dont les organisations professionnelles) offrirait un cadre de référence pour la recherche et les organisations et faciliterait beaucoup leur collaboration.

1.4.4 - Une collaboration qui s'inscrive dans la durée

Des apprentissages sont indispensables pour que la collaboration soit productive : ils concernent les organisations paysannes et leurs adhérents mais aussi les chercheurs :

- construire une relation de confiance demande du temps, des résultats, sinon spectaculaires et massifs, du moins réguliers et de la persévérance de part et d'autre ;
- du fait de la complexité des problèmes à résoudre, dans un environnement en pleine recomposition institutionnelle de surcroît.

1.4.5 - La prise en compte des intérêts particuliers des deux parties

La construction d'objectifs communs qui soient mobilisateurs n'exclut pas que chacun des acteurs poursuive aussi des objectifs particuliers. C'est même une constante dans toutes les organisations, que le discours idéologique tend à occulter en brandissant le slogan de l'intérêt général.

Le chercheur veut réussir sa carrière scientifique ; l'organisation se prévaut de sa réflexion avec la recherche pour obtenir un financement et on voit mal comment il pourrait en être autrement. Il en résulte une tendance pour les différents acteurs concernés à utiliser l'organisation mise en place (la collaboration) pour conforter leurs stratégies propres. Il est important de souligner que le refus de reconnaître les intérêts particuliers comme légitimes, dès lors qu'ils ne compromettent pas les objectifs collectifs, ne suffit pas à les faire disparaître ; leur permettre de s'exprimer, et si possible en débattre, renforce la relation : les organisations paysannes tirent souvent une certaine fierté d'être citées dans une publication, dans une thèse ; à l'inverse, pourquoi les chercheurs ne chercheraient-ils pas avec les paysans les voies et les moyens d'une action plus pertinente de la part de l'organisation ?

1.4.6 - L'existence de mécanismes permettant de prévenir et de résoudre d'éventuels conflits s'est avérée dans certains cas fort utile.

Il peut s'agir :

- d'un contrat explicite fixant les prérogatives et les engagements de chacune des parties ;
- de modalités et de dispositifs de suivi et d'évaluation définis dès le départ, de façon concertée, et ajustés si nécessaire d'un commun accord.

Il est sans doute utile de noter que l'évaluation de la collaboration ne peut se limiter à l'appréciation des seules procédures mises en oeuvre ; si celles-ci sont importantes, l'essentiel demeure cependant la mesure de l'impact sur les pratiques des producteurs. En effet, la collaboration peut être jugée productive si elle accompagne et facilite les processus d'innovation qui sont à l'œuvre dans les sociétés rurales, si elle renforce les capacités des producteurs à

répondre aux défis auxquels ils sont confrontés et si elle ne génère pas (ou n'aggrave) les exclusions de certaines catégories sociales.

1.4.7 - Enfin, le renforcement des organisations paysannes et professionnelles apparaît comme la condition essentielle d'une collaboration équilibrée

Dès qu'il s'agit de passer de l'intention à la pratique, et même lorsqu'il existe une volonté réciproque de collaborer, des questions réelles sont posées pour lesquelles il n'existe pas de réponse standard. Nous reviendrons plus loin sur certaines de ces questions ; pour l'heure, on peut sans doute noter que la difficulté à trouver des réponses est accrue par l'asymétrie qui caractérise les relations entre les deux types de "partenaires" :

- la recherche agricole relève, en Afrique sub-saharienne, de la seule sphère étatique ; elle tire sa légitimité d'abord de cette appartenance et ensuite de l'appartenance des chercheurs à ce qu'il est convenu d'appeler la "communauté scientifique". La reconnaissance et la validation du savoir des chercheurs, la définition de leur fonction sociale et de leurs prérogatives, l'évaluation de leurs résultats s'effectuent selon des modalités et des critères qui échappent aux non-initiés. En caricaturant, on peut sans doute dire que l'appartenance à une institution de recherche donne ainsi "un droit d'entrée" dans la "communauté scientifique" ; l'appréciation des pairs, au sein de cette "communauté", influe à son tour sur la place que les chercheurs occupent dans l'institution. L'opacité qui entoure l'activité scientifique (ses objectifs, ses méthodes, l'évaluation de ses résultats) renforce son caractère "d'activité à part" et la protège (au moins partiellement et pour une période indéterminée) des remises en cause dont font l'objet d'autres institutions étatiques ;
- les organisations paysannes et professionnelles, pour leur part, appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler "la société civile" qui n'est qu'émergente dans la plupart des pays ; les organisations sont elle aussi en phase d'émergence et au mieux de consolidation. Cette double caractéristique explique que leur légitimité est un objet permanent de débat, notamment au sein de la sphère étatique et à sa périphérie. On s'interroge ainsi sur la représentativité des leaders paysans, des projections sont faites sur le rôle qu'elles doivent jouer, des appréciations sont portées sur leur mode de fonctionnement, sur les alliances qu'elles nouent, les résultats qu'elles obtiennent, etc.

Une des conséquences de cette asymétrie est par exemple que, dans nombre de cas, la recherche agricole peut choisir ses "partenaires" paysans, déterminer la forme de la collaboration et sa durée, y mettre fin pour des motifs qui lui sont propres alors que la réciproque est rarement vraie et toujours plus difficile.

Merrill-Sands et Collion (1994), se basant sur de multiples observations, constatent cette asymétrie et la nécessité de la réduire, lorsqu'elles affirment : "Public sector research organisations will change when farmers have the mechanisms and funds to express their demands, contract research, and sit in their governing board and program committees".

Il est sans doute important de souligner que si la collaboration avec la recherche peut contribuer par maints aspects à renforcer les organisations paysannes, les accompagnements qui leur sont nécessaires ne peuvent provenir des seuls organismes de recherche. Seuls des partenariats diversifiés (par leur nature mais aussi par leur statut) peuvent leur permettre de construire leur autonomie de réflexion et d'action. Celle-ci paraît cependant inséparable d'une unification des dynamiques d'organisations à des niveaux suffisants pour influencer sur les prises de décision.

2 - Des modalités de collaboration

Même si de nombreux arguments plaident en sa faveur, l'articulation de la recherche agricole avec les organisations paysannes et professionnelles ne va pas de soi. Dès qu'il s'agit de passer de l'intention à la pratique, la collaboration soulève des questions pour lesquelles il n'existe pas de réponse standard.

2.1 - Avec quelles organisations travailler ?

Les responsables des organismes de recherche -et souvent aussi les chercheurs- s'interrogent : quels sont les interlocuteurs ou partenaires les plus pertinents ? Les organisations de base ou les organisations fédératives ? A quelle échelle nouer les relations ? Faut-il créer une structure spécifique ou travailler directement avec les organisations existantes ?

2.1.1 - Des exemples de réponse

Au Mali, nous l'avons vu, l'IER a fait le choix de mettre en place les Commissions régionales d'utilisateurs des résultats de la recherche (CRU) et une Commission nationale (CNU). Les organisations paysannes et professionnelles d'envergure nationale et régionale ont été informées de la démarche mais n'ont pas été associées au processus de sélection des représentants des paysans qui siègent dans les commissions ; certaines sont informées officiellement des résultats obtenus par la collaboration du fait de leur participation statutaire au Comité Technique Régional (CTR) ; d'autres ont trouvé des voies directes ou détournées pour suivre les travaux. Dans divers cas cependant, le degré d'information des organisations paysannes et professionnelles nationales (AOPP) ou locales est encore faible. Il s'agit d'un choix de la recherche qui repose :

- tout d'abord sur l'objectif fixé aux CRU ; ainsi que le note M.H. Collion en 1994, "il [est] clair que l'IER ne cherche pas une représentation des organisations de producteurs mais une représentation des contraintes et potentialités des producteurs, telles que vues par eux-mêmes" (BM, Aide-mémoire, 1994) ;
- ensuite sur l'analyse que les chercheurs font des organisations existantes dont l'intérêt pour les questions techniques est généralement considéré comme faible ;
- enfin sur l'absence d'initiatives des organisations paysannes et professionnelles qui n'ont pas (et jusqu'à très récemment) cherché à nouer des relations suivies avec la recherche, si ce n'est de façon ponctuelle.

Au Sénégal, l'ISRA a manifesté depuis une dizaine d'années un intérêt pour la collaboration avec des organisations paysannes et celle-ci a pris des formes de plus en plus institutionnalisées:

- dès 1986, le thème de recherche "organisations paysannes et transfert de technologies" a été inscrit dans le programme des équipes systèmes. Il s'est traduit par des collaborations suivies dans le Delta du Fleuve Sénégal (avec l'ASESCAW, l'AFEGIED, l'UGEN, et avec les organisations de Thiagar, Pont-Gendarme, etc.) et dans le Bassin arachidier (collaboration avec l'ADAK et l'ARAF). C'est sans doute en Basse-Casamance que la collaboration a été la plus formalisée (programme recherche-développement avec le CADEF) et des relations régulières ont eu lieu avec d'autres organisations fédératives (CORD à Bignona, AJEIDO à Oussouye, etc.) ;
- plus récemment, en 1996, la collaboration entre l'ISRA, le Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) et le Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR) a abouti à la mise en place d'une cellule de recherche-développement par les trois institutions et domiciliée au CNCR (où est également affecté le chercheur responsable de la recherche-développement).

Il ne fait pas de doute que la place qu'occupent les organisations paysannes dans le dispositif mis en place doit beaucoup au poids institutionnel et politique qu'a acquis en quelques années le CNCR en réunissant à regrouper l'essentiel des organisations de producteurs du pays, qu'elles soient d'origine étatique ou reliées au mouvement associatif.

Au Brésil, dans l'Etat du Para, deux programmes de recherche-développement réunissent des chercheurs et des organisations de producteurs dans le cadre de montages originaux :

- à Maraba, les chercheurs reliés au Nucleo de Estudos da Agricultura Familiar (NEAF) de l'Université fédérale de Para ont créé un laboratoire (LASAT) basé à l'échelon local ; pour leur part, les syndicats agricoles se sont dotés d'une structure d'appui au développement (la FATA). L'articulation entre le LASAT et la FATA s'effectue au sein du Centre Agro-ambiental do Tocantins (CAT) ;
- à Altamira, les chercheurs reliés au NEAF ont créé un laboratoire spécifique (LAET) basé lui aussi à l'échelon local ; la collaboration avec l'organisation paysanne fédérative Movimento pela sobrevivencia na Transamazonica (MPST) s'effectue dans le cadre d'un programme défini de façon conjointe (PAET).

Deux facteurs semblent avoir influencé les dispositifs mis en place :

- d'une part, le dynamisme des organisations concernées qui ont largement démontré leurs capacités de mobilisation et d'action dans le passé ;
- et d'autre part, la présence de chercheurs fortement motivés pour accompagner les organisations dans la construction de leur projet technique et économique.

2.1.2 - Trois facteurs influent sur les formes que revêt une collaboration recherche agricole / organisations paysannes :

- tout d'abord, la situation des organisations dans un lieu et à un moment donnés ; il est clair que plus les producteurs organisés sont présents à différentes échelles et différents niveaux de décision et plus ils ont de chances d'être reconnus comme des partenaires, de participer à la définition des objectifs, contenus et modalités de la collaboration et de jouer un rôle actif dans sa mise en oeuvre et dans son évaluation. A l'inverse, le faible degré de structuration socio-professionnelle dans nombre de régions, l'absence ou le caractère émergent de beaucoup d'organisations fédératives ainsi que la difficulté qu'elles ont à s'unifier, donne à la recherche une place éminente dans le choix de ses interlocuteurs et dans la définition des modalités de la collaboration ;
- le contexte institutionnel local et régional, créé des conditions diversement favorables à la prise en compte par la recherche des organisations fédératives existantes. La plupart des régions connaissent en effet des recompositions institutionnelles de grande ampleur qui concernent notamment la répartition des tâches et des responsabilités entre les organisations paysannes, les organismes de développement et le secteur privé. Ces recompositions s'effectuent de façon plus ou moins sereines et des tensions existent parfois, en particulier entre des appareils de développement qui perdent certaines de leurs prérogatives et les organisations paysannes qui prétendent en exercer de nouvelles. L'attitude de la recherche à l'endroit des organisations existantes n'est pas neutre même si elle est justifiée par des raisons d'efficacité technique : coopérer avec les organisations existantes c'est les reconnaître et donc contribuer, par ce seul fait, à renforcer leur légitimité ; ne pas coopérer avec elles, c'est aussi les affaiblir, aux yeux des paysans et des autres acteurs institutionnels. Le choix de la recherche peut s'avérer d'autant plus difficile que les organismes de développement ont été ses partenaires exclusifs et demeurent des interlocuteurs souvent jugés plus stables que les organisations paysannes.
- enfin, l'organisation de la recherche dans une région donnée, l'existence (ou non) d'équipes travaillant sur les systèmes de production, la place qu'occupent les approches de recherche participative ou de recherche-développement au sein de l'institution influent sur la capacité des chercheurs à s'adapter aux contraintes inévitables d'une collaboration avec des organisations paysannes fédératives ou les y préparent diversement.

2.1.3 - Quelques remarques concernant la construction de dispositifs de collaboration

a - Lorsqu'il existe des organisations paysannes fédératives, il semble peu productif de les ignorer : en le faisant, la recherche se prive d'une source d'information ; les organisations marginalisées peuvent contrarier les relations que les chercheurs essaient d'instaurer par ailleurs avec les paysans et leurs organisations de base ; des incohérences peuvent surgir entre les propositions formulées par les organisations à leurs adhérents et celles que formule la recherche.

b - Prendre en compte les organisations paysannes et professionnelles fédératives existantes ne signifie pas subordonner le travail de la recherche aux orientations des seuls responsables paysans, ni réduire la collaboration à un tête-à-tête avec eux :

- une **information approfondie** des organisations fédératives et des organisations professionnelles existantes constitue un préalable indispensable à la construction du dispositif de collaboration ; et aucune loi d'airain n'impose que cette information se limite à un cercle étroit de responsables paysans ;
- cette information peut déboucher sur des options concertées : création d'une structure d'interface spécifique, constitution d'un réseau informel de paysans, travail en partenariat direct avec une ou plusieurs organisations fédératives locales, avec des organisations de base, etc. ;
- les modalités concrètes de travail peuvent également être négociées avec les organisations fédératives existantes et ceci quelles que soient les options choisies ;
- si la création de structures spécifiques est retenue, il paraît important que soient restitués aux organisations paysannes fédératives les résultats des actions menées, les difficultés rencontrées, les orientations envisagées, etc. Cela accroît en effet les cohérences de propositions techniques formulées aux producteurs par divers canaux et renforce les synergies.

La question centrale ne semble donc pas résider dans une simple alternative (travailler avec les organisations paysannes fédératives existantes ou avec une structure créée pour jouer le rôle d'interface avec la recherche). L'essentiel est sans doute :

- la définition, concertée avec les organisations existantes, des conditions de collaboration optimales pour atteindre les objectifs visés ;
- l'articulation explicite entre les différents niveaux auxquels s'exerce la collaboration.

De façon opérationnelle, on peut, à titre illustratif, proposer les deux schémas de collaboration suivants qui peuvent donner lieu à un nombre infini de variantes :

(dès lors qu'il existe des organisations paysannes fédératives)

- Information approfondie des organisations existantes (dépassant les seuls responsables)
- Définition concertée des objectifs de la collaboration
- Définition négociée des modalités de la collaboration

Cas 1 : décision de créer une structure d'interface spécifique (type CRU au Mali) :

- définition des critères de choix des membres de la structure (prise en compte des critères, de la recherche) ;
- définition des modalités de communication et d'échanges entre la structure spécifique et les organisations fédératives ;
- collaboration recherche/structure spécifique ;
- compte-rendus périodiques aux organisations fédératives ;
- définition du rôle que les organisations fédératives peuvent jouer dans la diffusion de l'information technique ;
- évaluation conjointe du dispositif.

Cas 2 : décision de nouer une collaboration directe avec une organisation fédérative nationale (type CNCR au Sénégal) ou régionale.

- définition des modalités concrètes de travail, par exemple : décision de travailler avec des organisations de base (groupements / AV), avec une ou plusieurs organisations locales, avec un réseau de paysans, etc..
- définition des critères de choix des organisations de base ou locales, ou des paysans individuels qui seront les partenaires opérationnels de la recherche (prise en compte des critères de la recherche) ;
- choix des partenaires opérationnels ;
- collaboration entre la recherche et ses partenaires opérationnels ;
- compte-rendus périodiques ;

Les modalités de collaboration retenues à un moment donné ne sont pas figées ; des évolutions sont inévitables - et souhaitables -, elles peuvent résulter :

- de la consolidation des dynamiques d'organisation des producteurs et des évolutions qu'elles connaissent (spécialisation de certaines organisations par exemple) ;
- de l'évolution des conditions institutionnelles générales ;
- d'un intérêt croissant des institutions de recherche si la collaboration avec les organisations paysannes est productive ;
- et surtout des apprentissages qui découlent de l'expérience de la collaboration et du renforcement de la confiance entre les deux parties.

Il convient sans doute de souligner qu'une collaboration avec les organisations fédératives n'exclut pas, bien au contraire, le travail avec des producteurs individuels, avec des réseaux de paysans expérimentateurs, d'exploitations de référence, ou avec des organisations de base. Il s'agit là de modalités de travail indispensables au travail de la recherche qui doivent être justifiées auprès des organisations partenaires tant au plan théorique que par les résultats obtenus.

Enfin, on peut noter que collaborer avec les organisations paysannes ne signifie pas pour les chercheurs renoncer à la distance critique vis-à-vis d'elles. Toute attitude complaisante ou démagogique ne peut en effet que nuire à l'objectif poursuivi et à la qualité de la relation qui s'instaure. Cette distance critique concerne notamment :

- les modalités concrètes de la collaboration (respect par les organisations des programmes et à leur évaluation intégration des résultats dans leurs programmes d'action, etc.) ;

- le fonctionnement des organisations elles-même (mise en évidence par exemple des éventuelles exclusions qui s'opèrent au sein de l'organisation et qui touchent certaines catégories sociales ou socio-professionnelles) ;
- la place accordée par les organisations aux questions techniques ;
- etc.

Indispensable, ce dialogue critique suppose cependant :

- la prise en compte des objectifs et contraintes des organisations paysannes partenaires ;
- l'acceptation par la recherche d'une réciprocité de l'analyse critique : comment les paysans perçoivent-ils les contenus et les modalités de la collaboration ?

2.2 - Comment faire émerger une "demande de recherche" de la part des organisations paysannes ?

C'est là une question récurrente, les "demandes" des organisations n'étant que rarement, et le plus souvent à juste titre considérées par les chercheurs comme des "demandes de recherche". Il est à cet égard significatif de noter que les fonds mis à la disposition des organisations paysannes dans certains pays (projets financés par la Banque Mondiale) pour "commanditer des recherches" ont été généralement peu utilisés : soit les organisations ne formulent pas de demandes, soit les demandes formulées ne sont pas considérées comme des "demandes de recherche" par les chercheurs ou leurs institutions.

De façon un peu abrupte, on peut sans doute dire que les paysans n'expriment pas - et ne peuvent exprimer - de "demande de recherche" au sens où l'entendent nombre de chercheurs et que c'est aux chercheurs qu'il revient de construire leur **objet de recherche**. En effet :

- Le travail avec une organisation paysanne favorise l'émergence d'une **demande sociale** qui dépasse les simples doléances ou l'inventaire -même hiérarchisé- de problèmes rencontrés par les producteurs. Cette demande sociale ne peut pas s'exprimer d'emblée ; elle se construit à travers la mise en œuvre de méthodes qui combinent le diagnostic concerté, l'action (expérimentation, tests, extensions) et l'évaluation. Ce n'est en effet que progressivement que peuvent être identifiés avec les paysans les problèmes bien sûr mais aussi leurs causes et leurs interactions et que peuvent être définis des **enjeux** ; c'est lorsque les paysans parviennent à identifier ces enjeux, à définir des objectifs et des axes stratégiques d'action que l'on peut parler de demande sociale. Cette demande est bien sûr évolutive et continue se construire dans l'action, à travers les réussites et les échecs de la collaboration avec la recherche, à travers l'élargissement de l'information et les enseignements de la pratique.
- **La traduction de la demande sociale en questions de recherche est l'affaire des chercheurs** ; pour que cette traduction ne devienne pas trahison, il est important :
 - de la restituer, de la justifier et de la soumettre au débat.
 - d'argumenter la nécessité des actions de recherche prévues (études complémentaires, diagnostics pédologiques, essais, observations, etc.) et de démontrer leur pertinence

à travers les résultats obtenus. Ceux-ci doivent être en effet restitués mais surtout validés, non par rapport à l'objectif de recherche mais par rapport à l'action : les réponses auxquelles parvient la recherche répondent-elles (ou non) à la demande sociale ?.

- Le travail de la recherche semble devoir revêtir dans ces approches, trois aspects : un appui méthodologique à la construction d'une demande sociale surtout au début de la collaboration, un travail d'élaboration et de validation de références techniques et économiques, une réflexion sur les conditions d'un changement d'échelle (méthodes, contenus, conditions...). Dans les trois cas cependant, les paysans doivent être partie prenante de la démarche, dès lors qu'ils ne sont pas les supports d'une étape de la recherche mais les co-acteurs d'un processus d'innovation plus large qui concerne les producteurs de leur zone ou de leur région.
- Une conséquence de ces approches est que les questions liées à l'environnement de la production agricole (approvisionnement, crédit, commercialisation, mais aussi les conditions sociales de production) ne peuvent pas être considérées seulement comme des contraintes extérieures ; ces questions font en effet partie intégrante du processus de recherche. Cela ne suppose pas bien sûr que les chercheurs doivent assumer tous les problèmes liés à l'environnement de la production ; il leur revient cependant de les prendre en compte : formulation de propositions techniques permettant de contourner les contraintes ; appui à l'organisation des producteurs pour lever les contraintes en créant des services propres ou en collaboration avec d'autres acteurs ; propositions aux centres de décision administratifs et politiques, etc.

Il convient sans doute à cet égard de noter que les résultats de la recherche agricole ne sont pas destinés seulement aux producteurs mais qu'ils peuvent aussi éclairer les choix en matière de politique agricole, en faisant "remonter aux décideurs" des analyses sur les facteurs qui freinent le changement technique par exemple.

2.3 - Comment concilier les objectifs scientifiques, méthodologiques (et aussi institutionnels et personnels) des chercheurs et les attentes qui sont celles des producteurs et de leurs organisations ?

Des oppositions sont avancées de façon récurrente ; elles concernent notamment :

- les objectifs respectifs des deux parties ; l'objectif de compréhension, de production de connaissance des chercheurs est-il compatible avec l'objectif d'action qui est considéré comme dominant chez les producteurs ?
- le travail dans la durée indispensable à la recherche peut-il être concilié avec l'attente de résultats rapides des paysans ?
- comment concilier les critères d'évaluation des résultats de la recherche qui sont également différents pour les deux parties : le jugement par les pairs a des exigences pour les chercheurs qui sont bien éloignées de celles des producteurs qui apprécient les propositions qui leur sont faites en fonction de leur pertinence pour résoudre des problèmes concrets ;
- etc.

Ces différences dans les objectifs, les méthodes, les critères d'évaluation, sont évidentes et constituent des problèmes à résoudre. Cependant, si les chercheurs appréhendent la réalité avec leurs outils propres, dans une position d'extériorité que donne l'appareillage scientifique et si c'est bien sûr là une exigence d'efficacité, elle ne devient obstacle rédhibitoire au dialogue que lorsque les différences se doublent d'une distance sociale : langage d'initiés, hiérarchisation implicite ou explicite des différents savoirs, sous-estimation ou dévalorisation des formes de connaissance des paysans, conception de l'innovation comme un processus linéaire dont la source unique est la recherche, etc.

Même s'il n'est jamais aisé à établir, le dialogue entre organisations paysannes et chercheurs pourrait sans doute être facilité :

- par l'identification d'un objet commun de travail qui sera néanmoins appréhendé avec des outils différents, explicités par chacune des parties (cf. supra, demande sociale / objet de recherche).
- par la formulation explicite des intérêts respectifs que les chercheurs et l'organisation paysanne ont dans la collaboration qu'ils instaurent.
- par la capacité que les chercheurs auront à se considérer comme des acteurs sociaux, porteurs à ce titre d'une responsabilité sociale vis-à-vis des producteurs (et non comme les observateurs d'un monde dont ils ne seraient pas partie prenante).
- par une revalorisation institutionnelle de la recherche par l'action, ce qui suppose que soient levés certains vieux clivages qui perdurent entre les "vrais chercheurs" souvent fort éloignés de l'action et les chercheurs qui affrontent la complexité des situations agricoles et qui contribuent pourtant eux aussi à l'élaboration de nouveaux savoirs. Cette revalorisation de la recherche-action suppose certes des changements dans les hiérarchies internes des institutions de recherche, dans les modalités d'évaluation des chercheurs, etc. Elle est cependant inséparable de la construction de méthodes et de dispositifs rigoureux sans lesquels la recherche-action est inefficace au plan de l'action et sans valeur au plan scientifique.

Dans de nombreuses expériences qui ont eu des résultats prometteurs l'instauration du dialogue entre organisations paysannes et recherche a été facilitée par l'existence d'une **médiation** assurée par une ONG par exemple (cf. Julie Guillaume en annexe). Il importe cependant de souligner que si une telle médiation est fort utile (et parfois indispensable pour pallier les rigidités de certaines institutions de recherche par exemple), elle ne doit être ni un filtre ni un écran à l'instauration directe d'un dialogue entre paysans et chercheurs. Les organismes de développement, les ONG, etc. sont eux aussi des acteurs du développement ; ils font partie du paysage institutionnel où ils occupent une place et jouent un rôle particulier ; ils ont eux aussi leurs objectifs propres, leurs méthodes de travail et leur mode d'insertion dans les sociétés locales. Leur association à la collaboration est souhaitable, dès lors qu'elle est acceptée par les deux parties, mais ils ne peuvent pas être réduits au rôle de simples facilitateurs.

2.4 - Le partenariat avec les organisations paysannes concerne-t-il toutes les composantes de la recherche agricole ?

La volonté institutionnelle d'une orientation de la programmation de la recherche par les utilisateurs finaux (les producteurs) peut parfois avoir l'inconvénient :

- de simplifier abusivement la diversité des composantes de la recherche et des dispositifs spécifiques que chaque composante requiert ;
- de réduire principalement les relations entre les producteurs organisés et la recherche à un tête-à-tête localisé entre les chercheurs qui travaillent sur le terrain et des organisations (souvent locales).

Or, s'il est souhaitable que les producteurs organisés influent sur les orientations de la recherche, il n'est pas sûr que cela se traduise par des modalités de collaboration identiques pour toutes les composantes de la recherche.

L'exemple français est à cet égard illustratif de la diversité des formes de collaboration qui peuvent exister entre les organisations professionnelles agricoles et les différentes composantes de la recherche.

a - Les organisations professionnelles agricoles participent à la définition des orientations des **organismes publics de recherche** (présence dans les instances de décision, etc.).

b - Les instituts techniques sont considérés comme des "relais entre la recherche et la vulgarisation" ⁽¹⁾ et constituent "un réseau national de recherche appliquée".

Créés et gérés par les agriculteurs, les Instituts et Centres Techniques Agricoles sont des organismes de recherche appliquée, d'appui technique et d'information. Ils exercent la fonction de relais entre la recherche et la vulgarisation. Certains ont un caractère interprofessionnel. Ils jouent à ce titre un rôle essentiel dans la création et la diffusion du progrès en agriculture. Spécialisés dans une production et regroupés au sein de l'**Association de Coordination Technique Agricole (ACTA)**, ils assurent trois missions :

- **définir les orientations techniques** en fonction de l'environnement économique avec tous les partenaires de la filière. Pour cela, ils associent les chercheurs, les agriculteurs, les industriels, les négociants, les coopératives ;
- **réaliser les recherches appliquées et expérimentations** permettant l'application des résultats des laboratoires de recherche sur la production agricole et alimentaire et sur l'environnement (INRA, CEMAGREF, CNEVA) ;
- **appuyer le développement par l'information et la formation**. Les résultats des recherches des Instituts et Centres Techniques font l'objet d'une diffusion auprès des utilisateurs des informations :

(1) ANDA.

- exposés techniques et méthodologiques lors des réunions locales de vulgarisation et des visites d'essais ;
- articles d'information publiés dans la presse agricole de diffusion nationale ou départementale ;
- interventions de sensibilisation ou de diffusion localisée par la radio ou la télévision ;
- supports audiovisuels destinés aux conseillers agricoles ;
- publications imprimées pour la diffusion des travaux (supports les plus utilisés : dépliants synoptiques, fiches techniques, brochures, livres) ;
- logiciels informatiques d'aide à la gestion technique de l'exploitant et programmes interactifs de télématique d'accès à des banques de données et de résolution de problèmes technico-économiques des productions.

Cet effort important d'information est complété par un programme de formation et de perfectionnement. Chaque année, 7000 techniciens agricoles bénéficient de cette formation à l'occasion de plus de 300 stages mis en place et conduits par les Instituts et l'ACTA :

- stages de perfectionnement des connaissances sur des thèmes spécialisés ;
- formation de formateurs visant à faciliter les actions animées par les agents de développement à l'intention des producteurs ;
- formation à la demande et appui à l'organisation de sessions.

c - De nombreuses chambres d'agriculture régionales et départementales ont en outre mis en place "des réseaux de fermes de référence" dont l'objectif est d'élaborer des références techniques et économiques à l'échelle de l'exploitation agricole. Les agriculteurs qui intègrent ces groupes (pour quatre ou cinq ans en Aveyron par exemple) sont des volontaires mais les situations agricoles qu'ils représentent sont déterminées par les organisations professionnelles (en collaboration avec les autres acteurs du développement agricole le plus souvent) à partir de priorités qui évoluent en fonction du contexte économique, des orientations retenues par la Chambre d'Agriculture, etc. Les groupes de référence aboutissent à l'élaboration de "cas-types" qu'utilisent ensuite les conseillers agricoles pour proposer aux agriculteurs des itinéraires d'amélioration du fonctionnement de leur exploitation.

Même s'ils n'est pas reproductible et si certains observateurs considèrent qu'il devrait faire l'objet de révisions, l'exemple français met en évidence l'articulation qui existe entre la "recherche fondamentale", "la recherche appliquée" et la vulgarisation et les modalités particulières selon lesquelles s'effectue, pour chacune des composantes de la recherche agricole, la collaboration avec les organisations professionnelles.

Dans de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne, la recherche agricole publique fait l'objet d'attentes diverses, son organisation connaît des évolutions importantes et n'est pas encore stabilisée :

- nombre de recherches de base se concentrent, nous l'avons vu, dans les Centres internationaux (CIRA) qui sont hors de contrôle des paysans organisés (même si dans la conduite des travaux ont lieu des études sur le terrain, des essais multilocaux ou des expérimentations en milieu paysan) ;
- le rôle des systèmes nationaux de recherche (SNRA) fait l'objet d'attentes et de demandes parfois diverses :
- les institutions de recherche voient leurs moyens diminuer, ce qui entrave la réalisation de maints programmes qu'elles souhaiteraient conduire ;
- nombre de chercheurs aspirent légitimement à une reconnaissance internationale fortement valorisée au sein des institutions ;
- les "décideurs" (politiques, sources de financement, etc.) attendent, avec de plus en plus d'insistance, que la recherche élabore des propositions qui puissent être adoptées par les producteurs ;
- certaines institutions de développement peuvent formuler des demandes précises voire contribuer au financement de certains programmes (cas du coton au Mali) alors que d'autres paraissent avoir plus de difficultés à le faire ;
- la plupart des organisations agricoles, quand elles existent à un niveau supra-local, ont une faible connaissance du rôle actuel ou potentiel de la recherche et se reconnaissent difficilement dans les différents programmes thématiques, par filières, systémiques, qui ont des objets de recherche, des objectifs et des méthodes différenciés, etc.

On peut sans doute se demander s'il est pertinent que tous les programmes de recherche établissent des collaborations directes avec les organisations paysannes. Il serait sans doute plus efficace (et moins coûteux) que certains programmes (recherches système, recherche-développement) assurent l'interface avec les organisations paysannes. Pour les organisations, cela présenterait l'avantage de n'avoir affaire qu'à un seul interlocuteur, entraîné de surcroît à l'approche globale des unités de production ; cela éviterait aussi aux paysans d'avoir à adapter leurs demandes en fonction des catégories particulières (recherche thématique, programmes-filières) élaborées par la recherche pour répondre à des contraintes qui lui sont propres.

La question qui se pose alors est celle de l'articulation entre la recherche thématique, la recherche filière, la recherche systémique et la recherche-développement. Elle est essentielle, car le rôle de l'interface formé par la collaboration recherche / organisations de producteurs ne saurait se limiter à une simple "adaptation" des résultats des recherches d'amont ; il consiste aussi à orienter ces dernières. Il s'agit là d'un sujet qui touche à l'organisation interne des institutions de recherche et à la place qui est réellement accordée à la recherche-développement. Il renvoie à des hiérarchisations (implicites ou explicites) qui existent souvent entre "recherche fondamentale" et "recherche appliquée", entre "production de connaissances" et "réponse aux enjeux de développement", etc. ainsi qu'à des choix en matière d'affectation des ressources.

Comme le note M. Barbezant, à propos du système de recherche français, l'agriculture a besoin "d'investissements de longue durée... et à rentabilité différée" ; elle a aussi besoin "à la fois de référence nationales et d'autres très locales..." ; "la démarche ... nécessite un système de recherche appliquée qui sache s'adapter aux multiples situations de production.." ; "il faut aussi que les financeurs sachent prendre en considération cette activité [considérée parfois comme] trop éloignée des préoccupations traditionnelles de la recherche...".

La participation des producteurs aux instances régionales et nationales d'orientation de la recherche et le rôle croissant qu'ils pourront y jouer, pourrait sans doute faciliter ces ré-équilibres internes.

Annexes

**LES ORGANISATIONS PAYSANNES,
PARTENAIRES DES ORGANISMES DE RECHERCHE AGRICOLE**

Aperçu des approches anglophones

Julie GUILLAUME

**LES ORGANISATIONS PAYSANNES,
PARTENAIRES DES ORGANISMES DE RECHERCHE AGRICOLE**

Aperçu des approches anglophones

INTRODUCTION	7
1 CONTEXTE GENERAL	9
1.1 Bref historique de la recherche participative.....	9
1.2 Aperçu rapide de quelques approches utilisées.....	11
1.3 Réflexions sur les résultats actuels des méthodes participatives	13
1.3.1 Une rhétorique devenue incontournable	13
1.3.2 Des réalités très diverses	13
1.3.3 Un constat nuancé	14
2 OBJECTIFS DE LA PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES	17
2.1 Augmenter l'efficacité de la recherche	17
2.2 Augmenter l'efficacité de la recherche et de la vulgarisation.....	18
2.3 Améliorer l'équité.....	19
2.4 Augmenter la responsabilisation des chercheurs.....	19
2.5 Autres objectifs	19
3 MODALITES DE PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES AU PROCESSUS DE RECHERCHE/VULGARISATION	20
3.1 Conditions préalables.....	20
3.1.1. Contexte national et local	20
3.1.2. Conditions relatives aux organisations paysannes	21
3.1.3. Conditions relatives aux instituts de recherche	23
3.2 Modalités de coopération	24
3.2.1 Rôle des organisations paysannes	24
3.2.2 Mise en oeuvre	25
3.2.3 Réflexions sur le rôle des différents acteurs	29
4 CONTRAINTES PRINCIPALES	30
4.1 La faiblesse et la vulnérabilité des op, surtout des plus pauvres.....	30
4.2 La représentation.....	30
4.3 Contraintes relatives aux objectifs des organisations paysannes.....	31
4.4 Contraintes relatives au fonctionnement des institutions de recherche.....	31
5. ACTUELLES REFLEXIONS SUR LE THEME DES ORGANISATIONS PAYSANNES PARTENAIRES DES INSTITUTIONS DE RECHERCHE	32
CONCLUSION	35
BIBLIOGRAPHIE	
QUELQUES PRESENTATIONS D'OUVRAGES CONSULTES	

Ce document constitue une synthèse de quelques ouvrages anglophones parus depuis les années 1980 sur le thème des organisations paysannes dans les pays en voie de développement, et tout particulièrement leur participation au processus de recherche. Plus que d'un essai sur ce thème, il s'agit d'une présentation des concepts et des terminologies utilisés dans la littérature anglophone.

Il est complété par une présentation de quelques résumés d'ouvrages disponibles.

LES ORGANISATIONS PAYSANNES, PARTENAIRES DES ORGANISMES DE RECHERCHE AGRICOLE

Aperçu des approches anglophones

A la fin des années 60, le contexte de la recherche et du développement agricole dans les pays du sud change : le désengagement de l'Etat des activités d'appui au monde rural (lié à la crise économique et aux impératifs des programmes d'ajustement structurel) engendre un contexte propice aux initiatives privées, à l'apparition de nouveaux acteurs économiques et sociaux.

Le mouvement vers plus de démocratie, la décentralisation, mais également l'intérêt des bailleurs de fonds dans la formation et le renforcement des organisations au niveau local constituent des incitations à de nouvelles formes d'organisation des agriculteurs. Dans certains secteurs d'activité, comme la gestion des grands périmètres irrigués, le changement a été rapide. Leur réhabilitation s'est accompagnée du désengagement de l'Etat : les associations d'utilisateurs sont imposées comme base d'une gestion paysanne des grandes structures hydroagricoles, gestion à la fois sociale et financière. Dans la plupart des autres activités, le changement est plus sporadique : des programmes de partenariat avec les agriculteurs se mettent en place, avec l'utilisation croissante des méthodes participatives, au gré des initiatives locales, des volontés nationales et internationales.

A partir de ces modifications institutionnelles largement influencées par la politique mondiale, on peut distinguer un double mouvement : d'une part, l'émergence d'une société civile organisée, et d'autre part, l'évolution des démarches de recherche. Ces deux mouvements convergent vers la question du rôle des organisations paysannes en matière d'innovation.

Le renforcement des organisations paysannes devient alors un enjeu de ce changement de cap. Souvent imposée par les bailleurs comme condition de financement, la constitution d'organisations paysannes est encouragée. Ces dernières deviennent des partenaires potentiels des organismes de recherche et des projets de développement.

En effet, dans le courant de la recherche participative (Arnaiz, 1995 ; Bebbington, 1991 ; Dabre et al, 1995 ; Gubbels, 1993 ; ISNAR, 1994), elles apparaissent de plus en plus comme des partenaires susceptibles d'identifier et d'exprimer des besoins techniques spécifiques. De nouveaux dispositifs, de nouvelles méthodes de recherche basés sur le partenariat des centres de recherche avec les organisations paysannes tentent de se mettre en place. Ces évolutions concernent à la fois recherche internationale et centres de recherche nationaux. Pour la recherche, l'adaptation est souvent difficile. Outre les profonds changements de mentalité que cela implique, c'est l'ensemble du dispositif institutionnel qui doit être adapté à la prise en compte des besoins et exigences des agriculteurs par l'intermédiaire des associations paysannes (Ashby et Sperling, 1995).

Les modalités d'implication des organisations paysannes dans les processus de recherche et vulgarisation sont un sujet fréquemment abordé dans la littérature anglophone, notamment dans les travaux de recherche de l'ODI et de l'ISNAR. Des études traitent des conditions, objectifs et modalités de la participation des organisations paysannes au processus de recherche et de vulgarisation (Ashby & Sperling, 1995 ; Bebbington et al, 1994).

D'autres réflexions portent sur les organisations paysannes avec un champ d'analyse plus large : les organisations paysannes ne sont pas seulement un moyen d'améliorer les processus de recherche participative, mais également un mode de prise de parole, et de pouvoir, porteur d'une nouvelle forme de représentation des agriculteurs. Ce point de vue est généralement associé à une prise en compte globale des objectifs et besoins des agriculteurs et met en évidence le fait que ce ne sont pas nécessairement des besoins techniques, mais d'une façon plus générale le désir d'améliorer leurs conditions de vie, qui préoccupe et mobilise les agriculteurs de façon durable (Bebbington et al, 1993).

La participation des organisations paysannes au processus de recherche est une voie vers une meilleure prise de conscience des capacités paysannes à l'organisation, voire la formation d'un groupe de pression capable d'exprimer des besoins différents des objectifs des agences de développement.

L'accent est souvent mis sur le fait que la participation des organisations paysanne permettrait de mieux prendre en compte les objectifs et les besoins des plus pauvres, jusqu'à présent peu impliqués dans les mouvements participatifs (Farrington, 1995 ; Bebbington et al, 1993).

Après un bref historique des méthodes dites « participatives », seront présentés le contexte, les objectifs, modalités et contraintes de la participation des organisations paysannes au processus de recherche (§ 2 à 4).

De nombreux chercheurs se penchent sur le phénomène d'émergence (spontané ou provoqué) des organisations paysannes. Pour la plupart sociologues, ils recherchent des éléments de connaissance et de réflexion sur la réalité des dynamiques en cours, (les différents types d'organisation paysannes, leurs caractéristiques fonctionnelles et structurelles, leurs activités et les conditions nationales de leur émergence). Ils s'intéressent également aux conditions pour que les organisations paysannes puissent négocier leur place dans la recherche (Carney, 1995) et d'une façon plus générale, dans la société civile (Bratton & Bingen, 1994). La dernière partie présentera rapidement les questions actuelles de recherche relatives aux organisations paysannes.

1 CONTEXTE GENERAL

1.1 Bref historique de la recherche participative

La remise en question des pratiques conventionnelles de recherche et de vulgarisation date de la fin des années 60. Le transfert de savoir « *top-down* » (Stoop, 1988 ; Kleitz, 1995) semble mal s'adapter aux conditions spécifiques de production de la majorité des agriculteurs, leur diversité sociale et géographique¹. Les conditions agro écologiques dans lesquelles vivent les plus pauvres ne peuvent être correctement prises en compte dans un contexte de recherche centralisée, et ce d'autant plus qu'elles sont difficiles à reconstituer en station (Farrington, à paraître). Par ailleurs, les facteurs sociaux de l'activité agricole ont été négligés au profit d'une vision techniciste de l'agriculture (Kleitz, 1995).

Les critiques ne sont pas uniquement d'ordre méthodologique, elles montrent également une certaine volonté de changer la réflexion sur les modalités de la recherche. En effet, l'image du chercheur unique détenteur du savoir est remise en cause. Les notions de « *farmer first* » (Chambers et al, 1989), et de « *client driven methods* » (Ashby et Sperling, 1995) apparaissent, elles sont l'expression de la volonté de reconnaître les possibilités de l'agriculteur à diagnostiquer ses besoins, mais également à proposer des solutions qui lui sont propres. Il s'agit donc de reconnaître les processus d'innovation rurale, différents de ceux des chercheurs.

Afin de pallier ces manques, la recherche s'oriente vers des démarches « participatives », qui impliquent les agriculteurs dans le diagnostic de leurs problèmes à l'échelle locale, dans le choix des améliorations technologiques, leur adaptation à des conditions de milieu spécifiques, puis dans leur dissémination. Bebbington et al (1994) présente ainsi l'intérêt des approches "*Farmer First*" : mettre fin à une certaine forme de pensée qui considérerait que les agriculteurs ne pouvaient ni agir dans le cadre d'une démarche de recherche ni introduire de changements. Ces nouvelles approches devaient permettre une meilleure prise en compte de la variabilité écologique régionale, et la diversité sociale et économique des agriculteurs.

"Efforts to overcome these problems have led to the development of methods of collaborating with farmers to understand local level farm conditions and strategies, and the processes through which small scale agriculture adopt and adapt new agricultural technologies. It is this collaborating which has become known as Farmer Participatory Research or Participatory Technology Development."

Amanor, 1995

"Les agriculteurs conduisent leurs essais, modifient, adaptent, et adoptent partiellement des technologies, les diffusent par leurs propres réseaux. Leur capacité à mettre en place des procédures, à les évaluer sont différentes de celles des chercheurs. Cependant, on reconnaît leur plus grande capacité à s'adapter à des contextes changeants et diversifiés, parfois dans des domaines différents de ceux définis par les chercheurs" (Kleitz, 1995).

¹ Ce paragraphe ne présente par une analyse critique des processus de transfert "top-down", qui a fait l'objet de publications abondantes.

Principales méthodes en recherche participative
Présentation de références et terminologies anglophones

FBTF	"Farmer back to farmer approach" (Rhoades and Booth, 1982) ^(*)
FFL	"Farmer first and last approach" (Chambers and Ghildyal, 1985) ^(*)
FPR	"Farmer Participatory Research"
FSR	"Farming System Research"
RRA	"Rural Rapid Appraisal", technique d'enquêtes rapides pour diagnostiquer les problèmes et contraintes dans les systèmes agraires et générer des hypothèses pour la recherche, basées sur des interview informelles et l'évaluation des agriculteurs"
IKS	"Indigenous Knowledge Systems", étude des connaissances paysannes sur l'agriculture et les méthodes pour utiliser ses connaissances dans le renforcement de la recherche locale et de la vulgarisation. In AKIS <i>Agricultural Knowledge and Information Systems</i> (Röling & Engels, 1988)
ITK	"Indigenous Technical Knowledge"
NARS	"National Agricultural Research Service"
OFR	"On Farm Research"
TOT	"Transfer of Technology approach "

(*) : confère tableau verso suivant

Tableau 1 : Différences entre FPR et PRA :

	Farmer Participatory Research	Participatory Rural Appraisal
Etendue	Agriculture seulement	Ressources naturelles, pauvreté, santé, agriculture
Principales activités	Recherche et essais en parcelles paysannes	Approche et diagnostic
Mode d'interaction	plus verbale	plus visuelle
outils d'analyse	dialogue	diagramme
résultats sous forme	Mesures absolues	Comparaisons relatives

Source : Chambers, 1992, (Okali et al, 1994).

Tableau 2 : Les différents types de relations agriculteurs/chercheurs de Biggs (1989)

Mode de participation

	Contractuelle	Consultative	Collaborative	Collégiale
Type de relations	Les agriculteurs, terres et services sont louées par les chercheurs, qui établissent des contrats avec l'agriculteur.	Relation "médecin/patient". Les chercheurs consultent les agriculteurs, diagnostiquent leurs problèmes et essaient de trouver des solutions	Les agriculteurs et chercheurs sont partenaires dans le processus de recherche et collaborent en permanence dans leurs activités	Les chercheurs encouragent activement les activités de recherche et développement informelles dans les zones rurales

Source : Biggs, 1989 (Okali et al, 1994)

1.2 Aperçu rapide de quelques approches utilisées

Ce paragraphe ne constitue pas une présentation exhaustive de toutes les approches utilisées dans la milieu anglophone. Les méthodes (et leurs sigles) abordées ici sont les plus fréquemment évoquées dans la littérature concernant les organisations paysannes².

La recherche de type système agraire (*FSR/E, Farming System Research/Extension*) intègre les préoccupations des agriculteurs, permet d'obtenir une analyse fine de comportement de l'agriculteur, en fonction des contraintes de son milieu social et agro-écologique, mais également de ses propres motivations et contraintes.

Dès les années 80, la recherche en situation paysanne (*FPR, Farmer Participatory Research*) s'en détache en prônant une plus grande participation des agriculteurs dans le diagnostic mais également dans l'élaboration de technologies. Il s'agit de ne plus limiter l'agriculteur à un rôle "consultatif" ou "contractuel"(cf tableau 2, p 10). Pour Ashby et Sperling (1995), les savoirs, besoins, critères et préférences des agriculteurs ont un poids dans le choix de l'innovation technologique, non seulement au stade de l'adoption mais plus précocement dans la démarche, au moment du choix du programme et des thèmes de recherche.

La notion de "savoir technique rural" (*ITK, Indigenous Technical Knowledge*) est à la base de plusieurs méthodes de FPR, qui reconnaissent le rôle innovateur et expérimentateur de l'agriculteur, et renforce les relations de type collaboratif et collégial entre agriculteurs et chercheurs (Biggs, 1980, cf. Tableau 2). Egalement appelées « *Farmer First* » (Chambers et al, 1989 ; Gubbels, 1993), les méthodes FPR considèrent que le comportement de l'agriculteur est rationnel et juste (Gupta, 1989), (cf tableau 3).

On distingue plusieurs modèles au sein de la recherche participative (FPR), notamment la recherche en situation paysanne (OFR, *On Farm Research* ; Tripp, 1982), la FBTF, *Farmer-Back-to-Farmer* (Rhoades et al, 1982), la FFL, *Farmer First and Last* (Chambers et Ghildyal, 1985). Leurs principales caractéristiques sont présentées tableau 3.

De nombreuses réflexions sur les fondements épistémologiques des méthodes « *Farmer First* », « *Farmer Participatory Research* » portent sur la difficulté de mise en commun des approches méthodologiques des agriculteurs et des chercheurs, les notions d'innovation et d'expérimentation différentes entre les acteurs (Fairhead, 1990 ; Van Der Ploeg, 1989), la difficulté pour les différentes parties d'évaluer et d'apprécier les méthodologies des autres parties³.

² Pour une analyse récente et complète des systèmes de recherche participative, consulter Kleitz, 1995.

³ Ces éléments ne seront pas développés dans ce document (cf. Kleitz, 1995).

Caractéristiques des principales méthodes de FPR

	Tripp <i>On Farm Research</i>	Harwood	Rhoades and Booth <i>Farmer back to farmer</i>	Chambers and Ghildyal <i>Farmer first and last</i>
QUESTIONS METHODOLOGIQUES				
Qui décide du déroulement et du contenu des tests?	Chercheurs, prenant en compte les avis des agriculteurs sur le contenu	Chercheurs et agriculteurs	Agriculteurs, techniciens, vulgarisateurs et chercheurs en sciences sociales	Agriculteurs, avec des consultations des chercheurs, si nécessaire
Qui mène les tests?	Chercheurs gèrent les variables à tester, les agriculteurs le reste	Chercheurs et agriculteurs	Chercheurs et agriculteurs	Agriculteurs
Qui évalue les tests?	non indiqué	Chercheurs et agriculteurs	Les agriculteurs ont le jugement final	Agriculteurs
Comment caractériser les relations entre agriculteurs et chercheurs?	Honnête curiosité	Egalité	Partenaires égaux	Le « savoir local » (ITK) et les objectifs des agriculteurs sont fondamentaux
Comment caractériser le processus de recherche?	Les tests en parcelles paysannes se font de façon itérative sur plusieurs saisons; il faut beaucoup de temps pour gagner la confiance des agriculteurs, et tester de nouvelles hypothèses après les résultats des tests	Les tests en parcelle paysans se font de façon itérative sur plusieurs saisons, agriculteurs décident la façon dont ils poursuivent les tests (si oui); important de tester sur plusieurs années les variations interannuelles	Flexibilité nécessaire, consultation des agriculteurs pour le processus de recherche et de changements; peut être utile de conduire expérimentation avant des enquêtes	Agriculteurs dominent toutes les décisions sur le processus de recherche. Apparemment non structuré
QUESTIONS INSTITUTIONNELLES				
Quelle doit être l'interaction entre les essais en parcelles paysannes et une recherche plus conventionnelle?	Les idées des essais en parcelles paysannes doivent être une partie des composants de la recherche, et les résultats des tests doivent en faire partie	Les équipes responsables de l'OFR doivent être sur les mêmes stations comme les autres chercheurs pour faciliter les échanges	Recherche conventionnelle doit permettre un conflit constructif. Les recherches en stations doivent compléter OFR	recherche conventionnelle doit avoir un rôle limité de référence.
Quel est le rôle des vulgarisateurs?	Aider à identifier les sites, aide pour les essais	Doivent apprendre des tests les plus réussis	Impliqués dans le processus de recherche, et disséminer les technologies aux agriculteurs	non défini
Jusqu'où peuvent aller les chercheurs dans la caractérisation des conditions agro écologiques et socio-économiques?	En détail, pour faciliter la dissémination	En détail, pour faciliter la dissémination	En détail, pour faciliter la dissémination et les conséquences	non défini

Source : Farrington et Martin, 1993.

1.3 Réflexions sur les acquis des méthodes participatives

1.3.1 UNE RHETORIQUE DEVENUE INCONTOURNABLE

Sans aller plus loin dans le détail des concepts et méthodes, il convient de faire plusieurs remarques à propos des méthodes participatives :

« Farmer participation in Agricultural Research & Development is now perceived as an essential feature of sustainable agriculture innovation by environmentalists, socioeconomists et politicians, as well as agriculturists »

Bhatnagar & Williams, 1992

Beaucoup d'institutions utilisent ces méthodologies, qui semblent plus en accord avec leur idéologie, en impliquant les bénéficiaires dans les processus de développement. Le caractère participatif est maintenant quasi obligatoire et cette notion s'est répandue, tant au niveau de la recherche agricole qu'au niveau des actions de développement. Cependant, les apparences peuvent tromper, comme le fait remarquer Cernea.

"Des déclarations soudaines d'enthousiasme pour les approches participatives se font entendre... les sociologues ne doivent pas confondre ces déclarations avec la planification participative, car derrière le flou d'une rhétorique cosmétique, la planification technocratique continue de régner"

(Cernea M.M. (ed.) 1991)

1.3.2 DES REALITES TRES DIVERSES

(KLEITZ, 1995)

Il existe de très nombreuses interprétations du concept de participation. On a différencié le concept suivant le stade de la recherche et de la vulgarisation à laquelle se fait la participation (Farrington J. et Martin A., 1988) ou en fonction du type d'interaction qui prend place. A un extrême, la notion ne diffère que peu du modèle conventionnel de transfert de technologie "top-down" : l'agriculteur se contente de donner son avis sur le bagage technologique peu avant sa vulgarisation, avec un léger pouvoir de modification (cf tableau 3, OFR, *On Farm Research*).

A un autre extrême, la recherche implique l'agriculteur dans la définition des besoins, le programme de recherche, les essais et évaluations. Le chercheur adopte les méthodes de recherche de l'agriculteur et agit alors comme un catalyseur, en guidant et encourageant les agriculteurs à développer leurs propres programmes de recherche (Lightfoot & Ocado, 1988 ; FFL, *Farmer First and Last*, Chambers et al, 1985).

Cf tableau 3.

Biggs (1989) distingue quatre type de participation des agriculteurs : contractuelle, consultative, collaborative et collégiale (cf. Tableau 2). Farrington et al (1993) considèrent que les quatre types identifiés par Biggs caractérisent la **profondeur** de la participation, de superficielle à approfondie, et distingue ce critère de celui de l'**étendue** de la participation (quels secteurs et à quels étapes du projet de recherche). Les auteurs mettent l'accent sur les domaines organisationnels, en soulignant le fait que les niveaux significatifs de participation impliquent généralement une approche collective plutôt qu'individuelle.

1.3.3 UN CONSTAT NUANCE

Les conséquences de l'introduction des méthodes participatives dans la recherche dépendent de l'environnement socio-économique régional et national, des conditions économiques des agriculteurs, mais également de l'institution qui prend l'initiative d'appliquer ces méthodes.

L'utilisation des méthodes participatives par les institutions de recherche semble aujourd'hui encore limitée ,

« The capacity of formal research to incorporate client driven agendas and active client participation remains remarkably limited ».

Ashby et Sperling, 1995.

mais ce constat peut être nuancé. D'après Merrill-Sands & Collion (1994), beaucoup d'efforts ont déjà été faits pour permettre à la recherche publique de répondre aux besoins et priorités des agriculteurs, particulièrement ceux qui vivent dans des environnements complexes, diversifiés et très sensibles aux risques. Les instituts de recherche nationaux (NARS, *National Agronomical Research System*) ont travaillé sur ces méthodes et utilisent maintenant les systèmes d'expérimentations en parcelles paysannes (OFR, *On Farm Research*), la recherche système agraire (FSR, *Farming System Research*), les méthodes participatives (FPR, *Farmer Participatory Research*), aidés pour ce faire par les centres internationaux, les bailleurs de fonds, les universités.

- Cependant, l'impact reste limité à une certaine catégorie d'agriculteurs (Merrill-Sands & Collion, 1994 ; Ashby & Sperling, 1995) :

"The involvement of farmers as users of agricultural technologies in most public sector agricultural research in developing countries has been weak" "The exception is commercial, usually large scale, producers of high value export crops"

Merrills-Sands & Collion, 1994

- Les agriculteurs ne sont pas impliqués lors de toutes les étapes d'élaboration du processus de recherche :

"Research organisations still have the power to choose who will participate, how much weight will be assigned to users' view, and the degree to which plans will be acutely be implemented & priorities enforced with matching resource allocations"

Merrill-Sands & Collion, 1994

- Les obstacles à l'intégration des agriculteurs dans le processus de recherche sont en partie idéologiques.

En effet, agriculteurs et chercheurs ne pourront mener à bien leur collaboration qu'au prix d'un changement de mentalité profond des deux parties. Les chercheurs sont peu motivés pour devoir rendre des comptes directement aux agriculteurs (notamment les plus pauvres), compte tenu des critères académiques de valorisation des carrières. En fait ils se sentent davantage redevables des politiques ou des bailleurs de fonds (Farrington, à paraître).

- L'introduction de nouvelles méthodes de recherche ne suffit pas : il faut agir sur la répartition du pouvoir, sur les centres de prise de décision, la distribution entre acteurs et également rendre durable ces méthodes de collaboration dans le temps (Merrill-Sands et Collion, 1994).

Ashby et Sperling notent ainsi que les résultats de 20 ans d'approches participatives ont, dans les meilleurs de cas, rendu quelques chercheurs attentifs aux besoins des clients (les agriculteurs), "*client responsive*", mais pas les organismes de recherche.

Farrington (à paraître) distingue également les points de vue divergents des organismes de recherche publics et des ONG. Pour les organismes publics, l'amélioration des conditions du changement technique est l'objectif des méthodes participatives. Pour les ONG, l'objectif est davantage le renforcement de capacité d'organisation et de représentation des populations rurales. Farrington qualifie la première de "fonctionnelle" ou instrumentaliste, la seconde d'"*empowering*". La notion d'« *empowerment* »⁴, peut être traduite par « renforcement des capacités à résister à la pauvreté, par le biais de l'éducation ou de l'action » ; elle est très couramment utilisée dans les publications de l'ODI. Il distingue les organismes publics et les ONG en ce qui concerne les enjeux d'utilisation des méthodes participatives, mais également les résultats.

Pour cet auteur, les approches participatives sont actuellement plus largement utilisées par les services de recherche et vulgarisation publics que durant la décennie précédente, notamment au stade du diagnostic. Leurs objectifs sont d'augmenter leur efficacité en mettant au point des techniques plus adaptées et de permettre la durabilité environnementale et institutionnelle de ces technologies. Les approches participatives sont généralement utilisées dans une perspective "fonctionnaliste".

Pour les ONG, par contre, l'objectif est le renforcement de l'implication des agriculteurs (essentiellement les agriculteurs marginalisés) dans les domaines sociaux, politiques et économiques. Il s'agit donc de soutenir la formation de groupes capables d'estimer leurs besoins et de développer leurs capacités à répondre à ces besoins. La force des ONG repose sur leurs compétences en matière d'appui lors de la formation des groupes et le diagnostic des besoins mais elles demeurent moins performantes dans l'identification de nouvelles techniques et la gestion des projets. Leur principal problème repose sur la combinaison de **profondeur** et de **largeur** d'intervention (cf page précédente). Le temps d'intervention pour le renforcement de groupes est long et le processus est difficile à reproduire, sauf peut-être par l'utilisation des médias et des visites croisées. Pour Farrington (à paraître), la solution à ses problèmes réside dans une collaboration étroite entre ONG et organismes publics. Les organisations publiques de recherche, qui mettent généralement en place des programmes à l'échelle nationale, avec comparativement moins de moyens, sont handicapés par l'application des méthodes à une échelle supérieure à l'échelle préconisée par la plupart des processus participatifs.

Farrington (à paraître) estime finalement que les approches participatives restent plus efficaces dans le domaine du diagnostic qu'en ce qui concerne la mise en place de projet de recherche, conduite et évaluation, et enfin la vulgarisation.

Pour Merrill-Sands et Collion (1994), ces méthodes, qui servent essentiellement à améliorer les connaissances sur les conditions de production des agriculteurs, ne peuvent pas garantir que ces informations seront effectivement utilisées pour influencer le contenu de la recherche.

"Empowering the poor to exert pressure on research organisations should be the single most important responsibility of scientists promoting farmer responsive research"

Biggs et Farrington, 1990

⁴ *Empowerment* : « creation of an environment of inquiry in which people question and resist structural reasons for their poverty, through learning and action » (Cromwell & Wiggins, 1993)

Certains auteurs reconnaissent alors que la participation des agriculteurs au processus de recherche passe par le renforcement de leurs capacités à prendre la parole et à exprimer leurs désirs et leurs conditions, et ce, d'autant plus que les agriculteurs sont pauvres et marginalisés. Cette prise de parole et de décision, partie du processus d'« *empowerment* » peut se mettre en place de plusieurs façons, par exemple en donnant aux agriculteurs la possibilité institutionnelle et matérielle de participer activement à l'orientation et à l'évaluation des programmes de recherche :

"Public sector research organisations will change when farmers have the mechanisms and funds to express their demands, contract research, and sit in their governing boards and program committees"

Merrill-Sands & Collion, 1994

✱ D'un point de vue méthodologique, une des contraintes évoquées est le choix du ou des agriculteur(s) partenaire(s) et leur représentativité. Il est généralement difficile, même dans le cadre de recherches participatives, de travailler avec les agriculteurs les plus pauvres, qui se trouvent désavantagés en terme de prise de parole. Ceux qui ont l'habitude de s'exprimer en public appartiennent souvent aux catégories les moins défavorisées et ont, de ce fait, davantage de poids dans la décision. Se pose alors la question des critères de choix des interlocuteurs dans le mode paysan. Sont-ils représentatifs? Vont-ils effectivement servir de relais pour un transfert large de l'innovation technique?

✱ D'autre part, des questions relatives au coût de la recherche participative, dans la mesure où les interlocuteurs du chercheur se multiplient et à l'exploitation des résultats obtenus lors de tests en parcelle paysannes sont fréquemment abordées (Venema, 1995 ; Ashby & Sperling, 1995).

Les limites des méthodes participatives dans un cadre "conventionnel" de relations entre chercheurs et agriculteurs sont donc nombreuses : faible implication des agriculteurs les plus marginaux, participation aux étapes de mise en place des objectifs et modalités des programmes de recherche limitée, réticence "idéologique" et institutionnelle de la part des chercheurs et autres intervenants politiques, coût élevé, difficulté dans le choix des représentants paysans. Dans ce contexte, l'implication de groupes d'agriculteurs organisés est un moyen de créer de nouvelles opportunités pour renforcer les capacités des agriculteurs à peser sur les priorités de la recherche (Merrill-Sands & Collion, 1994). Le développement et/ou le renforcement des **organisations paysannes** semble indispensable, car elles peuvent servir de groupes de pression sur les organismes de recherche pour les rendre plus attentives et plus responsables vis-à-vis des demandes des agriculteurs (Merrill-Sands & Collion, 1994), devenir interlocuteurs privilégiés des chercheurs sur les besoins en appui des agriculteurs.

Pour Merrill-Sands et Collion (1994), les moyens à mettre prioritairement en oeuvre pour améliorer l'implication des agriculteurs dans la recherche se résument en deux points :

❶ faire intervenir les agriculteurs dans le planning concernant la construction d'un dispositif institutionnel ouvert aux producteurs organisés et la décision des priorités dans la recherche

❷ renforcer les organisations paysannes pour développer la base institutionnelle, les méthodes et les financements nécessaires pour exercer une pression sur les systèmes de recherche afin qu'ils répondent à leurs besoins et priorités.

2 OBJECTIFS DE LA PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES

«There is a considerable evidence to suggest that the strength and character of farmers' organizations is the single most important of effectiveness [of agricultural systems].(..) Wherever they exist, they seem to be important for the quality of research and extension »

Sims et Leonard, 1990.

Merrils Sands et Collion (1994) citent quatre objectifs de la participation des organisations paysannes au processus de recherche :

- ➔ Augmenter l'efficacité de la recherche (« *efficiency* »⁵)
- ➔ Augmenter l'efficacité de la recherche (« *effectiveness* »⁵)
- ➔ Améliorer l'équité de la répartition des innovations technologiques
- ➔ Augmenter la responsabilisation des chercheurs dans la qualité des innovations proposées

2.1 Augmenter l'efficacité de la recherche

La question du coût des méthodes participatives est fréquemment évoquée : les enquêtes et entretiens sont autant de charge en temps de travail pour les chercheurs. La participation des organisations paysannes est fréquemment présentée comme un moyen potentiel de baisser ce coût de la recherche (Venema, 1995 ; Ashby & Sperling, 1995).

" How to scale up farmer participation to achieve broad coverage of a large number of farmer without incurring excessive expenses & compromising the quality of participation is a key issue that has to be resolved"

Ashby, 1993

L'organisation paysanne forme un **groupe directement contacté par les chercheurs** et vulgarisateurs, pour les premiers contacts, les tests et la dissémination des idées et des moyens, ce qui réduit le coût de la recherche en parcelles paysannes (Heinrich, 1993 ; Mutimba, 1995). Bebbington et al (1994) qualifient d'**interface** ce rôle des organisations paysannes : elles facilitent les contacts et servent d'intermédiaires pour les échanges de savoir. Le contact avec des groupes organisés plutôt qu'avec des individus doit augmenter le nombre d'agriculteurs qu'un professionnel peut solliciter, donc augmenter la "rentabilité" de l'activité du chercheur ou du vulgarisateur.

Elles peuvent **prendre en charge certaines étapes de la recherche** (Bebbington et al, 1994). La prise en main des tests sur parcelles paysannes par les associations d'agriculteurs permet également d'augmenter le nombre de tests et donc la taille de l'échantillonnage. Heinrich (1993) reprend les conclusions de 7 ans de participation d'une organisation paysanne au processus de sélection de variété au Botswana : le taux d'adoption est supérieur au taux enregistré avant l'implication de l'association, les discussions entre chercheurs et agriculteurs sont plus fréquentes et les échanges de savoir accrus, les idées des agriculteurs sont plus facilement prises en compte par les chercheurs, les tests comparatifs sont plus nombreux. Heinrich conclut que la participation des organisations a permis :

⁵ Merrils Sands et Collion explicitent ce terme de la façon suivante : bonne gestion du savoir et des ressources, afin d'optimiser les résultats du développement et du transfert technologique. Le terme « *effectiveness* » désigne davantage la qualité des technologies, leur intérêt pour les agriculteurs.

- d'augmenter la capacité de recherche du programme (le nombre d'essais) dans un contexte de baisse de financement
- augmenter l'efficacité du chercheur (qui travaille avec davantage de personnes dans le même laps de temps)
- d'améliorer les liens entre les essais sur parcelles paysannes et en station
- d'améliorer les liens avec la vulgarisation,

Elles peuvent **faciliter l'adoption de nouvelles technologies** de manière durable ou ponctuelle, en améliorant l'accès aux intrants et aux services associés (Merrill-Sands et Collion, 1994)

2.2 Augmenter l'efficacité de la recherche et de la vulgarisation

Sous l'appellation « *effectiveness* », Merrill-Sands et Collion désignent la pertinence des propositions techniques et leur intérêt pour les agriculteurs. Une plus grande adaptation à l'extrême diversité des ressources, en particulier celles des plus démunis, est un des objectifs de l'implication des organisations paysannes.

Les organisations paysannes, en tant que groupe d'expression des intérêts des agriculteurs à l'intention de la recherche, pourront s'assurer que les recherches entreprises répondent aux demandes de leurs membres, ce qui permettra de générer des technologies adaptées aux conditions agroécologiques et sociologiques spécifiques (Ashby et Sperling, 1995 ; Bebbington et al, 1994 ; Biggs et Farrington, 1990 ; Merrill-Sands et Collion, 1994, Röling, 1989).

« The importance of farmers' organisations is that they directly represent the users of agricultural research. To the extent that they are effective in transmitting the needs of their members, they will demand relevant research press for the integration of research and technology transfer, and, as a consequence, promote adoption to a greater degree than do others actors in the political and bureaucratic system »

Sims et Leonard, 1990

Toujours dans un objectif d'amélioration des résultats de la recherche et de leur diffusion, Arnaiz et al (1995) à partir de l'expérience acquise au Zimbabwe, considèrent que les organisations paysannes doivent non seulement

- Exprimer une demande et exercer une pression sur le secteur de la recherche/vulgarisation, pour les rendre attentifs et responsables des besoins et des priorités des organisations paysannes, mais également :
- Travailler comme partenaires des secteurs de la recherche et de la vulgarisation, en prenant en charge certaines responsabilités pour l'identification des problèmes, la conduite de la recherche, les tests et transfert de technologies. Les organisations paysannes permettront d'améliorer la prise en charge des tests, d'augmenter leur fiabilité par une centralisation de l'information. L'objectif à long terme est la création d'une capacité de recherche adaptative à l'échelle de la communauté. Dans le domaine de la vulgarisation, les organisations paysannes peuvent être considérées comme une structure intermédiaire entre recherche et vulgarisation, trop souvent éloignées l'une de l'autre, et trop éloignées de l'agriculteur.
- Devenir dispensateur de service et d'appui en assistant les agriculteurs pour un meilleur accès aux services et intrants nécessaires à l'adoption de nouvelles technologies et à l'ouverture vers de nouveaux marchés.

2.3 Améliorer l'équité

Pour Esman et Uphoff (1984), les organisations paysannes peuvent être un moyen pour les groupes sociaux d'ordinaire exclus du développement de participer à la recherche et à la vulgarisation. L'objectif est cependant difficile à atteindre en ce qui concerne les plus pauvres.

L'augmentation de l'équité dans la répartition des innovations technologiques est un thème récurrent des écrits sur les méthodes participatives. Une amélioration de l'équité était déjà attendue lors de l'adoption de ces méthodes ; force est de constater qu'elles ont pris davantage en compte les objectifs et besoins des agriculteurs les plus aisés, plus à l'aise en public et dans le milieu de la recherche et de la vulgarisation que les agriculteurs démunis.

Pour Bebbington et al (1994), la participation des organisations paysannes n'augmente pas nécessairement l'équité. Les organisations paysannes peuvent exclure certaines catégories d'agriculteurs. De plus une collaboration soutenue avec les chercheurs nécessite un temps dont disposent rarement les familles démunies. Des évaluations de ces initiatives suggèrent qu'en l'absence de pression politique et sociale en provenance des petits producteurs organisés, les institutions de développement agricoles ne peuvent pas devenir plus attentives aux besoins des agriculteurs (Bebbington et al, 1994).

2.4 Augmenter la responsabilisation des chercheurs

La participation des associations paysannes au processus de recherche doit permettre la création d'un interlocuteur de la recherche capable de soumettre les aspirations des agriculteurs aux chercheurs, de servir de groupe de pression, afin de rendre chercheurs et vulgarisateurs responsables devant les agriculteurs (Bebbington et al, 1994).

Ashby et Sperling (1995) exposent différentes modalités de partage des tâches et des responsabilités qui pourraient améliorer l'« orientation vers le client » de la recherche (« *client oriented research* »).

2.5 Autres objectifs

La participation des organisations paysannes au processus de recherche a pour premier objectif d'améliorer les techniques de recherche, dans un contexte de coopération. Venema (1995) constate que l'augmentation de responsabilité des agriculteurs dans ce domaine, peut engendrer un phénomène plus global de prise en charge de projets indépendamment des agences externes, voire de nouvelles formes de participation à la vie socio-politique régionale. Il peut se faire à plusieurs niveaux, à travers les individus et à travers les organisations qui apprennent une nouvelle forme de confiance et de nouveaux outils, par l'établissement de groupes organisés et autonomes qui peuvent répondre à des questions de développement, par la mise en place d'initiatives autogérées, et la possibilité de transmettre des demandes à d'autres institutions. Travailler avec des groupes organisés pour la recherche et la vulgarisation ne génère pas systématiquement l'« *empowerment* », mais cela peut être favorisé par la prise en compte d'activités autres qu'agricoles (Bebbington et al, 1994).

3 MODALITES DE PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES AU PROCESSUS DE RECHERCHE/VULGARISATION

3.1 Conditions préalables

Sans vouloir effacer l'extrême diversité des situations locales et nationales qui conditionnent les modes de collaboration entre organisations paysannes et instituts de recherche, nous reprenons ici les conditions de participation citées dans les travaux consultés. Si l'on considère les acteurs concernés (instituts de recherche, Etat, organisations paysannes, agriculteurs, ONG ou autres organismes de développement), on peut définir différentes catégories de critères, en rapport avec l'émergence, la pérennité des organisations paysannes, puis plus précisément, les critères uniquement liés à la collaboration entre instituts de recherche et organisations paysannes.

3.1.1. CONTEXTE NATIONAL ET LOCAL

Le séminaire organisé par l'ODI/ISNAR (ISNAR, 1994) a permis d'identifier différents critères d'émergence des organisations paysannes, cités par les représentants des organisations invités :

La situation politique, et plus particulièrement le comportement du gouvernement vis-à-vis des organisations paysannes et des tentatives de mobilisation des ruraux qui s'avère extrêmement variable depuis la promotion, la tolérance jusqu'à l'interdiction

La politique de bailleurs de fonds relative à la décentralisation et à la réforme du secteur public, les stratégies de développement ainsi que l'historique de l'implication des organisations paysannes dans l'arène politique

L'environnement institutionnel, la structure et la performance de la recherche publique, des agences de vulgarisation et des ONG (« *non membership organizations* »),

L'économie agricole : la structure du secteur agricole, l'importance dans l'économie nationale des petites productions et des cultures de rente

Le contexte rural : les traditions locales, l'expérience de l'action collective, la diversité des systèmes socioculturels et de production

Pour les intervenants de ce séminaire, les conditions de création sont différentes selon le type d'organisations paysannes. Les Unions nationales insistent sur l'importance des données à la fois locales et nationales pour leur émergence, y compris : la politique gouvernementale en faveur de la petite agriculture, l'implication historique des organisations paysannes dans l'arène politique. Enfin, les fédérations régionales ont cité en premier lieu leur objectif de défense des petites organisations paysannes ; leurs représentants soulignent une fois encore l'importance des variables nationales, notamment l'attitude du gouvernement...

3.1.2. CONDITIONS RELATIVES AUX ORGANISATIONS PAYSANNES

En ce qui concerne l'émergence des organisations paysannes, les représentants des structures locales (ISNAR, 1994) ont insisté sur le fait qu'ils se sont regroupés car les secteurs de la recherche et vulgarisation n'ont pas répondu à leurs demandes techniques et que les agriculteurs se sont rendus compte que le meilleur moyen d'obtenir ce qu'ils voulaient était d'agir collectivement.

La pérennité des organisations paysannes est conditionnée par de multiples critères internes. Des principes d'organisation en accord avec les règles de fonctionnement et de gestion de la société locale en sont un des principaux. Venema (1995), Bebbington et al (1994), Gubbels (1993) se sont interrogés sur l'importance des principes d'organisation des organisations paysannes, notamment

dans le cas où ces associations sont créées sous l'influence du projet de collaboration. Ces points de réflexion seront exposés dans le chapitre suivant.

Outre les conditions favorables à l'émergence et à la pérennité des organisations paysannes, Merrill-Sands et Collion (1994) définissent plusieurs critères concernant la mise en place de la collaboration avec les institutions de recherche, notamment :

- un **appui organisationnel et administratif** (de la part d'ONG, d'organisations caritatives ou de la part d'unions nationales). Gubbels (1993) considère que la mobilisation spontanée des populations rurales, dans le but de défendre leurs intérêts ne peut se faire qu'avec une forme appropriée d'intervention (par exemple par le biais d'ONG) qui constitue le catalyseur du processus. Les intervenants du séminaire de l'ISNAR ont également insisté sur l'importance de l'appui des ONG ou autres intervenants extérieurs lors de leur création, qu'il s'agisse d'organisations paysannes locales ou d'unions nationales.
- la **capacité d'attirer des fonds** (bailleurs de fond, fondations nationales), afin d'assurer l'autonomie financière indispensable à l'autonomie de décision (Venema, 1995)
- la **construction d'une capacité de négociation** avec les politiques et les institutions gouvernementales afin d'influencer les politiques agricoles : prix au producteur, commercialisation, facilités de transport, crédit foncier.
- des **outils techniques** pour diagnostiquer et hiérarchiser les besoins des membres, les communiquer à la recherche.

Bebbington et al (1994) mentionnent également comme condition favorable, la présence d'un programme d'aide à long terme dans les domaines suivants : éducation, alphabétisation, santé, formation, logistique et gestionnaire.

Certaines de ces caractéristiques peuvent d'ailleurs être prise en charge par des « super structures » appuyant l'organisation locale, comme les associations régionales ou nationales (unions, réseaux), (ISNAR, 1994) mais également les ONG (Farrington et Bebbington, 1994). Il s'agit notamment des programmes d'aide dans les domaines éducation et santé, ainsi que des appuis au renforcement de l'organisation interne et des capacités des négociation.

Les types d'organisations paysannes impliquées

Bebbington et al (1993) soulignent la grande diversité des organisations paysannes mais sélectionnent deux critères qui leur semblent importants dans la perspective de les impliquer dans un processus de recherche : l'origine et la taille (ou échelon géographique). Ils distinguent d'une part les **organisations paysannes coutumières** (« *customery* ») des **organisations paysannes créées** ("created"), et d'autre part, les organisations locales des unions et fédérations.

Les organisations coutumières apparaissent comme l'émanation directe d'une organisation sociale propre où dominent l'expression des règles de la parenté, du partage du foncier et du pouvoir. Ils considèrent que ce type de groupement peut jouer un rôle dans la recherche (ainsi que dans la gestion des ressources). En effet, les modes comportementaux, les moyens d'expression sont connus et acceptés par tous. L'organisation reflète également les iniquités et reproduit le système d'exclusion de la société dans son ensemble.

Générer d'autres organisations (par exemple, sous l'impulsion d'ONG) peut se faire avec une certaine contradiction avec les règles locales (en donnant la parole aux jeunes ou aux femmes).

Dans certains cas, cela peut générer des conflits qui constituent des obstacles réels au bon déroulement du processus de coopération.

Pour Venema (1995), la question "avec quel type d'organisations collaborer" est une des questions essentielles. Alors que les organisations paysannes locales sont encore souvent faibles, il s'interroge sur la qualité des relations de partenariat entre les organisations créées sous l'influence des bailleurs de fonds (ou celle des ONG ou des organisations caritatives) et les institutions de recherche. Pour cet auteur, ces organisations, qu'il qualifie d'**induites** ("*induced*") manquent d'autonomie, elles se sont généralement formées dans le but de correspondre aux critères de participation à un projet défini, ce qui leur permet d'obtenir des fonds spécifiques. Le plus souvent, elles sont formées sans relation forte avec la communauté. Leurs principes d'organisation restent calqués sur des principes standardisés (bureau, président, secrétaire, trésorier). Leurs structures sont fortement dépendantes des objectifs de l'agence externe, par exemple dans la composition des groupes, si cette dernière ne choisit qu'une catégorie de producteurs. Leurs objectifs propres sont trop souvent réduits à l'attrait des sommes allouées. A terme, cela conduit généralement à une disparition des structures, une fois les fonds épuisés. Ces structures manquent d'autonomie structurelle, fonctionnelle et financière.

Venema (1995) insiste sur les avantages des **organisations spontanées** ("*spontaneous groups*"), c'est-à-dire de groupements (même récents) qui se créent, non pas sans influence extérieure, mais sans intervention extérieure. Même si ces groupements se font pour attirer l'attention de partenaires potentiels, ils présentent généralement des objectifs et des demandes propres. D'autre part, les institutions socio-politiques locales spécifiques restent la base de construction de ces groupes, ce qui garantit une certaine forme de durabilité et d'acceptation par l'ensemble des membres des règles de fonctionnement. Afin de répondre aux exigences des agences pourvoyeuses de fonds, beaucoup d'éléments modernes ont été introduits dans les principes d'organisation de ces groupes. Parce que les membres s'approprient la structure, il est plus facile d'obtenir un consensus, de respecter les opinions existantes concernant le partage du travail, les statuts hiérarchiques. C'est pourquoi Esman et Uphoff qualifient ces structures de consensuelles (1984).

Gubbels (1993) compare les caractéristiques d'une **organisation paysanne autonome** (« *self-supporting peasant farmer organization* ») définies par l'IFAP (*International Federation of Agricultural Producers*) et celles des **organisations fondées sur la communauté** (*Community Based Organizations*). Les organisations paysannes autonomes sont définies par des capacités de gestion, de négociation, de financement, qui, selon Gubbels, sont hérités de principes standardisés. Par opposition, Gubbels souligne l'intérêt de travailler avec des **CBO** (*Community Based Organizations*), parce qu'elles fonctionnent grâce à des relations interpersonnelles simples (*face-to-face relations*) définies par Uphoff (1992), également parce que les membres se connaissent, ce qui facilite l'action collective, l'assistance mutuelle, la mobilisation et la gestion des ressources (Uphoff, 1992). Pour Uphoff, les organisations dont le fondement est la communauté locale ont plus facilement une vue à long terme, en créant des objectifs communs.

Gubbels conclut que le dilemme sur le type d'organisations avec lequel il est préférable de collaborer est un faux dilemme. Pour cet auteur, les modes de pouvoir et d'organisation issus de la société sont adaptées pour répondre à des problèmes locaux spécifiques, et moins à des problèmes engendrés par la collaboration avec une agence extérieure. En conséquence, il s'agit d'**assister les populations locales à la création de nouveaux modes d'organisation et de partage du pouvoir, en accord avec leurs nouvelles tâches** (Gubbels, 1993).

Un autre critère fréquemment utilisé est la condition sociale des agriculteurs concernés, en relation avec leur type d'activité. Les associations paysannes regroupant de gros agriculteurs, généralement producteurs de cultures à forte valeur ajoutée, se sont créées dans de nombreux pays. Elles sont déjà partenaires des groupes de recherche privés relatifs à ces activités et possèdent

souvent des moyens de pression, y compris une influence sur les politiques agricoles (Bebbington, 1991).

Dans les travaux de l'ODI/ISNAR (ISNAR, 1994), la distinction principalement utilisée est celle de la taille de l'organisation (ou échelon géographique), suggérée par les participants représentants d'organisations paysannes. On distingue ainsi organisations locales (« *local grassroots organisations* »), réseaux ou fédérations (« *networks, federations* ») et enfin unions nationales (« *national farmers' unions or associations* »).

Cette classification permet une réflexion sur le partage des tâches. En effet, les **organisations locales** peuvent assurer les fonctions d'interface avec le milieu de la recherche, assurer en partie les tests de technologies, leur diffusion ; mais également la fourniture d'intrants ou autres biens à leurs membres. Par contre, elles sont moins à même de négocier directement avec les chercheurs, de servir de groupes de pression par rapport aux orientations nationales de la recherche.

Ce rôle est plus aisément tenu par les **fédérations ou les unions nationales**, qui représentent un poids important et peuvent jouer un rôle de groupe de pression non négligeable (ISNAR, 1994). Romanoff (1993) expose le cas d'une union d'organisations paysannes en Colombie, qui prend en charge les fonctions suivantes : commercialisation, achats groupés, choix des prototypes, quelques étapes de la transformation, transport, négociation, coordination inter-institutionnelle, formation et diffusion technologique. Les principales étapes de la transformation sont assurées par les agriculteurs, en petits groupes. Romanoff (1993) insiste sur l'importance de la distribution directe des bénéfices de la transformation et de la commercialisation aux membres de l'association paysanne, gage de la durabilité du projet.

3.1.3. CONDITIONS RELATIVES AUX INSTITUTS DE RECHERCHE

Les institutions de recherche et de vulgarisation doivent également répondre à certains critères. Le partenariat, s'il est initié par les organismes publics, doit permettre, entre autres initiatives, d'apporter des avantages financiers, à plus ou moins court terme, aux associations paysannes impliquées (Bebbington et al, 1993). Dans le but de générer des avantages économiques pour les populations locales, Bebbington et al (1993) insistent sur la nécessité de prendre en compte des sources de revenus para ou non agricoles et du travail (pour éviter les migrations). L'exemple de El Ceibo (Bolivie), fédération d'organisations paysannes, a permis de mettre en évidence la convergence des possibilités d'actions de ce type d'organisations fédératives avec celles des instituts de recherche. Il souligne l'importance d'une action de formation pour les organisations paysannes locales, mais également la nécessité de tenir compte de l'ensemble du système alimentaire (« *food system* ») lors de la mise en place de projet de recherche, c'est-à-dire de prendre en compte les activités de transformation et de commercialisation des produits (Bebbington et al, 1993).

3.2 Modalités de coopération

3.2.1 RÔLE DES ORGANISATIONS PAYSANNES

Bebbington (1991) définit ainsi les fonctions des organisations paysannes, en relation avec l'objectif d'amélioration du partenariat recherche - organisations paysannes : **interface** entre la sphère de la recherche/développement et la sphère paysanne; rôle actif dans la **création et la diffusion de technologies** ; **groupe de pression** ("*users' constituency*").

INTERFACE ENTRE LE MONDE DE RECHERCHE/VULGARISATION ET LES CONDITIONS DE VIE ET DE PRODUCTION DE LA POPULATION RURALE

Les organisations paysannes, interlocuteurs privilégiés des chercheurs et vulgarisateurs leur fournissent des informations sur les conditions locales, et retransmettent le savoir local (*Indigenous Technical Knowledge*, Bebbington et al 1994). Lorsque l'organisation paysanne existe, elle sert de point de contact pour les agences de recherche de la région, qui peuvent ainsi profiter d'une structure existante pour mettre en place des réunions, faciliter le contact avec les agriculteurs lorsque les relations sont déjà établies avec les représentants des organisations paysannes.

Ce rôle d'interface est cependant rendu difficile, d'une part dans le cas d'unions nationales, qui ne possèdent pas le contact direct avec les agriculteurs, d'autre part avec les organisations paysannes dont qui ne représente qu'une partie de la population rurale. Mutimba (1995) au cours de son projet de recherche au Zimbabwe, met en place une collaboration avec la ZFU (*Zimbabwe Farmers' Union*) pour mieux prendre en compte les besoins des plus pauvres dans l'élaboration des thèmes de recherche. Il laisse la ZFU organiser des réunions avec les agriculteurs. Le constat final est assez critique vis-à-vis de la ZFU quant à ses possibilités de mobiliser les plus pauvres. (Cf Etude de cas n°4, p 28)

GROUPE DE PRESSION ou « *User' constituency* », (Röling, 1989)

Pour les organisations paysannes, il s'agit de générer des modes de pression sur les organismes de recherche ou autres partenaires afin d'exprimer une demande, de rendre la recherche publique et la vulgarisation plus attentifs et redevables envers les priorités et besoins des agriculteurs (Arnaiz et al, 1995 ; Merrill-Sands & al, à paraître).

Permettre aux agriculteurs de donner leur avis et de participer au processus de recherche n'est pas uniquement une question de partage de tâches entre chercheurs et agriculteurs, mais également de partage de pouvoir et de décision. Le constat général est que les chercheurs et organismes publics ne se sentent pas redevables de la qualité et de l'adaptation des résultats de la recherche vis-à-vis agriculteurs, mais plutôt vis-à-vis des bailleurs ou de l'Etat. Les agriculteurs organisés, (de préférence à plusieurs niveaux : local, régional et national) auront davantage de poids sur les orientations nationales de la recherche, mais également à l'échelle locale sur les thèmes de recherche et les options technologiques les mieux adaptées (Bebbington et al, 1994 ; ISNAR, 1994 ; Merrill-Sands & Collion, 1994).

Cependant, d'après des recherches de l'ISNAR sur le Kenya et le Burkina Faso (Merrill-Sands & Collion, 1994), peu d'organisations paysannes ont la politique de se fédérer et d'exercer une influence sur les institutions de recherche, parce qu'elles n'en conçoivent pas la possibilité, et n'y voient pas d'intérêt (Eponou, 1993, Wuyts, 1993). Par contre, Merrill-Sands et Collion considèrent que la demande peut s'exprimer par des voies informelles et citent plusieurs cas de participation spontanée des associations paysannes au processus de recherche et de réelle implication dans les décisions prises après quelques années de collaboration, notamment des exemples issus des travaux d'Heinrich (1993).

ROLE ACTIF DANS LA CREATION ET LA VULGARISATION DES TECHNOLOGIES

Cette fonction constitue sans doute la plus décrite des trois définies par Bebbington et al (1994). Dans les études de cas, la participation des organisations paysannes au processus de recherche est souvent limitée à la définition des priorités, à la participation aux tests en parcelles paysannes, plus rarement consacrée aux choix des options technologiques et aux conditions de mise en place des essais.

Les organisations paysannes peuvent apporter un appui à leurs membres lors de l'adoption des technologies, et développer la capacité des membres à utiliser ces technologies.

En ce qui concerne la vulgarisation des technologies, Bebbington et al (1993) défendent la complète appropriation de cette tâche par les organisations paysannes. Ils proposent en conséquence que les institutions de recherche deviennent des institutions apportant un support aux organisations paysannes (éducation, formation, aide à l'organisation et à la formation).

3.2.2 MISE EN OEUVRE

La plupart des auteurs insistent sur la nécessité d'impliquer les organisations paysannes à tous les stades de la recherche (Ashby et Sperling, 1995). Nous n'exposerons pas ici le détail des méthodes utilisées pour chacune des étapes de coopération. Cette présentation se réduit à quelques réflexions particulières issues d'études de cas.

Les différentes étapes identifiées sont : la définition des thèmes de recherche, choix des thèmes prioritaires, la définition des options technologiques appropriées, des méthodes, les tests (en situation paysanne ou en station), l'évaluation des résultats, le choix définitif des innovations, la dissémination de l'innovation.

Pour Ashby et Sperling (1995), l'une des principales difficultés rencontrées lors de l'application des méthodes de recherche participative était la prise en compte des besoins des agriculteurs pour définir les priorités de la recherche. Faire participer des représentants des organisations paysannes aux différents stades, de l'élaboration du programme jusqu'à la vulgarisation des améliorations techniques sélectionnées, permet de limiter le problème de « *feed-back* ». Les groupes de travail mixtes, intervenant à tous les stades du processus de recherche constituent la base d'un développement décentralisé (« *decentralized* », cf. Ashby et Sperling, 1995) organisé pour promouvoir de nombreuses sources d'innovation horizontale (Biggs, 1986). L'ISNAR (1994) prône également une participation institutionnelle dans la recherche et la vulgarisation (planning et organisation de la recherche), et précise que cette participation est facilitée par les politiques de décentralisation de la recherche.

Historiquement, les chercheurs ont généralement contrôlé le choix de mise en place de la recherche et la méthodologie utilisée. Les agriculteurs sont relégués à la mise en place des essais sur les parcelles paysannes (OFR, *On Farm Research*, cf tableau 3). Pour Ashby et Sperling (1995), le choix des méthodes, qui conditionne les résultats de la recherche, doit être intelligible par les deux partis.

Recommandations diverses

Afin de faciliter la participation des organisations paysannes à l'identification des priorités de la recherche, Bebbington (1991) préconise que l'organisation paysanne choisisse et si possible rémunère un conseiller ingénieur ou technicien, originaire de la communauté (cf. Etude de cas n° 3).

Dans l'optique de la participation à tous les stades de la recherche (« *client driven research* »), les chercheurs ne doivent pas produire un nombre restreint de technologies ou des recommandations finies, mais un grand nombre de « prototypes », destinés à être testés par les agriculteurs, et parfois modifiés par la suite pour s'adapter à des besoins ou des circonstances spécifiques. Les chercheurs doivent donc être préparés à « abandonner » temporairement leurs travaux, bien avant d'avoir obtenu « le résultat ». Ceci suppose un changement considérable de comportement et de mentalité de la part de tous les participants (Chambers et al, 1989).

Etude de cas n° 1

Sperling (1994) présente trois études de cas au Zaïre, Rwanda et Sénégal, qui illustrent les coûts et bénéfices d'impliquer les agriculteurs dans le processus de recherche au stade de la parcelle. FESODEBU (Femmes Solidaires pour le Développement de Burhale) et MED (Mamas Engagées pour le Développement) sont deux organisations villageoises de la région du Kivu, Zaïre. Des chercheurs nationaux de la station régionale ont engagées ces groupes à prendre en main des tests en parcelles paysannes pour des variétés de haricot grimpant et pour tester de nouvelles techniques de conduite de haricot. Au Rwanda, le système de recherche national a délégué à une organisation paysanne de femmes les tests de variétés de haricot prototype, organisation paysanne appuyée par une ONG. Les organisations appuyées par des ONG sont plus efficaces pour la dissémination des résultats aux autres agriculteurs de leur communauté. Mais elles étaient moins performantes que les organisations paysannes soutenues par des unités administratives en ce qui concerne le retour des résultats techniques. Au Sénégal, les chercheurs et les organisations paysannes sont actuellement en cours d'amélioration de technologies connues, développer de nouvelles technologies, une plus grande participation paysanne dans la recherche. Ce mouvement vers davantage de participation dépend des orientations du gouvernement, qui peut permettre de mettre en place des fédérations paysannes fortes.

SPERLING, 1994, *The research and farmer organisation partnership: methodological reflections on efficiency and empowerment.*

Etude de cas n°2

Romanoff (1993) décrit un projet en partenariat d'organisations paysannes locales et de chercheurs (agronomie et sciences sociales) sur le thème de la transformation du manioc en Equateur (à la suite d'un projet identique en Colombie). Les travaux en commun ont porté sur les tests des techniques, le transfert des résultats et la circulation de l'information, grâce à la formation de groupes mixtes de chercheurs et de représentants des organisations paysannes. De nombreuses options ont été choisies par les agriculteurs (technologies simples, commercialisation par une organisation paysanne fédérée, vulgarisateur issu de la communauté. Succinctement, ses conclusions sont les suivantes :

- La formation de l'organisation paysanne et ses activités ont permis de réduire les coûts d'assistance technique
- L'expérience a pu être répliquée à partir du projet colombien
- Les groupes d'agriculteurs peuvent être agents de transfert technologique
- Le projet a stimulé les initiatives institutionnelles, comme la formation d'une organisation paysanne de second niveau (c'est-à-dire de niveau régional), le transfert des technologies par la méthode « *farmer-to-farmer* », la mise en place de groupes interprofessionnels à plusieurs niveaux, la responsabilisation des agriculteurs et leur organisation, etc...
- La structure générale du projet (UAPPY) : associations locales avec une structure centralisatrice et des liens avec les institutions administratives, est celle recommandée par Esman et Uphoff (1984).

Romanoff Steven, 1993 « Farmers' organization, research and diffusion of technology ».

Toutefois, la mise en place de comité inter professionnel (chercheurs, vulgarisateurs, et représentants des organisations paysannes) ne peut constituer à lui seul une garantie de prise en compte des besoins des agriculteurs (Bebbington et al, 1993). Ashby et Sperling (1995) suggèrent la mise en place de contrats entre les organisations paysannes et les chercheurs, afin que ce risque soit minimisé. Dans la mesure où une partie du budget de la recherche est bloquée à l'intention des organisations paysannes, ces dernières possèdent un mode de pression direct, avec la possibilité d'influer sur l'agenda de la recherche par leurs commandes (Ashby et Sperling, 1995).

L'expérience montre que le développement d'un partenariat avec les organisations paysannes au niveau du terrain n'est pas seulement une question de partage des responsabilités et des tâches. Un tel partenariat peut mener au développement de nouveaux modèles de conduite de la recherche et d'évaluation des performances.

La difficulté réside toujours dans la conciliation de besoins variables des différents groupes d'agriculteurs, même s'ils sont réunis au sein d'une structure associative (éleveurs, cultivateurs, femmes, jeunes, etc..).

Cependant, la question de considérer sérieusement les opinions du « client » dépendra toujours du bon vouloir du chercheur, de sa propre interprétation des besoins des agriculteurs (Ashby & Sperling, 1995).

Sperling (1994) dans son exposé sur la collaboration entre une petite organisation paysanne (formée de femmes pauvres) et un institut de recherche au Rwanda, note que les organisations paysannes qui travaillent à la sélection des variétés ont une bien meilleure façon de concevoir la formation de la technologie et la façon dont elle se contextualise sur le terrain que les agriculteurs qui n'ont pas été impliqués dans le processus de sélection (cf. Etude de cas n°1).

Dans certains pays des organisations de producteurs aisés ont influencé les orientations de la recherche (Röling, 1989 ; Biggs, 1989). Pour les agriculteurs plus pauvres, le cas est beaucoup plus rare (Ashby & Sperling, 1995). Cependant, les ONG peuvent jouer de façon efficace le rôle d'intermédiaire dans ce cas (Ashby & Sperling, 1995 ; Farrington & Bebbington, 1994a) bien que la limite principale de leur action soit connue comme étant trop influencée par leur idéologie (Farrington et Martin, 1993).

La recherche ne doit pas se limiter à produire des innovations technologiques dans le domaine agricole, mais prendre en compte l'ensemble du « *food system* » et les aspirations des populations rurales à améliorer leurs conditions de vie. Ces réflexions se traduisent par la nécessité de considérer les activités para agricoles, comme la transformation et la commercialisation (Bebbington et al, 1994). D'une façon plus générale, les instituts de recherche doivent contribuer à la mise en place d'un programme d'aide plus général, comprenant formation et éducation, santé. Sans considérer que les instituts de recherche doivent directement s'impliquer dans ces domaines (qui peuvent être pris en charge par organismes étatiques, ONG ou fédérations d'organisations paysannes), ils doivent tenir compte de ces objectifs para agricoles dans la définition de leurs priorités de recherche. Bergen (1993) insiste sur la nécessité de former les agriculteurs à l'évaluation des technologies proposées, dans un contexte socio-économique général, afin de prendre en compte la plus grande part de la filière, et juger en toute connaissance de cause de l'adaptabilité des outils proposés.

Etude de cas n°3

Bebbington (1991) présente le cas d'organisations paysannes de la province de Chimborazo (Equateur) comme illustration d'un programme réussi de recherche et de vulgarisation avec les agriculteurs (*farmer-to-farmer*). Les organisations paysannes ont initié leur propre programme de recherche et de vulgarisation dans le but d'améliorer les conditions de vie rurale ; pour réduire la migration saisonnière, ils ont choisi d'augmenter les sources de revenus locaux. Appuyés par les ONG, ces organisations paysannes ont pris la charge des essais sur des cultures sélectionnées, avec l'aide d'agronomes. Les parcelles d'essais ont été mises en place sur les exploitations des membres. Tout au long du projet, les options technologiques ont été adaptées aux expériences locales. L'information a été disséminée par l'intermédiaire de session de formation, réunions et programmes de radio, mais également grâce à des agents de vulgarisation originaires du village, formés par les ingénieurs agronomes et des intervenants extérieurs invités par l'association. Ces organisations pourvoient également leurs membres en services, comme des programmes de distribution d'intrants, de petites campagnes de crédit et des projets de commercialisation. De plus, ces organisation ont influencé les politiques de recherche et de vulgarisation au niveau national par leurs activités de groupe de pression, et au niveau local par leurs relations informelles avec le personnel des centres de recherche et de vulgarisation.

Bebbington A., 1991, « Farmer organizations in Ecuador: Contributions to farmer first research and development ».

Etude de cas n° 4

Mutimba (1995) examine la possibilité d'utiliser des tables rondes d'agriculteurs comme moyen pour faire participer tous les villageois. L'un des objectifs du projet est d'évaluer le rôle des organisations paysannes, afin de faciliter la participation des agriculteurs les plus démunis dans la recherche agricole. Sur 6 ateliers villageois formés, 4 étaient organisés par le ZFU (Zimbabwe Farmers' Union), l'organisation paysanne nationale. Cependant, aucun des ateliers organisés par l'Union ne peut être réellement considéré comme « atelier villageois » : les agriculteurs qui y participaient représentaient une partie du terroir, étaient tous des hommes et tous ouverts aux améliorations techniques.

D'un point de vue technique, les principaux résultats sont les suivants :

- les agriculteurs cultivent un grand nombre de plantes, dont la majorité n'est pas concernée par les projets de recherche et de vulgarisation ;
- ils utilisent un très large nombre de critères pour sélectionner les variétés, rarement pris en considération voire inconnus des chercheurs ;
- leurs connaissances en matière de parasites est souvent supérieure à celles des chercheurs et vulgarisateurs ;
- enfin, les agriculteurs qui participaient aux ateliers étaient capables de faire le type d'observations compatibles avec le processus de recherche.

MUTIMBA Jeff, 1995, « Getting farmers to participate in formal research: some frustrating experience in Zimbabwe ».

3.2.3 REFLEXIONS SUR LE ROLE DES DIFFERENTS ACTEURS

Pour Farrington et al (1994a), le rôle des ONG est essentiel dans cette problématique d'implication des organisations paysannes au processus de développement. Elles peuvent appuyer la formation et l'organisation des groupements paysans. Elles peuvent également servir de groupe de pression sur les organismes de recherche, assister les organisations paysannes à développer des outils administratifs et techniques nécessaires pour devenir un partenaire fort et indépendant des organismes de recherche. Selon l'ISNAR (1994), les ONG peuvent soutenir les organisations paysannes en mobilisant et organisant les populations rurales, en apportant une formation dans l'organisation et la gestion, l'éducation, une assistance technique et financière, dans le but de favoriser la communication entre organisation paysanne et chercheur. Le problème est que les ONG ne se sentent pas redevables des agriculteurs, ni des organisations paysannes, qu'elles conservent généralement une forme de contrôle sur la programmation et les décisions d'allocation des ressources. D'ailleurs, les priorités, philosophies et mentalités des ONG et des agriculteurs peuvent être très éloignées sur le fond, même s'ils s'accordent sur un même programme d'action (Farrington, à paraître).

La participation accrue des organisations paysannes aux processus de développement et aux programmes de recherche paraît constituer un objectif souhaitable, unanimement reconnu. Cependant, la participation des organisations paysannes en tant qu'acteur du développement dans le contexte actuel ne va pas de soi. Les organisations paysannes présentent un certain nombre d'avantages comparatifs pour participer au développement et à la recherche, mais elles présentent également des limites importantes. Une fois ces limites reconnues, Bebbington (1991) insiste sur la nécessité de la complémentarité entre Etat et organisations paysannes, en terme d'objectifs et de moyens. Ceci l'amène à considérer une communauté d'intérêt entre l'Etat et les organisations paysannes à oeuvrer pour le développement des plus pauvres (ce qui sous-entend également que les services gouvernementaux soient capables de travailler en partenariat avec les organisations paysannes).

4 CONTRAINTES PRINCIPALES

4.1 La faiblesse et la vulnérabilité des organisations paysannes

Bebbington (1991) établit une première liste des faiblesses fréquemment observées au sein des organisations paysannes : le manque **d'outils organisationnels et techniques**, le manque d'**accès aux aides publiques et aux informations**, le peu de **ressources** (par exemple pour rémunérer des agents de développement) et enfin leur fragilité juridique et institutionnelle.

Cette fragilité est liée à la **résistance de la part des élites locales** ou des agents gouvernementaux ou des administrateurs, ainsi qu'au risque d'être maîtrisé dès que l'influence politique grandit et que la structure menace de devenir influente. D'autre part, l'assujettissement au paternalisme des ONG, aux ambitions des politiciens locaux peuvent être des facteurs de dysfonctionnement non négligeables. Venema (1995) dénonce la dépendance des organisations paysannes vis-à-vis des agences de développement.

"There are difficulties in working with Farmers' organisations. There is a high failure rate for hand-crafted, small scale organisations to develop into large projects (Perret et Letham, 1980). The methods for replicating local successes have not been adequately formulated. Clearly, local organisations can be effective actors in rural development schemes, but social science is needed to address their defects (Esman et Uphoff, 1984) and provide guidelines for replicating successes."
Romanoff, 1993.

4.2 La représentation

Les interactions des agriculteurs avec la recherche ont jusqu'alors été dominées par les gros producteurs associés aux cultures de rente, et à leur influence politique et économique (Merrill-Sands & al, à paraître). Sims et Leonard (1989) affirment même que lorsque les conditions de production des grands et petits agriculteurs sont identiques, l'influence des gros producteurs sur le contenu de la recherche peut être préjudiciable aux agriculteurs les plus pauvres (Merrill-Sands & Collion, 1994).

Dans un souci d'amélioration de l'équité dans la recherche, les organisations paysannes doivent être capables de représenter les intérêts des différents groupes clients, les plus aisés comme les plus pauvres. Cependant, dans le cas de groupes « spontanés », la résurgence de modes de gestion et d'organisation de la société locale est en contradiction avec cet objectif de représentation et d'équité (Venema, 1995). Farrington et al (à paraître) s'interroge sur le type d'organisations paysannes qui pourrait passer outre ces travers.

La possibilité de former des sous-groupes au sein des organisations paysannes, chacun représentatif d'un groupe social ayant ses propres objectifs et moyens de production a été proposé par Bebbington et al (1994), (les sous-groupes constituant des groupes d'intérêt basés sur la répartition sexuelle, le statut socio-économique, le système de production). Ceci devrait permettre une amélioration de la représentation des divers groupes d'agriculteurs, et dans le même temps une augmentation du niveau d'éducation des membres.

Il est également possible de faire intervenir un troisième partenaire, ONG ou association caritative, comme garant d'une certaine équité dans la participation des agriculteurs.

Les intervenants du séminaire de l'ISNAR se posent la question sous une forme différente : faut-il préférentiellement coopérer avec des organisations de composition homogène (c'est-à-dire

composées d'agriculteurs ayant les mêmes activités, les mêmes contraintes, appartenant au même groupe socio économique) ou au contraire des organisations dont la composition est représentative de la diversité des contextes humains et géographiques. Par suite, dans le cas d'organisations « induites », la question du choix et des modes de responsabilisation des leaders se pose également (Ces éléments sont développés par Fox, 1992 ; Nuijten, 1993).

4.3 Contraintes relatives aux objectifs des organisations paysannes

La définition des priorités d'intervention par les organisations paysannes est une question essentielle. Les préoccupations des producteurs qui sont ainsi médiatisés par les organisations paysannes peuvent parfaitement ne pas concerner de manière prioritaire les questions relatives aux techniques de production, mais avoir pour objectif premier l'amélioration directe des conditions socio économiques des familles, voire la genèse de ressources propres. D'autre part, il peut également exister un hiatus entre les attentes des agriculteurs qui souhaitent disposer de techniques améliorant leur situation dans le court terme et les propositions de la recherche dont les améliorations ne sont sensibles que dans le moyen ou long terme.

Dans le cas de groupes d'agriculteurs formés spontanément, deux scénarii sont envisageables. Le premier est que l'association se forme dans le but précis d'améliorer les conditions techniques de production et recherche une collaboration avec un organisme de recherche (ISNAR, 1994 ; Sperling, 1994). Dans le second cas, l'association se forme dans le but plus général d'améliorer les conditions de vie des populations rurales, et recherche des modes d'action qui concernent, non plus seulement la sphère technique de la production, mais l'ensemble de la filière transformation et commercialisation, voire d'autres activités sans lien avec la production (Bebbington et al, 1993). La difficulté pour l'institut de recherche qui cherche à mettre en place un processus de collaboration avec une organisation paysanne est donc de hiérarchiser les besoins, y compris des besoins non techniques.

4.4 Contraintes relatives au fonctionnement des institutions de recherche

Ashby & Sperling (1995), travaillant sur les moyens d'institutionnaliser ces relations de coopération, notent que leur réussite dépend de qui initie et définit les termes du partenariat. Jusqu'à présent ce sont les agences du gouvernement qui ont pris l'initiative. Une étude de cas au Mali dans laquelle l'institut de recherche était à l'origine de la collaboration, montre cependant que maintenant que les organisations paysannes deviennent plus actives, la répartition du pouvoir de décision se modifie (ISNAR, 1994). Bebbington et al (1993) décrivent également des programmes de recherche contrôlés et administrés par les organisations paysannes.

D'un point de vue organisationnel, les chercheurs sont redevables à leurs instituts plutôt qu'aux agriculteurs. Les objectifs scientifiques des chercheurs ont souvent davantage de poids que la production ou que les objectifs d'amélioration des moyens d'existence des agriculteurs. Dans ce cas là, la participation des organisations paysannes à la recherche entraîne des changements institutionnels dans les instituts de recherche et dans les organisations paysannes au plan de l'organisation et de la conduite des activités.

Bebbington et al (1994) remarquent que le renforcement des organisations paysannes, nécessaire à une collaboration fructueuse entre instituts de recherche et organisations paysannes, ne peut être pris en charge par les chercheurs, faute de temps pour appuyer à la formation et l'organisation des associations paysannes. Ils suggèrent que les institutions de vulgarisation prennent cette tâche en charge, dans la mesure où les organisations paysannes assument une grande part de la dissémination des innovations techniques. Farrington remarque la difficulté (qu'il qualifie de légitime) qu'ont les

organismes publics à générer des associations autonomes, capables de se passer de leurs services. Il suggère donc que les ONG tiennent le rôle de soutien des mouvements paysans (Farrington et al, 1994 ; Farrington, à paraître).

5. ACTUELLES REFLEXIONS SUR LE THEME DES ORGANISATIONS PAYSANNES, PARTENAIRES DES INSTITUTIONS DE RECHERCHE

Les travaux de l'ODI/ISNAR portent sur le rôle des organisations paysannes dans le changement technologique et les moyens de les appuyer dans cette action . Trois domaines d'activité des organisations paysannes y sont définis : politique, technologique et institutionnel. Cette distinction est à l'origine de réflexions distinctes sur les modalités d'appui aux organisations paysannes pour chacun de ces domaines.

En ce qui concerne le domaine technologique

L'objectif central du séminaire de l'ISNAR (ISNAR, 1994) était une réflexion sur les modalités d'appui aux organisations paysannes, afin qu'elles puissent influencer, participer au développement et au transfert technologique. Dans ce contexte, les chercheurs présents ont défini des éléments de réflexions sur les modalités d'appui, organisés en trois secteurs d'intervention : financier, politique, mais également les modes d'identification et de hiérarchisation des demandes de leurs membres et leur communication.

Certains chercheurs identifient plusieurs axes de réflexion pour les recherches à venir :

Les organisations paysannes ont trois **avantages comparatifs** majeurs sur lesquels elles peuvent s'appuyer pour jouer un rôle dans le domaine technologique : l'identification des besoins, leur pouvoir économique lié au groupement (activités de type coopératif), leur capacité à répondre aux défaillances du marché.

Les organisations paysannes concentrent leurs efforts sur les **domaines technologiques**, tels que le transfert technologique, la fourniture d'intrants et de services d'appui, la transformation et la commercialisation, ce qui crée des bénéfices pour les membres.

Lorsqu'elles auront assis leur crédibilité, acquis les méthodes adéquates, et mérité le soutien de leurs membres, elles seront **capables d'avoir des activités plus complexes**, comme conduire en partenariat des projets de recherche, collaborer à des projets à plus long terme, et s'organiser comme groupe de pression pour influencer le contenu des apports technologiques venant des institutions publiques et des ONG.

Les participants du séminaire de l'ISNAR notent que l'influence sur le contenu de la recherche et les politiques de développement (qui ont des bénéfices seulement à long terme) est généralement négligé au profit de la fourniture de biens et services, qui répond aux demandes des adhérents. Comment les organisations paysannes peuvent-elles susciter l'expression des besoins techniques et bénéficier de l'appui de leurs membres pour cet effort ? Il semble que certains types d'organisations puissent assurer ces deux types de fonctions (fournir des biens et services à leurs membres et activités de groupes de pressions) : quelles sont les caractéristiques de ces organisations? (ISNAR, 1994)

Les organisations paysannes ont la possibilité de jouer un rôle pivot dans le domaine de l'amélioration des techniques agricoles, notamment dans **l'identification, la prise en charge et l'évaluation des performances** des propositions d'innovation technique.

De façon plus précise, les questions de recherche définies lors du séminaire de l'ISNAR sont :

- ◆ **L'importance du financement** : l'autonomie financière est-elle nécessaire pour obtenir une influence sur les politiques de recherche?
- ◆ **Partage des responsabilités dans le partenariat** : sachant que les organisations paysannes et les chercheurs ont chacun un rôle spécifique à jouer dans le processus d'amélioration technologique, comment les responsabilités doivent-elles être partagées? Quelles sont les conditions pour que les organisations paysannes aient une influence plus forte sur le choix des options technologiques et des méthodes? Quels types de changements institutionnels sont requis au sein des instituts de recherche et des organisations paysannes ?
- ◆ **Vers un partenariat plus équitable** : sachant que le partenariat est la plupart du temps initié par la recherche ou les bailleurs de fonds, comment les organisations paysannes peuvent-elles obtenir davantage d'autonomie et de contrôle sur les modalités de cette collaboration?. Lorsque les organisations paysannes ont réussi cette transition, quels facteurs l'ont facilité?
- ◆ **Le rôle des ONG et des bailleurs de fonds**: ONG et bailleurs ont été souvent à l'origine de la création et du renforcement des organisations paysannes. Ils ont agi comme médiateurs et facilitateurs. Quels rôles peuvent ils jouer dans le renforcement de ces liens? Quels en sont les coûts et bénéfices pour les organisations paysannes?
- ◆ **Communication** : Les différences socioculturelles entre chercheurs et agriculteurs sont importantes. Comment mettre en place des processus de communication efficaces pour faciliter le partenariat? Quel est le rôle des ONG dans ce processus? A la fin du séminaire de l'ISNAR, les chercheurs et représentants des organisations paysannes ont exprimé leur désir de poursuivre la collaboration mise en place au cours de ce séminaire, en incluant les représentants d'organisations paysannes dans l'étude.

En ce qui concerne le domaine politique

Quelques constats

Les organisations paysannes qui développent des liens à plusieurs niveaux de prise de décision ont plus de chances de développer une influence sur les politiques agricoles et les programmes de recherche. Les organisations paysannes nationales, unions et fédérations peuvent influencer les politiques agricoles et technologiques, les organisations paysannes locales peuvent influencer le contenu du programme de recherche : les organisations paysannes qui opèrent sur différents niveaux seront en mesure d'exercer davantage d'influence sur l'ensemble de ces questions.

Pour que les organisations paysannes aient un rôle représentatif, susceptibles d'influencer les politique technologique, il faut qu'elles fournissent à leurs membres des bénéfices tangibles.

Le RGAPA (Research Group on Agricultural Policies in Africa), présenté par Bratton & Bingen (1994) s'intéresse également au domaine politique. Ce groupe a pour objectifs de :

- 1) comprendre les causes de **succès et d'échec** des organisations paysannes dans le **plaidoyer des politiques**.
- 2) générer des **guides** pour consultation entre gouvernements et les organisations paysannes sur des questions de **politique agricole**.

- 3) identifier les besoins et démarches pour mettre en valeur la capacité de **représentation des organisations paysannes**
- 4) contribuer à accroître les connaissances empiriques, comparatives et théoriques sur le **rôle des organisations paysannes dans le développement socio-économique.**

Les questions de recherche sont définies ainsi :

- ◆ Quelles sont les caractéristiques des organisations paysannes avec un intérêt particulier pour le schéma d'organisation, la structure et la base sociale des membres. Comment la taille des organisations paysannes, sa complexité organisationnelle et la nature des intérêts de ses membres peut affecter ses capacités en tant que groupe d'intérêt. Bratton et Bingen suggèrent que les organisation de base se coordonnent ou se fédèrent pour entrer dans les arènes politiques régionales et nationales
- ◆ Quelles activités les organisations paysannes recherchent-elles? En faisant la distinction entre les organisations paysannes qui fournissent des services et des biens et celle qui apportent une représentation à leurs membres, quelle capacité d'organisation cela nécessite t il pour chacun de ces rôles ?

En ce qui concerne le domaine institutionnel

On peut identifier dans des travaux récents quelques **remarques et propositions** pour la recherche sur ce thème.

- ◆ Les organisations paysannes sont plus à même d'intervenir dans le développement et le transfert technologique lorsqu'elles évoluent dans des environnements institutionnels riches, dans lesquels se trouvent de nombreux groupes d'acteurs organisationnels
- ◆ Des structures publiques décentralisées créent plus d'opportunités pour créer un partenariat avec les organisations paysannes (surtout pour les organisations paysannes locales).
- ◆ Fragmenter les structures des agences publiques facilite le partenariat avec les organisations paysannes.
- ◆ Les ONG sont un catalyseur parfois discutable pour le développement et le renforcement des organisations paysannes et pour leur engagement dans le changement technologique
- ◆ Un secteur commercial privé fort donne aux organisations paysannes des opportunités qui, à terme, stimule leur développement et leur implication dans le changement technologique.
- ◆ Les associations paysannes nationales ou fédérées qui représentent des agriculteurs de type capitaliste avec des cultures à haute valeur ajoutée tendent à créer leur propre stratégie de développement; par contraste, peu d'organisations paysannes de niveau local ont les outils méthodologiques et les ressources financières appropriées pour développer des stratégies de recherche propre, ils dépendent donc lourdement de partenaires tels que les ONG ou autres.
- ◆ Les relations d'échange semblent être le mode d'interaction privilégié entre les organisations paysannes et les agences publiques. Des relations de collaboration semblent émerger dans le cas d'organisations paysannes qui ont des ressources de financement, des outils techniques et administratifs suffisants pour négocier un partenariat équitable.

Conclusion

L'implication des organisations paysannes dans le processus de recherche apparaît comme un volet des réflexions sur les mouvements de recherche participative, désignée sous le terme « Farming System Research ». L'implication réelle des agriculteurs dans l'ensemble du processus de recherche, de la définition des priorités à l'application des propositions techniques nécessite, de la part des agriculteurs, un support organisationnel représentatif et opérationnel.

Dans certains pays, en Amérique latine, mais également en Afrique (notamment au Mali), les agriculteurs se sont mobilisés, parfois depuis plusieurs années, pour mettre en place des structures paysannes capables de représenter leurs intérêts aux niveaux local, régional ou national. Ces associations paysannes permettent également l'accès à des biens et services, en relation avec les activités agricoles, mais également à l'amélioration des conditions de vie de leurs membres. Ces organisations paysannes s'impliquent d'ores et déjà, de façon plus ou moins spontanée, dans la recherche, afin de permettre la définition de propositions techniques correspondant à leurs besoins.

Dans de nombreux autres cas, la mise en place d'organisations paysannes ou le renforcement de structures d'entraide préexistantes est davantage le fruit d'une volonté internationale, promue par les bailleurs de fonds, de déléguer une partie des responsabilités liées au développement rural, dans un contexte de désengagement de l'Etat. Les institutions de recherche travaillent donc à la mise en place de formes de coopération institutionnelles entre organisations paysannes et centres de recherche nationaux.

Afin de permettre une étude de ces mouvements spontanés ou induits de coopération entre la recherche et les différents types d'organisations paysannes, les chercheurs de l'ODI et de l'ISNAR travaillent à la définition de critères de comparaison des organisations paysannes, dans l'objectif de définir des modalités d'appui particulières à ces différentes structures. Trois domaines d'étude sont ainsi définis : technologique, politique et institutionnelle. Afin de permettre une réflexion d'ordre général sur l'ensemble des dynamiques en cours, de nombreuses études de cas sont effectuées ou prévues, dans le but de recueillir des informations sur les organisations paysannes de différents types (échelon géographique d'action, modalités de création, ...) et dans différents contextes nationaux.

Ces études de cas permettent la définition d'un certain nombre de critères favorables à des formes de coopération entre instituts de recherche et organisations paysannes, à la fois externes et internes. Ces critères pourraient constituer des indicateurs d'étude ou de performance, dans la perspective d'une généralisation des études. Cependant, la question de l'extension de résultats obtenus se pose, au même titre que pour d'autres formes de recherche participative.

BIBLIOGRAPHIE

- AMANOR K., 1990, Analytical abstracts on Farmer Participatory Research, ODI, London, 160 p.
- ARNAIZ M.E.O., 1995, « Farmers' organizations in the technology change process, an annotated bibliography ». *Network paper* n° 53, ODI, London, 50 p.
- ARNAIZ M.E.O., MERRILL-SANDS D.M., MUKWENDE B., 1995, « The Zimbabwe Farmers' Union: it's current and potential role in technology development and transfer ». In *Case study, Agricultural research & extension network*, ODI, London, 36 p.
- ASHBY JA., 1993, « Identifying beneficiaries and participants in client-driven On Farm Research ». In *AFSRE-Newsletter*, Michigan state university, 4 (1), 1-3, 10.
- ASHBY JA, SPERLING L., 1995, « Institutionalising participatory, client driven research and technology development in agriculture ». In *Development and change*, 26 (4) : 753-770.
- BEBBINGTON A., 1991, « Farmer organizations in Ecuador: Contributions to farmer first research and development ». In *Gatekeeper series*, n°26, IIED, London, 15 p.
- BEBBINGTON A., 1992, « Searching for an indigenous agriculture development: Indian organizations and NGO's in the central Andes of Ecuador ». In *Working paper* n° 45, Center of Latin American Studies, University of Cambridge.
- BEBBINGTON A., CARRASCO H., PERALBO L., RAMON G., TORRES V.H., TRUJILLO J., 1993, « Rural People's Knowledge, farmers' organizations and regional development: implications for agricultural research and extension ». In *Agriculture research and Extension network paper* n°41, ODI, London, 28 p
- BEBBINGTON A., MERRILL-SANDS D., FARRINGTON J., 1994, « Farmer and community organizations in agricultural research and extension: functions, impacts and questions ». In *Agriculture research and Extension network paper* n°47, ODI, London.
- BEBBINGTON A., QUISBERT J., TRUJILLO G., 1996, "Technology and rural development strategies in a based economic organisation: El Ceibo' Ltd federation of agricultural cooperatives". In *Agriculture research and extension network*, n° 62, ODI, London, 17 p.
- BERGEN D., 1993, "Vulgariser des résultats de recherche ne suffit pas : l'agriculteur a aussi besoin d'outils pour les évaluer et pour trouver des solutions propres". In *Tropicultura*, Belgique, v.11(2) p 76-81.
- BHATNAGAR B., WILLIAMS A.C., 1992, *Participatory development and the World Bank potential directions for change*. The World Bank, Washington.
- BIGGS S., 1986, « Horizontal sources of agricultural innovations: considerations of a framework for OFCOR comparative analysis ». In *Report on the first study workshop on organization and management of on-farm research in NARS*, ISNAR, The Hague.
- BIGGS S., 1989, « A multiple source of innovation model of agricultural research and technology promotion ». In *Agriculture research and Extension network paper* n° 6, ODI, London, 71 p
- BIGGS S., FARRINGTON J., 1990, Farming systems research and the rural poor: the historical, institutional, and political context. 10th annual association for farming systems research-extension symposium, Michigan State University, October 14-17.
- BINGEN RJ., 1994, « Agriculture development policy and grassroots democracy in Mali: the emergence of Mali's farmer movement ». In *African rural and urban studies*, 1(1):57-72.
- BINGEN J., CARNEY D., DEMBELE E., 1996, "The malian union of cotton and food producers: its current and potential role in technology development and transfer" In *Agriculture research and extension network*, ODI, London, 31 p.
- BOX L., 1987, « Experimenting cultivators: a methodology for adaptive agricultural research ». In *Discussion paper* n° 23, Agricultural administration network, ODI, London.
- BRATTON M., 1994, « Micro democracy? The merger of farmer unions in Zimbabwe ». In *African Studies Review*, 37 : 1, 9-37.

- BRATTON M., BINGEN R.J.**, 1994, « Farmer organizations and the agricultural policy: introduction » In *African rural and urban studies*, 1(1): 7-29.
- BURGESS S.F.**, 1994, « A bottom up perspective on rural organizations in Africa : the case of small-scale communal farmers in Zimbabwe ». In *African rural and urban studies*, 1 (1) : 141-169.
- CARNEY D.**, 1996, *Farmers' organisations in South Africa, helping resource-poor farmers to meet their technology needs*. ODI, London, 97 p.
- CERNEA M.M.**, 1991, *Putting people first; Sociological variables in rural development* (2nd edition). World Bank, Washington DC.
- CHAMBERS R., GHILDYAL B.P.**, 1985, « Agricultural research for resource-poor farmers: the farmer-first-and -last model ». In *Agricultural Administration*, Vol. 20 : 1-30.
- CHAMBERS R.** et al, 1989, *Farmer first*. Intermediate technology publications Ltd, London.
- CROMWELL E.A., WIGGINS S.**, 1993, *Sowing beyond the state: NGO's and seed supply in developing countries*. ODI, London.
- DABIRE C., EPONOU T., HIEN V., OUEDRAOGO S.**, 1995, « La liaison entre les organisations paysannes et la recherche agricole au Burkina Faso ». In *Discussion Paper ISNAR*, n° 95-6 :81 p.
- DUGUE Patrick**, 1993, "The Senegalese Institute for Agricultural research (ISRA) and the Fatik region farmers' association (ARAF)". In *Non governmental organizations and the state in Africa: rethinking the role in sustainable agricultural development*, ODI, London, Kate Wellard and James Copestake, eds. : 270-282.
- EPONOU T.**, 1993, « Partners in agricultural technology: linking research and technology transfer to serve farmers ». In ISNAR, The Hague , march.
- ESMAN M., UPHOFF N.**, 1984, *Local organizations: intermediaries in development*. Ithaca, New York, Cornell University press.
- EYZAGUIRRE P., MOOCK J.L., RHOADES R.E.**, 1992, « Farmer Knowledge, world science, and the organization of agricultural research systems. Diversity, farmer Knowledge and sustainability ». *Food systems and Agrarian change* , Cornell University Press, New York :11-33.
- FAIRHEAD J.**, 1990, *Fields of struggle: towards a social history of farming knowledge and practice in a Bwisha community, Kivu, Zaïre*. Thèse de doctorat, School of Oriental and African Studies, London.
- FARRINGTON J.**, forthcoming -a- , « Socio-economic methods in natural resources research », In *Natural resources perspectives*, ODI, London, 5 p.
- FARRINGTON J.**, forthcoming, draft -b-, « Farmers' participation in agricultural research and extension: lessons from the last decade ». ODI, London.
- FARRINGTON J., BEBBINGTON A.J.**, 1994 -a-, « Non governmental organizations, the state and sustainable agricultural development ». London.
- FARRINGTON J., BEBBINGTON A.**, 1994 -b-, « From research to innovation: getting the most from interaction with NGOs in farming systems research and extension ». In *Gatekeeper series* n° 43, International Institute for Environment and Development, London, 23 p.
- FARRINGTON J., LEWIS D.G.**, 1993, *Non governmental organizations and the state in Asia: rethinking roles in sustainable agricultural development*. London.
- FARRINGTON J., MARTIN A.**, 1993, *Farmer participation in agricultural research: a review of concepts and practices*. Agricultural administration unit, occasional paper 9, ODI, London, 79 p.
- FOX J.**, 1992, « Democratic rural development: leadership accountability in regional peasant organizations ». In *Development and change*, 23 (2) : 1-36.
- GUBBELS P.**, 1993, « Peasant farmer organization in farmer-first agricultural development in West Africa: new opportunities and continuing constraints ». In *Network Paper* n° 40, Agricultural research and extension Network, ODI, London, 32 p.
- GUPTA A.**, 1989, « Scientists' view of farmers' practices in India: barriers for effective interaction. In CHAMBERS et al, 1989, *Farmer first : farmer innovation and agricultural research*, Intermediate technology Publications Ltd., London.
- HEINRICH, G.**, 1993, « Strengthening farmer participation through groups: experiences and lessons from Botswana. In OFCOR Discussion paper n° 3, The Hague.

- ISNAR, 1994, « Report of a workshop : strengthening the role of farmers' organizations in technology development and transfer ». In *Briefing Paper* n° 15, ISNAR, La Hague, 8 pp.
- KAIMOWITZ D., *Making the links: agricultural research and technology transfer in developing countries*. ISNAR, La Hague : 43-74
- KLEITZ G., 1995, « Prendre en compte les processus : défis méthodologiques pour la recherche agricole et la vulgarisation ». In *Les diagnostics participatifs: outils, méthodologies et interrogations*, GRET, Paris
- KORTEN D., 1980, "Community organisation and rural development: a learning process approach". In *Public Administration review*, September/October : 480-511.
- KREBS P., VOGEL J., 1994, « Birth of a small farmers' group in Guinea ». In *Network Paper* n° 50, Agricultural Administration research and Extension Network, ODI : 31-39.
- KUMAR K., 1993, « Use of group interviews in evaluating an area development project ». In World Bank, *Rapid Appraisal Method* : 56-71.
- LIGHTFOOT C., OCADO, 1988 « A participatory method for system problem research: rehabilitating marginal uplands in the Philippines ». In *Experimental agriculture*, 24 : 301-309.
- MATTE AZ., LASSALLE T., 1994, « Diverse and linked: farmers' organizations in Tanzania ». In *Network Paper agricultural Administration Research and Extension Network* n°50, ODI, London : 19-29.
- Mc CORCKLE C. M., Mc CLURE G., 1995, "Farmer know-how and communication for technology transfer : CTTA in Niger". In *The cultural dimensions of Development: indigenous knowledge systems*, Intermediate Technology Publications Ltd, London, UK.
- MERRILL-SANDS D., COLLION MH, 1994, "Making the farmers' voice count in agricultural research". In *Quarterly journal of experimental agriculture*, 32(3): 260-272.
- MERRILL-SANDS D., ARNAIZ M.E.O, BINGEN R.J., FARRINGTON J., CARNEY D., BEBBINGTON A.J., forthcoming, *Conceptual framework for study on the role of farmers' organizations in technology change: current situation and future prospects*. ISNAR/ODI study on research and Farmers' Organizations: prospects for partnership, unpublished.
- MURWIRA K., 1995, « Freedom to change - the Chivi experience ». In *Waterlines*, 13 : 4, 23-25.
- MUTIMBA J., 1995, « Getting farmers to participate in formal research: some frustrating experiences in Zimbabwe ». In *Newsletter Agricultural research and Extension network*, n° 31, University of Zimbabwe Department of Agricultural economics and extension, 22-36.
- MWAPE B., 1994, « Farmers' organization in Africa : a case study of the Zambia Cooperative Federation ». In *African Rural And Urban Studies*. 1 :1, 91-110.
- NABASA J., RUTWARA G., WALKER F., WERE C., 1995, *Participatory rural appraisal : practical experiences*, Natural Resources Institute, Chatham, United Kingdom.
- NDIAME F., 1994, « A technology development partnership. the ISRA/ CADEF research/development program in the Lower Casamance ». In *African Rural and Urban Studies*. 1 :1, 73-90.
- NG'ETHE N., ODERO KK., 1994, « Farmers' organizations in Kenya : state agents or civil institutions? ». In *African Rural and Urban Studies*. 1 :1, 31-35.
- NUITJEN M., 1993, «Local organizations as organizing practices». In *Battlefields of Knowledge : the interlocking of theory and practice in social science research and development*, LONG N., LONG A., Eds, London, Routledge : 189-210.
- OBINNE C, 1994, « A strategy for agricultural progress and socio-economic upliftment : federation of farmers' associations in Nigeria ». In *Community Development Journal*, 29: 1, 40-46.
- OKALI C., SUMBERG J., FARRINGTON J., *Farmer participatory research, rhetoric and reality*. ODI, London, 168 p.
- PRETTY J., CHAMBERS R., 1993, « Towards a learning paradigm: new professionalism and institutions for agriculture ». In *Discussion Paper Institute Of Development Studies* , n°334, University of Sussex, 68 pp.
- RHOADES R.E., BOOTH R.H., 1982, « Farmer-back-to-farmer: a model for generating acceptable agricultural technology ». In *Agricultural administration*, Vol. 11 : 127-137.
- ROLING, N., 1989, « The agricultural research-technology transfer interface: a knowledge systems perspective ». In *Linkage theme paper* n° 6, ISNAR, The Hague.

- ROMANOFF S.**, 1993, « Farmers' organisation, research and diffusion of technology ». In *Social Science Research For Agricultural Technology Development*, Dvorak K. ed., Wallingford, United Kingdom : 51-64.
- SIMS H., LEONARD D.**, 1990, « The political economy of the development and transfer of agricultural technologies ». In *Making the link: Agricultural research and technology transfer in developing countries*. D. KAIMOWITZ (ed.), Boulder, CO, Westview Press.
- SPERLING L.**, 1994, *The research and farmer organization partnership: methodological reflections on efficiency and empowerment, comments*. Unpublished, 9 p.
- STOOP WA.**, 1988, « NARS (National agricultural research system) linkages in technology generation and technology transfer ». In *Working Paper n°11*, ISNAR, La Hague, 31p.
- TRIPP R.**, 1982, « Data collection, site selection and farmer participation in On Farm Experimentation ». In *CIMMYT, Working paper 82/1*.
- TRIPP R.**, 1985, « Anthropology and On Farm Research ». In *Human Organization*, 1985.
- TSINI H.E., KRUITER A.H., FORDJOUR K.M.**, 1995, « Linkages between Research, Farmers and Farmers' Organizations, a study in the Ashanti region, Ghana ». In *Discussion Paper n°95-7*, ISNAR, La Hague, 83 p.
- UPHOFF N.**, 1992, « Local institution and participation for sustainable development ». In *IIED Gatekeeper Series SA31*, Sustainable agriculture program, IIED, London.
- VAN DER PLOEG, J.D.**, 1989, « Knowledge systems, metaphor and interface: the case of potatoes in the peruvian highlands. In LONG, N. (Ed), *Encounters at the interface: a perspective of social discontinuities in rural development*, Wageningen Agricultural University, Hollande.
- VENEMA LB.**, 1995, « Collaborating with indigenous farmers' associations in agricultural development and resource management ». In *Local resource management in Africa*, Breemer Jpm.(Van Den), Drijver Ca, Venema Lb Editors ; John Wiley & Sons Ltd : 179-192.
- WIBBERLEY J.**, 1991, « Farmer dominant study groups : a review of farmers for forming and joining groups, and reports of two groups with similar objectives in very different contexts ». In *Agricultural Extension and Rural Development Department Bulletin 32*, University of Reading, UK : 8-13.
- WUYTS A**, 1993, draft, *Linkages between research, farmers and farmers' organizations*. ISNAR, The Hague.

Quelques présentations d'ouvrages consultés

AMANOR Kojo, 1990, « Analytical abstracts on Farmer Participatory Research ». In Occasional Paper 10, Agricultural Administration unit, ODI, London, 140 p.

Complète OKALI et al, 1990.

Cet ouvrage est un recueil de résumés de 340 études ou ouvrages sur le FPR, facilement utilisable grâce à un index alphabétique, thématique et également géographique.

Les études de cas présentées illustrent des projets de recherche participative très variées : à partir de la participation des agriculteurs aux essais en parcelles paysannes, jusqu'à des projets de collaboration entre chercheurs et agriculteurs à partir du choix des technologies jusqu'à leur dissémination.

Le découpage des études de cas est organisé en grands thèmes :

I- Concepts et modèles : 1) méthodologie générale; 2) Indigenous Knowledge System, 3) Expérimentations paysannes et innovations

II- Applications : 4) diagnostic, 5) recherche en parcelles paysannes (participation paysanne dans les tests et l'évaluation), 6) recherche en parcelles paysannes (participation paysanne dans l'élaboration, les tests et l'évaluation), 7) recherche en parcelle paysanne (expérimentations paysannes), 8) dissémination, 9) organisation de la recherche

L'introduction présente brièvement quelques concepts et méthodes utilisées dans le Farmer Participatory Research, notamment RRA (Rapid Rural Appraisal), IKS (Indigenous Knowledge System), ainsi que la vulgarisation « farmer-to-farmer ».

N.B. : 2 études de cas sur le Mali ; 4 en Equateur, 23 aux Philippines, etc..

Disponibilité : ISAA (copie)

ARNAIZ Maria E.O., 1995, « Farmers' organisations in the technology change process : an annotated bibliography ». In Network paper n°53, ODI, London, 50 p;

Document écrit pour le projet de recherche en collaboration ODI/ISNAR sur le rôle des organisations paysannes dans le changement technologique. Dans la première partie, le projet de recherche est décrit ; dans la seconde partie se trouve une brève discussion sur les rôles des organisations paysannes dans l'amélioration de l'accès des paysans les plus pauvres aux technologies. Trois rôles différents sont identifiés : un rôle de représentation, un rôle technique, et un rôle de fournisseur de service. La capacité d'une organisation paysanne à assurer ces fonctions dépend en partie des demandes de ses membres et de sa structure organisationnelle. Cela dépend également de son environnement, du rôle et de l'attitude du gouvernement et des activités des différents acteurs.

La dernière partie présente des résumés d'articles clés sur les organisations paysannes. Ceci afin que les lecteurs prennent conscience de la grande diversité des organisations paysannes impliquées dans le processus de changement technologique, la variété de leurs activités et les conditions qui influencent leur succès.

Disponibilité : ISAA

ARNAIZ Maria E.O, MERRILL-SANDS Deborah M., MUKWENDE Berean, 1995, *The Zimbabwe farmers' union: its current and potential role in technology development and transfer*. ODI, Agricultural Research & Extension Network, London, 36 p.

Cette étude fait partie de la recherche en partenariat ODI/ISNAR dont le thème est "recherche et organisations paysannes : perspectives pour un partenariat", et qui se donne pour objectif l'étude des rôles actuels et potentiels des organisations paysannes dans le processus de développement et de transfert de technologies. Elle a pour objectif d'explorer la capacité des différents types d'organisations paysannes à jouer 3 rôles clés dans le développement et le transfert de technologies.

1- exprimer la demande et exercer une pression sur le secteur de la recherche publique et de la vulgarisation pour les rendre plus responsables et attentifs aux besoins et aux priorités des agriculteurs .

2- travailler comme partenaires des secteurs de recherche et de vulgarisation publics, en prenant en charge certaines responsabilités pour l'identification des problèmes, la recherche, les tests et le transfert de technologies

3- jouer un rôle de dispensateur de services et d'appui en assistant les agriculteurs à obtenir un meilleur accès aux services et aux intrants nécessaires à l'adoption des nouvelles technologies et à l'ouverture vers de nouveaux marchés.

La Zimbabwe farmers' union (ZFU) a été choisie comme étude de cas parce qu'elle fait partie des quelques organisations paysannes nationales qui représentent l'intérêt d'un grand nombre de petits producteurs, opérant dans des systèmes de production très divers en zone culture pluviale. La recherche a également été conduite au Mali auprès de la SYCOV, une organisation nationale de petits producteurs de coton, et en Bolivie, avec l'étude de plusieurs organisations paysannes régionales et fédératives.

Cette étude de cas examine les activités de la ZFU. Elle s'intéresse à l'histoire des organisations paysannes au Zimbabwe et insiste sur l'importance des structures et méthodes de l'organisation (en particulier à l'échelle des unités locales de base). Elle analyse ensuite les activités de défense des politiques, technologies et de délivrance de services de la ZFU, ainsi que ces dimensions organisationnelles. Enfin, elle suggère quelques stratégies utilisables pour la ZFU pour renforcer son rôle dans le développement et le transfert technologique.

Disponibilité : ISAA (copie)

ASHBY Jacqueline A., SPERLING Louise, 1995, « Institutionalizing participatory, client-driven research and technology development in agriculture ». In *Development and Change*, Institute of Social Studies, Blackwell publishers, Oxford, UK, Vol. 26 : 753-770.

Cet article reprend les caractéristiques principales de la recherche participative et développement ("Participatory R&D") dans le secteur agricole : développement orienté vers le client ("client driven"), qui requiert des technologies de développement décentralisées, donne aux paysans la responsabilité principale pour faire les essais adaptatifs. D'autre part, les institutions et les individus doivent devenir responsables de l'intérêt et de la qualité des technologies.

A partir de cas d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, l'article passe en revue les méthodes utilisées par les institutions ; méthodes dont les objectifs sont également l'équité entre les groupes de paysans marginaux, et de développement durable.

« Recherche & Développement Participatifs » (PR&D) ne semblent pas permettre l'accès des innovations aux différents groupes : il est nécessaire de tenir compte des mécanismes politiques

pour définir quel client doit participer, avec quel programme, et quelles innovations organisationnelles sont nécessaires pour améliorer les méthodes de recherche et développement dans ce sens.

Disponibilité : ISAA (copie)

BEBBINGTON Anthony A., MERRILL SANDS D., FARRINGTON John, 1994, "Farmer and community organizations in agricultural research and extension: functions, impacts and questions." In *Network Paper* n°47, ODI, Agricultural Administration (Research and Extension), London, 33 p.

Cet article présente les conditions pour une meilleure implication des organisations paysannes et communautaires dans la recherche et la vulgarisation agricoles. A partir d'études de cas d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, les auteurs identifient différents types d'organisations paysannes et les rôles que ces organisations peuvent jouer dans le changement technologique. Les auteurs exposent les différents rôles que les organisations paysannes ont joué dans le processus de changement technologique, identifient les forces et faiblesses des organisations paysannes et enfin proposent des moyens de renforcer les organisations paysannes.

Disponibilité : ISAA

BEBBINGTON Anthony J., CARRASCO Hernan, PERALBO Lourdes, RAMON Galo, TORRES Victor Hugo, TRUJILLO Jorge, 1993, "Rural peoples' Knowledge, farmers' Organisations and Regional development: Implications for Agricultural Research and Extension". In *Agricultural research and extension Network Paper* 41, ODI, London, UK, 28 p.

Le contexte dans lequel les paysans d'Amérique latine travaillent et vivent change rapidement : les paysans doivent faire face à un marché de plus en plus compétitif, à des prix d'intrants de plus en plus élevés et dans certains cas à la dégradation de leur environnement. De plus, leur moyens d'existence se complexifient, et de plus en plus de familles ne peuvent plus assurer leur survie uniquement par les activités agricoles.

Ceci implique que le développement des technologies agricoles n'est sans doute pas le moyen le plus adapté aux besoins de la population, dont les moyens d'existence sont de plus en plus affectées par d'autres parties du système productif (comme l'agro-industrie). Dans la mesure où la formation est une partie des programmes de développement rural, cette constatation implique également que le développement de nouvelles méthodes d'appui dans la gestion de problèmes autres qu'agricoles peut être plus utile que des formations techniques agricoles.

L'expérience des organisations indiennes en Equateur et Bolivie suggère que les programmes d'aide les plus efficaces sont ceux qui prennent en compte le besoin de s'occuper des secteurs non agricoles et de générer des revenus non agricoles.

Les organisations les plus efficaces ont mis en place un système de contrôle par la base du processus de modernisation de l'agriculture, plutôt que d'adopter une stratégie plus traditionnelle basée sur les connaissances. Les organisations les plus fortes et celles qui ont un impact important sur la pauvreté sont celles qui se sont d'abord concentrées sur le contexte plus que sur le contenu des conditions de vie en milieu rural (en répondant à des questions de droits fonciers, d'agro-

industrie, de commercialisation de crédit rural , etc.). Ils ont basé leurs activités de recherche et de développement sur ces questions, et non pas le contraire. Il y a des leçons générales à tirer de l'organisation de la recherche et développement et du rôle que les organisations paysannes peuvent y jouer.

Disponibilité : ISAA (copie)

BEBBINGTON A., 1991, « Farmer organizations in Ecuador: Contributions to farmer first research and development ».In *Gatekeeper series*, n°26, IIED, London, 15 p.

L'auteur présente le cas d'organisations paysannes de la province de Chimborazo (Equateur) comme illustration d'un programme réussi de recherche et de vulgarisation avec les agriculteurs (*farmer-to-farmer*). Les organisations paysannes ont initié leur propre programme de recherche et de vulgarisation dans le but d'améliorer les conditions de vie rurale ; pour réduire la migration saisonnière, ils ont choisi d'augmenter les sources de revenus locaux. Appuyés par les ONG, ces organisations paysannes ont pris la charge des essais sur des cultures sélectionnées, avec l'aide d'agronomes. Les parcelles d'essais ont été mises en place sur les exploitations des membres. Tout au long du projet, les options technologiques ont été adaptées aux expériences locales. L'information a été disséminée par l'intermédiaire de session de formation, réunions et programmes de radio, mais également grâce à des agents de vulgarisation originaires du village, formés par les ingénieurs agronomes et des intervenants extérieurs invités par l'association. Ces organisations pourvoient également leurs membres en services, comme des programmes de distribution d'intrants, de petites campagnes de crédit et des projets de commercialisation. De plus, ces organisation ont influencé les politiques de recherche et de vulgarisation au niveau national par leurs activités de groupe de pression, et au niveau local par leurs relations informelles avec le personnel des centres de recherche et de vulgarisation.

Disponibilité : ISAA (copie)

BIGGS Steven D., 1989, « A multiple source of innovation model of agricultural research and technology promotion ». In *Network Paper* n°6, Agricultural administration (research and extension) network, ODI, London, 71 p.

L'article décrit et compare deux modèles de diffusion technologique et recherche agricole. Le premier est dénommé le modèle d'innovation « à source centrale », (*central source of innovation model*), qui fait partie des théories et rhétorique des institutions de recherche et de vulgarisation; le second modèle est le modèle d'innovation à source multiple, qui décrit les processus de recherche et de vulgarisation en tenant compte du contexte historique, politique, économique, agro écologique et institutionnel du changement technologique.

Il s'intéresse particulièrement à un paradoxe important : les chercheurs et les bailleurs utilisent généralement le modèle central dans leur travail de recherche et de vulgarisation, alors qu'ils sont souvent confrontés au manque de validité de ce modèle.

Cet article conclut en passant en revue les implication et significations du modèle multiple pour

- le cadre conceptuel de la recherche agricole et la vulgarisation
- le langage de recherche et de vulgarisation

- les politiques de financement agricole
- le rôle des méthodes et techniques pour l'analyse des politiques de recherche agricole

Disponibilité : CIDARC

BINGEN RJ, 1994, « Agriculture development policy and grassroots democracy in Mali: the emergence of Mali's farmer movement ». In *African rural and urban studies*, 1(1):57-72.

Cet article expose les facteurs institutionnels et politiques qui contribuent à la mise en place du SYCOV au Mali (association des producteurs de coton). Les facteurs importants sont : le mouvement vers davantage de démocratie au Mali qui a facilité une participation plus grande dans les politiques agricoles, les programmes gouvernementaux d'alphabétisation pendant les années 60 et 70 et enfin la formation d'association villageoises par la CMDT (compagnie malienne des textiles). Le premier facteur a permis à la SYCOV de devenir active politiquement, alors que les deux autres ont contribué au développement d'une capacité d'organisation, de gestion et d'administration au sein de la population rurale. La CMDT a transféré certaines activités de responsabilités liées à la production de coton aux associations villageoises, avec des livres écrits en langue locale. D'autre part, la CMDT a mis en place des programmes d'alphabétisation;

Disponibilité : ISAA (copie)

BRATTON M., BINGEN RJ, 1994 "Farmer organization and agricultural policy in Africa", In *African rural and urban studies*, 1(1) : 7-29.

Les auteurs résument les résultats du projet RGAPA (Research Group on Agricultural Policies in Africa) qui examine le rôle des organisations paysannes dans le développement des politiques agricoles en Zambie, au Zimbabwe, Mali, Sénégal et Kenya. Les résultats croisés de ces études de cas sont les suivants : il existe de très nombreux types d'organisations paysannes en Afrique. Les principaux moteurs de l'action collective sont avant tout économiques. Les fédérations ou unions nationales adoptent plus aisément la fonction de défense de intérêts des membres que les organisations locales; Les organisations paysannes s'engagent plus facilement dans les débats sur les politiques économiques (prix des intrants) et institutionnelles (foncier) que sur les politiques technologiques. Lorsqu'il y a opposition concernant une politiques particulière, les organisations paysannes se positionnent davantage sur le mode du consensus que sur celui du conflit, particulièrement si elles sont vulnérables et sensibles aux sanctions;

Disponibilité : ISAA (copie)

BRATTON M., 1994, "Micro democracy? The merger of farmer unions in Zimbabwe". In *African Studies Review*, 37 : 1, 9-37.

D'un point de vue empirique, cet article décrit les processus politiques qui menèrent à la formation de *Zimbabwe Farmers' Union* en août 1991. La création de la ZFU provient du groupement de deux des trois unions d'agriculteurs, après des négociations entre des leaders agriculteurs ambitieux

et le ministère de l'Agriculture. Ce cas illustre la façon dont la formation 'volontaire' d'une organisation, dans ce cas précis clairement non démocratique, peut déformer la culture institutionnelle d'une organisation et affaiblir son efficacité en tant que voie indépendante dans la formation des politiques.

D'un point de vue théorique, l'article discute l'application réseaux de relations état/société existant dans le contexte africain. Les pratiques de règles néopatrimoniale sont profondément ancrées dans les sociétés africaines. Dans un cas de relations politiques, les liens personnels influençant fortement les organisations formelles, le néopatrimonialisme conditionne les interactions entre l'état et la société. Dans ce cas, les analystes doivent adapter leurs théories au contexte africain, et le cas de l'émergence des unions paysannes au Zimbabwe apporte quelques éléments de réflexion.

Disponibilité : ISAA (copie)

DABIRE C., EPONOU T., HIEN V., OUEDRAOGO S., 1995, « La liaison entre les organisations paysannes et la recherche agricole au Burkina Faso ». In *Discussion Paper ISNAR*, n° 95-6 :81 p.

Résultats d'une étude de l'ISNAR sur les relations entre les organisations paysannes et les services de recherche et de vulgarisation nationaux au Burkina Faso. Le rapport contient en première partie une présentation des différents types d'organisations paysannes au Burkina Faso, puis les auteurs s'intéressent plus particulièrement au cas de la FUGN (Fédération de groupes Naam), seule organisation paysanne de niveau national au Burkina Faso, fédération de groupes villageois. Cette organisation, poussée par les bailleurs s'est rapprochée de l'INERA, centre de recherche national. Ces deux institutions ont travaillé ensemble sur les termes de leur partenariat et le programme de recherche (nouvelles variétés de pois...). Des projets de mise à dispositions de services et de biens sont à l'étude.

Disponibilité : ISAA

ESMAN M.J., UPHOFF N.T., 1984, *Local organizations, intermediaries in rural development*. Cornell University Press, London, 391 p.

Cet ouvrage présente les résultats d'une large étude sur les organisations rurales en Asie, Afrique et Amérique Latine. Les auteurs considèrent que ces organisations constituent un « 3ème secteur » qui peut améliorer l'efficacité des secteurs publics et privés. A partir d'études de cas, les auteurs identifient les conditions environnementales et organisationnelles nécessaires à une efficacité organisationnelle. Les indicateurs de performance utilisés par les auteurs peuvent être classés en cinq catégories : avantages économiques, bénéfices sociaux, effets d'équité, réduction de la discrimination et participation aux prises de décision. Ils concluent que les facteurs environnementaux, économiques, sociaux et administratifs n'influencent pas significativement l'efficacité des organisations paysannes.

Les organisations paysannes efficaces auraient plutôt les caractéristiques suivantes :

- multi relationnelle, nombreux liens horizontaux et verticaux avec les autres institutions
- formée par initiative locale plutôt qu'externe
- ont des procédures de prise de décision de type « participatif »

Ces organisations paysannes sont sujettes à des vulnérabilités, liées à leur création et développement. En premier point, les organisations paysannes qui sont formées d'agriculteurs pauvres font face à des résistances actives et passives d'origine multiple, y compris les élites locales et le gouvernement. En second point, elles sont vulnérables à l'environnement extérieur (gouvernement, élites locales et agences extérieures). Lorsque ces organisations grandissent, elles attirent l'attention de ces acteurs. En troisième point, les organisations paysannes sont vulnérables aux conflits internes entre groupes rivaux, ..Plus grande est l'organisation, plus nombreux sont les conflits. En quatrième point, le manque de méthodes d'organisation, techniques et politiques contribuent à leur manque d'efficacité. Ces outils sont particulièrement importants pour les grandes organisations qui sont en relation avec les officiels, techniciens et élites locales; Enfin, les organisations paysannes locales sont vulnérables à la cooptation interne des élites et leaders.

Disponibilité : ISAA (copie)

FARRINGTON John, Forthcoming, draft, Farmers' Participation in Agricultural Research and Extension: Lessons from the last decade. ODI, London,

Le mouvement vers une plus grande participation des agriculteurs dans la recherche et la vulgarisation agricole est nourri par une prise de conscience croissante que les conditions socio-économique et agro-écologique des agriculteurs (et particulièrement les plus pauvres) sont complexes, diverses et assujettis aux risques, et que les approches conventionnelles, fondée sur des essais en station suivi des transferts de technologies unidirectionnel, sont loin d'être fructueuses.

Des engagements étroits avec les agriculteurs dans les étapes de diagnostic, expérimentation et dissémination, augmentent la compréhension de ces conditions, des opportunités et contraintes auxquelles les agriculteurs font face, et de leur propre connaissance.

Ceci accroît les capacités d'adoption de technologies promues de l'extérieur, leur viabilité d'un point de vue environnemental et institutionnel, ainsi que leur appropriation locale.

Cet article montre que l'estimation réaliste des possibilités de la recherche participative dans la recherche et vulgarisation doit dériver des forces, faiblesses et objectifs des organisations qui les promeuvent. Alors que les organisations de services publics sont surtout concernées par la participation « fonctionnelle », les ONG recherchent des partenariats qui, à long terme augmentent les capacités des agriculteurs à exprimer leurs besoins, à créer un mode de pression, ce que l'auteur qualifie d'«*empowering* ».

Une question majeure irrésolue pour les deux est de compléter la profondeur avec l'étendue de l'action de la participation.

Une collaboration entre agences publiques et ONG peut apporter une, mais pas toutes les solutions à ce dilemme.

Passant en revue une décennie de participation paysanne dans les domaines de recherche et vulgarisation, cet article montre que, même si la participation paysanne à la recherche et vulgarisation (« Farmer Participatory Research & Extension ») a effectivement un rôle important à jouer. Des estimations optimistes ont été générées par la faiblesse de la prise en compte de :

- objectifs des différents types de participation,
- l'adaptation des approches participatives « face-à-face » à d'autres modes de participation tels que les approches « client driven »
- les rôles que les diverses organisations peuvent jouer dans la promotion de la participation.

FARRINGTON John, BEBBINGTON Anthony, 1994, *From research to innovation: getting the most from interaction with NGO's in farming systems research and extension*. IIED Gatekeeper series n° 43, IIED, London, 23 p.

Depuis quelques années, de nombreuses personnes suggèrent que les stratégies de développement rurales et agricoles tireraient bénéfices d'une plus grande collaboration entre organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG), notamment les bailleurs. Mais quelques remarques doivent être faites avant d'envisager cette collaboration : ces relations (pas toutes de collaboration) existent déjà, et s'expriment souvent sous la forme de pression d'une partie sur l'autre.

- les limites de cette collaboration
- la nécessité de contacts informels précédant la collaboration, pour mettre en place une confiance mutuelle
- certaines fonctions prises en charge par l'état plutôt que par les ONG seront moins coûteuses;

Les auteurs présentent successivement

- Les caractéristiques des ONG étudiées, les causes de succès et d'échec des projets de développement pris en charge par les ONG, (diagnostic, innovations technologies, méthodes de vulgarisation, activités de formation, appui aux organisations paysannes)
- Les contributions potentielles du secteur public pour améliorer les performances des ONG
- Les obstacles à des relations plus approfondies

Ils concluent sur les possibilités d'action commune.

Disponibilité : ISAA

FARRINGTON J., MARTIN A., 1993, *Farmer participation in agricultural research: a review of concepts and practices*. Agricultural administration unit, occasional paper 9, ODI, London, 79 p.

Ce document présente les méthodes utilisées pour le FPR, Farmer Participatory Research, le cadre méthodologique, le contexte institutionnel de la recherche agronomique, le rôle de la prise en compte du savoir local (*ITK, Indigenous Technical Knowledge*), et plusieurs études de cas.

Disponibilité : ISAA

GUBBELS P., 1993, « Peasant farmer organization in farmer-first agricultural development in West Africa: new opportunities and continuing constraints ». In *Network Paper n° 40*, Agricultural research and extension Network, ODI, London, 32 p.

L'auteur présente les forces et faiblesses des organisations paysannes africaines dans le cas d'une augmentation de leur rôle dans le développement agricole. Pour l'auteur, les approches farmer first de la recherche agricole ne peuvent être efficaces que si elles sont institutionnalisées et qu'un mode d'organisation local soit défini. Les organisations paysannes peuvent agir comme groupe de

pression, servir d'intermédiaires entre chercheurs et agriculteurs, adaptent et disséminent de nouvelles technologies.

En Afrique de l'Ouest, l'histoire des organisations paysannes a été celle de la répression par l'état des communautés locales. De plus, l'état a créé des organisations paysannes pour faciliter le transfert des ressources au secteur urbain. Cependant, les récents changements politiques amènent l'état à un support de plus en plus fort des initiatives locales. L'ajustement structurel a amené de nombreuses fonctionnaires à retourner dans leur zone et organisent des organisations communautaires. Les faiblesses de ces organisations sont : manque d'outils de base, comme savoir lire et compter, vulnérable aux agents extérieurs, tendance à adopter des modèles d'organisation issus de la société locale, qui excluent femmes et agriculteurs les plus pauvres. L'auteur prend comme exemple le projet d'agroforesterie de l'OXFAM et reprend l'historique de l'Animation Rurale;

Disponibilité : CIDARC

ISNAR, 1994, "Report of a workshop: strengthening the role of farmers' organizations in technology development and transfer". *Briefing paper*, ISNAR, n°15, 8 p.

Dans la plupart des pays en développement, les organisations paysannes qui représentent les agriculteurs pauvres sont faibles ou absentes. Lorsqu'elles existent, il leur manque souvent les connaissances politiques et financières nécessaires pour participer ou influencer les programmes de développement et de transfert de technologies. De plus, pour la plupart d'entre elles, il manque les méthodes d'identification et de hiérarchisation des demandes de leurs membres ainsi que les moyens pour les communiquer efficacement.

Afin de répondre à ces problèmes, l'ODI et l'ISNAR ont mis en place une étude sur les organisations paysannes et leurs divers rôles en relation avec le développement et le transfert de technologies. Un comité de travail sur ces questions, comprenant de nombreux praticiens a eu lieu en juin 1994 à La Hague. Des représentants des organisations paysannes du Kenya, des Philippines, de Thaïlande et de Hollande, des chercheurs participant à des programmes d'assistance aux organisations paysannes au Burkina Faso, en Equateur, Mali, Pérou, Rwanda, Thaïlande et Zaïre ont travaillé dans ce comité.

Cet article présente les principales questions identifiées et les conclusions de ces journées de réflexion. Elles concernent en particulier le renforcement des capacités des organisations paysannes à agir comme défenseurs des intérêts des agriculteurs, partenaires et pourvoyeurs de services dans le développement et le transfert de technologie. Plusieurs de ces questions seront étudiées plus en détail par le travail de l'ODI et de l'ISNAR.

Disponibilité : ISAA (copie)

KAIMOWITZ David, SNYDER Monteze, ENGEL Paul, 1990, "A conceptual framework for studying the links between Research and Technology Transfer in Developing Countries". In *Making the links: agricultural research and technology transfer in developing countries*. ISNAR, La Hague : 227-269.

Les facteurs les plus importants de l'environnement qui affectent la performance et les méthodes du « système institutionnel de technologie agricole » (*Institutional Agricultural Technology Systems*)

sont : la pression extérieure, les ressources attribuées aux services envers ses bénéficiaires (clients), et la diversité de son environnement.

Des systèmes plus intégrés, plus efficaces pour rendre accessibles des nouvelles technologies appropriées, font généralement face à de grosses pressions extérieures, ont accès à de faibles ressources, et se concentrent sur des environnements simples et homogènes.

Les structures institutionnelles de développement technologique ayant beaucoup de ressources ont des activités plus diversifiées que celles en ayant peu, avec des relations plus sophistiquées. Lorsque l'environnement est diversifié, les structures de développement technologique doivent accomplir des tâches plus complexes pour atteindre leurs objectifs, tâches qui demandent davantage de professionnalisme, des unités décentralisées.

Les facteurs environnementaux incluent l'accessibilité à différents moyens de communication, le développement de l'infrastructure nécessaire. D'autre part, cela comprend également des thèmes aussi divers que les capacités des agriculteurs à concilier tradition et modernité (par exemple, l'utilisation des intrants), les modes de circulation des informations provenant de l'extérieur, les connaissances préexistantes à propos de l'environnement, des systèmes de production, et également la dispersion et le degré d'enclavement des populations.

Parce que ces facteurs sont externes au « système institutionnel de technologie agricole » (*Institutional Agricultural Technology Systems*), les décideurs ont peu de contrôle sur eux. Cependant, ils doivent prendre en compte dans leur processus de prise de décision, en les conciliant avec l'étendue des activités de leur institution, sa structure organisationnelle, ses méthodes de travail, et les liens avec les autres institutions.

Disponibilité : ISAA (copie)

MERRILL-SANDS Deborah, COLLION Marie-Hélène, 1994, « Making the farmers' voice count in agricultural research ». In *Quarterly Journal of experimental agriculture*, 32(3): 260-272.

Les organisations paysannes sont nécessaires pour mettre en place des recherches qui prennent en compte les objectifs des clients (les agriculteurs). Sans un programme de recherche « orienté vers le client », la recherche nationale ne répondra pas aux besoins des agriculteurs les plus pauvres. Le FSR (Farming System Research), le développement technologiques participatif ont servi à la prise de conscience de la diversité des conditions de production des petits agriculteurs par les chercheurs. Mais ces méthodes ne garantissent pas que les besoins et intérêts des agriculteurs seront pris en compte dans les planning et programmes de recherche. Au sein du système conventionnel, les agriculteurs les plus pauvres dépendent du bon vouloir des chercheurs. Les changements institutionnels nécessaires à une recherche plus orientée vers le client viendront d'organisations paysannes fortes représentants les intérêts des petits agriculteurs pour les apporter à la table des négociation.

Disponibilité : ISAA (copie)

MERRILL-SANDS Deborah, ARNAIZ Maria E.O., BINGEN R. James, FARRINGTON John, CARNEY Diana, BEBBINGTON Anthony J., forthcoming, *Conceptual framework for study on the role of farmers' organizations in Technology change: current situations and future prospects*. ISNAR/ODI study on research and farmers' organizations : prospects for partnership, unpublished, 94 p.

Important document de référence sur l'état de la recherche ODI/ISNAR. Y sont présentés point par point : le cadre d'analyse (objectifs, rôle des organisations paysannes, domaines d'implication (politiques, technologique, institutionnel), les types d'organisations paysannes, l'étendue de la recherche et des propositions de recherche)

puis, pour les trois domaines cités (politique, technologiques et institutionnel), les auteurs détaillent l'état des lieux et les perspectives pour une meilleure implication des organisations paysannes. Chacun des chapitres se clôt par des propositions de recherche.

Disponibilité : ISAA

Mc CORKLE Constance, Mc Clure Gail, 1995, « Farmer know-how and communication for technology transfer : CTTA in Niger ». In *The cultural dimensions of development : indigenous Knowledge systems*, London Intermediate Technology publications, London : 323-332.

A partir d'une critique du modèle vertical de transfert de savoir (chercheur - vulgarisateur-agriculteur), l'auteur présente un modèle de communication différent (en l'occurrence utilisé au Niger par le CTTA (*Communications for Technology Transfer in Technology Program*). Les postulats de base de cette méthode sont les suivants : la nécessité d'interactions étroites entre tous les composants du « système technologie agricole » et la constatation de la faiblesse des centres de vulgarisation dans les pays du tiers-monde, notamment du fait de manque de ressources institutionnelles et d'infrastructure. En ce qui concerne le fonctionnement du système « chercheur-vulgarisateur- agriculteur », le constat est que les liens sont trop faibles pour être opérationnels (en particulier au Niger).

Les auteurs présentent plusieurs exemples d'amélioration des performances de la recherche et de la vulgarisation, à partir d'une collaboration étroite entre chercheurs, vulgarisateurs et agriculteurs et une réelle prise en considération du savoir-faire des agriculteurs.

Disponibilité : ISAA (copie)

MUTIMBA Jeff, 1995, « Getting farmers to participate in formal research: some frustrating experience in Zimbabwe ». In *Newsletter Agricultural Research and Extension Network*, University of Zimbabwe, Department of Agricultural Economics and Extension, research notes n°31: 22-35

Cet article présente le travail d'un projet de recherche sur l'implication et à la contribution des agriculteurs les plus pauvres dans le processus de recherche au Zimbabwe. Il examine en particulier la possibilité d'utiliser des tables rondes d'agriculteurs comme moyen pour faire participer tous les villageois. L'un des objectifs du projet est d'évaluer le rôle des organisations paysannes, afin de faciliter la participation des agriculteurs les plus démunis dans la recherche agricole. Sur 6 ateliers

villageois formés, 4 étaient organisés par le ZFU (Zimbabwe Farmers' Union), l'organisation paysanne nationale. Cependant, aucun des ateliers organisés par l'Union ne peut être réellement considéré comme « atelier villageois » : les agriculteurs qui y participaient représentaient une partie du terroir, étaient tous des hommes et tous ouverts aux améliorations techniques.

D'un point de vue technique, les principaux résultats sont les suivants :

- les agriculteurs cultivent un grand nombre de plantes, dont la majorité n'est pas concernée par les projets de recherche et de vulgarisation ;
- ils utilisent un très large nombre de critères pour sélectionner les variétés, rarement pris en considération voire inconnus des chercheurs ;
- leurs connaissances en matière de parasites est souvent supérieure à celles des chercheurs et vulgarisateurs ;
- enfin, les agriculteurs qui participaient aux ateliers étaient capables de faire le type d'observations compatibles avec le processus de recherche.

Disponibilité : ISAA (copie)

OBINNE Chukwudi, 1994, "A strategy for Agricultural Progress and socio-economic Upliftment: Federation of farmers' associations in Nigeria". In *Community Development Journal*, Vol. 29, n°1, January 1994 : 40-46.

Cet article tente de passer en revue et d'analyser la nature et le statut d'associations paysannes du Nigeria, leurs objectifs, dans le but de créer des structures assurant des tâches spécialisées, et qui aient la possibilité de contrôler les actions des organismes partenaires.

Pour l'auteur, tous les agriculteurs, pauvres ou non, doivent être mobilisés et organisés afin de mieux appréhender les dynamiques actuelles du monde rural et de représenter l'intérêt général des paysans. Beaucoup de tentatives ont été faites par des groupes pour former des associations de paysans, et le résultat a été une grande variété d'associations ou d'unions de paysans toutes formées pour répondre à des fonctions spécifiques. En 1991, la fédération des associations paysannes du Nigeria ("Federation of Farmers' Associations of Nigeria, FOFAN") avait pour objectif d'unifier toutes les associations de paysans, afin de promouvoir les intérêts collectifs. A travers la FOFAN, les paysans vont pouvoir dialoguer avec le gouvernement fédéral.

Disponibilité : ISAA (copie)

OKALI Christine, SUMBERG James, FARRINGTON John, 1994, *Farmer participatory research, rhetoric and reality*. Intermediate technology publications, London ; ODI, 159 p.

Cet ouvrage reprend de façon très complète les méthodes participatives, concepts et thèmes associés. Le concept de « farmer participatory research » est présenté de façon conceptuelle, puis pratique, sous la forme d'études de cas. Les auteurs présentent et évaluent des évolutions récentes, à la fois en terme de concepts et d'application des méthodes. Les problèmes de mise en place, l'analyse critique des méthodes utilisées et une évaluation générale de la recherche participative font l'objet de plusieurs chapitres. Le dernier chapitre est consacré à des perspectives, notamment concernant le lien entre des indicateurs d'évaluation et la mise en place de projet.

Très abondante bibliographie sur les projets de FPR.

Disponibilité : ISAA

ROMANOFF Steven, 1993, « Farmers' organization, research and diffusion of technology ». In *Social Science Research For Agricultural Technology Development: Spatial And Temporal Dimensions*, CAB International, Wallington, Oxon, United Kingdom, 51-64.

Pour les projets de recherche, le temps c'est de l'argent. C'est ainsi que commence cet article de 11 pages de Romanoff, qui s'interroge sur les modalités de la diffusion de technologies. La diffusion de technologies est coûteuse, elle est également inégale et génère des iniquités.

Il décrit un projet en partenariat d'organisations paysannes locales et de chercheurs (agronomie et sciences sociales) sur le thème de la transformation du manioc en Equateur (à la suite d'un projet identique en Colombie). Les travaux en commun ont porté sur les tests des techniques, le transfert des résultats et la circulation de l'information, grâce à la formation de groupes mixtes de chercheurs et de représentants des organisations paysannes.

De nombreuses options ont été choisies par les agriculteurs (technologies simples, commercialisation par une organisation paysanne fédérée, vulgarisateur issu de la communauté.

Succinctement, ses conclusions sont les suivantes :

- La formation de l'organisation paysanne et ses activités ont permis de réduire les coûts d'assistance technique
- L'expérience a pu être répliquée à partie du projet colombien
- Les groupes d'agriculteurs peuvent être agents de transfert technologique
- Le projet a stimulé les initiatives institutionnelles, comme la formation d'une organisation paysanne 'de second niveau c'est-à-dire de niveau régional), le transfert des technologies par la méthode « farmer-to-farmer », la mise en place de groupes interprofessionnels à plusieurs niveaux, la responsabilisation des agriculteurs et leur organisation, etc...
- La structure générale du projet (UAPPY) : associations locales avec une structure centralisatrice et des liens avec les institutions administratives, est celle recommandée par Esman et Uphoff (1984).

Disponibilité : ISAA (copie)

STOOP WA., 1988, « NARS (National agricultural research system) linkages in technology generation and technology transfer ». In Working Paper n°11, ISNAR, La Hague, 31p.

Cet ouvrage reprend les différents types de relation entre centres de recherche, vulgarisation et agriculteurs au sein des instituts de développement agricole nationaux.

Le premier chapitre est consacré aux différents types de relations (informelles, verticales (*top-down* et *bottom-up*), internes et externes, etc..). Les suivants présentent un rappel des différents modèles

de relations entre institutions pour le transfert technologique, ses contraintes spécifiques et des solutions pour ces contraintes.

Disponibilité : CIDARC (RP 1541)

SPERLING Louise, 1994, *The research and farmer organisation partnership: methodological reflections on efficiency and empowerment*. ODI/ISNAR Workshop, The Hague.

Cet article présente trois études de cas au Zaïre, Rwanda et Sénégal, qui illustrent les coûts et bénéfices d'impliquer les agriculteurs dans le processus de recherche au stade de la parcelle. FESODEBU (femmes solidaires pour le développement de Burhale) et MED (mamas engagées pour le développement) sont deux organisations villageoises de la région du Kivu, Zaïre. Des chercheurs nationaux de la station régionale ont engagées ces groupes à prendre en main des tests en parcelles paysannes pour des variétés de haricot grimpant et pour tester de nouvelles techniques de conduite de haricot. Au Rwanda, le système de recherche national a délégué à une organisation paysanne de femmes les tests de variétés de haricot prototype, organisation paysanne appuyée par une ONG. Les organisations appuyées par des ONG sont plus efficaces pour la dissémination des résultats aux autres agriculteurs de leur communauté. Mais elles étaient moins performantes que les organisations paysannes soutenues par des unités administratives en ce qui concerne le retour des résultats techniques. Au Sénégal, les chercheurs et les organisations paysannes sont actuellement en cours d'amélioration de technologies connues, développer de nouvelles technologies, une plus grande participation paysanne dans la recherche; Ce mouvement vers davantage de participation dépend des orientations du gouvernement, qui peut permettre de mettre en place des fédérations paysannes fortes.

Disponibilité : ISAA (copie)

VENEMA Bernhard L., 1995, « Collaborating with indigenous Farmers' Association in Agricultural Development and resource Management ». In *Local Resource Management in Africa*, JPM van den Breemer, CA Drijver and LB Venema eds, by John Wiley & sons Ltd,.

Disponibilité : ISAA (copie)

WIBBERLEY John, 1991, « Farmer dominant study groups : a review of farmers for forming and joining groups, and reports of two groups with similar objectives in very different contexts ». In *Agricultural Extension and Rural Development Department Bulletin 32*, University of Reading, UK : 8-13.

L'auteur commence son article par la présentation de sept raisons pour que les agriculteurs forment des groupes : raisons techniques, environnementales, sociales, politiques, économiques, législatives et éducationnelles.

Puis, il s'intéresse particulièrement à un type de groupe , le « *farmer-dominant study groups* », dont l'objectif est d'appuyer ses membres pour l'évaluation, les tests sur parcelles, et l'adoption de nouvelles technologies. Ces groupes ont la charge de prendre en main des progrès technologiques agricole, de fournir des services de vulgarisation rentables, de contribuer à la cohésion sociale entre les ménages d'agriculteurs pour le bénéfice de la communauté rurale.

A partir d'exemples dans le Royaume Uni et d'Afrique du Sud, il montre que ces groupes peuvent jouer un rôle dans les pays industrialisés et pays en développement, dans un grand panel de contextes environnementaux et politiques.

Disponibilité : ISAA - Bulletin 32.